



Perspectives de l'alimentation

Analyse des marchés mondiaux

Point de mire

À mi-chemin de cette année mouvementée, alors que les nouvelles campagnes de commercialisation des principales cultures vivrières débutent bientôt, il s'agit d'un moment crucial pour évaluer les derniers développements survenus sur les marchés alimentaires mondiaux et dresser les premières perspectives pour 2011/12. En raison d'un extraordinaire concours de circonstances, les précédentes prévisions assez favorables concernant la situation de l'offre et la stabilité des prix, ont cédé la place à des perspectives de plus en plus inquiétantes et à une escalade des prix internationaux à des niveaux jamais atteints depuis des décennies. En effet, l'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi à un sommet presque historique de 232 points en mai, soit seulement 6 points de moins que le record enregistré en février. Bien que les conditions météorologiques défavorables aient été le principal coupable, une foule d'autres facteurs imprévisibles ont eu des répercussions négatives sur les marchés alimentaires, notamment la catastrophe au Japon, une vague sans précédent de troubles politiques qui touchent de nombreux pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, une nouvelle forte hausse des prix du pétrole, et le contexte d'incertitude qui persiste sur les marchés financiers et dans l'économie mondiale.

Sur le marché des céréales, l'orge, le maïs et le blé sont, pour l'essentiel, influencés par des problèmes de production et d'épuisement des stocks. Les stocks de maïs ont chuté à un niveau critique aux États-Unis, premier pays producteur et exportateur de maïs du monde. Le riz fait exception grâce à une production mondiale record et à des stocks d'ouverture abondants. En outre, par rapport à la situation de 2007/08, la production de céréales globalement bonne dans les pays importateurs, à l'inverse des pays exportateurs, a également permis d'atténuer les effets de la hausse des prix internationaux. Dans le secteur des oléagineux, les prix ont également considérablement augmenté, soutenus par le resserrement de la situation mondiale de l'offre et de la demande. Les cours des produits laitiers et de la viande n'ont pas été épargnés, et les prix ont été propulsés (à des niveaux records dans le cas de la viande) par la flambée des coûts de production, la contraction des cheptels et le quasi épuisement des stocks. Dans la foulée de la diminution des disponibilités exportables, le marché du sucre a également connu une forte hausse des prix, malgré un recul dans les derniers mois. Dans ce contexte, le coût des importations de produits alimentaires devrait s'élever à un niveau record de presque 1,3 milliards de dollars.

Les perspectives positives en matière de prix stimulent toujours les semis et cette année ne fait pas exception. Les prévisions de rendements plus élevés, et des conditions climatiques favorables, ont déjà entraîné une augmentation de la production de céréales et de soja dans l'hémisphère sud. Les semis d'hiver dans les pays de l'hémisphère Nord ont également enregistré des augmentations notables. Toutefois, dans de nombreux cas, la perspective d'une augmentation de la production céréalière cette année ne repose pas seulement sur l'expansion des semis, mais aussi sur l'espoir d'un retour à des conditions climatiques normales. Dans la Fédération de Russie, des conditions météorologiques plus normales, après la sécheresse dévastatrice de l'an dernier, devraient permettre d'améliorer la situation de l'offre. Fait encourageant, le pays a annoncé la levée de l'interdiction d'exporter à partir de juillet 2011. Si les conditions météorologiques le permettent, d'excellentes récoltes sont également prévues en Ukraine. Cependant, les conditions météorologiques printanières difficiles qui prévalent dans plusieurs régions productrices importantes, pourraient freiner les rendements. En Europe et en Amérique du Nord, trop de pluie en certains endroits (zone de production du maïs aux États-Unis) et des conditions de sécheresse persistante dans d'autres (zone de production du blé aux États-Unis et dans l'Union européenne) représentent une préoccupation majeure. Alors que de nombreux pays sont déjà aux prises avec des prix élevés des aliments, les résultats des récoltes de cette année, surtout pour les cultures dont la situation est particulièrement tendue, comme pour le maïs, seront décisives pour déterminer les prix à terme. Compte tenu de la forte réduction des stocks et de la modeste augmentation de la production mondiale pour la majorité des cultures, les cours mondiaux devraient rester élevés et volatils. Les mois les plus critiques sont encore à venir car ils permettront de déterminer les résultats définitifs de la production. La FAO surveille de près la situation et, comme par le passé, elle veillera à tenir la communauté internationale informée.

TABLE DE MATIÈRES

Les marchés en bref 1-9

Évaluation des marchés 10-62

Blé	10
Céréales secondaires	15
Riz	25
Graines oléagineuses, huiles et farines d'oléagineux	31
Sucre	40
Viandes et produits carnés	44
Lait et produits laitiers	50
Poisson et produits halieutiques	54

Dossier spéciaux 63-77

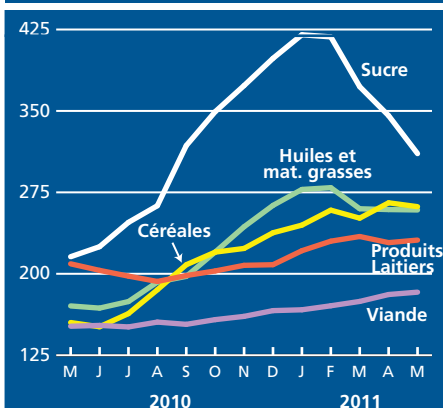
- Nouvelles perspectives issues des rapports de la CFTC 63
- Une analyse des pics des prix du maïs, du blé et du soja observés en 2008 et en 2011 et de la participation des investisseurs sur les marchés à terme 69
- Un résumé du débat actuel sur la réglementation des limites de position sur les contrats à terme sur le maïs, le blé et le soja au Chicago Board of Trade 76

Appendice statistique 78-115

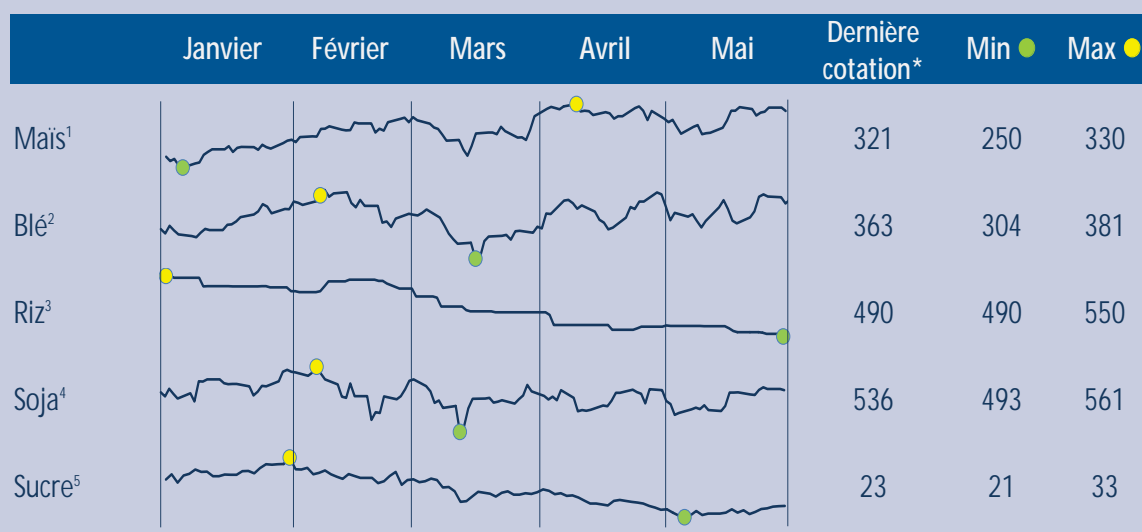
Indicateurs du marché 116-122

- Marché de fret maritime 116
- Facture des importations vivrières 118
- Indices FAO des prix 120

Indices FAO des prix des produits alimentaires
(Mai 2010 - Mai 2011)
2002-2004=100



Les prix en un coup d'oeil, janvier-mai 2011



* au 31 mai 2011

¹ américain, jaune ; USD la tonne

² américain, blé dur rouge d'hiver ; USD la tonne

³ thaïlandais, blanc 100% B ; USD la tonne

⁴ américain, jaune ; USD la tonne

⁵ cours journalier AIS ; Cents E.-U. la livre

Remerciements

Perspectives de l'alimentation est une publication de la Division du commerce et des marchés de la FAO qui est rédigée par divers économistes (le nom et les coordonnées des auteurs apparaît à la fin de chaque section de la partie intitulée "Les marchés en bref". De nombreux fonctionnaires ont contribué à l'élaboration du présent rapport, à savoir : Claudio Cerquiglini, Julie Claro, Barbara Ferraioli, Dina Forzinetti, David Mancini, Patrizia Mascianá, Marco Milo, Shirley Mustafa, Fiorella Picchioni, Turan Rahimzadeh, Barbara Senfter et Stefania Vannuccini.

Nous remercions tout particulièrement Rita Ashton, qui a assuré la compilation du présent rapport et l'ensemble des tâches administratives, ainsi que Claudio Cerquiglini, qui a élaboré les graphiques et les tableaux statistiques. En outre, l'équipe exprime sa gratitude aux assistants d'édition, Adrianna Gabrielli et Nancy Hart.

Le marché des céréales en bref

Une augmentation de la production mondiale en 2011 devrait relâcher les tensions qui caractérisent actuellement le marché, mais elle ne suffira pas à reconstituer les stocks de manière suffisante. Les premières prévisions de l'Organisation pour la production mondiale de céréales en 2011 indiquent un niveau record, avec un rebond de 3,5 pour cent après un déclin de 1 pour cent en 2010. Cet augmentation proviendrait essentiellement de la perspective de meilleurs rendements et d'une expansion des semis. La production mondiale de blé devrait être de 3,2 pour cent supérieure à celle de l'an dernier, ce qui s'explique principalement par de meilleures perspectives de rendement dans la Fédération de Russie. La production mondiale de céréales secondaires devrait augmenter de 3,9 pour cent et dépasser le niveau record de 2008. Cette hausse est attendue en majeure partie aux États-Unis et dans la Communauté d'États indépendants. Bien que l'on ne dispose que de données préliminaires, la production de riz paddy prend aussi le chemin d'un nouveau record, affichant une hausse de 1,8 pour cent tandis que l'on attend une amélioration des conditions climatiques.

Les premières prévisions concernant l'utilisation totale des céréales en 2011/2012 indiquent une progression de 1,4 pour cent par rapport à 2010/2011, contre 2 pour cent en 2010/2011, car le taux de croissance de l'utilisation industrielle des céréales pour la production de biocombustibles connaît un ralentissement.

Les réserves mondiales de céréales, à la fin des campagnes agricoles se terminant en 2012, sont estimées à 494 millions de tonnes, ce qui ne correspondrait qu'à 1 pour cent de plus que les réserves de départ, fortement réduites. Les stocks de riz sont ceux qui devraient augmenter le plus, tandis que ceux de céréales secondaires pourraient augmenter légèrement et ceux de blé, poursuivre leur baisse. Le modeste réapprovisionnement des stocks anticipé ne suffira pas à élever le ratio stock/utilisation, qui se maintient à un modeste 21 pour cent. Les premières prévisions de la FAO pour le commerce des céréales en 2011/2012 indiquent une légère progression par rapport à 2010/2011 avec davantage d'importations de blé, un déclin des céréales secondaires et un maintien du riz. Avec une production totale à peine suffisante pour satisfaire la consommation, il y a de fortes chances que les cours mondiaux des céréales, en particulier le blé et les céréales secondaires, demeurent élevés. La levée de l'interdiction d'exporter qui frappait la Fédération de Russie pourrait contribuer à tirer les prix vers le bas, mais les incertitudes pesant sur les perspectives de récolte aux États-Unis et dans les principaux producteurs de l'Union européenne font que les prix internationaux des céréales devraient rester instables.

Contacts:

Abdolreza Abbassian/Paul Racioner

Courriel: Abdolreza.Abbassian@fao.org

Courriel: Paul.Racioner@fao.org

Aperçu général du marché mondial des céréales ¹

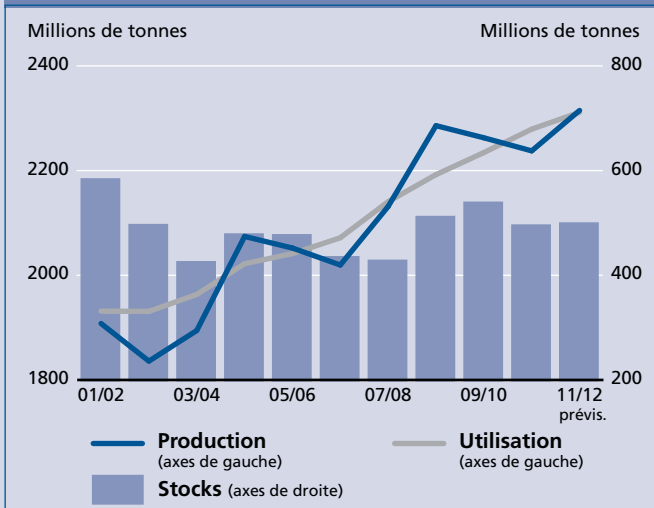
	2009/10	2010/11 estim.	2011/12 prév.	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
millions de tonnes				%
BILAN MONDIAL				
Production	2 262.7	2 237.6	2 314.9	3.5
Commerce ²	276.1	274.8	276.0	0.4
Utilisation totale	2 234.4	2 279.1	2 311.3	1.4
Alimentation	1 037.3	1 054.2	1 069.2	1.4
Fourrage	767.2	774.3	785.8	1.5
Autres utilisations	430.0	450.7	456.3	1.2
Stocks de clôture	533.6	490.0	493.9	0.8
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	151.9	152.5	152.9	0.3
PFRDV (kg/an) ³	156.9	158.0	158.9	0.6
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	23.4	21.2	21.0	
Rapport stocks des principaux exportateurs-utilisation totale (%)	18.6	15.3	15.4	
Indice FAO des prix des céréales (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Mai	Variation: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
	174	183	256	59.8

¹ Riz en équivalent usiné

² Les données relatives au commerce des céréales concernent les exportations basées sur une campagne de commercialisation juillet/juin pour le blé et les céréales secondaires et janvier/décembre pour le riz

³ Pays à faible revenu et à déficit vivrier

Production céréalière, utilisation et stocks



Le marché du blé en bref

Suite à une forte baisse de la production mondiale de blé en 2010, la production mondiale devrait augmenter de 3,2 pour cent en 2011 et atteindre 674 millions de tonnes. La reprise de la production est légèrement en-deçà des premières estimations publiées par la FAO en mars, en raison de conditions météorologiques printanières inhabituelles en Amérique du Nord et dans certaines régions d'Europe. La production mondiale ne suffira pas à couvrir la demande prévue, bien que celle-ci n'augmente pas aussi vite que lors de la précédente campagne. L'utilisation mondiale de blé devrait progresser d'à peine 1 pour cent et atteindre 677 millions de tonnes en 2011/12. La croissance de l'utilisation fourragère devrait ralentir lors de la nouvelle campagne, en grande partie en prévision d'une reprise de l'offre de céréales secondaires dans la CEI. Les stocks mondiaux de blé devraient être à un niveau bien inférieur à celui de 2010 à la clôture des campagnes prenant fin en 2011 et devraient continuer à baisser à la clôture des campagnes qui s'achèveront en 2012, pour s'établir à 183 millions de tonnes. Ainsi, le rapport stocks mondiaux-utilisation au cours de la nouvelle campagne (2011/12) se situerait à environ 27 pour cent, en légère baisse, mais toujours au-dessus du faible rapport enregistré lors des campagnes 2007/08 qui s'élevait à 22,6 pour cent. Les premières indications semblent suggérer une légère reprise du commerce mondial de blé après une chute en 2010/11. Le commerce mondial en 2011/12 devrait atteindre 125 millions de tonnes, soit 2 millions de tonnes de plus qu'en 2010/11. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement des importations de plusieurs pays d'Asie et de l'Union européenne. Une forte baisse des exportations de blé des États-Unis devrait être plus que compensée par la croissance des livraisons en provenance de la CEI. En mai, les prix internationaux du blé ont réagi aux préoccupations concernant les conditions météorologiques et aux incertitudes concernant les perspectives de production. Les prix restent inférieurs aux sommets atteints en février, mais alors que les contrats à terme pour le blé aux États-Unis se négocient à environ 75 pour cent de plus qu'à la même période l'an dernier, un retour à des niveaux de prix plus normaux est peu probable, du moins pendant la première moitié de la nouvelle campagne (juillet/décembre).

Contacts:

Abdolreza Abbassian/Paul Racioner

Courriel: Abdolreza.Abbassian@fao.org

Courriel: Paul.Racioner@fao.org

Aperçu général du marché mondial du blé

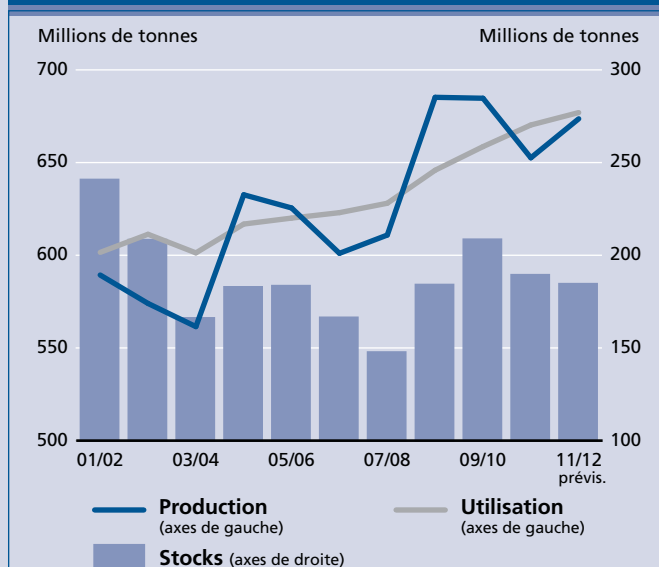
	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prév.</i>	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
millions de tonnes				%
BILAN MONDIAL				
Production	684.7	652.6	673.6	3.2
Commerce ¹	129.8	123.0	125.0	1.6
Utilisation totale	658.6	670.3	677.0	1.0
Alimentation	463.3	468.1	472.0	0.8
Fourrage	121.0	125.3	127.5	1.8
Autres utilisations	74.3	76.9	77.5	0.8
Stocks de clôture	206.9	187.8	182.9	-2.6
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	67.8	67.7	67.5	-0.3
PFRDV (kg/an)	54.4	54.0	53.9	-0.1
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	30.9	27.7	27.1	
Rapport stocks des principaux exportateurs-utilisation totale (%) ²	21.8	18.9	17.9	
<hr/>				
Indice des prix du blé * (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Mai	Variation: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
	154	169	242	72.2

* Tiré de l'indice du blé établi par le Conseil international des céréales

¹ Les données relatives au commerce du blé concernent les exportations basées sur une campagne commune de commercialisation juillet/juin

² Les principaux exportateurs sont notamment l'Argentine, l'Australie, le Canada, l'Union européenne et les États-Unis

Production, utilisation et stocks de blé



Le marché des céréales secondaires en bref

À ce stade précoce, les perspectives concernant la situation de l'offre et la demande de céréales secondaires pour 2011/12 restent provisoires. Il est particulièrement difficile de prévoir le volume des récoltes de cette année, en raison de conditions climatiques défavorables dans l'hémisphère Nord, où les semis des céréales secondaires ne sont pas encore terminés. Néanmoins, les perspectives pour presque tous les principaux pays producteurs sont favorables, et la production mondiale pourrait atteindre un nouveau record de 1 165 millions de tonnes, en hausse de 3,9 pour cent par rapport à 2010. Toutefois, la production pourrait être à peine suffisante pour couvrir les volumes d'utilisation prévus pour 2011/12. Les utilisations fourragère et industrielle des céréales secondaires en 2011/12 devraient augmenter, mais pas aussi vite qu'en 2010/11, entraînant une augmentation d'environ 1,4 pour cent de l'utilisation totale. Face à ces attentes en matière de production et d'utilisation, les réserves mondiales devraient se reconstituer un peu par rapport à l'effondrement des stocks prévu en 2011, mais la reconstitution pourrait s'avérer modique, seulement 1,3 pour cent, et atteindre 167.7 millions de tonnes. En conséquence, le rapport stocks-utilisation restera proche de niveaux historiquement bas. Les cours internationaux ont reflété les effets de la contraction des marchés des céréales secondaires pendant de nombreux mois, avec des cours dépassant de 50 à plus de 100 pour cent leurs niveaux de 2010. En 2011/12 le maïs s'est négocié à des prix supérieurs aux prix élevés de 2008. Les contrats à termes pour le maïs récolté en 2010 sont négociés à des prix largement supérieurs aux contrats à termes pour les cultures qui seront récoltées en décembre. Le commerce mondial, qui a considérablement augmenté en 2010/11, devrait légèrement fléchir pour s'établir à 119 millions de tonnes. Les prix élevés sont certainement un facteur important de cette contraction, mais les bonnes perspectives de récoltes dans plusieurs pays importateurs devraient aussi permettre de maintenir les importations sous contrôle. La hausse des prix pourrait contribuer, à terme, à une diminution de la demande, et entraîner une baisse des prix sur le marché en 2011/12, même si cela dépendra majoritairement de l'issue des récoltes.

Contacts:

Abdolreza Abbassian/Paul Racioner

Courriel: Abdolreza.Abbassian@fao.org

Courriel: Paul.Racioner@fao.org

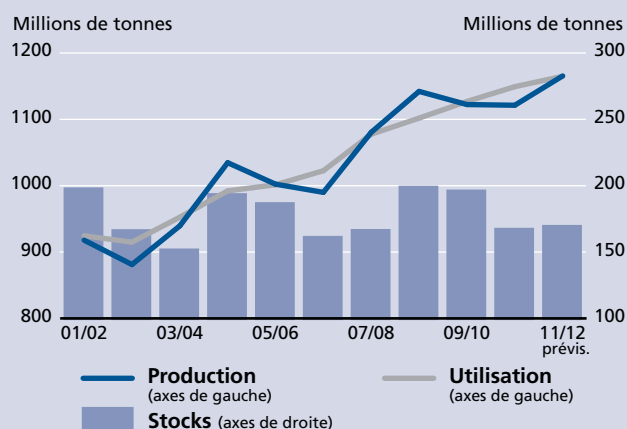
Aperçu général du marché mondial des céréales secondaires

	2009/10	2010/11 estim.	2011/12 prév.	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
millions de tonnes				%
BILAN MONDIAL				
Production	1 122.3	1 121.3	1 165.4	3.9
Commerce ¹	115.0	120.0	119.0	-0.8
Utilisation totale	1 127.0	1 149.3	1 164.9	1.4
Alimentation	191.2	196.9	199.5	1.4
Fourrage	634.4	636.9	646.1	1.4
Autres utilisations	301.4	315.4	319.2	1.2
Stocks de clôture	194.4	165.5	167.7	1.3
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	28.0	28.5	28.5	0.2
PFRDV (kg/an)	37.2	38.4	38.2	-0.4
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	16.9	14.2	13.9	
Rapport stocks des principaux exportateurs-utilisation totale (%) ²	14.7	8.4	8.5	
Indice FAO des prix des céréales secondaires (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Mai	Variation: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
	157	176	279	82.4

¹ Les données relatives au commerce des céréales secondaires concernent les exportations basées sur une campagne commune de commercialisation juillet/juin

² Les principaux exportateurs sont notamment l'Argentine, l'Australie, le Canada, l'Union européenne et les États-Unis

Production, utilisation et stocks de céréales secondaires



Le marché du riz en bref

La fermeté des prix qui a caractérisé le marché mondial du riz durant le deuxième semestre de 2010 a commencé à décliner en décembre. En mai 2011, les cours du riz étaient inférieurs de 3 pour cent à leur valeur de janvier, mais encore 22 pour cent au-dessus de leur niveau de mai 2010.

Malgré les nombreux problèmes qui ont caractérisé la campagne et qui ont donné lieu à des récoltes moins importantes que prévues initialement en novembre, la production mondiale de riz devrait avoir augmenté de 1,8 pour cent en 2010 et avoir atteint un nouveau record. Les premières prévisions concernant la récolte de 2011 sont également positives. En effet, le secteur pourrait croître de 2,6 pour cent grâce à des conditions météorologiques plus normales et au soutien constant des gouvernements.

Le commerce de riz devrait augmenter de 1.4 pour cent en 2011, à un niveau s'approchant du record atteint en 2007, soutenu par un accroissement des livraisons à destination de divers pays en Afrique, en Amérique du Nord et en Europe. Parmi les exportateurs, la Thaïlande et le Viet Nam devraient couvrir une grande partie de l'augmentation, tandis que l'Égypte, le Pakistan et les États-Unis devraient exporter des volumes moins importants que l'an dernier.

L'utilisation mondiale de riz devrait augmenter de 2 pour cent en 2011. La consommation alimentaire de riz par habitant devrait demeurer stable, à environ 56 kg par an, freinée par la hausse des prix intérieurs qui ont entraîné une série d'initiatives gouvernementales pour limiter l'inflation du prix des aliments.

Les stocks mondiaux de riz en 2011 devraient atteindre leur plus haut niveau depuis 2002, grâce à une production globale supérieure à la consommation. Dans le cadre des perspectives actuelles, qui prévoient une expansion constante de la production mondiale, les réserves mondiales de riz pourraient continuer de croître en 2012.

Aperçu général du marché mondial du riz

	2008/09	2009/10 <i>estim.</i>	2010/11 <i>prév.</i>	Variation: 2010/11 par rapport à 2009/10
<i>millions de tonnes</i>				%
BILAN MONDIAL (base riz usiné)				
Production	458.5	455.6	463.8	1.8
Commerce ¹	29.6	31.4	31.8	1.4
Utilisation totale	444.5	448.9	459.6	2.4
Alimentation	379.6	382.8	389.2	1.7
Stocks de clôture	126.6	132.3	136.7	3.3
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	56.3	56.1	56.4	0.5
PFRDV (kg/an)	68.5	68.0	68.2	0.3
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	28.2	28.8	29.1	1.2
Rapport stocks des principaux exportateurs utilisation totale (%) ²	21.7	19.4	18.6	-4.1
Indice FAO des prix du riz (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Mai	Change: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
	253	229	249	11.7

¹ Exportations par année civile (deuxième année indiquée)

² Les principaux exportateurs sont notamment les suivants: Inde, Pakistan, Thaïlande, États-Unis et Viet Nam

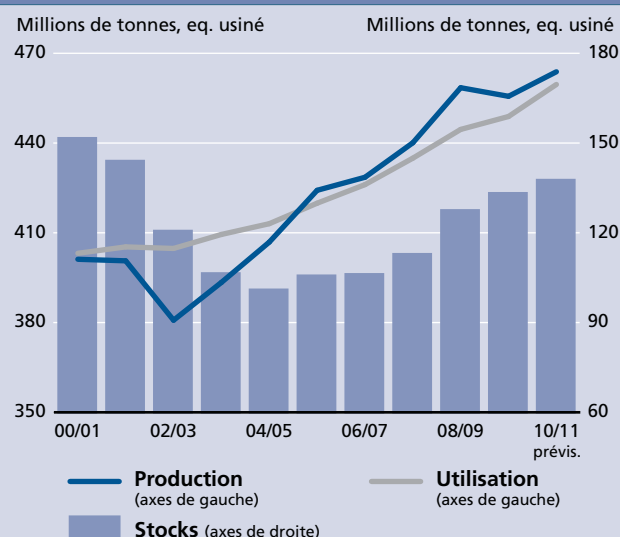
De plus amples renseignements sur le marché du riz sont disponibles dans le FAO Rice Market Monitor, qui peut être consulté à l'adresse <http://www.fao.org/economic/est/publications/rice-publications/rice-market-monitor-rmm/en/>

Contact:

Concepción Calpe

Courriel: Concepcion.Calpe@fao.org

Production, utilisation et stocks de clôture de riz



Le marché des graines oléagineuses en bref

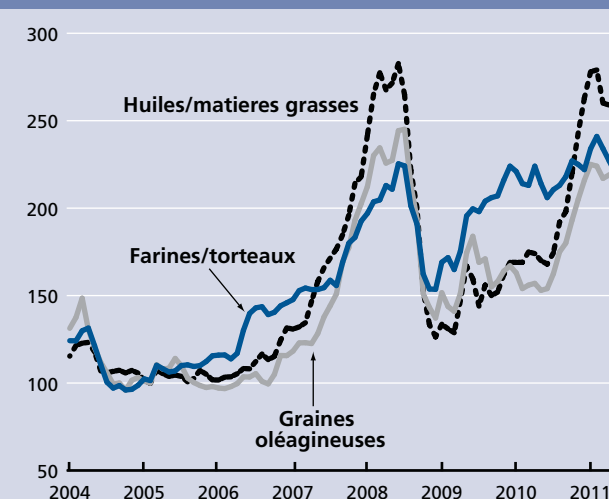
La tendance à la hausse des prix mondiaux des graines oléagineuses et des produits dérivés qui a commencé en 2009, s'est poursuivie au cours de la campagne de commercialisation 2010/11 et, en février 2011, les cours de plusieurs oléagineux et produits dérivés se sont rapprochés des records atteints en 2008. La flambée des prix s'explique principalement par un resserrement progressif des réserves mondiales, conjugué à une croissance soutenue de la demande et à un regain d'intérêt des principaux pays importateurs. Cette évolution est en partie due au resserrement des marchés des céréales. Bien que les prix aient quelque peu baissé au cours des derniers mois, en raison des bonnes perspectives de production de soja et d'huile de palme, cette baisse ne devrait pas durer. En effet, les prévisions initiales pour 2011/12 tendent à suggérer que la situation actuelle de contraction des marchés mondiaux des huiles et des farines d'oléagineux pourrait se poursuivre, voire s'intensifier au cours de la campagne à venir. Ainsi, la campagne de 2011/12 commencera avec de faibles stocks de report et la perspective d'une hausse marginale de la production totale d'oléagineux, en raison notamment du fait que les terres arables font l'objet d'une concurrence accrue entre les graines oléagineuses et les céréales. Cela signifie qu'au cours de la prochaine campagne, les disponibilités pourraient ne pas suffire à satisfaire la demande sans cesse croissante d'huile et de farines, ce qui impliquerait des réductions supplémentaires des stocks mondiaux ainsi qu'une baisse des rapports stocks-utilisation. Par conséquent, les prix sur les marchés des oléagineux et des produits dérivés pourraient rester fermes dans les mois à venir.

Aperçu général des marchés des graines oléagineux et des produits dérivés

	2008/09	2009/10 estim.	2010/11 prév.	Variation: 2010/11 par rapport à 2009/10
millions de tonnes			%	
TOTALES GRAINES OLÉAGINEUSES				
Production	409.7	456.0	464.7	1.9
HUILES ET MATIÈRES GRASSES				
Production	161.2	172.2	175.2	1.7
Disponibilités	184.5	195.6	201.0	2.8
Utilisation	161.7	170.1	175.1	3.0
Échanges commerciaux	86.3	89.1	91.2	2.3
Rapport stocks utilisation (%)	14.5	15.2	14.7	
FARINES ET TOURTEAUX D'OLÉAGINEUX				
Production	98.2	113.8	116.1	2.0
Disponibilités	116.0	127.7	135.0	5.7
Utilisation	102.9	107.6	116.1	7.9
Échanges commerciaux	62.3	67.2	71.2	6.0
Rapport stocks utilisation (%)	13.6	17.6	16.2	
Indice FAO des prix (jan-déc) (2002-2004=100)				
	2009	2010	2011 Jan-Mai	Variation: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
Graines oléagineuses	161	172	221	40.8
Farines d'oléagineux	194	217	231	6.5
Huiles	150	193	267	56.1

Voir le table 10 dans le texte pour des informations plus précises sur les définitions et la couverture

Indices FAO mensuels des cours internationaux des graines oléagineuses, des huiles/matières grasses et des farines/tourteaux (2002-2004=100)



Contact:

Peter Thoenes

Courriel: Peter.Thoenes@fao.org

Le marché du sucre en bref

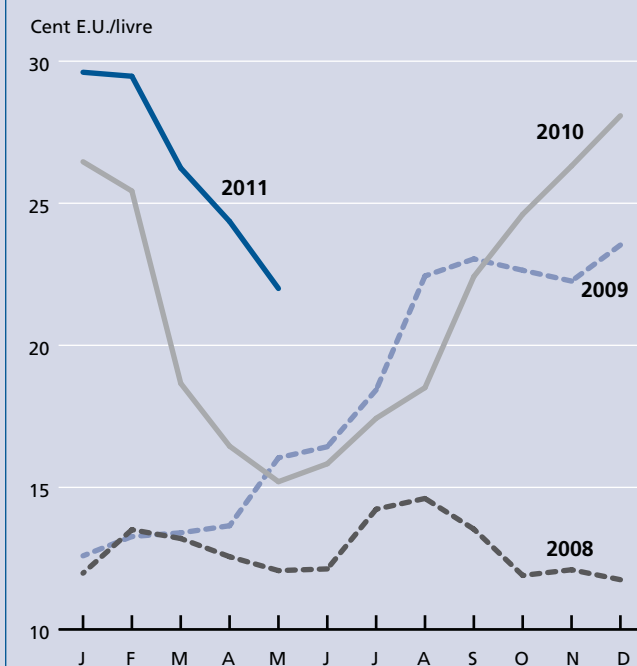
Selon les dernières estimations de la FAO, la production mondiale de sucre devrait atteindre 165,7 millions de tonnes en 2010/11, soit une augmentation de 5,8 pour cent par rapport à la campagne 2009/10. Pour la première fois depuis 2007/08, la production mondiale devrait dépasser la consommation, mais le volume excédentaire ne devrait pas être assez important pour ramener les stocks mondiaux de sucre à des niveaux normaux. L'augmentation de la production mondiale est largement attribuable à des récoltes exceptionnelles au Brésil et en Thaïlande et à une reprise en Inde. Ces hausses ont été motivées par les cours mondiaux du sucre qui sont restés globalement élevés au cours des deux dernières saisons.

La consommation mondiale de sucre devrait repartir après le ralentissement de 2009/10, cependant, dans le contexte d'une croissance économique soutenue en 2010/11, les prix intérieurs relativement élevés du sucre devraient limiter l'augmentation. Ainsi, la consommation moyenne de sucre par habitant ne devrait pas beaucoup augmenter. Le commerce mondial devrait reculer de 3,6 pour cent, en raison de la diminution des disponibilités exportables de plusieurs pays producteurs. Dans le cadre d'un retour à la normale des conditions météorologiques, les premières estimations pour la nouvelle campagne 2011/12 indiquent la probabilité d'un large volume excédentaire de production, reflétant ainsi l'expansion des superficies cultivées. Si cette situation venait à se confirmer, les cours mondiaux du sucre devraient fléchir par rapport aux pics atteints début 2011. Cependant, étant donné les niveaux de stock relativement faibles, des événements météorologiques inattendus dans les principales régions productrices pourraient déclencher à nouveau de soudaines et fortes hausses des prix mondiaux du sucre.

Aperçu général du marché mondial du sucre

	2008/09	2009/10 estim.	2010/11 prév.	Variation: 2010/11 par rapport à 2009/10
millions de tonnes				%
BILAN MONDIAL				
Production	151.0	156.6	165.7	5.8
Commerce	47.5	53.2	51.3	-3.6
Utilisation	160.7	162.5	165.1	1.5
Stocks de clôture	60.8	54.8	55.3	1.0
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	23.8	23.8	23.9	0.4
PFRDV (kg/an)	16.2	16.3	16.1	-1.3
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	37.8	33.7	33.5	
Moyenne du cours quotidien ISA (cents E-U./livre)	2009	2010	2011 Jan-Mai	Variation: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
	18.1	21.2	26.3	28.9

Cours de l'Accord international sur le sucre (ISA)



Contact:

El Mamoun Amrouk

Courriel: ElMamoun.Amrouk@fao.org

Le marché sur la viande en bref

La hausse des prix des aliments pour animaux, les épidémies et la contraction des cheptels devraient limiter l'expansion de la production mondiale de viande à seulement 1 pour cent en 2011, soit une production de 294 millions de tonnes. L'augmentation devrait être due à une croissance dans les secteurs de la viande de volaille et de la viande de porc, tandis que la production mondiale de viande de bœuf et de viande de mouton devrait être freinée par le fait que de nombreux animaux seront conservés pour reconstituer les troupeaux.

La forte demande d'importations, en particulier en Asie, où plusieurs pays sont confrontés à une situation de faibles disponibilités et de hausse des prix intérieurs, devrait favoriser une croissance de 2,4 pour cent du commerce mondial de viande, qui s'établirait à 26,8 millions de tonnes. Une grande partie de l'essor proviendrait de l'augmentation du commerce de viande porcine et dans une moindre mesure, de viande de volaille et de viande bovine. En revanche, le commerce de viande ovine pourrait stagner, en raison de faibles disponibilités dans les pays exportateurs traditionnels.

La consommation de viande par habitant en 2011 devrait se maintenir autour de 41,9 kg en raison de prix au détail relativement élevés. Dans les pays en développement, une croissance économique régulière pourrait favoriser une augmentation minime à 32,0 kg par habitant, tandis que la consommation dans les pays développés devrait rester à 78,4 kg par habitant.

Les cours mondiaux de la viande ont maintenu une tendance à la hausse constante depuis janvier 2011, progressant de 5 pour cent au cours du premier trimestre, principalement soutenus par une augmentation de 10 pour cent des cours de la viande porcine. À court terme, la forte demande mondiale d'importation conjuguée à la limitation des disponibilités exportables pourraient provoquer un raffermissement des cours mondiaux de la viande dans les prochains mois.

Contact:

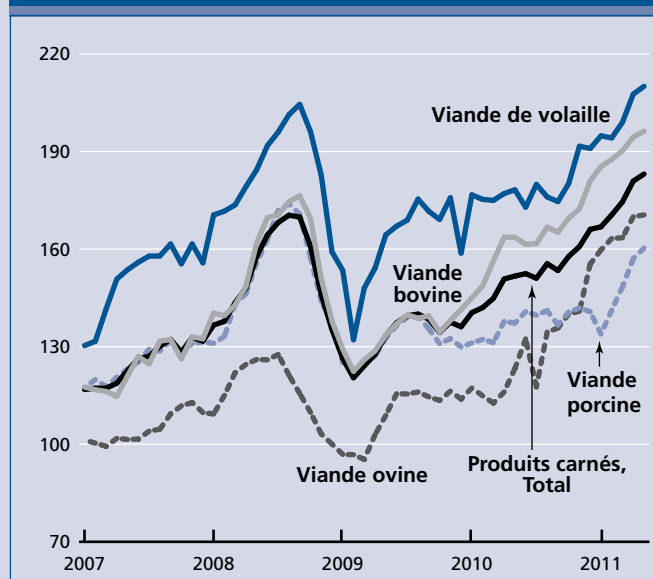
Nancy Morgan

Courriel: Nancy.Morgan@fao.org

Aperçu général des marchés de la viande

	2009	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prév.</i>	Variation: 2011 par rapport à 2010
<i>milliers de tonnes</i>				%
BILAN MONDIAL				
Production	283.2	290.6	294.0	1.1
Viande bovine	64.9	64.9	65.0	0.2
Volaille	93.6	98.0	100.2	2.3
Viande porcine	106.3	109.2	110.0	0.7
Viande ovine	12.9	13.0	13.1	0.5
Commerce	25.2	26.2	26.8	2.4
Viande bovine	7.2	7.5	7.7	1.9
Volaille	11.1	11.5	11.7	1.6
Viande porcine	5.8	6.1	6.4	5.0
Viande ovine	0.9	0.8	0.8	0.8
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation alimentaire par habitant:				
Monde (<i>kg/an</i>)	41.3	41.9	41.9	0.1
Pays développés (<i>Kg/an</i>)	78.0	78.4	78.4	0.0
Pays en développement (<i>kg/an</i>)	31.1	31.8	32.0	0.5
Indice FAO des prix de la viande (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Mai	Variation: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
	133	152	175	19.9

Prix de certains produits carnés (2002-2004=100)



Le marché des produits laitiers en bref

Les prix des produits laitiers ont augmenté durant le premier trimestre de l'année, sous l'impulsion d'une situation de forte demande d'importation en Asie et de disponibilités limitées dans les pays exportateurs traditionnels. Au cours du mois d'avril les prix ont fléchi, mais ils ont recommencé à augmenter en mai, alors que de nombreux pays en Europe du Nord enregistraient un niveau de précipitations inférieur à la moyenne. Étant donné que la pleine saison va bientôt se terminer dans la région, ainsi, pendant le reste de l'année, les prix internationaux des produits laitiers seront très dépendants des conditions météorologiques qui prévaudront dans l'hémisphère sud durant la seconde moitié de l'année. Les cours internationaux des produits laitiers en mai 2011 étaient encore 4,5 pour cent plus élevés qu'en janvier et ils dépassaient de 10,5 pour cent leur niveau de mai 2010.

La FAO prévoit actuellement une augmentation de 14 millions de tonnes de la production laitière mondiale en 2011 à 724 millions de tonnes, soit une hausse de 2 pour cent. Une grande partie de l'augmentation serait imputable aux pays en développement, en particulier l'Argentine, le Brésil, la Chine et l'Inde, mais le secteur devrait également progresser dans les pays développés, avec en tête la Nouvelle-Zélande, l'UE et les États-Unis.

La forte demande mondiale d'importation devrait stimuler le commerce des produits laitiers de 5 pour cent à 48,3 millions de tonnes en équivalent lait liquide. Cet environnement positif devrait favoriser la croissance de tous les principaux produits laitiers sur les marchés mondiaux, en particulier le lait écrémé en poudre, le lait entier en poudre et le fromage. L'expansion du volume des échanges devrait s'appuyer principalement sur l'augmentation des exportations en provenance d'Argentine, du Belarus, de l'UE, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis.

La faible croissance de la production dans un certain nombre de pays exportateurs a conduit à des prélèvements sur les stocks publics et privés pour satisfaire une demande croissante d'importations. Comme ces stocks sont maintenant à un niveau minimum, les disponibilités pour le commerce en 2011 sont de plus en plus dépendantes des performances de la production. Par conséquent, les cours internationaux des produits laitiers seront particulièrement sensibles aux conditions climatiques pour le reste de l'année, aussi bien en raison de leur impact sur la croissance des pâturages que sur la disponibilité et le prix du fourrage et des aliments pour animaux.

Contact:

Michael Griffin

Courriel: Michael.Griffin@fao.org

Aperçu général des marchés des produits laitiers

	2009	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prév.</i>	Variation: 2011 par rapport à 2010
<i>millions de tonnes (equiv. en lait)</i>				%
BILAN MONDIAL				
Production total de lait	698.5	710.0	723.8	1.9
Total commerce	44.0	46.0	48.3	4.5
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation alimentaire par habitant:				
Monde (<i>kg/an</i>)	101.3	101.8	102.6	0.8
Pays développés (<i>Kg/an</i>)	235.7	235.0	235.2	0.1
Pays en développement (<i>Kg/an</i>)	65.7	66.9	68.2	1.9
Commerce - Part de la production (%)	6.3	6.5	6.7	
Indice FAO des prix des produits laitiers (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Mai	Variation: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
	142	200	229	14.5

Indice mensuel des cours internationaux de certains produits laitiers (2002-2004=100)



Cet indice est calculé sur la base de la moyenne pondérée en fonction des échanges internationaux d'une sélection de produits laitiers représentatifs sur les marchés mondiaux.

Le marché des poisson et produits halieutiques

Le volume des échanges ainsi que les prix devraient augmenter en 2011, soutenus par une demande dynamique, en particulier des économies émergentes. La flambée des prix s'explique principalement par l'insuffisance de l'offre, qui, malgré une solide croissance de la production aquacole totale, reste inférieure à la demande pour un certain nombre d'espèces d'élevage, notamment le saumon atlantique, la truite, le bar, la dorade, le tilapia et le poisson-chat vietnamien. En outre, l'essor de la consommation intérieure de produits de la pêche locale, en particulier en Asie et en Amérique du Sud, limite les possibilités d'exportation.

La production mondiale devrait atteindre un nouveau record en 2011, d'environ 149 millions de tonnes. Cette augmentation est due à la fois à la croissance de la production aquacole et à une reprise des captures des petites espèces pélagiques en Amérique du Sud après une année 2010 peu fructueuse. Les captures d'autres espèces importantes, comme la morue de l'Atlantique, le lieu d'Alaska et le maquereau commun devraient également augmenter. Des quotas de pêche supérieurs et une offre accrue d'espèces sauvages indiquent que les mesures de gestion des pêches mises en œuvre par de nombreux pays ont un effet positif à long terme sur la durabilité du secteur.

L'indice FAO des prix du poisson a atteint un niveau sans précédent en avril 2011. Cela signifie que la crise que le secteur a connue à la fin de 2008 et en 2009, qui a fait baisser les prix, les marges et les volumes échangés, fait désormais partie du passé pour la plupart des opérateurs. La demande est forte dans les pays en développement et reprend de la vigueur sur les marchés des pays développés. L'offre est en augmentation, mais les coûts, en particulier des aliments pour animaux, du travail et de l'énergie sont également en hausse, ce qui signifie que les consommateurs pourraient faire face à une hausse des prix du poisson tout au long de 2011.

Contact:

Audun Lem

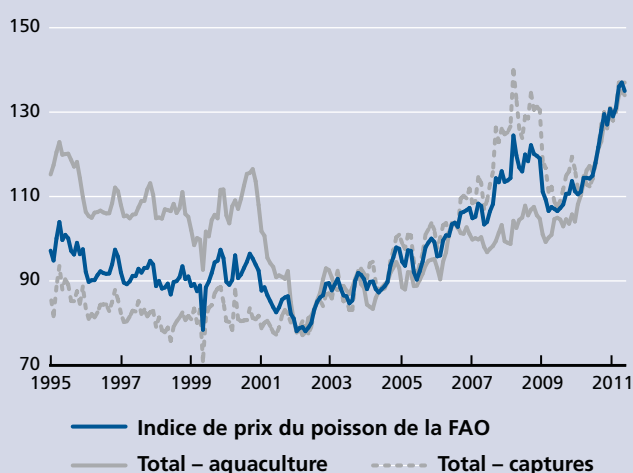
Courriel: Audun.Lem@fao.org

Aperçu général du marché mondial du poisson

	2009	2010 estim.	2011 prév.	Variation: 2011 par rapport à 2010
millions de tonnes				%
BILAN MONDIAL				
Production	144.6	145.1	149.0	2.7
Pêches de capture	88.9	87.0	88.5	1.8
Aquaculture	55.7	58.1	60.4	4.0
Valeur des échanges (exportations en milliards d'USD)	94.9	104.9	108.4	3.4
Volume des échanges (poids vif)	54.9	55.2	55.4	0.4
Utilisation totale				
Alimentation	117.8	120.0	121.7	1.4
Fourrage	20.0	17.7	20.3	14.4
Autres utilisations	6.8	7.3	7.0	-4.8
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Poisson comestible (kg/an)	17.2	17.3	17.4	0.3
des pêches de capture (kg/an)	9.1	8.9	8.8	-2.1
de l'aquaculture (kg/an)	8.2	8.4	8.6	2.8
Indice de la FAO des prix du poisson (2005=100)	2009	2010	2011	Variation 2011 par rapport à 2010 %
	128	117	127	8.5

Source des données: Norwegian Seafood Export Council

Indice des prix du poisson de la FAO (2005=100)



Source des données : Norwegian Seafood Export Council

ÉVALUATION DES MARCHÉS

BLÉ

Les cours mondiaux du blé restent élevés

Les cours mondiaux du blé ont été hautement volatils en mai. En effet, les prix ont réagi aux préoccupations concernant les conditions météorologiques et aux perspectives incertaines concernant la production mondiale de blé en 2011. Le prix du blé américain de référence (**No.2, blé dur rouge d'hiver**, f.o.b.) s'établissait en moyenne à 362 USD la tonne en mai, en légère baisse par rapport au mois d'avril mais en hausse de 6,5 pour cent depuis le début de l'année.

À la fin du mois d'avril et au début du mois de mai, les précipitations en Europe et l'annonce de l'expansion significative des semis au Canada ont contribué à désamorcer les craintes concernant des retards dans les semis de printemps aux États-Unis en raison de conditions météorologiques froides et humides. Toutefois, les prévisions concernant le blé européen, en particulier en France et en Allemagne, ont par la suite été révisées à la baisse en raison de précipitations insuffisantes. Les conditions météorologiques inhabituelles aux États-Unis ont également augmenté le risque d'une forte baisse des rendements par rapport aux prévisions initiales, en raison d'une sécheresse au Kansas, plus grand État producteur de blé, comptant pour près du quart dans la production du blé d'hiver aux États-Unis. Le Kansas a enregistré entre décembre et mai des niveaux de précipitations 50 pour cent plus faibles que la

moyenne habituelle. Néanmoins, dans son rapport du 13 mai sur l'état de l'offre et de la demande agricole dans le monde (*World Agricultural Supply and Demand Estimates, WASDE*), le Département de l'agriculture des États-Unis (*United States Department of Agriculture, USDA*) a maintenu des prévisions de production relativement bonnes pour les États-Unis ainsi que pour le reste du monde, ce qui a exercé une pression à la baisse sur les prix. D'importants fonds de liquidation ont également contribué à faire baisser les prix avant une remontée alimentée par des informations persistantes faisant état de conditions météorologiques défavorables.

Les anomalies climatiques qui ont frappé les États-Unis, les fortes précipitations qui se sont abattues dans les états producteurs de blé de printemps et la sécheresse qui a sévi dans les états producteurs de blé d'hiver, ont contribué au resserrement des disponibilités mondiales de blé et ont eu des répercussions sur les contrats à terme. L'évolution des **contrats à terme sur le blé négociés** à Chicago a été caractérisée par une volatilité intrajournalière très élevée (basée sur la fourchette de prix maximum/minimum) avec des prix qui réagissent à plusieurs facteurs, y compris aux événements survenus en dehors du marché. Bien que les préoccupations concernant les conditions climatiques aient eu moins d'impact sur la valeur des anciennes récoltes et sur les marchés au comptant, la détérioration des conditions de végétation et des perspectives de récolte moins abondantes en 2011 ont fortement influencé les contrats de septembre. Fin mai, les contrats à terme sur le blé à livrer en septembre se négociaient autour de 304 USD la tonne au *Chicago Board of Trade (CBOT)*, en-dessous de la valeur la plus

Figure 1. Prix du blé à l'exportation (américain no.2, dur, Golfe)

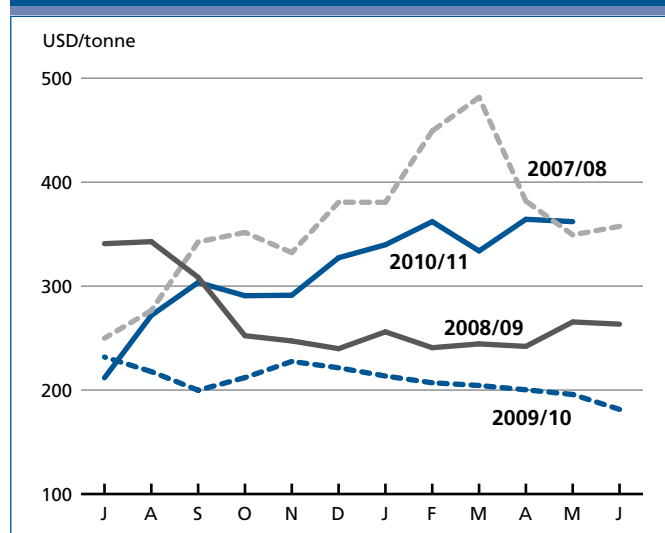
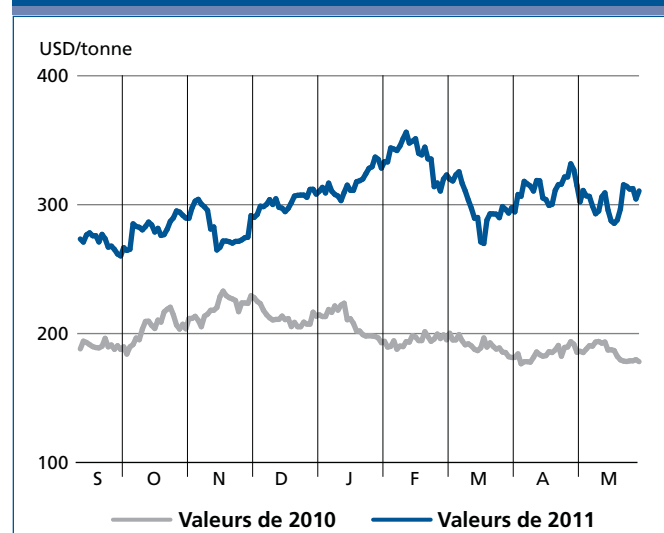


Figure 2. Contrats à terme du blé au CBOT pour septembre



haute enregistrée lors de cette campagne, 356 USD la tonne le 9 février 2011. Alors que les contrats à terme sur le blé d'hiver se négocient 75 pour cent au-dessus de leur valeur à la même période l'an dernier, les marchés s'attendent à ce que les prix demeurent élevés durant la première moitié de la campagne commerciale 2011/12. La levée, par la Fédération de Russie, de l'interdiction d'exporter pourrait favoriser une légère baisse des prix.

PRODUCTION

La production mondiale de blé devrait se redresser en 2011

Selon les dernières prévisions de la FAO, la production mondiale de blé en 2011 s'élèverait à 674 millions de tonnes, légèrement moins que les précédentes estimations, en raison de conditions météorologiques exceptionnellement sèches dans certaines parties de l'Europe et des États-Unis qui ont assombri les perspectives de rendement dans les pays touchés. Cependant, selon les prévisions actuelles, la production mondiale de blé en 2011 serait encore supérieure de 3,2 pour cent à la récolte réduite de l'an dernier, reflétant la perspective d'un accroissement des semis de blé compte tenu des prix soutenus et d'une reprise des rendements dans certaines régions qui ont été frappées par une grave sécheresse en 2010, notamment dans la Fédération de Russie.

Dans l'**UE**, la plus importante région productrice de blé du monde, les dernières indications font état d'une récolte de blé de 137 millions de tonnes en 2011, en légère hausse par rapport à 2010. Les perspectives en début de campagne étaient meilleures, en raison d'une expansion prévue des superficies cultivées dans l'Union européenne par rapport à l'année dernière. Cependant, en raison d'une sécheresse exceptionnelle tout au long du printemps dans certaines grandes régions productrices, notamment au Royaume-Uni, en France, en Allemagne et en Pologne, les perspectives de rendement ont été revues à la baisse. Ailleurs en Europe, une forte reprise de la production est toujours prévue dans la région de la CEI, par rapport à la récolte réduite de l'année dernière. Dans la **Fédération de Russie**, les conditions des cultures de blé d'hiver ont été généralement estimées bonnes ou satisfaisantes et les récentes précipitations ont permis de rattraper les retards causés par la sécheresse dans les semis des cultures de printemps. La production de blé en 2011 de la Fédération de Russie est actuellement estimée à 55 millions de tonnes, près d'un tiers de plus que la faible récolte de 2010. L'**Ukraine** devrait également récolter davantage de blé cette année, la production s'élèverait à quelque 20 millions de tonnes, soit une augmentation de

Tableau 1. Aperçu général du marché mondial du blé

	2009/10	2010/11 estim.	2011/12 prév.	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
millions de tonnes			%	
BILAN MONDIAL				
Production	684.7	652.6	673.6	3.2
Commerce ¹	129.8	123.0	125.0	1.6
Utilisation totale	658.6	670.3	677.0	1.0
Alimentation	463.3	468.1	472.0	0.8
Fourrage	121.0	125.3	127.5	1.8
Autres utilisations	74.3	76.9	77.5	0.8
Stocks de clôture	206.9	187.8	182.9	-2.6
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	67.8	67.7	67.5	-0.3
PFRDV (kg/an)	54.4	54.0	53.9	-0.1
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	30.9	27.7	27.1	
Rapport stocks des principaux exportateurs-utilisation totale (%) ²	21.8	18.9	17.9	
Indice des prix du blé * (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Mai	Variation: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
	154	169	242	72.2

* Tiré de l'indice du blé établi par le Conseil international des céréales

¹ Les données relatives au commerce du blé concernent les exportations basées sur une campagne commune de commercialisation juillet/juin

² Les principaux exportateurs sont notamment l'Argentine, l'Australie, le Canada, l'Union européenne et les États-Unis

17 pour cent. Bien que les superficies ensemencées soient demeurées relativement identiques, les conditions de croissance ont été très favorables, contrairement à l'année dernière, qui avait été marquée par de faibles précipitations dans certaines régions.

En Amérique du Nord, une grave sécheresse persistante qui affecte les plaines du centre et du sud des **États-Unis** a entraîné une nouvelle détérioration de l'état des cultures au cours des dernières semaines. Bien que les semis d'hiver aient augmenté de manière significative, l'abandon des terres dans les zones touchées par la sécheresse devrait être bien supérieur à la moyenne et en fin de compte, les superficies récoltées ne devraient pas être beaucoup plus importantes qu'en 2010. En outre, le potentiel de rendement a été revu à la baisse en raison d'un manque de précipitations. Selon les prévisions actuelles de la FAO, la production de blé des États-Unis en 2011 s'élèverait à 55 millions de tonnes, en baisse de 8,5 pour cent par rapport à l'année dernière. Au **Canada**, cette année, les superficies sous blé devraient fortement augmenter, d'environ 17 pour cent par rapport à

Tableau 2. Production de blé: principaux producteurs (2010 et 2011)

Pays *	2010 <i>estím.</i>	2011 <i>prév.</i>	Variation: 2011 par rapport à 2010
	millions de tonnes		%
Union européenne	136.8	137.0	0.1
Chine (continentale)	115.1	114.5	-0.5
Inde	80.8	84.3	4.3
États-Unis d'Amérique	60.1	55.0	-8.5
Fédération de Russie	41.5	55.0	32.5
Canada	23.2	26.2	12.9
Australie	26.3	24.3	-7.6
Pakistan	23.3	24.0	3.0
Ukraine	17.2	20.2	17.4
Turquie	19.7	20.5	4.1
Kazakhstan	10.0	14.5	45.0
Iran, Rép. Islamique d'	13.5	13.5	0.0
Argentine	14.7	14.0	-4.8
Égypte	7.2	7.9	9.7
Ouzbékistan	6.7	6.5	-3.0
Autres pays	56.5	56.2	-0.5
Monde	652.6	673.6	3.2

* Les pays sont classés en fonction de leur place dans la production mondiale (moyenne 2009-2011)

la campagne précédente, en réaction à la hausse des cours. Bien que les conditions météorologiques froides et humides aient retardé les semis de printemps, il reste encore du temps, jusqu'à mi-juin environ, pour effectuer les semis avec succès.

En Asie, les perspectives concernant la récolte de blé de 2011 en **Chine** restent satisfaisantes malgré le manque persistant de précipitations dans certaines régions. Des initiatives gouvernementales à grande échelle, pour permettre l'irrigation et fournir des intrants, ont atténué l'impact de la sécheresse dans les régions touchées. Cette année, la production devrait s'élever à 114,5 millions de tonnes, soit à peine moins que l'an dernier. Ailleurs dans la sous-région de l'Extrême-Orient, une production record de près de 84 millions de tonnes est actuellement récoltée en **Inde**, où la hausse des prix a stimulé une forte augmentation des superficies cultivées et où les conditions de croissance ont été globalement bonnes. Au **Pakistan**, bien que les inondations aient fortement endommagé les infrastructures et les stocks de semences l'an dernier, les semis de blé d'hiver sont en hausse et les conditions météorologiques au cours de la campagne ont été généralement bonnes. Ainsi, les récoltes devraient être meilleures que l'année

dernière et égaler les niveaux record de 2009. Dans la sous-région de la CEI en Asie, les cultures de printemps se trouvent majoritairement au **Kazakhstan**, qui est le principal producteur. Les semis devraient être maintenus aux niveaux relativement élevés de ces deux dernières années, et en supposant une amélioration des rendements par rapport aux faibles résultats causés par la sécheresse l'an dernier, la production devrait augmenter de manière significative. Au Proche-Orient, la production totale de blé cette année ne devrait pratiquement pas changer. Une augmentation prévue en **Turquie** devrait être plus que compensée par des réductions ailleurs dans la sous-région.

En Afrique du Nord, les conditions de croissance pour la production de blé ont été généralement meilleures cette année, après la sécheresse de l'an dernier, à l'exception notable de la **Tunisie** qui a de nouveau été frappée par la sécheresse, bien que celle-ci ne soit pas aussi grave que l'année dernière. La production totale dans la sous-région devrait se redresser d'environ 14 pour cent par rapport aux récoltes réduites de 2010.

Dans l'hémisphère sud, où les semis de blé se déroulent de mai à juillet dans les principaux pays producteurs, les superficies cultivées devraient augmenter grâce aux perspectives de prix prometteuses cette année. Toutefois, cela pourrait ne pas se traduire pas des récoltes plus importantes en **Australie** ou en **Argentine**, où les rendements devraient revenir à des niveaux habituels après des résultats exceptionnels en 2010.

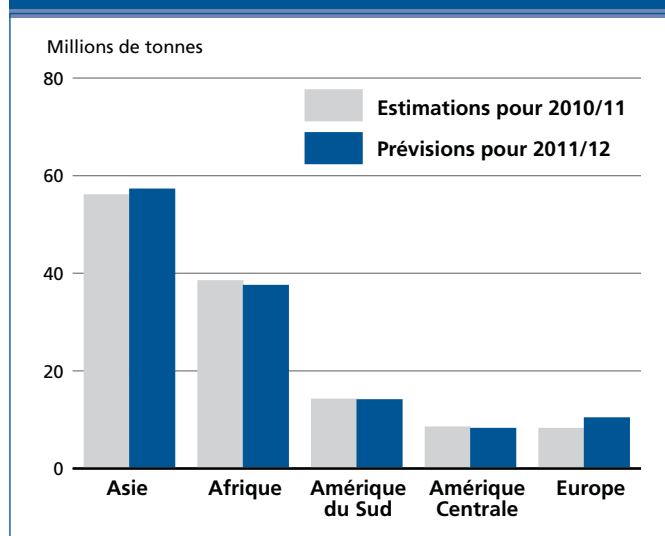
COMMERCE

Le commerce mondial de blé en légère hausse en 2011/12.

Selon les premières prévisions de la FAO, le commerce mondial de blé (exportations) en 2011/12 (juillet/juin) s'élèverait à 125 millions de tonnes, soit 2 millions de tonnes de plus qu'en 2010/11. À la suite d'un niveau record de 136 millions de tonnes en 2008/09, le commerce de blé a fortement chuté en 2009/10 et s'est ultérieurement contracté en 2010/11. L'augmentation prévue en 2011/12 reflète en grande partie l'augmentation des importations de l'Asie et de l'Europe qui devraient plus que compenser un recul en Afrique.

En **Asie**, le volume des importations totales de blé en 2011/12 devrait atteindre 56 millions de tonnes, soit 1,18 million de tonnes de plus que le volume prévu pour 2010/11. En prévision de récoltes moins importantes en 2011, les importations devraient principalement augmenter en **Afghanistan** et en **Irak**. La **République de Corée** devrait également augmenter ses achats, principalement destinés

Figure 3. Importations de blé par région

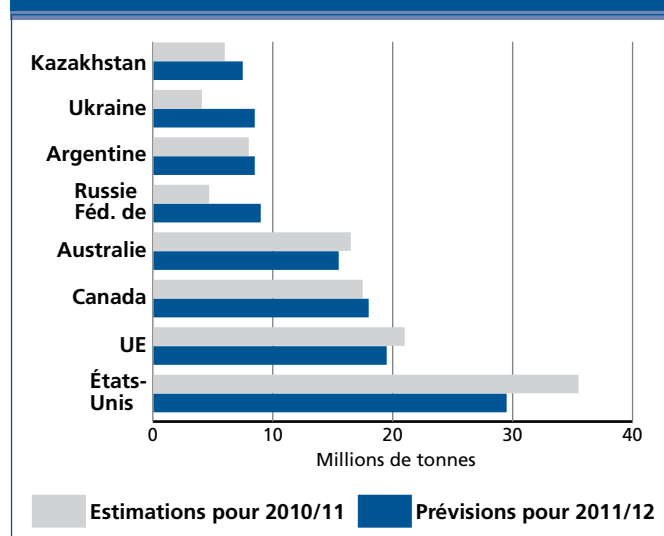


au secteur fourrager. L'**Arabie saoudite** pourrait importer plus de blé en 2011/12, pour compenser la baisse de la production nationale et reconstituer ses stocks. L'Arabie saoudite a commencé à acheter du blé étranger en 2008/09, suite à la décision de réduire la production nationale face à la pénurie croissante d'eau. En revanche, une baisse sensible des importations est prévue au **Bangladesh**, en raison d'importants stocks de reports et d'abondantes disponibilités de riz.

En **Afrique**, les importations totales de blé devraient atteindre 36,3 millions de tonnes, soit 960 000 tonnes de moins qu'en 2010/11. Le recul provient principalement d'une forte réduction des importations du **Maroc** et, dans une moindre mesure de la **Tunisie**, en raison d'une forte reprise prévue de leur production intérieure. Cependant, en **Égypte**, premier importateur mondial de blé, les importations devraient rester stables à environ 10 millions de tonnes. Par contre, les importations devraient augmenter en **Éthiopie** en 2011/12, où il est nécessaire d'augmenter l'aide alimentaire pour plus de 2 millions de personnes touchées par la sécheresse et la flambée des prix sur le marché intérieur.

En **Amérique latine et aux Caraïbes**, les importations en 2011/12 devraient rester proches des niveaux de 2010/11, à environ 20 millions de tonnes. Le **Brésil**, plus grand importateur de blé de la région, pourrait augmenter légèrement ses importations, qui atteindraient 6,7 millions de tonnes, en raison d'un recul possible de la production (les semis viennent de commencer) par rapport aux niveaux record de l'année dernière. Au **Mexique**, deuxième plus grand importateur de blé de la région, les importations devraient légèrement diminuer et s'établir à 3,2 millions de tonnes, en raison d'une augmentation prévue de la

Figure 4. Exportateurs de blé



production.

En **Europe**, les importations totales de blé devraient s'élever à 9,1 millions de tonnes, niveau qui n'avait plus été atteint depuis trois ans, principalement en raison d'une hausse de 2,2 millions de tonnes des importations de blé de l'**UE**, soit un total de 7 millions de tonnes. Cette augmentation devrait être motivée par les prix compétitifs du blé de la région de la mer Noire, après des récoltes plus abondantes en 2011.

En ce qui concerne les **exportations**, les disponibilités destinées au commerce devraient augmenter de manière significative en 2011/12, par rapport à la précédente campagne qui avait été dominée par le déficit soudain des ventes en provenance de la mer Noire, notamment après l'interdiction d'exporter imposée par la **Fédération de Russie** au début de la campagne commerciale 2010/11. Une reprise des expéditions en provenance du **Kazakhstan** et de l'**Ukraine** devrait plus que compenser une réduction probable des expéditions en provenance des **États-Unis**, en raison d'une diminution de sa production intérieure. Dans le même temps, grâce à la levée de l'interdiction d'exporter, les ventes de la **Fédération de Russie** pourraient doubler en 2011/12, et compenser le recul des exportations d'un certain nombre d'autres pays, dont l'**Australie**, le **Brésil** et l'**UE**. L'**Argentine** et le **Canada** devraient également exporter des volumes plus importants pendant la nouvelle campagne, par rapport à 2010/11. Les exportations totales des cinq exportateurs traditionnels de blé (Argentine, Australie, Canada, UE et États-Unis), devraient atteindre 88,5 millions de tonnes, soit 70 pour cent du commerce mondial prévu en 2011/12, contre 77 pour cent en 2010/11. À titre de comparaison, les exportations des principaux exportateurs

de la CEI (Kazakhstan, Fédération de Russie et Ukraine), devraient atteindre 23,5 millions de tonnes, soit 19 pour cent du commerce mondial en 2011/12, contre 6,5 pour cent en 2010/11.

UTILISATION

L'utilisation de blé pourrait augmenter à un rythme plus lent en 2011/12 qu'en 2010/11

D'après les premières estimations, l'utilisation mondiale de blé en 2011/12 devrait augmenter de seulement 1 pour cent et atteindre 677 millions de tonnes. À titre de comparaison, l'utilisation avait connu une hausse de près de 3 pour cent en 2008/09, de 2 pour cent en 2009/10 et de 1,7 pour cent en 2010/11. Néanmoins, pour la deuxième année consécutive, la croissance prévue de l'utilisation de blé en 2011/12 devrait être supérieure à la valeur tendancielle sur dix ans. L'utilisation mondiale de blé destiné à **la consommation humaine directe**, qui représente 70 pour cent de l'utilisation totale de blé, est estimée à 472 millions de tonnes, soit une hausse de près de 1 pour cent par rapport à 2010/11. Ainsi, la consommation mondiale par habitant serait de 67,5 kg, légèrement moins que les 67,7 kg par habitant estimés pour 2010/11. Le léger recul reflète en grande partie la baisse continue en Chine (continentale)¹, où la consommation de blé par habitant est estimée à 64,7 kg, en baisse de près de 9 kg depuis 2000/01. En revanche, la consommation de blé par habitant dans le deuxième pays le plus peuplé du monde, l'Inde, a légèrement et lentement augmenté d'environ 1 kg au cours de la dernière décennie, et est désormais estimée à 61,5 kg. Les pays d'Afrique du Nord et d'Asie sont parmi les principaux consommateurs de blé par habitant au niveau mondial, la Tunisie se classant au premier rang avec une consommation de presque 217 kg, suivi de l'Algérie 211 kg, de la Turquie 196 kg, du Maroc 192 kg, de l'Égypte 182 kg et de la Syrie 187 kg. La consommation moyenne de blé par habitant en Libye est d'environ 191 kg, mais en raison des troubles qui touchent actuellement le pays, la consommation devrait baisser de 4 kg par habitant cette année.

L'**utilisation fourragère** totale de blé devrait atteindre 127 millions de tonnes en 2011/12, soit une hausse de 1,7 pour cent par rapport à 2010/11. Toutefois, en 2010/11, l'utilisation fourragère devrait progresser à un rythme deux fois supérieur, principalement en raison de fortes hausses

dans la CEI. Dans la Fédération de Russie, l'utilisation fourragère en 2010/11 est estimée à 20,5 millions de tonnes, 3,5 millions de tonnes de plus qu'en 2009/10, soit une hausse de 17 pour cent. La hausse reflète un resserrement de l'offre intérieure de céréales secondaires, en particulier de l'orge et une offre plus abondante de blé en raison de l'interdiction qui a pesé sur les exportations. En 2011, un redressement de la production de céréales secondaires et une reprise des exportations de blé pourraient entraîner une baisse de l'utilisation fourragère de blé dans la Fédération de Russie pendant la nouvelle campagne de commercialisation. À l'échelle mondiale, l'Union européenne représente le principal marché du blé fourrager. En 2010/11, 53,5 millions de tonnes devraient être utilisées par le secteur de l'élevage, ce qui équivaut à 39 pour cent de sa production intérieure de blé, et un niveau semblable est prévu pour 2011/12.

Les **autres utilisations** de blé, notamment l'utilisation industrielle, les semences et les pertes après récolte, sont estimées à 77 millions de tonnes en 2010/11, soit 12 pour cent de la production mondiale de blé. Peu de changements sont attendus en 2011/12. Bien que les semences et les pertes après récolte représentent l'essentiel des autres d'utilisations, **l'utilisation industrielle** de blé n'a cessé de croître au cours de la dernière décennie, en raison de l'essor de l'utilisation de blé en tant que matière première pour la production d'éthanol comme **biocarburant**. Selon le Conseil International des céréales (IGC), en 2010/11 le volume de blé utilisé pour la production d'éthanol (à l'exclusion des usages non-combustibles) devrait atteindre 6,8 millions de tonnes, dont la majeure partie dans l'Union européenne (environ 5,4 millions de tonnes), suivie par le Canada et la Chine. Toutefois, la **fabrication d'amidon** constitue toujours le principal usage industriel du blé, qui, selon le Conseil International des céréales, est resté stable à environ 11 millions de tonnes. Avec environ 5 millions de tonnes de blé utilisées pour la fabrication d'amidon chaque année, l'UE reste le principal marché. L'autre grand marché est la Chine, avec 1,8 millions de tonnes.

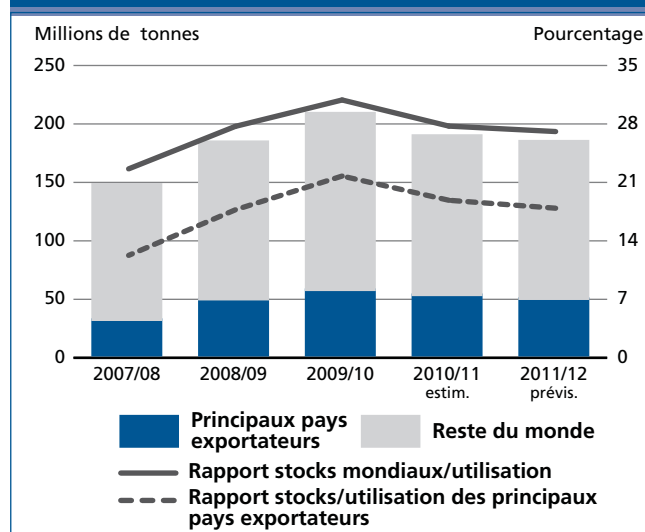
STOCKS

Les réserves mondiales de blé continuent de diminuer en 2012

La production mondiale de blé devrait se redresser en 2011 après une forte baisse en 2010. Néanmoins, l'augmentation ne devrait pas être suffisante pour reconstituer les réserves mondiales. Selon les prévisions actuelles concernant la production en 2011 et l'utilisation en 2011/12, les stocks mondiaux de blé devraient atteindre 183 millions de tonnes à la fin des campagnes agricoles de 2012, une baisse

¹ Toutes les références à la Chine se rapportent à la Chine continentale, sauf indication contraire.

Figure 5. Stocks de blé et rapports



supplémentaire de 5 millions de tonnes par rapport aux niveaux réduits prévus en 2011. Le **rapport entre les stocks mondiaux et l'utilisation** de blé pour 2011/12 devrait chuter et passer de 28 pour cent à environ 27 pour cent. À titre de comparaison, le rapport était de 30 pour cent en 2010/11. Le rapport stocks/utilisation pour 2011/12 resterait au-dessus des 22,6 pour cent enregistrés en 2007/08, et correspondrait pratiquement à sa valeur moyenne sur cinq ans (2004/05-2008/09).

Dans les principaux pays exportateurs, les stocks de blé devraient se contracter pour la deuxième année consécutive (de 3,3 millions de tonnes), à 48 millions de tonnes, ce qui reste bien au-dessus du faible niveau de 30 millions de tonnes atteint en 2008. Les **États-Unis** devraient être responsables de l'essentiel de la baisse prévue, en raison de la contraction de la production de 5 millions de tonnes prévue en 2011. Néanmoins, le **rapport entre les stocks détenus par les principaux exportateurs et l'utilisation totale** (c'est-à-dire consommation intérieure plus exportations) devrait avoisiner les 18 pour cent, seulement 1 pour cent de moins qu'en 2010/11 et 5,6 pour cent de plus qu'en 2007/08.

Parmi les principaux détenteurs de stocks, tels que la **Chine**, où la baisse de la production de blé devrait être marginale, les réserves devraient ne pas beaucoup changer et rester élevées, aux alentours de 57 millions de tonnes. En **Inde**, une production de blé record cette année pourrait stimuler les exportations sans entraîner de répercussions importantes sur les stocks, qui devraient rester élevés, aux alentours de 18 millions de tonnes. Dans la **CEI**, les réserves totales de blé devraient légèrement augmenter et atteindre 15,5 millions de tonnes. L'essentiel de l'augmentation devrait

être concentré dans la **Fédération de Russie**, qui pourrait détenir 4,2 millions de tonnes et en **Ouzbékistan**, 3 millions de tonnes. En revanche, les réserves en **Ukraine** devraient légèrement diminuer et s'établir à 3,3 millions de tonnes. Ailleurs, en **Égypte** et en **Arabie saoudite**, les stocks devraient être en légère hausse. Ces deux pays s'efforcent de maintenir des réserves de blé plus importantes que dans le passé par souci de préserver leur sécurité alimentaire.

CÉRÉALES SECONDAIRES

PRIX

Les cours mondiaux élevés reflètent le resserrement de la situation mondiale de l'offre et de la demande

L'ultérieur resserrement de la situation mondiale de l'offre et de la demande de céréales secondaires au cours de la

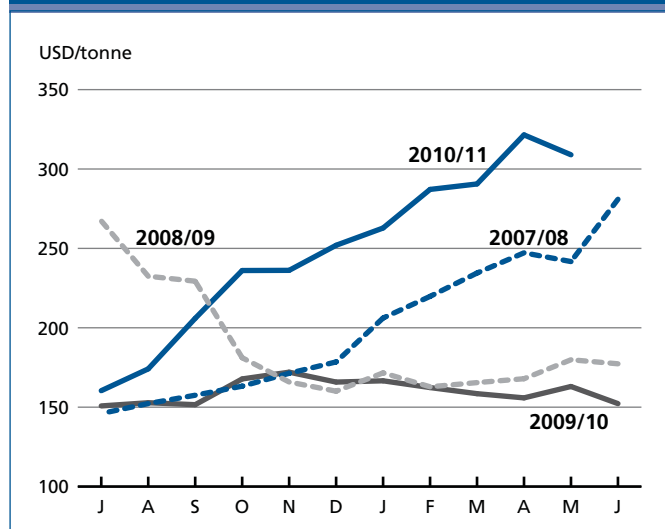
Tableau 3. Aperçu général du marché mondial des céréales secondaires

	2009/10	2010/11 estim.	2011/12 prév.	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
millions de tonnes			%	
BILAN MONDIAL				
Production	1 122.3	1 121.3	1 165.4	3.9
Commerce ¹	115.0	120.0	119.0	-0.8
Utilisation totale	1 127.0	1 149.3	1 164.9	1.4
Alimentation	191.2	196.9	199.5	1.4
Fourrage	634.4	636.9	646.1	1.4
Autres utilisations	301.4	315.4	319.2	1.2
Stocks de clôture	194.4	165.5	167.7	1.3
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	28.0	28.5	28.5	0.2
PFRDV (kg/an)	37.2	38.4	38.2	-0.4
Rapport stocks mondiaux-utilisation (%)	16.9	14.2	13.9	
Rapport stocks des principaux exportateurs-utilisation totale (%) ²	14.7	8.4	8.5	
Indice FAO des prix des céréales secondaires (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Mai	Variation: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
	157	176	279	82.4

¹ Les données relatives au commerce des céréales secondaires concernent les exportations basées sur une campagne commune de commercialisation juillet/juin

² Les principaux exportateurs sont notamment l'Argentine, l'Australie, le Canada, l'Union européenne et les États-Unis

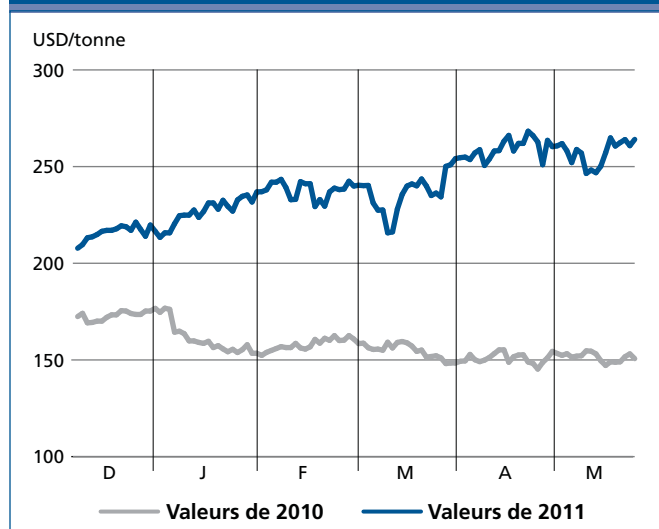
Figure 6. Prix du maïs à l'exportation (américain no.2 jaune, Golfe)



campagne de commercialisation 2010/11, en particulier de l'orge et du maïs, a entraîné les cours internationaux au-dessus des sommets enregistrés en 2008. L'importante diminution prévue des réserves aux États-Unis, premier exportateur mondial de maïs, a été l'un des principaux facteurs responsables de la flambée des prix du maïs. La baisse de la production dans l'UE, dans la Fédération de Russie et en Ukraine, conjuguée à la contraction des disponibilités de blé fourrager, ont fait grimper les prix internationaux de l'orge. En mai 2011, les **prix à l'exportation du maïs** étaient généralement 80 pour cent plus élevés que leur valeur en mai 2010, alors que les cours de **l'orge (fourragère)** ont augmenté de 50 à plus de 100 pour cent au cours de la même période, en fonction de leur origine. Les prix du **sorgho**, troisième céréale secondaire la plus vendue, ont également augmenté de près de 80 pour cent sur l'année. Ces dernières semaines, l'inquiétude croissante concernant les conditions météorologiques défavorables et leur impact sur la production de 2011 a été la principale cause de la fermeté des prix.

Les prix du maïs américain (jaune, No.2, f.o.b.), qui sert de référence, s'établissaient en moyenne à 309 USD la tonne en mai, en hausse de 18 pour cent depuis le début de l'année. Fin mai, en raison de la situation tendue des disponibilités aux États-Unis, les **contrats à terme sur le maïs** à livrer en septembre (anciennes récoltes), se négociaient à Chicago à 287 USD la tonne, soit 90 pour cent de plus qu'à la même période en 2010. La baisse du niveau des stocks en raison des exportations constantes, ainsi que les incertitudes qui pèsent sur les rendements et sur la production de maïs en 2011 ont provoqué une

Figure 7. Contrats à terme du maïs au CBOT pour décembre



PRODUCTION

La production mondiale de céréales secondaires pourrait atteindre un record en 2011

Selon les premières prévisions de la FAO, la production mondiale de céréales secondaires en 2011 s'élèverait à 1 165 millions de tonnes, un niveau record, en hausse de 3,9 pour cent par rapport à l'année dernière et quelque 23 millions de tonnes au-dessus du précédent record enregistré en 2008. L'essentiel de cette augmentation est attendu aux États-Unis, premier producteur mondial, où une récolte record de maïs est actuellement prévue, ainsi que dans la Fédération de Russie, où la production de céréales secondaires devrait se redresser après la récolte réduite de l'an dernier en raison de la sécheresse.

La production mondiale de **maïs** en 2011 devrait atteindre environ 876 millions de tonnes, 3,8 pour cent de plus qu'en 2010. Aux États-Unis, les semis ont progressé de manière plus lente que les autres années en raison de conditions météorologiques défavorables. Cependant, une récolte record de 343 millions de tonnes est toujours prévue en raison de l'importante augmentation prévue des superficies cultivées qui, si elle se concrétise, compenserait probablement une baisse des rendements. En Chine, deuxième plus grand producteur de maïs du monde, les volumes de production devraient se maintenir au niveau des volumes record enregistrés l'an dernier, aux alentours de 178 millions de tonnes. Dans l'Union européenne, la production de maïs devrait augmenter d'à peu près 6 pour cent en 2011 et atteindre environ 60 millions de tonnes. Cela s'explique principalement par une expansion des superficies cultivées, étant donné que le rendement moyen pour la région ne devrait pas changer.

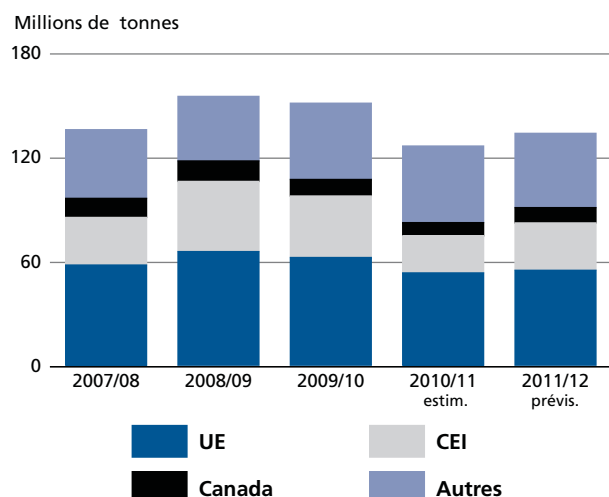
Tableau 4. Production de céréales secondaires: principaux producteurs (2010 et 2011)

Pays *	2009 <i>estim.</i>	2010 <i>prév.</i>	Variation: 2010 par rapport à 2009
	<i>millions de tonnes</i>		<i>%</i>
États-Unis d'Amérique	330.6	356.5	7.8
Chine (continentale)	186.7	187.4	0.4
Union européenne	140.3	146.7	4.6
Brésil	58.4	60.2	3.1
Inde	40.1	41.4	3.2
Fédération de Russie	17.4	27.5	58.0
Mexique	30.2	28.5	-5.6
Argentine	30.0	27.0	-10.0
Canada	22.2	24.3	9.5
Ukraine	21.5	23.7	10.2
Nigeria	22.3	22.4	0.4
Indonésie	18.4	17.9	-2.7
Afrique du Sud	13.9	12.0	-13.7
Australie	13.5	12.3	-8.9
Ethiopie	13.7	12.9	-5.8
Autres pays	162.1	164.7	1.6
Monde	1121.3	1165.4	3.9

*Les pays sont classés en fonction de leur place dans la production mondiale (moyenne 2009-2011)

Dans l'hémisphère sud, les récoltes de maïs de la campagne principale de 2011 sont déjà terminées ou touchent à leur fin. En Amérique du Sud, la production totale du Brésil est estimée à près de 58 millions de tonnes en 2011, une récolte exceptionnelle en hausse de 3 pour cent par rapport à 2010, en raison de conditions de croissance favorables. En revanche, la récolte de 2011 qui vient de se terminer en Argentine a été moins importante en raison de la sécheresse liée à La Niña qui a sévi plus tôt pendant la période de végétation. En Afrique australe, les perspectives de récolte des céréales secondaires de la campagne principale sont mitigées. En Afrique du Sud, premier producteur de la sous-région, la production est estimée à 11,5 millions de tonnes, soit une baisse de 14 pour cent, en raison de la diminution des superficies ensemencées compte tenu des prix peu élevés du maïs en 2010. Ailleurs dans la sous-région, le Malawi, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe devraient récolter des volumes de maïs similaires voire plus élevés qu'en 2010. En revanche, des baisses de la production sont attendues au Botswana, au Lesotho et en Namibie en raison d'inondations en janvier et d'une période de sécheresse en février.

Figure 8. Production d'orge



Selon les prévisions de la FAO, la production mondiale d'**orge** en 2011 s'établirait à 133 millions de tonnes, environ 6 pour cent de plus que les volumes réduits récoltés en 2010. Dans la région européenne, qui compte pour l'essentiel de la production mondiale d'orge, la production devrait se redresser après les faibles niveaux enregistrés l'an dernier. Parmi les pays de l'UE, la sécheresse prolongée qui sévit dans les principales zones de production au nord de l'Europe, commence à remettre en cause les perspectives de rendement de cette année, même si l'augmentation des surfaces ensemencées devrait se traduire par une augmentation de la production. Selon les dernières indications, la récolte totale devrait s'établir à environ 54,6 millions de tonnes, soit à peu près 3 pour cent de plus qu'en 2010. Dans la Fédération de Russie, la production devrait se redresser à quelque 13 millions de tonnes, en nette augmentation par rapport aux volumes catastrophiques enregistrés l'an dernier en raison de la sécheresse. Ailleurs, la production d'orge en Afrique du Nord a connu une certaine reprise après la sécheresse de 2010.

Selon les prévisions, la production mondiale de **sorgho** en 2010 s'établirait à environ 61 millions de tonnes, sensiblement le même volume que l'année dernière. La production devrait légèrement diminuer aux États-Unis mais augmenter de manière significative en Inde. Les prévisions actuelles concernant l'Afrique indiquent une réduction de la production de sorgho cette année, mais étant donné que la campagne vient de démarrer dans les principaux pays producteurs, les estimations demeurent provisoires.

COMMERCE

Le commerce mondial de céréales secondaires devrait diminuer légèrement en 2011/12

Après une expansion relativement importante (4 pour cent) en 2010/11, le commerce mondial de céréales secondaires devrait diminuer de 1 million de tonnes en 2011/12 et atteindre 119 millions de tonnes. Cependant, ces prévisions revêtent un caractère très provisoire, car dans l'hémisphère Nord les cultures ne seront pas récoltées avant plusieurs mois et les incertitudes concernant les conditions météorologiques perdurent. Parmi les principales céréales secondaires, le commerce mondial de **maïs** devrait rester proche des volumes échangés en 2010/11 estimés aux alentours de 94 millions de tonnes, soit le volume le plus élevé après le record de 102 millions de tonnes enregistré en 2007/08. En revanche, le commerce mondial de l'**orge** et celui du **sorgho** pourraient diminuer légèrement, et passer respectivement à 15,5 millions de tonnes et à 6 millions de tonnes, tandis que les échanges d'**avoine** (2,2 millions de tonnes), de **seigle**

Figure 9. Importations de céréales secondaires par région

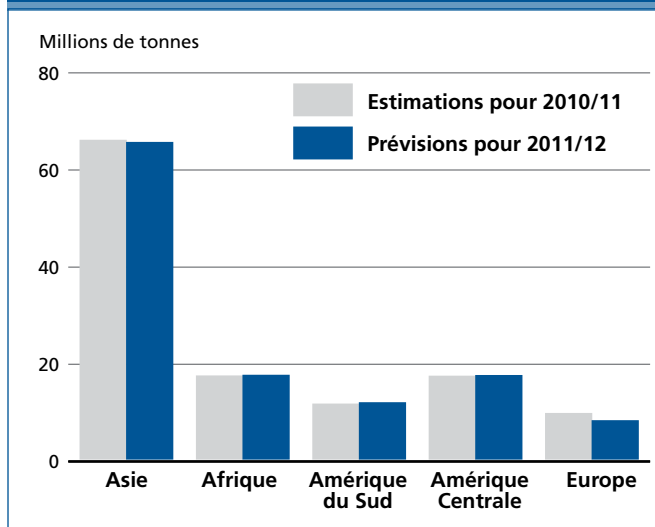
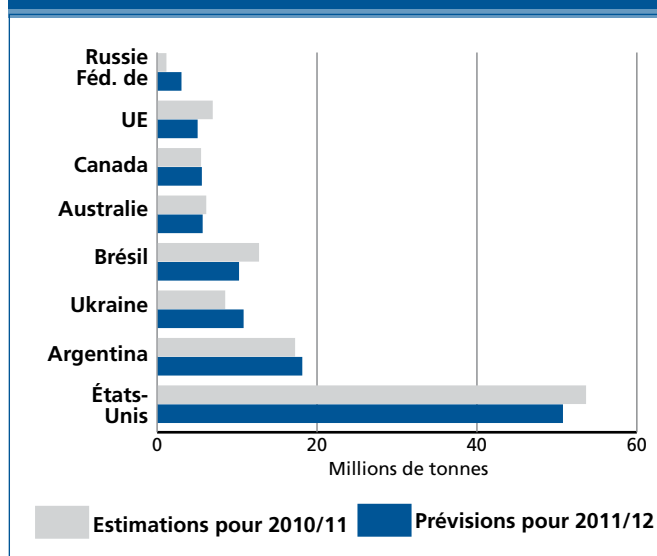


Figure 10. Exportateurs de céréales secondaires



(400 000 tonnes) et de **millet** (300 000 tonnes) devraient enregistrer de petites augmentations.

Au niveau régional également, les importations de céréales secondaires en 2011/12 devraient rester pratiquement au même niveau qu'en 2010/11. En Asie, les importations totales devraient atteindre 64,3 millions de tonnes, soit environ 54 pour cent du total mondial. Le **Japon**, premier importateur mondial de céréales secondaires, achète principalement du maïs destiné à l'alimentation des animaux. En 2011/12, le Japon devrait importer 19,5 millions de tonnes de céréales secondaires, soit plus d'un tiers des importations totales de céréales secondaires en Asie. Le tremblement de terre de mars 2011

et la catastrophe nucléaire qui a suivi ne devraient pas avoir une grande incidence sur les importations du Japon. Le Japon a commencé à acheter du maïs en avril pour une livraison d'ici septembre sans qu'aucun retard dans les livraisons ni d'annulation n'aient été signalés après le tremblement de terre. En **Arabie saoudite**, les importations totales de céréales secondaires sont estimées à 9 millions de tonnes, en légère hausse par rapport à 2010/11. L'Arabie saoudite, premier marché mondial de l'orge, devrait légèrement augmenter ses achats de 100 000 tonnes en 2011/12, soit un total de 6,8 millions de tonnes d'orge, destiné à l'alimentation animale. Cette augmentation survient après une forte baisse de 1,3 millions de tonnes en 2010/11, causée par une modification de la réglementation des importations, qui limite les marges bénéficiaires des négociants et qui exige des importateurs qu'ils obtiennent l'approbation préalable du ministère des finances avant l'ouverture des lettres de crédit. Les importations de maïs de la **République de Corée** devraient reculer légèrement, en raison d'une augmentation des achats de blé fourrager, à la place du maïs. En **Chine**, les importations devraient diminuer et atteindre 1 million de tonnes en 2010/11, alors qu'elles étaient estimées à 2 millions de tonnes en 2010/11, en raison d'une récolte record de maïs en 2010 et en prévision d'une autre récolte exceptionnelle en 2011. L'**Indonésie** devrait augmenter ses importations de maïs en 2011/12, compte tenu de la hausse de la demande en provenance de son secteur avicole en pleine expansion. Les deux autres principaux importateurs en Asie, la **République islamique d'Iran** et la **République arabe syrienne**, devraient importer un peu plus de maïs en 2010/11 pour répondre à une augmentation prévue de la demande intérieure.

En **Afrique**, les importations totales de céréales secondaires sont estimées à 16,4 millions de tonnes, en légère hausse par rapport aux estimations pour 2010/11. La réduction des achats par plusieurs pays d'Afrique du Nord, en raison de l'augmentation de leur production nationale, serait plus que compensée par une augmentation en Afrique subsaharienne. Les livraisons à destination de la **Tunisie** devraient enregistrer le plus fort recul, 200 000 tonnes, en raison d'une forte reprise de la production intérieure d'orge. Les importations d'orge du **Maroc** devraient également enregistrer une légère baisse pour la même raison. En **Égypte**, les importations de maïs devraient se contracter en raison d'un ralentissement de la demande de fourrage, qui s'explique en grande partie par les difficultés économiques et la flambée des prix des aliments sur le marché intérieur. En revanche, au **Kenya**, où le maïs est principalement destiné à l'alimentation humaine, les importations devraient doubler en 2011/12, et atteindre 1,2 million de tonnes, afin de compenser une baisse de la production.

Les importations totales des pays **d'Amérique latine et des Caraïbes** devraient également augmenter légèrement et passer à 27 millions de tonnes. L'essentiel de l'augmentation prévue devrait être imputable au plus grand acheteur de la région, le **Mexique**, où les importations pourraient augmenter et atteindre les niveaux record enregistrés en 2009/10, soit 11,3 millions de tonnes, en raison d'une légère baisse de la production et de la hausse du prix du maïs sur le marché intérieur. Des hausses des importations sont également prévues au **Chili** et en **Colombie**, en grande partie pour satisfaire l'augmentation de la demande intérieure de fourrage. En revanche, en **Europe**, les importations totales devraient reculer de 1,5 million de tonnes par rapport à 2010/11 et s'établir à 7 millions de tonnes. L'**UE** devrait être responsable de la majeure partie de cette baisse, en raison d'une augmentation prévue de la production de maïs et d'orge.

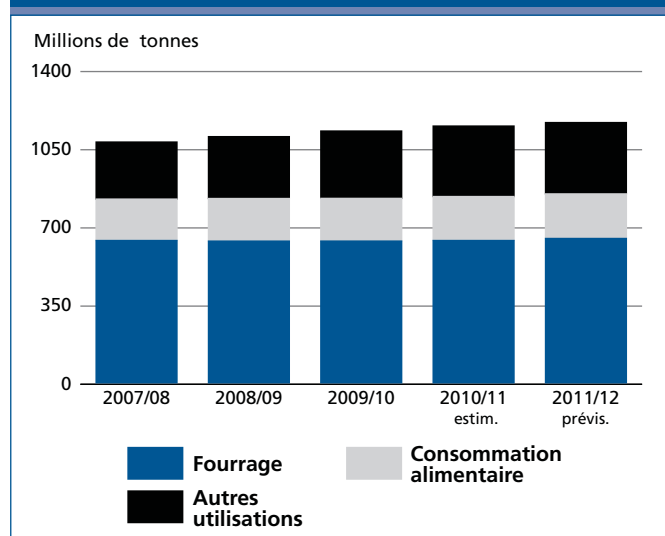
En ce qui concerne les perspectives d'exportation en 2011/12, des livraisons plus importantes sont prévues principalement en provenance **d'Argentine** (maïs), **d'Inde** (maïs), de la **Fédération de Russie** (orge) et d'**Ukraine** (orge et maïs). En revanche, les expéditions de maïs en provenance du **Brésil**, qui avaient enregistré un record de 12 millions de tonnes en 2010/11, **d'Afrique du Sud** et des **États-Unis** devraient diminuer en 2011/12, compte tenu d'un resserrement des disponibilités sur le marché intérieur. De même, les exportations d'orge en provenance **d'Australie** et de l'**UE** pourraient diminuer en 2010/11.

UTILISATION

Les utilisations fourragère et industrielle devraient croître à un rythme plus lent en 2011/12

L'utilisation totale de céréales secondaires devrait augmenter de 1,3 pour cent et atteindre près de 1 165 millions de tonnes en 2011/12, ce qui correspond parfaitement à la prévision actuelle concernant la production de 2011. Par conséquent, pour la troisième année consécutive, l'utilisation totale resterait en dessous de la tendance sur dix ans. En 2010/11, l'utilisation totale devrait se rapprocher de la tendance à long terme.

L'essentiel de l'expansion prévue de l'utilisation totale en 2011/12 résultera de la croissance continue de **l'utilisation fourragère**, qui devrait augmenter de 1,4 pour cent et atteindre 646 millions de tonnes, soit 55 pour cent du total. Ce taux de croissance serait bien inférieur à l'expansion de 4 pour cent estimée pour la campagne de commercialisation 2010/11. Le ralentissement prévu en 2011/12 s'explique principalement par une réduction possible de l'utilisation

Figure 11. Utilisation de céréales secondaires

fourragère dans les pays en développement, comme en Égypte, en Tunisie et dans plusieurs pays d'Asie, qui sont confrontés à une hausse des prix défavorable à l'utilisation fourragère. En Chine, l'utilisation fourragère totale de céréales secondaires en 2011/12 devrait atteindre 117 millions de tonnes, en hausse de 3,6 pour cent par rapport à 2010/11. Cette augmentation, bien qu'importante, reste en deçà de la hausse de 4,7 pour cent enregistrée entre 2010/11 et 2009/10. La Chine est devenue le deuxième marché le plus important du monde après les États-Unis pour les céréales secondaires destinées à l'alimentation animale, dépassant ainsi l'UE pour la deuxième année consécutive. Dans les pays développés, un redressement de la production de maïs et d'orge dans plusieurs pays devrait favoriser une reprise de l'expansion de l'utilisation fourragère de céréales secondaires. Cependant, l'augmentation totale pourrait s'avérer très modeste, inférieure à 1 pour cent. Les augmentations les plus importantes devraient avoir lieu dans les régions où les perspectives de redressement de la production sont les meilleures, notamment dans la Fédération de Russie, où l'expansion pourrait atteindre 16 pour cent après une contraction de près de 34 pour cent en 2010/11. Le Canada et l'UE devraient également enregistrer une croissance plus forte. Aux États-Unis, les prix élevés du maïs et de grandes disponibilités de drêches de distillerie, qui sont des produits dérivés de la production d'éthanol à base de maïs utilisés comme fourrage alternatif, pourraient entraîner une légère contraction de l'utilisation fourragère pour la quatrième année consécutive.

La **consommation alimentaire mondiale** de céréales secondaires devrait augmenter de 1,4 pour cent en 2011/12, et atteindre 199 millions de tonnes, soit 17 pour cent de la

consommation totale. L'augmentation prévue ne serait pas aussi importante qu'en 2010/11, principalement en raison d'un ralentissement de la croissance de la consommation de céréales secondaires dans les pays en développement. Les céréales secondaires sont principalement utilisées pour la consommation humaine dans les pays en développement, en particulier en Afrique, en Asie et dans plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes, où l'utilisation s'élève à environ 167 millions de tonnes.

L'utilisation industrielle totale de céréales secondaires devrait atteindre 260 millions de tonnes en 2011/12, en hausse de 2 pour cent par rapport au volume estimé en 2010/11. Les trois plus grandes applications industrielles des céréales secondaires sont la fabrication d'éthanol, d'amidon et de bière. Ces dernières années, la croissance de l'utilisation industrielle a reposé essentiellement sur l'utilisation de maïs pour la production d'éthanol, dont les États-Unis représentent l'essentiel de l'utilisation et de la croissance mondiales annuelles. En effet, l'utilisation totale de maïs destiné à la production d'éthanol (biocarburants) est estimée à environ 137 millions de tonnes, dont 93 pour cent (127 millions de tonnes) aux États-Unis. La croissance de l'utilisation de maïs comme matière première pour la production d'éthanol a été rapide. Comme indiqué dans le tableau, elle a augmenté de plus de 20 pour cent par an avant un fort ralentissement en 2010/11 et a maintenant une croissance annuelle estimée à 1 pour cent, selon les premières prévisions pour 2011/12 aux États-Unis. Au cours des dix dernières années, la quantité de maïs utilisée pour la production d'éthanol aux États-Unis est passée de moins de 10 pour cent de la production nationale à près de 40 pour cent en 2010/11. L'utilisation de céréales (maïs principalement) pour la production d'amidon est passée rapidement en Chine de 3 millions de tonnes en 2001/02 à près de 26 millions de tonnes à l'heure actuelle, portée par sa croissance économique rapide. Selon les données du Conseil International des céréales, depuis 2008/09 la Chine a devancé les États-Unis (24 millions de tonnes) et est devenue le leader mondial de la fabrication d'amidon à partir de céréales.

STOCKS

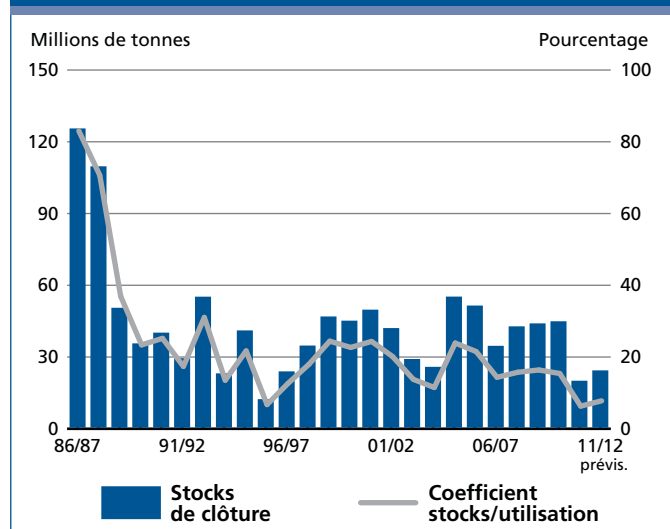
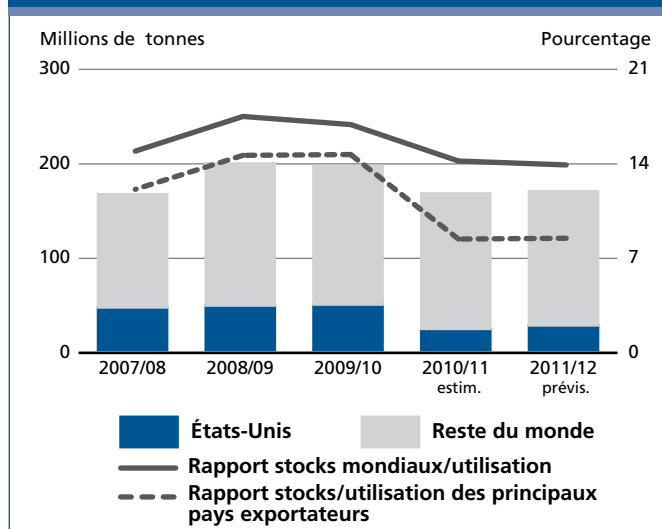
Les stocks devraient légèrement augmenter, mais pas suffisamment

Selon les prévisions préliminaires concernant la production de 2011 et l'utilisation en 2010/11, les stocks mondiaux de céréales secondaires à la fin des campagnes de 2012 pourraient légèrement augmenter, d'environ 2 millions de tonnes (1,3 pour cent) pour passer à environ 168 millions

Tableau 5. Utilisation du maïs pour la production d'éthanol (excepté les usages non combustibles) aux États-Unis

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12* <i>(prév.)</i>
<i>Milliers de tonnes</i>								
Production de maïs	299 910	282 307	267 498	331 178	307 149	333 007	316 166	343 041
Utilisation pour la production d'éthanol	33 611	40 726	53 837	77 453	93 396	116 032	127 005	128 275
Changement annuel (%)	13	21	32	44	21	24	9	1
En pourcentage de la production (%)	11	14	20	23	30	35	40	37

Source: WASDE-USDA. * Mai 2011 Évaluation préliminaire de l'USDA concernant les cultures alimentaires mondiale et américaine

Figure 12. Stocks de maïs américain et rapport entre les stocks et l'utilisation**Figure 13. Stocks de céréales secondaires et rapports**

de tonnes. Cette petite augmentation prévue fait suite à une forte diminution de 14 pour cent en 2011. Alors que les stocks augmenteront légèrement en 2012, le **rapport entre les stocks mondiaux de céréales secondaires et l'utilisation** devrait continuer à baisser, et passer d'un déjà faible 14,2 pour cent en 2010/11 à un rapport encore plus faible en 2011/12 équivalant à 13,9 pour cent, qui indique un ultérieur resserrement de l'équilibre entre l'offre et la demande.

Les faibles stocks de céréales secondaires constituent un sujet de préoccupation, car la situation de l'offre dans les principaux pays exportateurs ne semble pas indiquer d'amélioration par rapport à la situation tendue en 2010/11. Les stocks de clôture des principaux exportateurs sont estimés à 49 millions de tonnes, similaires à leur faible niveau d'ouverture, car une augmentation des réserves aux États-Unis devrait être compensée par des baisses au

Canada et dans l'**UE**. Par conséquent, le rapport entre **les stocks détenus par les principaux exportateurs et l'utilisation totale** (consommation intérieure plus exportations) en 2011/12 devrait également rester à un niveau dangereusement bas de 8,5 pour cent. Aux **États-Unis**, l'offre de maïs est déjà insuffisante, avec un rapport entre les stocks et l'utilisation de 6,3 pour cent, soit le plus bas rapport des trois dernières décennies. En dépit de niveaux de production record prévus en 2011, ce rapport ne devrait que légèrement progresser et passer à 7,8 pour cent, qui serait toujours le troisième niveau le plus faible des trois dernières décennies.

Ailleurs, les bonnes récoltes en perspective pourraient contribuer à maintenir les stocks à des niveaux relativement élevés, comme en **Chine** et en **Indonésie**, voire permettre une reconstitution des stocks, comme au **Brésil** et dans la **CEI**.

Tableau 6. Principales évolutions des politiques céréalières : de juillet 2010 à mai 2011 *

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Algérie	Blé dur	Mai-11	Tarif d'importation	Suspension du tarif d'importation sur le blé dur, en vigueur depuis juillet 2010, pour une période indéterminée
Argentine	Maïs	Nov-10	Contingent d'exportation	Établissement d'un contingent initial d'exportation de 5 millions de tonnes sur les récoltes de maïs de 2011
	Blé, maïs	Fév-11	Contingent d'exportation	Contingents supplémentaires d'exportation de blé et de maïs, autorisant 1 million de tonnes de blé et 7 millions de tonnes de maïs
Bangladesh	Blé	Jul-10	Contingent d'importation	Autorisation d'importation de 400 000 tonnes de blé afin de stabiliser les prix du marché
	Blé	Fév-11	Subventions alimentaires	Céréales alimentaires vendues par le gouvernement à des prix subventionnés à 300 000 fonctionnaires vulnérables
CEI (Kazakhstan, Russie et Biélorussie)	Blé, seigle, avoine	Mar-10	Tarif d'importation	Levée des droits d'importation de 5 pour cent sur le blé, le seigle et l'avoine par l'Union douanière du Kazakhstan, de la Russie et de la Biélorussie jusqu'au 30 juin 2011
Chine	Blé	Oct-10	Prix de soutien	Prix minimum de soutien pour le blé relevé de 5,5 %
	Céréales	Déc-10	Libération de stocks et subventions alimentaires	Libération de 25 millions de tonnes de blé et de soja des stocks nationaux pour stabiliser les prix sur le marché intérieur
	Céréales	Fév-11	Achats gouvernementaux	Les principaux acheteurs de céréales liés à l'état ont suspendu leurs achats afin de lutter contre l'inflation alimentaire
	Céréales	Mar-11	Libération de stocks	Deux ventes aux enchères ont permis la vente de 1,1 million de tonnes de blé des réserves du gouvernement, en réponse à la forte demande des meuniers
Éthiopie	Céréales	Jul-10	Interdiction d'exporter	Levée de l'interdiction d'exporter qui pesait sur les céréales suite à de bonnes récoltes et à la baisse des prix sur le marché intérieur
	Céréales	Jan-11	Contrôle des prix	Prix maximum à la consommation établis pour 17 produits de base, y compris le pain, le riz, le lait importé, les pâtes et la viande
Égypte	Céréales	Apr-11	Subventions	10 millions de EGP supplémentaires (168 millions de USD) allouées pour les subventions alimentaires jusqu'à la fin du mois de juin, pour ralentir la hausse des prix des aliments
UE	Blé, orge	Fév-11	Droits à l'importation	Droits à l'importation sur le blé de moyenne et basse qualités et sur l'orge fourrager suspendus jusqu'au 20 juin 2011, afin de maintenir un approvisionnement suffisant des ingrédients entrant dans l'alimentation animale
Inde	Blé	Jul-10	Subventions alimentaires	Plus de 3 millions de tonnes de céréales alimentaires distribuées par le gouvernement depuis mai 2010 à des familles pauvres ciblées, ainsi que 457 000 tonnes de céréales alimentaires, 182 000 tonnes de riz et de 274 000 tonnes de blé distribuées à des familles qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté
	Céréales	Mar-11	Actifs productifs	Additional storage capacity for foodgrain in the rural sector created by new measures such as subsidies to storehouses and financial support to private sector investment
	Blé	Apr-11	Intervention de l'État sur le marché	Hausse du prix d'achat du gouvernement pour le blé de 4,5 % à 11,7 roupies la tonne (264 USD), afin de soutenir les revenus des agriculteurs après une récolte exceptionnelle en 2010
Iran	Blé	Sep-10	Interdiction d'importer	Interdiction d'importer plusieurs produits agricoles, y compris le blé et le riz, jusqu'en décembre 2010, pour soutenir les producteurs nationaux

* Ces informations sont compilées à partir de l'outil de surveillance des mesures de politique du SMIAIR, accessible à l'adresse suivante : http://www.fao.org/giews/countrybrief/policy_index.jsp?

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Kenya	Blé, maïs	Mar-11	Subventions pour les moyens de production	Possibilité pour les agriculteurs de recevoir des engrais subventionnés, des sacs de 50 kg à 1100 KES (12,8 USD), à travers un programme gouvernemental de 1,8 milliard de KES (20,9 millions de USD)
	Maïs	Mai-11	Droits à l'importation	Suppression des droits à l'importation sur le maïs et le blé et des taxes sur le kérosène et le diesel afin de réduire l'inflation alimentaire
Libye	Blé	Jan-11	Taxe sur les produits alimentaires et tarif d'importation	Suppression des taxes et des droits de douane sur les denrées alimentaires produites localement et importées, y compris les produits dérivés du blé, le riz et les huiles végétales
Mexique	Maïs	Déc-10	Constitution de réserves stratégiques	Autorisation d'achat de maïs sur les marchés à terme pour atténuer les effets de la flambée des prix du maïs sur la galette de maïs (tortilla)
Maroc	Blé tendre	Sep-10	Tarif d'importation	Suspension du tarif d'importation sur le blé tendre jusqu'au 31 décembre 2010, afin d'assurer l'approvisionnement sur le marché intérieur
	Blé dur	Nov-10	Tarif d'importation	Tarif d'importation de 80 pour cent sur le blé dur suspendu jusqu'à la fin de 2010
	Blé	Jan-11	Subvention à l'importation	Mise en place d'un système pour subventionner les importateurs de blé tendre de mouture de janvier à avril 2011, si les prix excèdent 2 600 MAD (303 USD) la tonne à la « sortie du port », qui comprend le coût et le fret ainsi que la marge des importateurs pour le transfert de blé importé
Pakistan	Blé	Aug-10	Suspension des exportations	Suspension des exportations prévues de 2 millions de tonnes de blé, en raison des inondations de l'été
	Blé	Déc-10	Contingent d'exportation	Délivrance de licences d'exportation pour le secteur privé à hauteur de 1 million de tonnes de blé, suite à la suspension des exportations en août 2010 en raison des inondations dévastatrices
	Blé	Fév-11	Prix minimum et achats gouvernementaux	Les objectifs d'achat de blé pour 2011 ont été fixés à 6,5 millions de tonnes, avec un prix de soutien minimum de 950 Rs pour 40 kg (11 USD) dans l'attente d'une récolte exceptionnelle
Pérou	Maïs	Fév-11	Tarif d'importation	Suppression du tarif d'importation sur certains produits alimentaires, y compris le maïs et le riz, afin de stabiliser les prix des denrées alimentaires
Oman	Blé	Nov-10	Subventions alimentaires	Réintroduction de subventions pour les meuniers afin de stabiliser les prix de la farine sur le marché intérieur
Fédération de Russie	Céréales	Aug-10	Interdiction d'exporter	L'interdiction d'exporter du blé, de la farine de blé, de l'orge, du seigle, de la farine de seigle et du maïs, devait expirer en décembre 2010 mais elle a par la suite été prolongée jusqu'en juin 2011
	Céréales	Déc-10	Libération de stocks	Mise sur le marché de 1,3 million de tonnes de céréales provenant des stocks d'intervention et vendus à bas prix fixes dans les régions touchées par la sécheresse qui a sévi au cours de l'été 2010
	Céréales	Jan-11		2 millions de tonnes supplémentaires de céréales provenant des stocks d'intervention mises sur le marché dans les régions touchées par la sécheresse de l'été 2010
	Céréales	Mai-30	Levée de l'interdiction d'exporter	Levée de l'interdiction d'exporter à partir du 1er juillet 2011

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
	Blé	Fév-11	Prix minimum	Prix minimums pour le blé de mouture afin de couvrir les coûts moyens de production jusqu'en juillet 2011, en vertu de l'accord négocié par l'Union russe des producteurs de céréales et les syndicats de meuniers et de boulangers
Serbie	Blé	Mar-11	Interdiction d'exporter	Interdiction de trois mois sur les exportations de blé, fixée jusqu'au 15 juillet 2011, après des exportations de blé record au cours des neuf premiers mois de l'année de commercialisation 2010/11
Arabie Saoudite	Blé	Jan-11	Politique d'augmentation des stocks alimentaires	Les réserves de blé devraient doubler sur trois ans, afin d'assurer un approvisionnement suffisant sur le marché intérieur
Corée du Sud	Céréales	Fév-11	Politique d'augmentation des stocks alimentaires	Ajout du blé, du soja et du maïs dans les réserves gouvernementales, en plus du riz, afin d'assurer un approvisionnement stable
	Maïs	Fév-11	Tarif d'importation	Suppression des tarifs d'importation sur le maïs, la farine de soja et 32 autres produits afin d'assurer l'approvisionnement et contrôler l'inflation
	Blé, maïs	Apr-11	Mesure institutionnelle	Lancement d'une compagnie internationale d'achats de céréales afin de sécuriser l'offre des produits agricoles de base, y compris le blé, le maïs et les haricots
Tanzanie	Maïs	Oct-10	Interdiction d'exporter	Levée de l'interdiction d'exporter du maïs et de la farine de maïs datant de janvier 2009, après les bonnes récoltes de la campagne principale de 2010
	Céréales	Mai-11	Interdiction d'exporter	Reintroduction de l'interdiction d'exporter des produits alimentaires pendant au moins trois mois afin de limiter les augmentations de prix
Turquie	Blé	Déc-10	Contingent d'importation	Contingent d'importation de 1 million de tonnes de blé à un taux de droits de douane nul autorisé au Turkish Grain Board (TMO) jusqu'au 31 décembre 2011
	Blé	Fév-11	Tarif d'importation	Suspension des tarifs d'importation de 130 % sur le blé et l'avoine jusqu'au 1er mai 2011
Ukraine	Blé, maïs, orge	Oct-10	Contingent d'exportation	Les contingents d'exportation de 500 000 tonnes de blé, de 200 000 tonnes d'orge et de 3 millions de tonnes de maïs se sont terminés le 31 décembre 2010 mais ont été modifiés plusieurs fois (en termes de longueur et de quantité) depuis avril
	Céréales	Déc-10	Impôt	Suppression du remboursement de la TVA de 20 pour cent pour les exportateurs de céréales à partir du 1er juillet 2011
	Maïs	Apr-11	Contingent d'exportation	Suppression des contingents d'exportation de maïs à partir de juillet 2011
	Blé	Mai-11	Droits à l'exportation	Droits à l'exportation de 9 pour cent pour remplacer les contingents d'exportation de juin à décembre 2011
	Blé et orge	Mai-11	Contingent d'exportation	Suppression des contingents d'exportation de blé et d'orge
Émirats arabes unis	Blé (pain)	Mar-11	Subventions	Mise en place de subventions pour le riz et le pain afin de juguler l'inflation qui a démarré en avril 2011
Venezuela	Maïs	Mai-11	Intervention de l'État sur le marché	Augmentation de 30 pour cent du prix de soutien aux producteurs de maïs, de riz et de soja

RIZ

COURS MONDIAUX

Une offre abondante permet de maintenir les cours mondiaux du riz stables voire de les faire baisser durant le premier semestre de 2011

La fermeté des prix qui a caractérisé le marché mondial du riz durant le deuxième semestre de 2010 a commencé à s'atténuer en décembre. Depuis, les cours mondiaux du riz sont restés stables ou ont baissé, grâce à de grandes disponibilités dans les principaux pays exportateurs, qui ont protégé le marché des effets de la flambée des prix du blé et du maïs. En conséquence et malgré la faiblesse persistante du dollar américain par rapport à d'autres devises importantes, les cours du riz en mai 2011 sont demeurés stationnaires par rapport au mois précédent, 3 pour cent en-dessous de leur valeur de janvier. De plus, des tendances divergentes ont entraîné un rapprochement des cours du riz de ceux du blé, faisant baisser le rapport entre le prix du riz et celui du blé (riz thaïlandais 100 % B - blé américain dur rouge No.2) de 1,6 en janvier à 1,4 en mai. Pourtant, le riz continue d'être beaucoup plus cher sur les marchés internationaux qu'il y a un an, avec des prix à l'exportation 22 pour cent plus élevés que leur niveau de mai 2010.

La baisse récente a concerné les riz de toutes origines. En **Thaïlande**, le prix du riz blanc thaïlandais 100% B qui sert de référence était coté 500 USD la tonne en mai, contre 542 USD en janvier. La baisse a coïncidé avec les prévisions, confirmées par la suite, d'abondantes récoltes de la campagne secondaire, qui ont aggravé la pression à la baisse exercée par la mise sur le marché de 4 millions de tonnes de riz en provenance des réserves gouvernementales à partir de mi-2010. Les cours ont également été contenus aux États-Unis, où le prix du riz américain 4% No.2 a baissé de 14 pour cent entre janvier et mai et s'est établi à 518 USD la tonne, en raison de grandes disponibilités, d'une forte concurrence sur les marchés traditionnels et de l'inquiétude concernant la qualité du riz à grain long récolté en 2010. Au **Viet Nam**, les prix ont également été tirés vers le bas par une récolte d'hiver/printemps exceptionnelle en février/mars, mais aussi par la dévaluation du Dong et par l'abaissement décidé par le gouvernement des prix minimum à l'exportation par rapport à janvier. Au **Pakistan**, les prix ont montré une meilleure résistance à la pression à la baisse, qui s'explique en grande partie par une diminution de l'offre, déjà faible en raison des pertes subies à cause des inondations dans la deuxième partie de l'année dernière.

Figure 14. Des tendances divergentes rapprochent les cours du riz et du blé

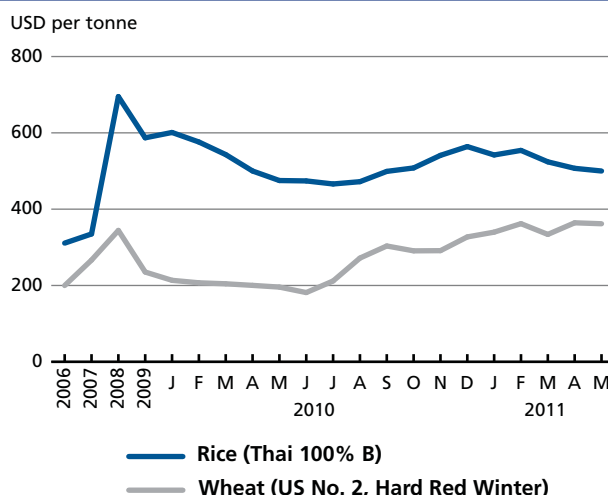


Figure 15. Prix à l'exportation du riz (thaïlandais 100% B, f.o.b. Bangkok)

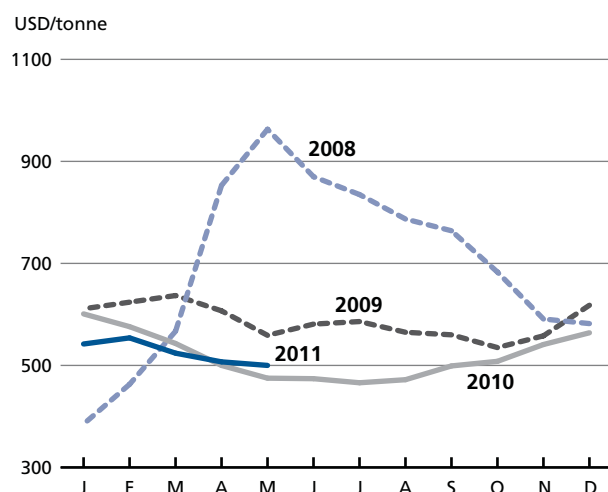
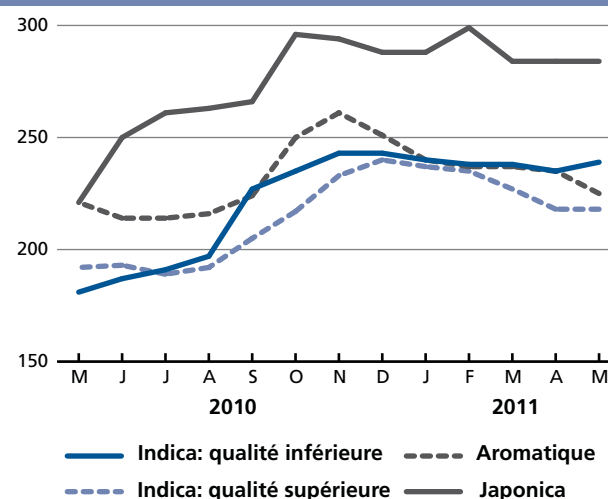


Figure 16. Indices FAO des prix du riz (2002-2004=100)



PRODUCTION

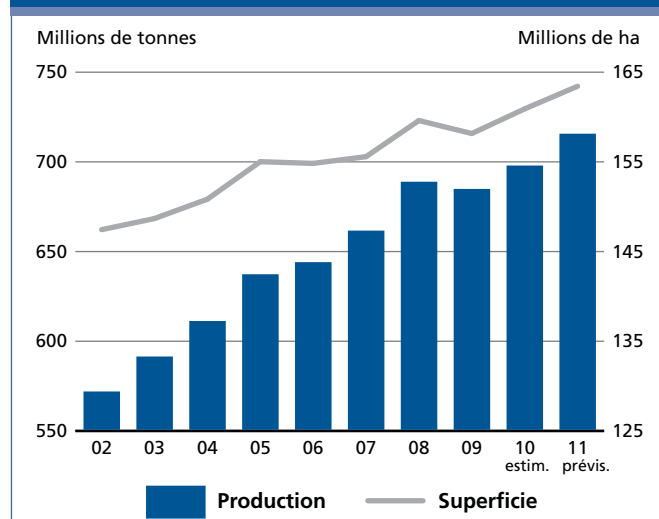
Malgré de nombreux revers, la production mondiale de riz établit un nouveau record en 2010 – avec l'amélioration des conditions météorologiques, une nouvelle progression de la production est possible en 2011

Selon les dernières estimations de la FAO, la production mondiale de paddy devrait établir un nouveau record et atteindre 696 millions de tonnes (464 millions de tonnes, en équivalent riz usiné) en **2010**, soit une augmentation de 1,8 pour cent par rapport à la mauvaise performance de la campagne précédente. Il s'agit d'un résultat remarquable, compte tenu des manifestations consécutives des anomalies météorologiques El Niño et La Niña, qui ont provoqué une série de sécheresses et d'inondations sur tous les continents. L'essentiel des 13 millions de tonnes supplémentaires de production mondiale de paddy lors de cette campagne, est à mettre sur le compte d'un redressement de la production en **Inde**, où en 2009, une mousson irrégulière avait nui à la culture du riz. En Asie, le **Bangladesh**, l'**Indonésie**, les **Philippines** et le **Viet Nam** ont également rentré des récoltes nettement plus abondantes qu'en 2010, en dépit de conditions météorologiques défavorables. Cependant, les mauvaises conditions de végétation ont freiné la croissance de la production en **Chine** et ont provoqué une baisse de la production dans la **République démocratique populaire Lao**, au **Myanmar**, au **Pakistan**, en **République de Corée** et en **Thaïlande**. En Afrique, une réduction de la culture de riz en **Égypte** à l'initiative du gouvernement a été compensée par des gains importants dans des pays tels que la **Guinée**, le **Mali**, le **Nigeria** et la **Sierra Leone**. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la prédominance du phénomène El Niño a provoqué une baisse de la production, en particulier au **Brésil**, en **Colombie**, au **Pérou**, en **Uruguay** et au **Venezuela**. Dans les autres régions, les États-Unis ont récolté un volume record, suite à un accroissement de 17 pour cent des semis dû à la fermeté des prix, bien que la récolte de grain long ait été marquée par des problèmes de qualité ; en **Australie** la récolte de riz de cette campagne est la plus importante de ces quatre dernières années. La **Fédération de Russie** a franchi la barre de 1 million de tonnes pour la première fois alors que le froid a entraîné une baisse de la production dans l'**UE**.

Bien que les estimations soient encore très préliminaires, la production mondiale de paddy en **2011** devrait progresser de 2,6 pour cent et atteindre 714 millions de tonnes (476 millions de tonnes, équivalent riz usiné), en prévision d'une amélioration des conditions météorologiques, grâce à l'atténuation des effets de La Niña, prévue pour

le mois de juin. De très bons résultats concernant les récoltes dans la plupart des pays de l'hémisphère sud, où la campagne est déjà bien avancée, tendent à confirmer ces perspectives positives. Le secteur reçoit toujours le soutien des gouvernements, qui souhaitent contenir l'inflation alimentaire et assurer la disponibilité à long terme. En Asie, la production devrait enregistrer une croissance de 2,5 pour cent et s'établir à 645 millions de tonnes (430 millions de tonnes, équivalent riz usiné), soutenue par des augmentations particulièrement importantes en **Chine** et en **Inde** et par une reprise au **Pakistan**. De nombreux autres pays de la région devraient voir leur production augmenter, notamment le **Bangladesh**, le **Cambodge**, l'**Indonésie**, la **République populaire démocratique de Corée**, le **Népal**, les **Philippines** et le **Viet Nam**, avec une reprise également prévue dans la **Province chinoise de Taiwan**, en **République de Corée**, en **Malaisie**, au **Myanmar** et en **Thaïlande**. Par contre, les perspectives sont compromises au **Sri Lanka** en raison de périodes consécutives d'inondations, et, au **Japon**, en raison du tremblement de terre catastrophique du 11 mars et du tsunami et de la fuite de radioactivité de la centrale de Fukushima qui ont suivi. L'événement, baptisé la « triple crise », a particulièrement touché le district de Tohoku, qui compte pour un quart dans la production de riz du Japon. La FAO estime que la catastrophe se traduira par une réduction de 43 000 ha de la superficie destinée à la culture de riz en 2011, équivalant à environ 300 000 tonnes. Si ces estimations se confirment, la production du Japon diminuerait de 3 pour cent et passerait à 10,3 millions de tonnes. En Afrique, la campagne de 2011 devrait permettre de récolter 24,6 millions de tonnes,

Figure 17. Production totale de riz paddy et superficie



très proche des volumes récoltés en 2010, notamment grâce à des augmentations de la production en **Guinée**, au **Mali**, au **Nigeria** ainsi que dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, qui compenseraient une contraction en **Égypte** et à **Madagascar**. La production de paddy en Amérique latine et dans les Caraïbes devrait rebondir de 9,2 pour cent pour atteindre 29,2 millions de tonnes en 2011, soutenue par une forte reprise dans la partie sud du continent, en particulier en **Argentine**, au **Brésil**, en **Colombie**, en **Uruguay** et au **Venezuela**, où la récolte de paddy de la campagne principale de 2011 est pratiquement achevée. Dans les autres régions, les perspectives sont positives en **Australie**, qui pourrait récolter environ 800 000 tonnes, le plus gros volume depuis 2006, dans **l'UE**, en raison d'une reprise attendue en Italie, et dans la **Fédération de Russie**. Cependant, les perspectives sont négatives aux **États-Unis**, où les producteurs pourraient convertir des terres consacrées à la culture du riz au profit de cultures plus rentables, et où les semis sont retardés à cause des inondations.

COMMERCE

Des disponibilités exportables plus importantes et une forte demande soutiennent le commerce de riz en 2011

En raison d'un rythme des expéditions soutenu au premier trimestre, la FAO a relevé légèrement ses prévisions concernant le commerce mondial de riz au cours de l'année civile 2011 qui est maintenant estimé à 31,8 millions de tonnes. Ainsi, le volume des échanges serait en hausse d'environ 400 000 tonnes, soit 1 pour cent, par rapport à 2010 et seulement 200 000 tonnes de moins que le record enregistré en 2007. Cette légère augmentation devrait être soutenue par une forte demande d'importation des pays africains, mais les volumes livrés à l'Amérique du Nord et à l'Europe devraient également augmenter. Les livraisons à destination de ces régions devraient plus que compenser les importations réduites à destination de l'Asie et de l'Amérique latine et des Caraïbes, où d'importantes récoltes pourraient entraîner une baisse des achats. En ce qui concerne les exportations, une grande partie de l'expansion devrait être attribuable à la **Thaïlande**, mais les volumes livrés par le **Brésil**, le **Cambodge**, la **Chine**, **l'Inde**, **l'Uruguay** et, plus particulièrement le **Viet Nam** devraient également augmenter, compensant les exportations réduites de **l'Égypte**, du **Pakistan** et des **États-Unis**.

Bien que les pays asiatiques restent la principale destination du commerce de riz, ils devraient réduire légèrement leurs importations, qui passeraient à 15,5 millions de tonnes en 2011, principalement en

Figure 18. Commerce mondial de riz et indice FAO des prix du riz à l'exportation

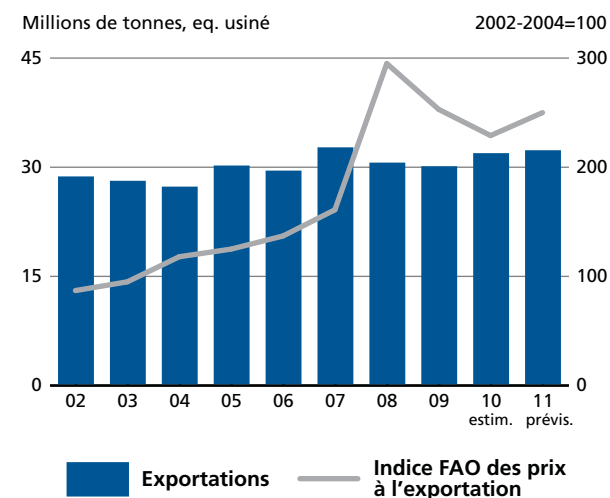


Figure 19. Importations de riz par région

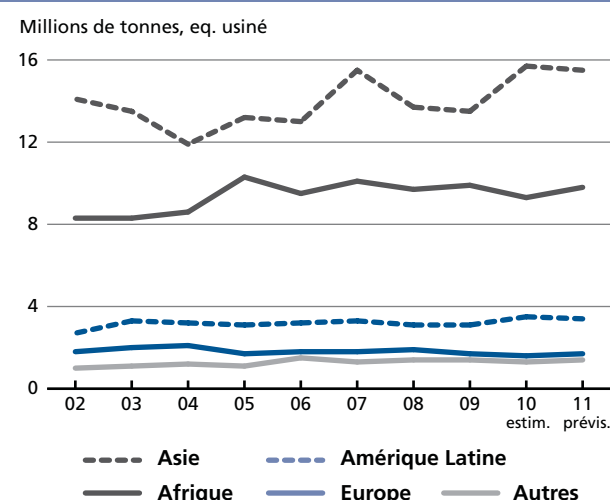
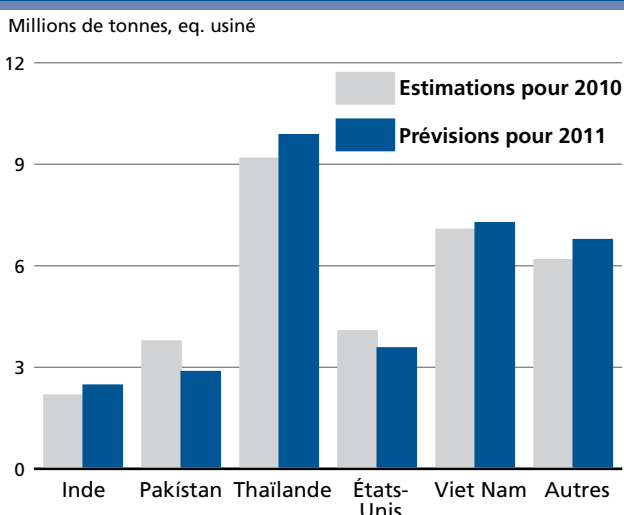


Figure 20. Exportations de riz des principaux pays exportateurs



raison de la décision des **Philippines** de n'importer que 1,3 million de tonnes de riz, soit une réduction de ses achats de 41 pour cent. Cette diminution s'explique par les perspectives actuelles de bonnes récoltes en 2010/11, mais aussi par le fait que le nouveau gouvernement tente actuellement de rationaliser les importations de l'autorité nationale pour l'alimentation tout en augmentant la participation du secteur privé dans les échanges. Les bonnes récoltes de 2010 devraient permettre à la **République islamique d'Iran** et à la **Turquie** de réduire leurs importations en 2011. En revanche, le **Bangladesh**, la **République démocratique de Corée**, la **Malaisie** et **l'Arabie saoudite** devraient importer des quantités de riz plus importantes, soit pour reconstruire des réserves soit pour approvisionner les marchés afin de contenir l'inflation alimentaire. En Afrique, les expéditions à destination du **Cameroun**, du **Mozambique** et d'**Afrique du Sud** devraient augmenter, mais elles pourraient diminuer à destination du **Nigeria**, où les importations de riz à travers les frontières terrestres sont interdites depuis janvier pour tenter de limiter les entrées non déclarées. Dans les autres régions, les **États-Unis** et **l'UE** devraient augmenter leurs achats, alors que le redressement de la production en 2011 pourrait permettre à **l'Australie** de réduire ses importations.

Parmi les différents exportateurs de riz, la **Thaïlande** devrait accroître ses livraisons de 7,4 pour cent, qui passeraient à 9,7 millions de tonnes en 2011, en raison d'une mise sur le marché de disponibilités en provenance des réserves gouvernementales, afin de compenser la diminution de la production de 2010. Une dévaluation de 7 pour cent de la monnaie du **Viet Nam** en février dernier pourrait contribuer à entraîner les exportations du Viet Nam vers un record de 7,1 millions de tonnes, en dépit d'une réduction des achats des **Philippines**, son principal client. En **Inde**, même si les bons résultats des récoltes devraient engendrer une hausse de 15 pour cent des exportations, qui atteindraient 2,3 millions de tonnes, celles-ci devraient rester bien en-deçà des 4,7 millions de tonnes vendues en 2005-2007, avant l'imposition de restrictions à l'exportation. Des gains de production devraient également se traduire par une hausse des exportations en provenance de **l'Argentine**, de **l'Australie**, du **Brésil**, du **Cambodge**, de la **Chine**, de la **Fédération de Russie** et de **l'Uruguay**. En revanche, les exportations en provenance des **États-Unis** devraient se contracter, en raison d'une concurrence croissante de **l'Australie** et de **l'UE** sur le marché du riz à grain moyen et de la mauvaise qualité de la récolte de riz à grain long aux **États-Unis**. D'autre part, les ventes du **Pakistan**, quatrième plus grand exportateur de riz, pourraient diminuer

de 25 pour cent, à cause des lourdes pertes provoquées par les inondations que le pays a subies la saison dernière, tandis qu'une réduction de l'offre, conjuguée à des restrictions à l'exportation, pourraient peser négativement sur les expéditions de **l'Égypte** et du **Myanmar**.

CONSOMMATION

La consommation alimentaire de riz par habitant devrait rester stable en 2011, alors que les gouvernements interviennent pour contenir la flambée des prix sur le marché intérieur

L'utilisation mondiale de riz devrait augmenter de 2 pour cent en 2011 et s'élever à 460 millions de tonnes, en équivalent riz usiné, grâce à de bonnes récoltes. Sur ce total, 389 millions de tonnes devraient être destinées à la consommation humaine directe, près de 7 millions de tonnes de plus qu'en 2010, ce qui porterait la consommation moyenne de riz par an et par habitant à 56 kg en 2011, proche des estimations de ces dernières années. Les disponibilités destinées à l'alimentation animale devraient rester de l'ordre de 12 millions de tonnes, et les autres

Tableau 7. Aperçu général du marché mondial du riz

	2008/09	2009/10 estim.	2010/11 prév.	Variation: 2010/11 par rapport à 2009/10
			millions de tonnes	%
BILAN MONDIAL (base riz usiné)				
Production	458.5	455.6	463.8	1.8
Commerce ¹	29.6	31.4	31.8	1.4
Utilisation totale	444.5	448.9	459.6	2.4
Alimentation	379.6	382.8	389.2	1.7
Stocks de clôture	126.6	132.3	136.7	3.3
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	56.3	56.1	56.4	0.5
PFRDV (kg/an)	68.5	68.0	68.2	0.3
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	28.2	28.8	29.1	1.2
Rapport stocks des principaux exportateurs utilisation totale (%) ²	21.7	19.4	18.6	-4.1
Indice FAO des prix du riz (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Mai	Variation: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
	253	229	249	11.7

¹ Exportations par année civile (deuxième année indiquée)

² Les principaux exportateurs sont notamment les suivants: Inde, Pakistan, Thaïlande, États-Unis et Viet Nam

De plus amples renseignements sur le marché du riz sont disponibles dans le FAO Rice Market Monitor, qui peut être consulté à l'adresse <http://www.fao.org/economic/est/publications/rice-publications/rice-market-monitor-rmm/en/>

Tableau 8. Prix de détail mensuels du riz certains marchés

Dernière cotation disponible				Dernière cotation disponible par rapport à: ^{/1}			
Asie	Mois	USD/Kg	3 mois plus tôt	6 mois plus tôt	1 an plus tôt	2 ans plus tôt	
Bangladesh: moyenne nationale (grossier)	Mai-11	0.41	-9% <div><div></div></div>	-3% <div><div></div></div>	16% <div><div></div></div>	55% <div><div></div></div>	
Bhoutan : Samdrup Jongkhar (blanc)	Avr-11	0.41	0% <div><div></div></div>	-10% <div><div></div></div>	9% <div><div></div></div>	20% <div><div></div></div>	
Cambodge: Phnom Penh (mélange)*	Mai-11	0.40	-10% <div><div></div></div>	-8% <div><div></div></div>	-15% <div><div></div></div>	15% <div><div></div></div>	
Chine: Hubei (Indica 1ère qualité)*	Mai-11	0.53	5% <div><div></div></div>	13% <div><div></div></div>	23% <div><div></div></div>	26% <div><div></div></div>	
Inde: Delhi	Mai-11	0.51	0% <div><div></div></div>	1% <div><div></div></div>	4% <div><div></div></div>	15% <div><div></div></div>	
Indonésie: moyenne nationale	Avr-11	1.01	-6% <div><div></div></div>	3% <div><div></div></div>	18% <div><div></div></div>	31% <div><div></div></div>	
Japon: Tokyo zone de Ku (non gluant)	Avr-11	4.89	0% <div><div></div></div>	-2% <div><div></div></div>	-6% <div><div></div></div>	-10% <div><div></div></div>	
République de Corée: moyenne nationale	Mai-11	2.07	7% <div><div></div></div>	11% <div><div></div></div>	7% <div><div></div></div>	-2% <div><div></div></div>	
RDP Lao : Vientiane (ordinaire, 1ère qualité)	Mar-11	1.12	0% <div><div></div></div>	-3% <div><div></div></div>	13% <div><div></div></div>	13% <div><div></div></div>	
Mongolie : Oulan-Bator	Avr-11	1.37	-4% <div><div></div></div>	-6% <div><div></div></div>	12% <div><div></div></div>	15% <div><div></div></div>	
Myanmar: moyenne nationale	Fév-11	0.51	1% <div><div></div></div>	9% <div><div></div></div>	20% <div><div></div></div>	32% <div><div></div></div>	
Népal: Kathmandou (grossier)	Avr-11	0.48	0% <div><div></div></div>	-3% <div><div></div></div>	6% <div><div></div></div>	-6% <div><div></div></div>	
Pakistan: Karachi (irri)	Mai-11	0.49	1% <div><div></div></div>	15% <div><div></div></div>	21% <div><div></div></div>	26% <div><div></div></div>	
Philippines: moyenne nationale (usiné)	Mar-11	0.80	1% <div><div></div></div>	1% <div><div></div></div>	0% <div><div></div></div>	0% <div><div></div></div>	
Sri Lanka: Colombo (blanc)	Avr-11	0.53	3% <div><div></div></div>	9% <div><div></div></div>	12% <div><div></div></div>	1% <div><div></div></div>	
Thaïlande: Bangkok (5% brisures)*	Mar-11	0.44	-9% <div><div></div></div>	2% <div><div></div></div>	-8% <div><div></div></div>	-26% <div><div></div></div>	
Vet Nam: Dong Thap (25% brisures)	Mai-11	0.42	7% <div><div></div></div>	3% <div><div></div></div>	44% <div><div></div></div>	47% <div><div></div></div>	
Afrique de l'Ouest	Mois	USD/Kg	3 mois plus tôt	6 mois plus tôt	1 an plus tôt	2 ans plus tôt	
Bénin : Cotonou (importé)	Avr-11	1.06	-9% <div><div></div></div>	-9% <div><div></div></div>	-9% <div><div></div></div>	-3% <div><div></div></div>	
Burkina Faso: Ouagadougou (importé)*	Avr-11	0.85	1% <div><div></div></div>	13% <div><div></div></div>	20% <div><div></div></div>	4% <div><div></div></div>	
Cap-Vert: Santiago (importé)	Avr-11	1.27	1% <div><div></div></div>	3% <div><div></div></div>	4% <div><div></div></div>	11% <div><div></div></div>	
Tchad: N'Djamena (importé)	Mar-11	1.00	21% <div><div></div></div>	2% <div><div></div></div>	2% <div><div></div></div>	-6% <div><div></div></div>	
Mali: Bamako (importé)*	Avr-11	0.73	2% <div><div></div></div>	14% <div><div></div></div>	18% <div><div></div></div>	10% <div><div></div></div>	
Niger: Niamey (importé)	Mar-11	1.01	6% <div><div></div></div>	19% <div><div></div></div>	19% <div><div></div></div>	6% <div><div></div></div>	
Sénégal: Dakar (importé)	Mar-11	0.84	-2% <div><div></div></div>	0% <div><div></div></div>	-2% <div><div></div></div>	-2% <div><div></div></div>	
Afrique centrale	Mois	USD/Kg	3 mois plus tôt	6 mois plus tôt	1 an plus tôt	2 ans plus tôt	
Cameroon: Yaoundé	Fév-11	0.92	2% <div><div></div></div>	1% <div><div></div></div>	1% <div><div></div></div>	-6% <div><div></div></div>	
Rép. dém. du Congo: Kinshasa (importé)	Mar-11	1.18	4% <div><div></div></div>	7% <div><div></div></div>	5% <div><div></div></div>	11% <div><div></div></div>	
Afrique de l'Est	Mois	USD/Kg	3 mois plus tôt	6 mois plus tôt	1 an plus tôt	2 ans plus tôt	
Burundi: Bujumbura	Mar-11	1.08	0% <div><div></div></div>	2% <div><div></div></div>	-1% <div><div></div></div>	3% <div><div></div></div>	
Djibouti: Djibouti (importé)*	Mar-11	0.74	6% <div><div></div></div>	22% <div><div></div></div>	20% <div><div></div></div>	-19% <div><div></div></div>	
Rwanda: Kigali*	Mai-11	0.76	-10% <div><div></div></div>	-4% <div><div></div></div>	-16% <div><div></div></div>	-28% <div><div></div></div>	
Somalie: Mogadiscio (importé)	Avr-11	0.75	13% <div><div></div></div>	11% <div><div></div></div>	20% <div><div></div></div>	17% <div><div></div></div>	
Ouganda: Kampala*	Mai-11	0.95	54% <div><div></div></div>	64% <div><div></div></div>	15% <div><div></div></div>	18% <div><div></div></div>	
Rép.-Unie de Tanzanie: Dar es Salaam*	Mai-11	0.87	11% <div><div></div></div>	22% <div><div></div></div>	7% <div><div></div></div>	-3% <div><div></div></div>	
Afrique du Sud	Mois	USD/Kg	3 mois plus tôt	6 mois plus tôt	1 an plus tôt	2 ans plus tôt	
Madagascar: moyenne nationale (local)	Avr-11	0.60	-8% <div><div></div></div>	11% <div><div></div></div>	- <div><div></div></div>	14% <div><div></div></div>	
Mozambique: Maputo	Avr-11	0.90	-6% <div><div></div></div>	-3% <div><div></div></div>	16% <div><div></div></div>	29% <div><div></div></div>	
Amérique centrale et Caraïbes	Mois	USD/Kg	3 mois plus tôt	6 mois plus tôt	1 an plus tôt	2 ans plus tôt	
Costa Rica: moyenne nationale (1ère qualité)	Mar-11	1.66	- <div><div></div></div>	8% <div><div></div></div>	9% <div><div></div></div>	52% <div><div></div></div>	
Rép. dominicaine: Santo Domingo (1ère qualité)	Avr-11	1.24	2% <div><div></div></div>	8% <div><div></div></div>	-2% <div><div></div></div>	-1% <div><div></div></div>	
El Salvador (San Salvador 1ère qualité)	Mar-11	1.09	0% <div><div></div></div>	4% <div><div></div></div>	4% <div><div></div></div>	-23% <div><div></div></div>	
Guatemala: moyenne nat (2ème qualité)	Mar-11	1.13	0% <div><div></div></div>	1% <div><div></div></div>	1% <div><div></div></div>	0% <div><div></div></div>	
Haïti: Port-au-Prince (importé)	Avr-11	0.99	-27% <div><div></div></div>	-4% <div><div></div></div>	-18% <div><div></div></div>	-3% <div><div></div></div>	
Honduras: Tegucigalpa (2ème qualité)	Mai-11	0.81	-6% <div><div></div></div>	-3% <div><div></div></div>	1% <div><div></div></div>	-10% <div><div></div></div>	
Mexique: Mexico (sinaloa)*	Avr-11	0.93	4% <div><div></div></div>	28% <div><div></div></div>	16% <div><div></div></div>	-3% <div><div></div></div>	
Nicaragua: moyenne nat (1ère qualité)	Fév-11	0.89	-1% <div><div></div></div>	1% <div><div></div></div>	0% <div><div></div></div>	-9% <div><div></div></div>	
Panama, Panama City (1ère qualité)	Avr-11	1.09	0% <div><div></div></div>	0% <div><div></div></div>	4% <div><div></div></div>	0% <div><div></div></div>	
Amérique du Sud	Mois	USD/Kg	3 mois plus tôt	6 mois plus tôt	1 an plus tôt	2 ans plus tôt	
Bolivie: La Paz (grano de oro)*	Mai-11	0.91	-2% <div><div></div></div>	0% <div><div></div></div>	-5% <div><div></div></div>	-4% <div><div></div></div>	
Brésil: moyenne nationale	Avr-11	1.17	-5% <div><div></div></div>	-6% <div><div></div></div>	-8% <div><div></div></div>	-21% <div><div></div></div>	
Colombie: Bogotá (1ère qualité)	Avr-11	1.16	-1% <div><div></div></div>	13% <div><div></div></div>	19% <div><div></div></div>	-5% <div><div></div></div>	
Pérou: Lima (corriente)	Avr-11	0.87	9% <div><div></div></div>	19% <div><div></div></div>	20% <div><div></div></div>	-10% <div><div></div></div>	
Uruguay: moyenne nationale	Mar-11	0.97	1% <div><div></div></div>	2% <div><div></div></div>	0% <div><div></div></div>	-5% <div><div></div></div>	
Amérique du Nord	Mois	USD/Kg	3 mois plus tôt	6 mois plus tôt	1 an plus tôt	2 ans plus tôt	
États-Unis: moyenne nationale (riz long non cuit)	Avr-11	1.62	-1% <div><div></div></div>	3% <div><div></div></div>	-3% <div><div></div></div>	-3% <div><div></div></div>	
Europe	Mois	USD/Kg	3 mois plus tôt	6 mois plus tôt	1 an plus tôt	2 ans plus tôt	
Italie: Milan (Arborio Volano)*	Mai-11	2.06	6% <div><div></div></div>	32% <div><div></div></div>	52% <div><div></div></div>	41% <div><div></div></div>	
Fédération de Russie : moyenne nationale	Avr-11	1.65	-1% <div><div></div></div>	3% <div><div></div></div>	7% <div><div></div></div>	1% <div><div></div></div>	

^{/1} Les cotations pour les mois figurant dans la deuxième colonne ont été comparées aux niveaux correspondants au cours des 3, 6, 12 et 24 derniers mois.

* Prix de gros.

Baisse des prix en pourcentage

Hausse des prix en pourcentage

Sources: Associazione Industrie Risiere Italiane (AIRI); base de données nationales des prix des produits alimentaires FAO/SMIAR; Corée: Agricultural Marketing Information Service (KAMIS); Monthly Report on the Retail Price Survey, Japon: Ministère de l'intérieur et des communications; Monthly Report on Socio Economic Data, Statistics Indonesia; U.S. Bureau of Labor Statistics (BLS).

utilisations finales (y compris les pertes après récolte) devraient augmenter de 8 pour cent et s'élever à 58 millions de tonnes. Selon les premières prévisions concernant la production en 2011, l'utilisation de riz pourrait atteindre 469 millions de tonnes en 2012, dont 398 millions de tonnes destinées à l'alimentation humaine, ce qui entraînerait une hausse de la consommation alimentaire par habitant qui atteindrait 57 kg.

Le riz n'a pas échappé à la pression inflationniste qui a caractérisé les marchés intérieurs des produits alimentaires en 2010. Au cours des douze derniers mois, la forte hausse des prix de détail et de gros du riz a pu être observée sur pratiquement tous les continents, entraînant la mise en place de mesures pour freiner la flambée des prix ou pour atténuer les effets des prix élevés sur les franges les plus vulnérables de la population. En Asie, les cours du riz ont continué à augmenter au cours du premier trimestre de 2011 en **Chine**, en **République de Corée**, au **Myanmar**, au **Pakistan**, au **Sri Lanka** et au **Viet Nam**. Des hausses ont également été signalées en Afrique, en particulier au **Tchad**, au **Niger**, en **Somalie**, en **Tanzanie** et en **Ouganda**; en Amérique latine et dans les Caraïbes, au **Mexique** et au **Pérou**; et dans l'**UE**. Les hausses enregistrées au cours de l'année écoulée ont souvent été provoquées par une croissance économique rapide entraînant une hausse de la demande, mais elles s'expliquent aussi par l'augmentation des coûts de production et de transformation et par le laxisme des politiques monétaires. Certains gouvernements ont réagi aux hausses de prix en mettant sur le marché du riz en provenance des stocks publics par le biais de ventes aux enchères. Cela a été le cas de la **Chine**, qui a déversé 13,43 millions de tonnes de riz sur le marché en 2010, ainsi que du **Bangladesh**, de la **République de Corée** et de la **Province chinoise de Taiwan**. D'autres mesures portaient sur l'élargissement des distributions ciblées à des prix subventionnés, le contrôle des prix de vente au détail, ainsi que des mesures de politique commerciale visant à faciliter les importations ou à freiner les exportations.

STOCKS

Les stocks mondiaux de riz devraient continuer à se reconstituer en 2011

Selon les dernières estimations de la FAO, les stocks mondiaux de riz à la clôture des campagnes agricoles se terminant en 2011 pourraient atteindre 137 millions de tonnes, soit une augmentation de plus de 4 millions de tonnes, 3 pour cent de plus qu'en 2010. Ainsi, les réserves seraient suffisantes pour satisfaire 29 pour cent des besoins prévus. Une grande partie de l'augmentation

Figure 21. Stocks de clôture mondiaux de riz et rapport stocks/utilisation

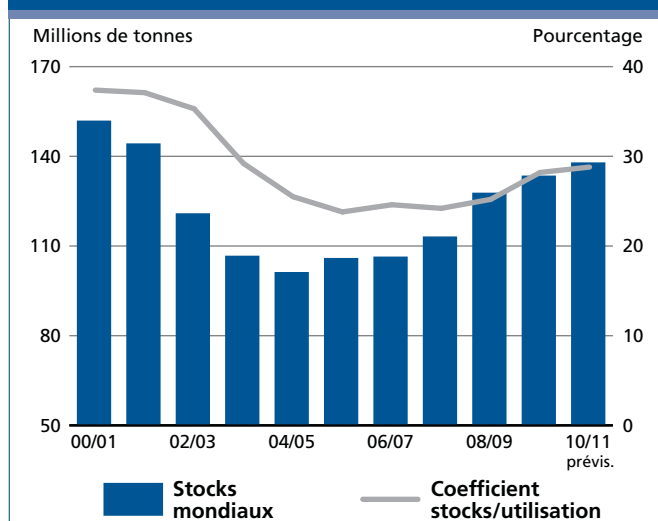
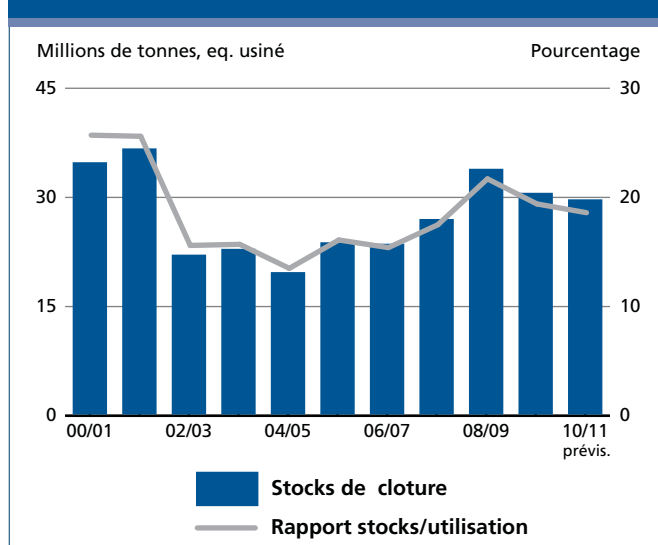


Figure 22. Stocks détenus par les cinq principaux exportateurs de riz et rapport stocks-utilisation totale



devrait être enregistrée dans les pays en développement, où les stocks pourraient atteindre 132 millions de tonnes, soit 4 millions de tonnes de plus que l'année précédente, mais les stocks détenus par les pays développés devraient également croître, de 17 pour cent, et s'établir à 5 millions de tonnes. En revanche, les stocks détenus par le groupe des cinq principaux exportateurs de riz devraient baisser de 3 pour cent pour s'établir à 29,2 millions de tonnes, avec des baisses prévues en **Thaïlande**, où le gouvernement a réduit la taille des stocks publics par le biais de mise sur le marché massive de volumes de riz depuis mi-2010, au **Viet Nam** en raison de volumes d'exportations record et au **Pakistan**, principalement en raison des pertes de

récoltes provoquées par les inondations au mois d'août. Par contre, les stocks de report de **l'Inde** et des **États-Unis** pourraient être plus importants à la clôture de leurs campagnes agricoles. Parmi les pays importateurs, le **Bangladesh**, **l'UE**, **l'Indonésie**, la **République islamique d'Iran** et **l'Arabie saoudite** devraient augmenter la taille de leurs stocks, alors que ceux-ci pourraient diminuer au **Brésil**, aux **Philippines**, en **Malaisie**, au **Nigéria** et en **République de Corée**.

Sur la base des estimations très préliminaires de la production des campagnes de 2011, les premières prévisions de la FAO concernant les stocks mondiaux en 2012 indiquent une nouvelle augmentation de 5 pour cent, soit un niveau des stocks qui s'élèverait à 143 millions de tonnes. Si ces prévisions sont confirmées, ce serait la huitième année consécutive de hausse des réserves mondiales de riz, ce qui ferait passer le rapport stocks mondiaux-utilisation à 30 pour cent.

GRAINES OLÉAGINEUSES, HUILES ET FARINES D'OLÉAGINEUX^{2,3}

PRIX⁴

Le récent fléchissement des prix ne devrait pas durer

Après la hausse spectaculaire et le net repli enregistrés en 2008, les prix du complexe oléagineux ont été caractérisés par une nouvelle tendance progressive à la hausse en 2009. Cela s'explique par un resserrement de l'offre mondiale conjugué à une reprise de la croissance de la demande mondiale et à un regain d'intérêt des principaux pays importateurs.

Dès le début de la campagne de commercialisation 2010/11 (octobre/septembre), les perspectives de resserrement prolongé du marché ont entraîné de nouvelles augmentations de prix jusqu'en février 2011, lorsque les prix de plusieurs graines oléagineuses et des produits dérivés ont avoisiné les niveaux record atteints en 2008 (comme le montrent les divers indices FAO des prix). La nouvelle flambée a été causée par l'effet combiné de plusieurs facteurs : des corrections à la baisse apportées aux prévisions de production de soja et d'huile de palme, en raison de conditions météorologiques défavorables ; une demande d'importation d'oléagineux et des produits dérivés qui reste

² La quasi totalité des oléagineux récoltés dans le monde est broyée en vue de l'obtention d'huiles et de matières grasses destinées à la consommation humaine ou à des utilisations industrielles, de même que de tourteaux et farines, ingrédients entrant dans la composition d'aliments pour animaux. L'analyse de l'état du marché porte donc moins sur les graines oléagineuses que sur les huiles et matières grasses de même que sur les tourteaux et farines. C'est ainsi que les données de production pour les huiles (tourteaux) obtenues à partir de graines d'oléagineux correspondent à l'équivalent huile (tourteaux) de la production actuelle des graines d'oléagineux utilisées, et ne reflètent donc pas les résultats du broyage réel des graines oléagineuses et ne tiennent pas non plus compte de l'évolution des stocks de graines oléagineuses. En outre, les données concernant les échanges et les stocks d'huiles (tourteaux) se rapportent à la somme des échanges et des stocks d'huiles et de tourteaux, plus l'équivalent en huile (tourteaux) des échanges et des stocks de graines oléagineuses.

³ Avis aux lecteurs : l'analyse de la situation mondiale de l'offre et de la demande pour les graines oléagineuses et les produits dérivés fournie deux fois par an dans les *Perspectives de l'alimentation* est complétée par des informations actualisées sur l'évolution des marchés et des politiques dans le *Monthly Price and Policy Update* (MPPU). Publié 10 fois par an, en anglais seulement, le bulletin passe en revue l'évolution des cours internationaux et repère les faits nouveaux concernant les politiques, les marchés et l'industrie, qui semblent importants pour l'économie mondiale des oléagineux. Pour lire le MPPU (et vous y abonner) veuillez vous rendre sur la page web suivante <http://www.fao.org/economic/est/publications/oilcrops-publications/oilcrops-monthly-price-and-policy-update/fr/>

⁴ Pour plus de détails sur les prix et les indices correspondants, voir le tableau A24 à l'appendice

Figure 23. Indices FAO mensuels des cours internationaux des graines oléagineuses, des huiles/matières grasses et des farines/tourteaux (2000-2004=100)

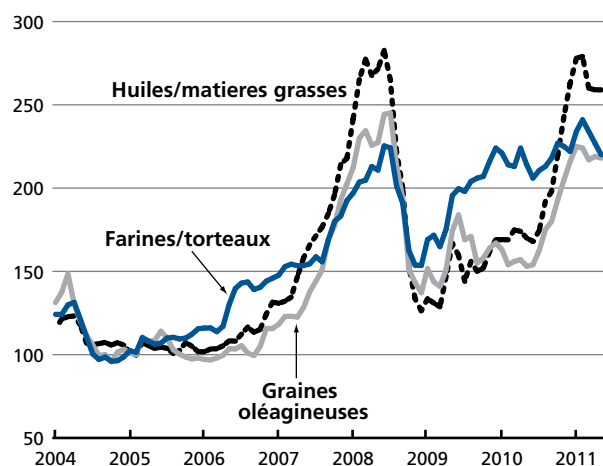


Figure 24. Indices FAO des prix mensuels des graines oléagineuses (2002-2004 = 100)

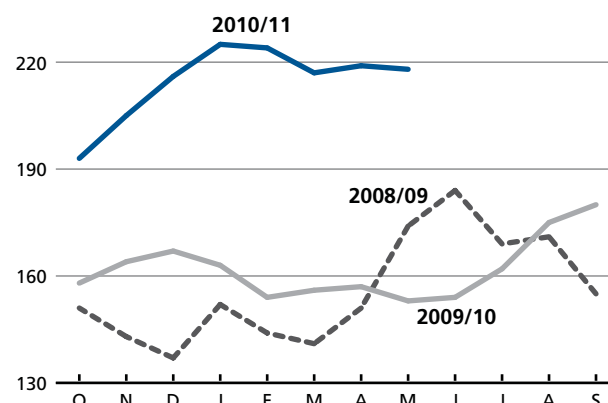


Figure 25. Indices FAO des prix mensuels des huiles/matières grasses (2002-2004 = 100)

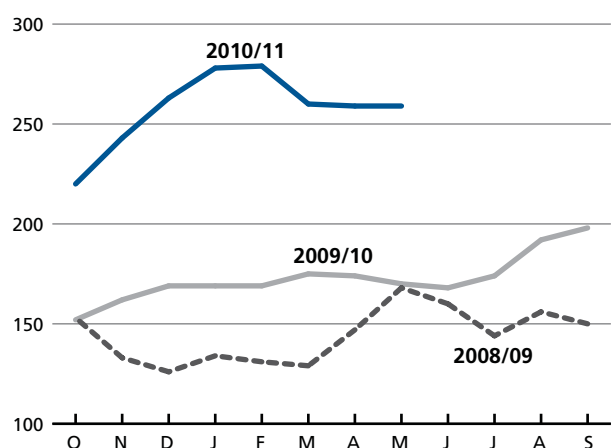
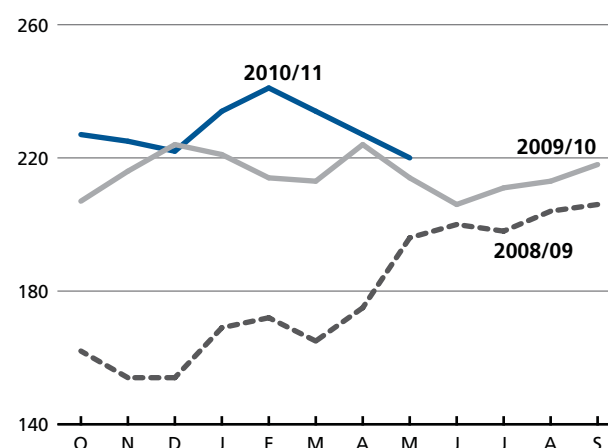


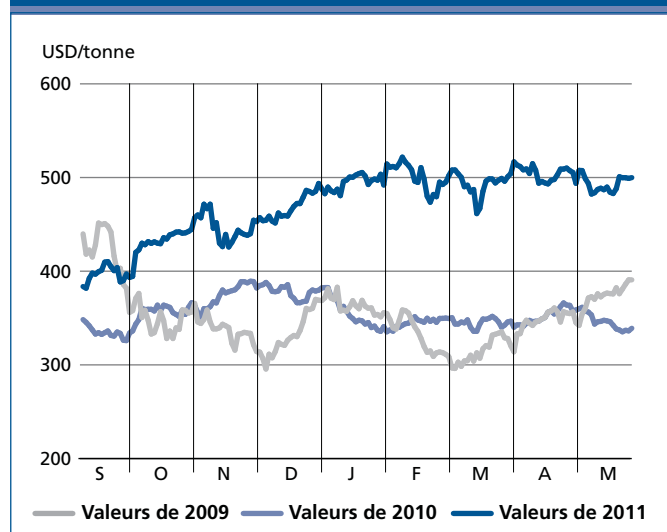
Figure 26. Indices FAO mensuels des cours internationaux des farines/tourteaux (2002-2004 = 100)



soutenue, associée à une dépendance accrue à l'égard des États-Unis, qui est le principal fournisseur ; la faiblesse prolongée du dollar américain ; une nouvelle augmentation de la demande d'huile végétale utilisée comme matière première dans la production de biodiesel, entraînée par des politiques gouvernementales ; et les retombées sur les prix du resserrement du marché des céréales.

Après février 2011, les cours des graines oléagineuses et des produits oléagineux ont fléchi. Cela s'explique par le ralentissement temporaire de la demande et les

perspectives d'amélioration de la production de soja et l'huile de palme ainsi que de colza et de tournesol. Cependant, le fléchissement des prix ne devrait pas durer. Selon les premières projections pour 2011/12, les tensions qui caractérisent actuellement la situation mondiale de l'offre et la demande pourraient se poursuivre voire même s'intensifier en 2011/12. À l'heure actuelle, aussi bien le marché des oléagineux que le marché des céréales présentent une situation exceptionnellement serrée de l'offre et de la demande, qui se traduit par une concurrence accrue pour les

Figure 27. Contrats à terme du soja au CBOT pour mars

terres arables dans plusieurs pays. Surtout aux États-Unis, où les semis de soja pour la campagne 2011/12 viennent juste de commencer, le rapport actuel entre le prix du soja et celui du maïs promet des rendements plus élevés pour le maïs, ce qui pourrait ainsi entraver une expansion du soja. En outre, les cultures oléagineuses déjà en terre dans l'UE auraient souffert de conditions météorologiques défavorables. Par conséquent, même en excluant d'autres problèmes météorologiques et en supposant que les gains de production se poursuivront en Amérique du Sud et en Asie du sud-est l'année prochaine, les réserves mondiales pourraient ne pas suffire pour satisfaire la demande croissante d'huiles et de farines. Cela impliquerait une nouvelle réduction des stocks mondiaux et des rapports stock-utilisation et, par conséquent, un renchérissement des prix dans les mois à venir. L'évolution récente des marchés semble confirmer cette appréciation : dans la seconde moitié de mai 2011, les contrats à termes pour le soja à livrer en septembre se négociaient au CBOT autour de 495 USD la tonne, contre 338 USD un an plus tôt.

GRAINES OLÉAGINEUSES

La production mondiale de graines oléagineuses devrait croître faiblement en 2010/11

Après la hausse exceptionnelle enregistrée lors de la campagne précédente, la production mondiale de graines oléagineuses en 2010/11 devrait enregistrer une faible croissance. La production mondiale, estimée à 465 millions de tonnes, devrait dépasser de 2 pour cent le record historique de la précédente campagne. Les niveaux de

Tableau 9. Production mondiale des principales graines oléagineuses

	2008/09	2009/10 <i>estim.</i>	2010/11 <i>prév.</i>	Variation: 2010/11 par rapport à 2009/10 %
<i>million de tonnes</i>				
Soja	211.6	259.9	263.5	1.4
Coton	41.8	39.7	43.9	10.4
Colza	58.3	61.4	60.0	-2.2
Arachides (non décortiquées)	35.6	34.7	36.5	5.3
Graine de tournesol	34.6	32.4	32.6	0.5
Palmiste	11.6	11.6	12.3	5.8
Coprah	5.2	5.8	5.2	-10.4
Total	398.8	444.2	442.9	-0.3

Note: Les années fractionnées englobent les récoltes annuelles effectuées à la fin de la première année indiquée pour l'hémisphère nord et les récoltes annuelles effectuées au début de la seconde année indiquée pour l'hémisphère sud. Pour les cultures arbustives, qui sont produites tout au long de l'année, on utilise la production de l'année civile de la seconde année indiquée.

rendement moyen devraient rester proches de ceux de la précédente campagne, si bien que la croissance ne devrait concerner que quelques régions.

En ce qui concerne les différentes catégories de graines oléagineuses, les productions de colza et de coprah devraient enregistrer une baisse alors que les productions mondiales de soja, de graines de coton, d'arachides et de palmiste devraient augmenter.

La production mondiale de soja en 2010/11 devrait dépasser d'environ 1 pour cent le record de la précédente campagne. La fermeté des prix du soja et les conditions météorologiques généralement favorables ont incité les agriculteurs à étendre les superficies ensemencées. Parmi les producteurs de l'hémisphère Nord, les **États-Unis** ont signalé une baisse de 1 pour cent de la production, principalement due à une baisse des rendements. En **Chine**, la production devrait rester au niveau de la précédente campagne, alors qu'en **Inde**, l'accroissement des superficies ensemencées et les conditions météorologiques favorables ont entraîné une hausse nette de la production. En outre, des volumes record ont été récoltés au **Canada**, dans la **Fédération de Russie** et en **Ukraine**, où les agriculteurs ont élargi les superficies ensemencées, afin de tirer profit de la hausse des prix et des possibilités croissantes d'exportation. En **Amérique du Sud**, la récolte de 2010/11 est presque terminée et les dernières estimations font état d'une réédition de la production record de l'an dernier. Initialement, les producteurs craignaient une sécheresse provoquée par La Niña dont les semis

Tableau 10. Aperçu général des marchés de graines oléagineuses et produits dérivés

	2008/09	2009/10 estim.	2010/11 prév.	Variation: 2010/11 par rapport à 2009/10
millions de tonnes			%	
TOTAL GRAINES OLÉAGINEUSES				
Production	409.7	456.0	464.7	1.9
HUILES ET MATIÈRES GRASSES ¹				
Production	161.2	172.2	175.2	1.7
Disponibilités ²	184.5	195.6	201.0	2.8
Utilisation ³	161.7	170.1	175.1	3.0
Commerce ⁴	86.3	89.1	91.2	2.3
Rapport stocks-utilisation (%)	14.5	15.2	14.7	
FARINES ET TOURTEAUX ⁵				
Production	98.2	113.8	116.1	2.0
Disponibilités ²	116.0	127.7	135.0	5.7
Utilisation ³	102.9	107.6	116.1	7.9
Commerce ⁴	62.3	67.2	71.2	6.0
Rapport stocks-utilisation (%)	13.6	17.6	16.2	
Indice FAO des prix (Oct-Sep) (2000-2004=100)	2008/09	2009/10	2010/11	Variation: Oct-mai 2010/11 par rapport à Oct-mai 2009/10 %
Graines oléagineuses	217	156	162	3.8
Farines/tourteaux	202	180	215	19.4
Huiles/matières grasses	243	144	173	20.1

Note: Voir note 3 dans le texte pour de plus amples renseignements sur les définitions et les couvertures.

¹ Comprend les huiles et matières grasses d'origine végétale, animale et marine

² Production plus stocks d'ouverture

³ Reliquat du solde

⁴ Les données sur les échanges se rapportent aux exportations basées sur une campagne commerciale commune octobre/septembre

⁵ Tous les chiffres concernant les farines sont exprimés en équivalent protéines; les farines comprennent toutes les farines et tourteaux dérivés des cultures oléagineuses ainsi que les farines d'origine marine et animal

et la productivité auraient pu souffrir. Cependant, une légère augmentation des superficies consacrées au soja a été constatée et le niveau de rendement général devrait être bien supérieur à la moyenne historique. Bien que la sécheresse prolongée aient provoqué des baisses de la production en **Argentine** et en **Uruguay**, de nouveaux records sont attendus au **Brésil** et au **Paraguay**.

Concernant les autres oléagineux, une forte hausse de la production mondiale de graines de coton est attendue, principalement soutenue par le **Brésil**, l'**Inde** et les **États-Unis**. Pour ce qui est du colza, la production mondiale devrait être bien inférieure à la moyenne de ces

dernières années, en raison de conditions météorologiques défavorables qui ont entraîné une baisse de la production dans les principales régions productrices, notamment le **Canada**, la **Chine**, l'**UE** et l'**Ukraine**. Alors que les conditions météorologiques défavorables ont également provoqué une baisse de la production de graines de tournesol en **Inde** et dans la **Fédération de Russie**, la production mondiale devrait rester identique grâce à des hausses de la production en **Argentine** et en **Ukraine**.

HUILES ET MATIÈRES GRASSES⁵

L'offre mondiale d'huile et de matières grasses devrait être soutenue par des stocks de report abondants

Selon les estimations actuelles, la production mondiale d'huiles et matières grasses devrait progresser de 1,7 pour cent en 2010/11, soit une augmentation inférieure à la moyenne. Le volume d'huile extrait des récoltes cette année ne devrait guère changer par rapport à la dernière campagne, compte tenu des mauvais résultats des deux principales cultures oléagineuses à haut rendement d'huile – le colza et le tournesol. Toutefois, les cultures pérennes devraient permettre de compenser cette diminution, en particulier la production d'huile de palme, qui devrait augmenter de plus de 4 pour cent après la croissance extrêmement faible de l'an dernier, grâce à des conditions météorologiques plus favorables qui ont prévalu dans les régions productrices en Asie du sud-est, ainsi qu'à un accroissement des superficies où les cultures sont parvenues à maturité, notamment en **Indonésie**. Les disponibilités mondiales d'huiles et matières grasses en 2010/11, c'est-à-dire la production de 2010/11 plus les stocks de clôture de 2009/10, devraient enregistrer une augmentation de près de 3 pour cent, qui s'explique par le volume abondant des stocks de report. Néanmoins, la croissance prévue des disponibilités demeure historiquement assez faible. Parmi les principaux pays producteurs, l'**Argentine**, la **Chine**, l'**Inde**, l'**Indonésie** et, en particulier le **Brésil**, devraient enregistrer une hausse des disponibilités intérieures d'huiles et matières grasses. En revanche, une croissance modeste ou nulle est prévue au **Canada**, en **Malaisie** et aux **États-Unis**, alors qu'une baisse exceptionnelle est probable dans l'**UE**.

⁵ La présente section porte sur les huiles de toutes origines qui, outre les produits dérivés des cultures oléagineuses décrites dans la section précédente, comprennent l'huile de palme, les huiles d'origine marine et les matières grasses animales.

La consommation mondiale devrait progresser moins vite qu'au cours des dernières années

L'expansion de la demande mondiale d'huile et de matières grasses devrait se poursuivre en 2010/11. Toutefois, avec une hausse prévue de 3 pour cent, la croissance de la consommation serait inférieure au taux enregistré ces dernières années. La fermeté persistante des prix des huiles et matières grasses contribue fortement à ce ralentissement. Dans de nombreux pays en développement, la croissance de la demande devrait ralentir, à l'exception de la **Chine**, où la consommation d'huiles et matières grasses progresse plus vite, principalement dans le secteur alimentaire. En **Inde** et en **Indonésie**, deuxième et troisième principaux consommateurs d'huile en Asie, la croissance de la consommation d'une année sur l'autre devrait retomber à des taux bien inférieurs à ceux enregistrés par le passé. Des ralentissements sont également attendus dans les pays développés, notamment dans **l'UE** et aux **États-Unis**, où l'expansion de la consommation est limitée par de faibles disponibilités intérieures. En ce qui concerne les produits, l'expansion de la consommation mondiale d'huiles et de matières grasses devrait s'appuyer principalement sur l'huile de soja à des fins alimentaires et comme matière première pour la fabrication de biodiesel, compte tenu de la compétitivité des prix de l'huile de soja en raison des mauvaises récoltes de colza et de tournesol et des disponibilités exceptionnellement réduites d'huile de palme.

La demande de l'industrie du biodiesel a de nouveau augmenté, et elle devrait ainsi engendrer la moitié de la hausse prévue de la consommation mondiale. En effet, cette année, selon les estimations actuelles, la production

Figure 28. Production et utilisation mondiales des huiles/matières grasses

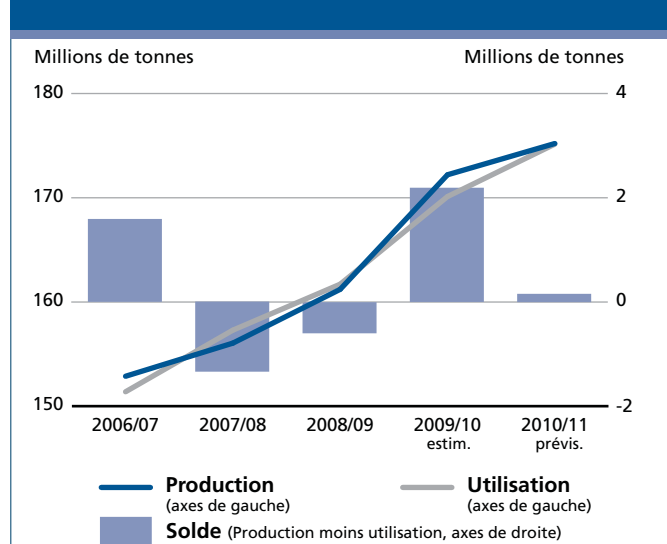
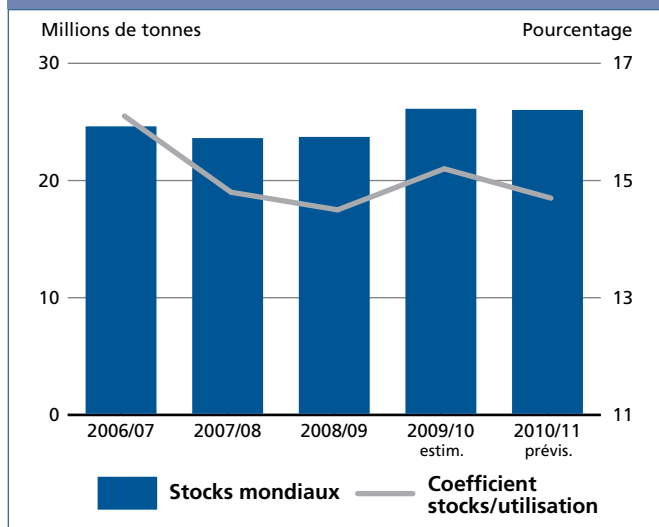


Figure 29. Stocks mondiaux de clôture et rapport stocks-utilisation des huiles/matières grasses (y compris les huiles contenues dans les graines entreposées)

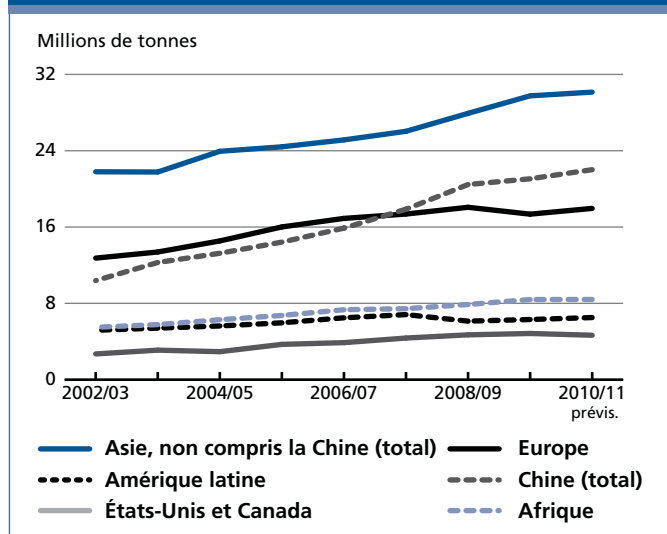


de biodiesel devrait représenter environ 12 pour cent de l'utilisation totale des huiles et matières grasses, contre un peu moins de 10 pour cent l'année dernière. Les prix ne représentent pas le principal facteur responsable de cette hausse. En effet, cette augmentation s'explique par l'imposition de taux de mélanges plus élevés dans l'essence ainsi que par le soutien reçu par le secteur des biocarburants dans plusieurs pays et, par conséquent, le renforcement des capacités de production de biocarburants. Au **Canada**, dans **l'UE** et aux **États-Unis**, la croissance de la consommation totale résulte en grande partie de la production de biodiesel. En **Argentine** et au **Brésil**, la hausse de la demande intérieure du secteur des biocarburants continue de restreindre les disponibilités exportables.

Le rapport stock mondiaux-utilisation devrait continuer à baisser

Alors que durant la précédente campagne, la production mondiale d'huiles et matières grasses avait dépassé la demande, la production en 2010/11 devrait seulement égaler la consommation. Par conséquent, les réserves mondiales (qui comprennent les stocks d'huiles et de matières grasses, plus l'huile contenue dans les graines entreposées) devraient rester à peu près au même niveau que lors de la précédente campagne. La reconstitution des stocks d'huile de soja devrait compenser la contraction des stocks de clôture d'huile de colza et de tournesol. En outre, des réserves d'huile de soja plus abondantes en **Argentine**, au **Brésil**, en **Chine**, en **Inde** et en **Malaisie**, devraient

Figure 30. Importations totales d'huiles/matières grasses par région ou pays principal (y compris l'huile contenue dans les graines importées)



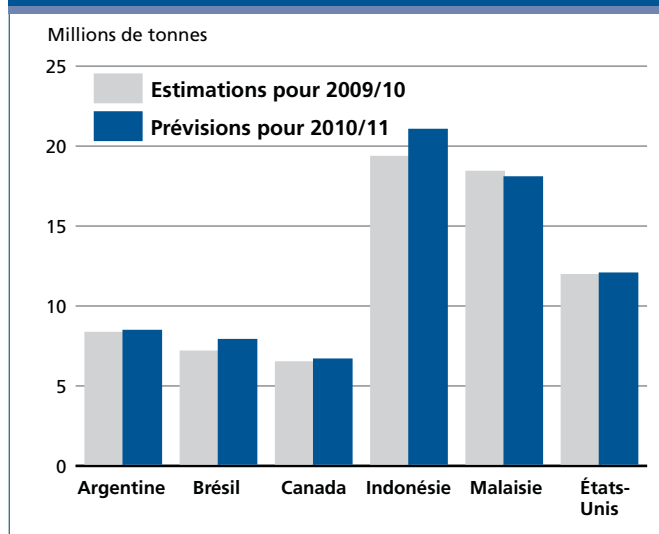
compenser les contractions des stocks prévues au **Canada**, dans **l'UE**, en **l'Indonésie** et aux **États-Unis**. Les estimations actuelles concernant la consommation mondiale et les stocks font état d'un rapport stock mondiaux-utilisation de 14,7 pour cent, en baisse par rapport aux 15,2 pour cent de la précédente campagne, soit un taux proche des faibles niveaux enregistrés pendant et immédiatement après la crise de 2007-2008.

Le commerce des huiles et matières grasses devrait progresser à un taux inférieur à la moyenne

En 2010/11, le commerce mondial des huiles et matières grasses (y compris l'huile contenue dans les graines oléagineuses commercialisées) devrait s'établir à 91 millions de tonnes, soit une augmentation annuelle de 2,3 pour cent - bien moins que la moyenne des précédentes campagnes. Ce ralentissement de la croissance s'explique notamment par la hausse des cours mondiaux des huiles et matières grasses qui entraînent une baisse de la demande d'importation. En outre, cette année, la faible augmentation des disponibilités d'huile de palme ainsi que le renforcement de l'utilisation intérieure pour la production de biodiesel dans les principaux pays exportateurs d'huile de soja, ont limité la croissance des disponibilités exportables.

L'expansion des échanges devrait s'appuyer principalement sur les huiles de soja et de palme. Parmi les principaux fournisseurs d'huile de soja, seul le **Brésil** peut s'attendre à une forte expansion de ses exportations (grâce à une récolte abondante). En **Argentine** et aux **États-Unis**,

Figure 31. Exportations d'huiles/matières grasses des principaux pays exportateurs (y compris l'huile contenue dans les graines exportées)



la croissance des exportations devrait être freinée par une contraction de la production intérieure et un renforcement de la demande de l'industrie du biodiesel. Alors que **l'Indonésie** devrait être en mesure d'augmenter ses expéditions d'huile de palme de 1,4 million de tonnes (soit environ 8 pour cent), en **Malaisie**, la production en-dessous des niveaux record pourrait entraîner une contraction sans précédent du volume des expéditions. Il convient de noter que le **Canada** devrait accroître ses exportations d'huile de colza malgré la mauvaise récolte de cette campagne. Le pays est prêt à réduire ses stocks dans une tentative manifeste de tirer profit de la fermeté des prix internationaux de l'huile de colza.

En ce qui concerne les importations, la fermeté continue des prix mondiaux devrait freiner la croissance et pourrait même entraîner une réduction du volume des achats de nombreux pays en développement. En Asie, la destination de près de la moitié du commerce mondial, les importations devraient progresser de moins de 3 pour cent en moyenne, comparativement à 5 et 10 pour cent durant les campagnes de 2009/2010 et de 2008/09. La principale exception est la **Chine**, où les importations devraient augmenter de 5 pour cent, en raison de mauvaises récoltes et d'une croissance économique qui reste soutenue. Dans le cas de **l'Inde**, les besoins d'importation devraient diminuer. Non seulement le pays a enregistré une production record, mais la hausse des prix intérieurs a entraîné des prélèvements sur les stocks et une intensification des opérations de broyage. Dans **l'UE**, le principal acheteur parmi les pays développés, les importations d'huiles et de matières grasses

devraient augmenter sous l'effet conjugué de mauvaises récoltes intérieures et du renforcement de la demande des producteurs de biocarburants.

FARINES ET TOURTEAUX⁶

Grâce à des stocks d'ouverture abondants, les disponibilités mondiales de farines devraient augmenter

Selon les dernières estimations concernant la récolte de 2010/11, la production mondiale de farines/tourteaux (en équivalent protéines) devrait dépasser de 2 pour cent le record historique enregistré lors de la précédente campagne. La baisse prévue de la production de farine de colza devrait être plus que compensée par une production record de farine de soja et par une reprise de la production des farines de tournesol, de graines de coton ainsi que de poissons. Les disponibilités mondiales de farines/tourteaux en 2010/11, c'est-à-dire la production de 2010/11 plus les stocks de clôture de 2009/10, devraient augmenter de près de 6 pour cent. La forte reconstitution des stocks de report de soja a fortement contribué à l'augmentation prévue des réserves mondiales. En ce qui concerne les principaux producteurs, les disponibilités devraient dépasser les précédents records au **Brésil**, au **Canada**, en **Chine** et en **Inde**, en raison de stocks d'ouverture abondants, d'importantes récoltes ou d'une combinaison des deux. Même si les disponibilités intérieures en **Argentine** et aux **États-Unis** devraient légèrement croître, elles devraient rester en-deçà des records historiques. En revanche, dans **l'UE**, de faibles stocks de report associés à de mauvaises récoltes devraient se traduire par une baisse inhabituelle des disponibilités.

La consommation de farines devrait nettement augmenter en dépit de la fermeté des prix

En dépit de prix record, la consommation mondiale de farines/tourteaux (en équivalent protéines) devrait augmenter d'environ 8 pour cent en 2010/11, bien au-dessus de la moyenne de ces dernières années. L'expansion de la demande sera principalement le fait de la farine de soja, dont la consommation devrait grimper à un niveau record. Environ les deux tiers de l'augmentation de la consommation mondiale devraient se produire en Asie, notamment en **Chine** qui à elle seule assurerait plus de la moitié de l'expansion mondiale. La hausse annuelle de 17 pour cent de la consommation de la Chine s'explique par la croissance

Figure 32. Production et utilisation mondiales de farines/tourteaux (en équivalent protéines)

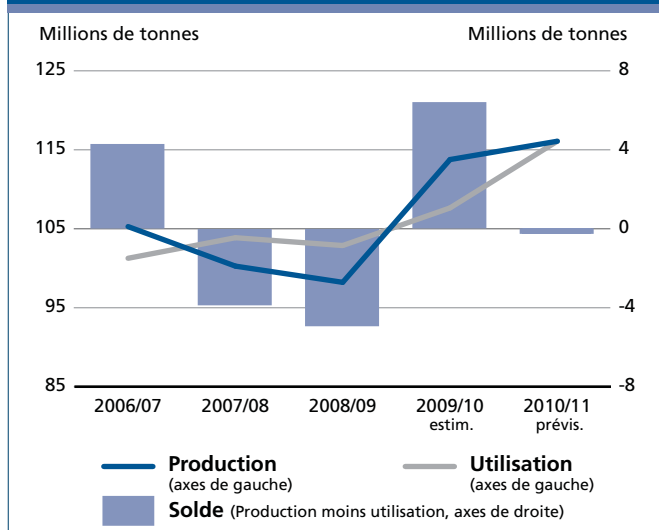
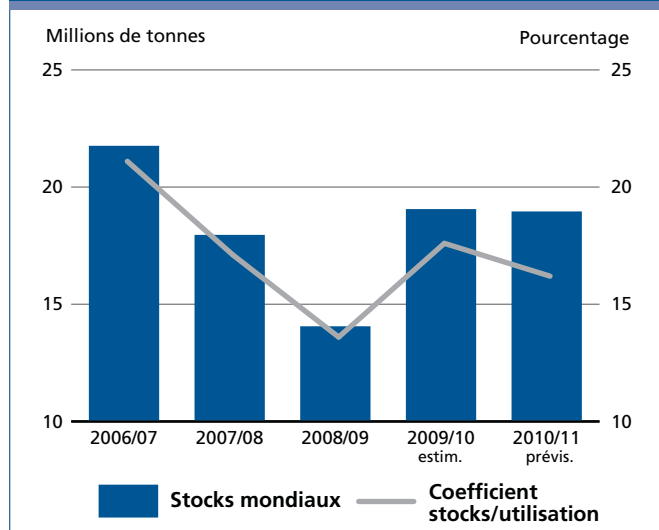


Figure 33. Stocks mondiaux de clôture et rapport stocks-utilisation des farines/tourteaux (en équivalent protéines, y compris la farine contenue dans les graines entreposées)



démographique et celle des revenus qui stimulent la consommation par habitant de produits d'origine animale. Le secteur de l'élevage du pays devrait représenter un quart de la consommation mondiale de farines. Une croissance nettement moins importante est attendue dans l'UE et aux États-Unis, deuxième et troisième principaux consommateurs du monde. Dans **l'UE**, après avoir récemment chuté, la consommation mondiale de farines devrait amorcer une reprise, compte tenu d'une relance de la production animale et des prix relativement élevés des céréales fourragères concurrentes. En revanche, **aux États-Unis**, du fait des

⁶ La présente section porte sur les farines de toutes origines qui, outre les produits dérivés des cultures oléagineuses décrites dans la section précédente, comprennent la farine de poisson ainsi que les farines d'origine animale.

gains modérés de la production animale et de la disponibilité continue de drêches de distillerie sèches à des prix compétitifs, la consommation de farines risque de demeurer en deçà des niveaux historiques.

Le rapport stock-utilisation devrait baisser en raison de la forte croissance de la consommation

L'abondance de la production de farines par rapport à la consommation, qui a caractérisé la précédente campagne, s'est révélée de courte durée et la production mondiale de 2010/11 devrait à peine égaler la demande. En conséquence, le volume des réserves mondiales (comprenant les farines mêmes, ainsi que les farines contenues dans les graines oléagineuses entreposées) n'a pratiquement pas changé par rapport au niveau moyen de la précédente campagne. Parmi les principaux pays détenteurs de stock, la **Chine**, où les réserves publiques ont fortement progressé ces dernières années, pourrait faire face à une contraction des stocks en raison d'une mise sur le marché massive de farines en provenance des réserves publiques, initiée par le gouvernement (parallèlement à d'autres mesures) afin de contenir l'inflation des prix alimentaires. L'**Argentine** devra effectuer des prélèvements sur les stocks afin de maintenir la croissance des exportations. En revanche, des reconstitutions des stocks sont prévues dans l'**UE**, aux **États-Unis** et, en particulier, au **Brésil**. Étant donné les prévisions d'une augmentation considérable de la consommation mondiale de farines, le rapport stock mondiaux-utilisation pourrait diminuer de nouveau, s'éloignant ainsi du niveau confortable de la précédente campagne.

Le commerce de farines pourrait continuer de progresser

La nette progression des échanges mondiaux de farines/tourteaux, enregistrée lors de campagne précédente, devrait être suivie par une nouvelle forte hausse en 2010/11. Le commerce mondial (exprimé en équivalent protéines et comprenant l'équivalent farine des graines oléagineuses commercialisées) devrait augmenter de 6 pour cent et s'établir ainsi à plus de 71 millions de tonnes. Les échanges de farine de soja devraient assurer la quasi-totalité de la croissance du commerce lors cette campagne, en raison de prix compétitifs. Les fournisseurs d'Amérique du sud, le **Brésil** en tête, devraient être responsables de l'essentiel de la croissance mondiale des exportations de farine, grâce à de bonnes récoltes et/ou des stocks d'ouverture abondants. L'Amérique du Sud devrait compter pour 55 pour cent dans le total des expéditions. Les **États-Unis** devraient être le premier fournisseur du monde. Cependant, le pays est

Figure 34. Importations de farines/tourteaux par région ou principaux pays (en équivalent protéines, y compris la farine contenue dans les graines importées)

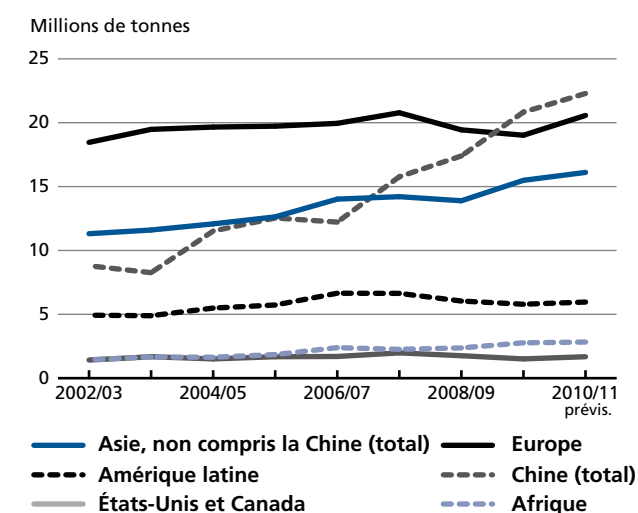
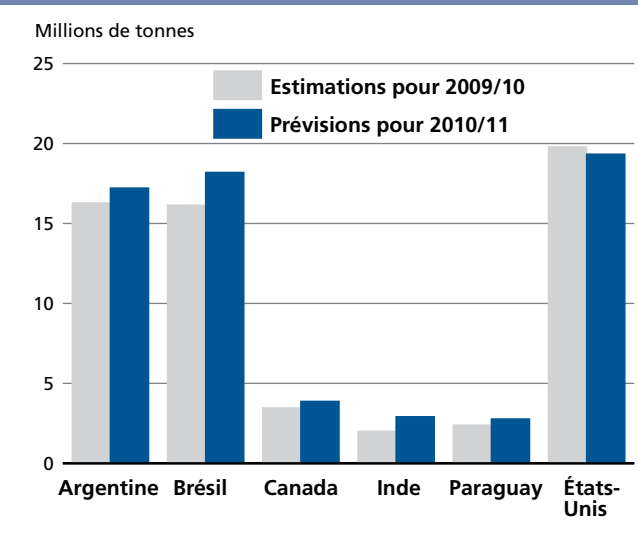


Figure 35. Exportations de farines/tourteaux des principaux pays exportateurs (en équivalent de protéines, y compris la farine contenue dans les graines exportées)



confronté à une faible croissance de la production intérieure et à une forte concurrence extérieure de l'Amérique du Sud. Ainsi, les ventes des États-Unis devraient rester en deçà des records de la campagne précédente. Un certain nombre d'exportateurs de second rang, comme le **Canada**, le **Paraguay** et l'**Ukraine**, devraient augmenter leurs exportations afin de tirer profit de la hausse des prix internationaux. En **Inde**, une bonne récolte lors de cette campagne devrait permettre une nette reprise des

expéditions de farine de soja.

Pour ce qui concerne les importations, plus de la moitié de la hausse prévue de la demande mondiale devrait être le fait de l'Asie, en particulier de la **Chine**, où les achats de farines devraient dépasser les 22 millions de tonnes, en équivalent protéines, y compris la farine contenue dans les graines importées. Dans l'**UE**, les volumes d'importation devraient retrouver des niveaux record après deux saisons où ils avaient enregistré un recul.

PERSPECTIVES POUR 2011/12

Dans le complexe oléagineux, les cours mondiaux ont atteint des records historiques en 2010/11, ce qui devrait inciter les agriculteurs à maintenir les semis de graines oléagineuses en 2011/12 au niveau record de la dernière campagne, au moins dans l'hémisphère Nord, où les semis sont en cours. Toutefois, comme exposé ci-après, il pourrait y avoir quelques exceptions importantes.

Tout d'abord, aux États-Unis, les superficies consacrées à la culture de soja pourraient légèrement diminuer malgré des prix toujours élevés, en raison de perspectives de prix encore plus élevés pour d'autres cultures, en particulier le maïs. Les semis et la production de soja aux États-Unis pourraient chuter de 1 pour cent par rapport à l'année précédente, sous réserve de conditions météorologiques normales. En Chine, conformément aux tendances récentes, les semis et la production de soja pourraient se contracter davantage, compte tenu de la baisse de la rentabilité de la production de graines oléagineuses et de la concurrence accrue pour les terres arables. En revanche, en Amérique du Sud, où les semis ne seront effectués que plus tard cette année, les principaux pays producteurs pourraient enregistrer une nouvelle production record. En effet, la hausse des bénéfices encaissés par les agriculteurs au cours de la saison 2010/11 pourrait les inciter à étendre les semis. Dans l'ensemble, la production mondiale de soja devrait légèrement augmenter.

Pour ce qui est du colza, la baisse que la production mondiale a enregistrée en 2010/11 pourrait être suivie d'une diminution plus légère, mais qui entraînerait la production vers le niveau le plus bas de ces quatre dernières années, principalement à cause de la Chine et de l'Union européenne. En Chine, la production devrait baisser en raison d'une réduction des semis, tandis que les cultures dans l'UE pourraient souffrir de conditions météorologiques défavorables. En revanche, au Canada, en Ukraine et dans d'autres pays de la CEI, la production pourrait augmenter, en excluant d'éventuels problèmes climatiques importants, étant donné que les agriculteurs

accroissent actuellement les semis et l'utilisation d'intrants afin de tirer profit des cours internationaux qui atteignent des records. La fermeté des prix du marché mondial pourrait également favoriser une expansion importante des semis et de la production mondiale de tournesol et de graines de coton (en supposant des conditions météorologiques normales), entraînant la production vers des niveaux record ou presque.

Ces différentes prévisions concernant les récoltes pourraient se traduire par une légère augmentation de la production mondiale de graines oléagineuses en 2011/12, d'environ 1,5 pour cent, à peu près comme en 2010/11. Concernant les cultures pérennes, les premières perspectives concernant l'huile de palme font état d'une augmentation moyenne de la production l'année prochaine, prenant en compte le cycle biologique de rendement des palmiers à huile en Asie du sud-est. De toute évidence, si les conditions météorologiques dans les principales régions productrices devaient s'avérer anormales, cela modifierait considérablement ces prévisions.

Si les prévisions susmentionnées se concrétisaient, la production mondiale d'huiles et de farines ne devrait augmenter que de manière marginale. L'augmentation correspondante de l'offre mondiale pourrait même être encore plus faible, compte tenu du faible niveau des stocks de report. En revanche, la croissance de la demande mondiale d'huiles et de farines d'une année sur l'autre devrait rester dans une fourchette comprise entre 3 et 6 pour cent. Ainsi, de nouveaux prélèvements sur les stocks mondiaux pourraient s'avérer nécessaire, et entraîner une nouvelle détérioration des rapports stock-utilisation en 2011/12. La persistance, voire l'accroissement, des tensions qui caractérisent la situation mondiale de l'offre et la demande pourrait soutenir les prix internationaux des graines oléagineuses et produits dérivés des oléagineux. Enfin, la persistance des prix élevés pourrait entraîner une baisse de la demande. Quoi qu'il en soit, cela dépendra de plusieurs facteurs, tels que les prix des produits concurrents, en particulier des céréales mais aussi du pétrole, la croissance économique dans les principaux pays consommateurs et à l'échelle mondiale et les changements dans les politiques nationales.

SUCRE

PRIX

Les prix du sucre enregistrent de fortes baisses car les marchés s'ajustent à l'amélioration de l'offre

Après avoir atteint leur plus haut niveau en 30 ans, soit 29,61 cents É.-U. la livre⁷ en janvier 2011, les cours mondiaux du sucre ont légèrement reculé en février à 29,47 cents É.-U. la livre avant d'amorcer une tendance marquée à la baisse. En avril, les prix s'établissaient en moyenne à 24,36 cents É.-U. la livre, et en mai, à 22,00 cents É.-U. la livre, soit en baisse de 26 pour cent par rapport à janvier. La chute des prix a été attribuée en grande partie à des récoltes exceptionnelles et inattendues au Brésil et en Thaïlande, ainsi qu'à des perspectives positives concernant les exportations de l'Inde. Comme mentionné dans l'édition de novembre 2010 des Perspectives de l'alimentation, alors qu'une hausse progressive des prix était à prévoir étant donné le resserrement du marché mondial, la vitesse et l'ampleur de l'envolée des prix n'étaient pas justifiés et on pouvait s'attendre à un ajustement des prix à la baisse à la fin du premier trimestre de 2011, lors de l'arrivée sur le marché de nouvelles disponibilités en provenance du Brésil. Selon les dernières estimations préliminaires, les perspectives sont positives concernant la production en 2011/12 et un important surplus de production est prévu après trois

Tableau 11. Aperçu général du marché mondial du sucre

	2008/09	2009/10 <i>estim.</i>	2010/11 <i>prév.</i>	Variation: 2010/11 par rapport à 2009/10
<i>millions de tonnes</i>				%
BILAN MONDIAL				
Production	151.0	156.6	165.7	5.8
Commerce	47.5	53.2	51.3	-3.6
Utilisation	160.7	162.5	165.1	1.5
Stocks de clôture	60.8	54.8	55.3	1.0
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (<i>kg/an</i>)	23.8	23.8	23.9	0.4
PFRDV (<i>kg/an</i>)	16.2	16.3	16.1	-1.3
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	37.8	33.7	33.5	
Moyenne du cours quotidien ISA (cents E-U./livre)	2009	2010	2011 Jan-Mai	Variation: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
	18.1	21.2	26.3	28.9

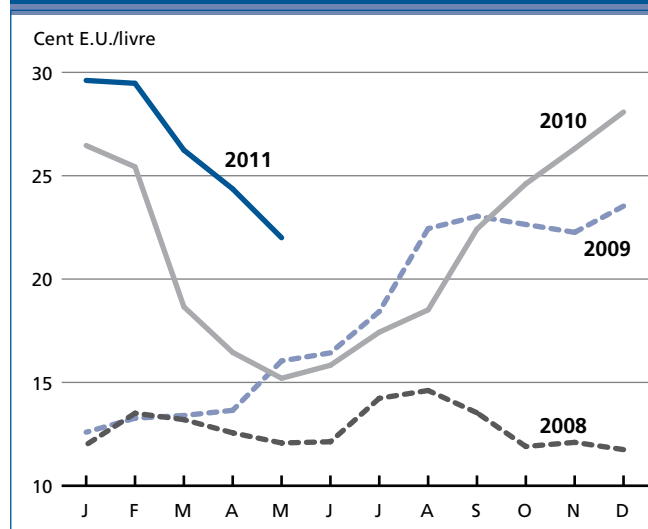
saisons consécutives de resserrement des marchés, ainsi, les prix devraient diminuer pour retrouver des niveaux plus normaux. L'abondance de l'excédent devrait faciliter une reconstitution des stocks mondiaux de sucre, actuellement relativement bas. Il est peu probable que, dans les prochains mois, les prix puissent retourner aux niveaux élevés enregistrés début 2011, à moins que les principales régions productrices ne connaissent des phénomènes météorologiques extrêmes.

PRODUCTION⁸

La production mondiale de sucre devrait augmenter en 2010/11

Alors que les récoltes 2010/11 de canne à sucre et de betterave ont déjà été en grande partie engrangées dans les principales régions productrices, les dernières estimations de la FAO indiquent que la production mondiale de sucre en 2010/11 s'établira à 165.7 millions de tonnes, soit 3,1 millions de tonnes de moins que la précédente estimation publiée en novembre 2010, mais 5,8 pour cent de plus qu'en 2009/10. Cette révision à la baisse de la

Figure 36. International Sugar Agreement (ISA)



⁷ 652,78 USD la tonne

⁸ Les chiffres concernant la production de sucre correspondent au sucre centrifugé obtenu à partir de la canne à sucre ou de la betterave, exprimés en équivalents bruts. Les données correspondent à la campagne d'octobre/septembre.

production est due en grande partie à des récoltes moins importantes que prévues en **Australie**, dans l'**UE** et dans la **Fédération de Russie**, qui neutralisent plus que largement les ajustements à la hausse au **Mexique** et en **Thaïlande**. Les pays en développement devraient récolter 128 millions de tonnes, soit 10 pour cent de plus qu'en 2009/10, l'**Inde** et la **Thaïlande** enregistrant les plus fortes augmentations. En revanche, les pays développés devraient faire face à une contraction de 4 pour cent, soit une production de 37,7 millions de tonnes. L'excédent de la production mondiale par rapport à la consommation, qui avait été estimée à 2,7 millions de tonnes en novembre dernier, a été réduit à 0,7 million de tonnes. En conséquence, il est peu probable que les stocks mondiaux de sucre soient reconstitués et qu'ils retrouvent leur niveau moyen au cours de la campagne en cours. En revanche, les prévisions préliminaires concernant la saison 2011/12 indiquent la possibilité d'un large excédent de production, en raison de la rentabilité intéressante offerte par la culture du sucre.

En *Amérique du Sud*, selon les estimations, la production devrait augmenter de 4 pour cent en 2010/11. Au **Brésil**, la production devrait atteindre à peu près 39 millions de tonnes, soit une hausse de 4,6 pour cent par rapport à la précédente campagne, mais en deçà des premières estimations, car la sécheresse a gêné le développement des variétés tardives de canne à sucre. Toutefois, de meilleurs rendements en sucre, estimés à 141 kg la tonne de canne, compenseraient la production de canne à sucre moins importante que prévue. On estime qu'à la clôture de la campagne 2010/11, environ 45 pour cent de la récolte totale de canne à sucre seront destinés à la production de sucre, contre 44 pour cent en 2009/10, car les marges sont meilleures que celles obtenues par la conversion de la canne à sucre en éthanol. En **Colombie**, deuxième producteur de la région, des augmentations des superficies consacrées à la

canne à sucre ont stimulé la production, qui devrait atteindre 2,5 millions de tonnes en 2010/11, les prix intérieurs du sucre élevés encourageant la transformation de la canne en sucre plutôt qu'en éthanol. Des conditions de croissance favorables et l'expansion des superficies cultivées devraient entraîner une augmentation de la production en **Argentine**, en dépit de la mise en place de nouveaux contrats pour l'éthanol qui risquent de freiner encore l'expansion au cours des prochaines années.

En *Amérique centrale*, les prévisions concernant la production de sucre du **Mexique** ont été revues à la hausse, car la récolte de canne à sucre a été plus abondante grâce à des précipitations plus que suffisantes et un recours accru aux engrais. Cette récolte exceptionnelle devrait permettre au pays d'intensifier ses exportations de sucre vers les États-Unis dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), au détriment de son marché intérieur, qui a augmenté les importations de sirop de maïs à haute teneur en fructose importé des États-Unis pour remplacer le sucre produit localement. Au **Guatemala**, des tempêtes tropicales et de fortes pluies ont entravé la production. À **Cuba**, malgré des rendements plus élevés de la canne à sucre, la production devrait légèrement diminuer par rapport au niveau de l'an dernier.

En dépit de conditions de croissance difficiles constatées dans plusieurs pays producteurs, selon les prévisions, l'*Afrique* devrait produire au total 11 millions de tonnes en 2010/11, soit 2,5 pour cent de plus que lors de la précédente campagne. Cette hausse est attribuable à l'expansion des superficies et de la capacité de transformation. La forte croissance de la consommation intérieure et l'amélioration de l'accès au marché de l'UE dans le cadre de l'Initiative «Tout sauf les armes» et des accords de partenariat économique (APE) sont autant de facteurs qui expliquent les gros investissements effectués en Afrique au niveau des superficies ensemencées et des usines. Néanmoins, des lacunes en matière d'infrastructures commerciales et d'utilisation de la mécanisation et de la technologie dans les exploitations, limitent les possibilités d'une nouvelle progression de la production et des exportations. En **Afrique du Sud**, principal producteur de sucre de la région, la production devrait atteindre 2,4 millions de tonnes en 2010/11. Ce chiffre est légèrement plus élevé que l'an dernier, mais reste inférieur à la moyenne à long terme en raison d'une sécheresse persistante dans la Province du KwaZulu-Natal, où est produite environ 75 pour cent de la canne à sucre d'Afrique du sud. La période de sécheresse aura également des répercussions sur la campagne de 2011/12, car peu de cannes à sucre devraient rester sur pied pour la prochaine récolte. La production de sucre de

Tableau 12. Production mondiale de sucre

	2009/10	2010/11
	<i>millions de tonnes</i>	
Asie	52.5	60.6
Afrique	10.8	11.1
Amérique centrale	11.6	11.7
Amérique du Sud	45.4	47.2
Amérique du Nord	7.3	7.6
Europe	23.9	22.7
Océanie	4.9	4.6
Monde	156.6	165.7
Pays en développement	117.3	127.9
Pays développés	39.3	37.7

L'Égypte, deuxième plus grand producteur en Afrique, devrait rester à peu près au même niveau que l'an dernier. Alors que la superficie sous canne à sucre a stagné au fil des ans, la betterave à sucre est en expansion, et la superficie qui y est consacrée devrait atteindre, selon les prévisions, 145 000 ha, contre 98 000 ha en 2009/10. L'expansion s'explique par des prix rémunérateurs pour la betterave, qui ont augmenté de 3 pour cent par rapport à la précédente campagne. Au **Soudan**, la production devrait atteindre 1 million de tonnes, du fait de l'expansion de la capacité de transformation. Le pays a l'intention de devenir un producteur important d'éthanol, ce qui devrait aider à attirer les investissements dans sa capacité de production de canne à sucre. Des gains sont également escomptés au **Kenya**, où la production devrait croître d'environ 3,1 pour cent, conformément à l'estimation de novembre 2010, en raison de précipitations proches de la normale tombées dans la partie occidentale du pays où se concentre la majeure partie de la culture de la canne à sucre. Néanmoins, des périodes de fermeture de certains sites et des retards dans les paiements dus aux agriculteurs ont empêché la pleine utilisation des capacités de production disponibles. Au **Mozambique**, la production de sucre devrait atteindre 500 000 tonnes, en hausse de 17,5 pour cent par rapport à la précédente campagne, sous l'effet d'une expansion de la superficie cultivée, qui a augmenté de 20 pour cent par an depuis 2000. La croissance de la filière s'explique principalement par une demande intérieure de sucre dynamique, soutenue par le développement du secteur de l'alimentation et l'amélioration des circuits d'approvisionnement. En **République-Unie de Tanzanie**,

grâce à des précipitations supérieures à la moyenne, la production de sucre devrait atteindre 335 000 tonnes, en hausse de 14,6 pour cent par rapport à 2009/10.

En ce qui concerne la campagne commerciale 2010/11, la production de sucre de l'Asie a été dominée par une reprise de la production en **Inde** et une récolte exceptionnelle et inattendue en **Thaïlande**. La production totale de la région devrait atteindre 60,7 millions de tonnes, une hausse de 15,5 pour cent par rapport à la dernière campagne. En **Inde**, la production devrait nettement progresser en raison des bonnes pluies de mousson et de l'expansion notable de la superficie consacrée à la canne à sucre, qui devrait s'établir à 4,8 millions d'ha, en hausse de 15 pour cent par rapport à la dernière campagne. Les prix record enregistrés en 2009/10 pour la canne à sucre ont incité les agriculteurs à accroître la superficie cultivée, à adopter de meilleures techniques de gestion des cultures et à utiliser davantage d'intrants. La mécanisation accrue du sous-secteur devrait également contribuer aux gains de productivité et à la hausse de la production de sucre. En **Thaïlande**, les dernières estimations concernant la production de sucre font état d'une augmentation de 27 pour cent en 2010/11, grâce à de meilleures conditions de végétation dans les principales zones de production de la canne à sucre. Le secteur devrait également tirer profit d'une décision du gouvernement qui autorise l'extension des capacités de transformation de l'industrie. Malgré une augmentation de la superficie sous betterave à sucre (40 pour cent) dans les trois principales régions productrices de betterave, la production de sucre en **Chine** devrait rester stable en raison de conditions météorologiques défavorables. Au **Pakistan**, selon les estimations, la production de sucre

Figure 37. Production de sucre par principaux pays producteurs

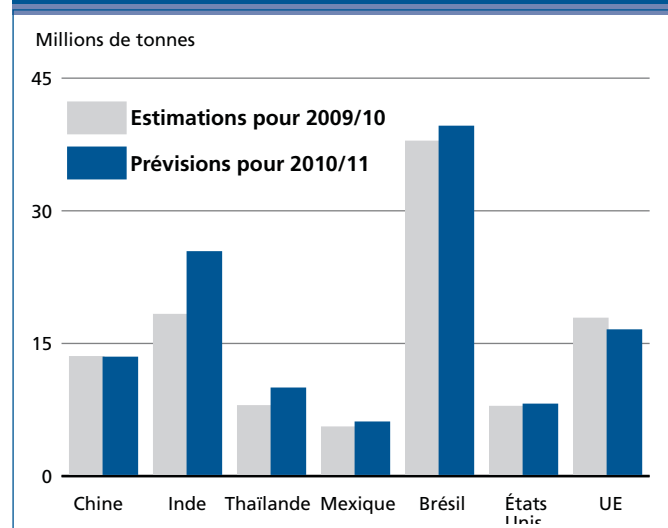
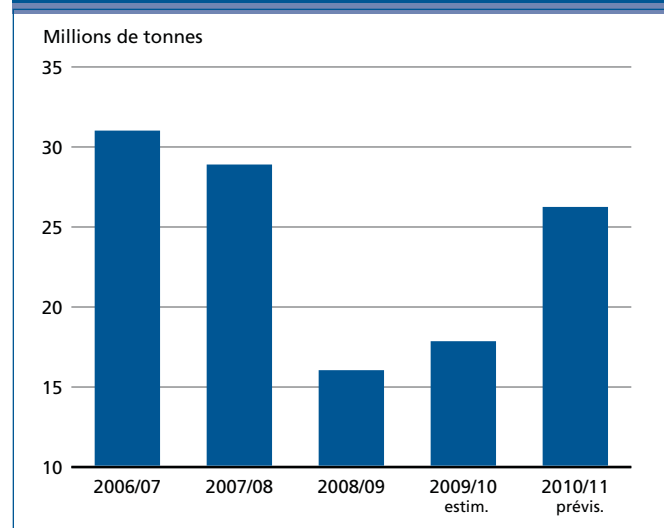


Figure 38. Production de sucre en Inde



de 2010/11 s'établirait à 3,6 millions de tonnes, 8 pour cent de plus qu'en 2009/10, car les inondations et les conditions météorologiques favorables qui ont suivi dans les principales provinces productrices du Panjab et du Sind, ont eu des effets bénéfiques sur les cultures. Selon les dernières prévisions, la production au **Japon** devrait décliner en 2010/11, tout comme en **Indonésie** et en **Turquie**.

En *Europe*, les estimations de la production de sucre de **l'UE** font état d'une baisse de 7,7 pour cent par rapport à 2010/11, principalement en raison de conditions météorologiques défavorables qui ont réduit les rendements de betterave. Le resserrement du marché a conduit la Commission européenne à mettre en œuvre une série de mesures visant à remédier à la pénurie, en autorisant notamment la commercialisation de quantités de sucre hors quota au sein de l'UE, en éliminant les droits à l'importation, en ouvrant un contingent d'importation et en limitant les exportations. Malgré une augmentation significative d'environ 10 pour cent de la superficie consacrée à la betterave, la production de sucre de la **Fédération de Russie** devrait décliner, du fait de la grave sécheresse qui a endommagé les cultures de betteraves. Des gains sont à prévoir en **Ukraine**, où l'impact de la sécheresse a été moindre que ce qui avait été initialement prévu.

Dans *le reste du monde*, malgré les gelées qui ont frappé les zones de production de la canne à sucre en Floride, la production des **États-Unis** devrait être supérieure de 4 pour cent à celle de 2009/10, grâce à l'augmentation des rendements de la betterave et de la canne à sucre. En **Australie**, les cours mondiaux élevés en 2009 ont entraîné une forte augmentation de la superficie consacrée à la canne à sucre, inversant la tendance à la baisse observée depuis 2002-2003. Cependant, la campagne 2010/11 a été marquée par des précipitations excessives et par le cyclone tropical Yasi, qui ont provoqué de sévères baisses des récoltes de canne à sucre et endommagé les infrastructures de l'État du Queensland.

UTILISATION

La consommation mondiale de sucre devrait augmenter, tout en restant inférieure à la tendance à long terme

Après la crise, la reprise économique mondiale devrait soutenir la croissance de la demande de sucre, essentiellement dans les pays émergents et en développement. Toutefois, en 2010/11, la consommation mondiale de sucre ne devrait progresser que de 1,5 pour cent, croissance à peine égale au taux de croissance de la

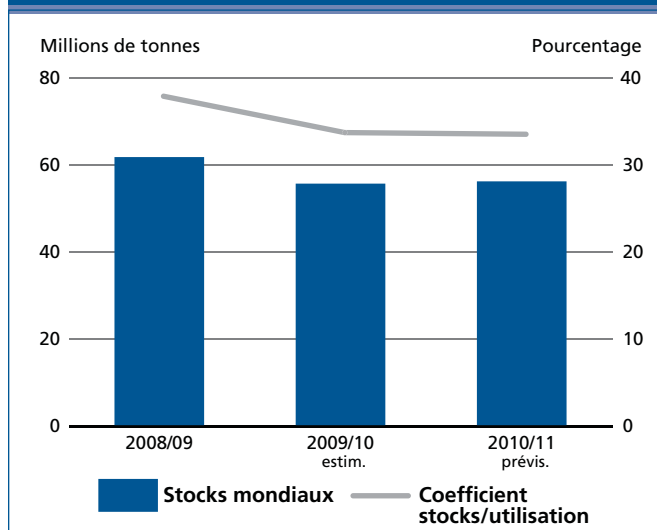
population, et atteindre 165,1 millions de tonnes. Ainsi, la consommation moyenne de sucre par habitant resterait pratiquement inchangée à 23,9 kg par an. La croissance prévue de la consommation de 1,5 pour cent, est nettement inférieure à la tendance à long terme, en raison de l'impact des prix élevés du sucre sur les marchés nationaux et internationaux. Les pays en développement, qui représentent 71 pour cent de la consommation mondiale, devraient accroître leur consommation de sucre de 1,4 pour cent, soit environ 1,6 million de tonnes. Sur les marchés en général plus matures des pays développés, la consommation devrait augmenter de 2 pour cent, soit 0,9 million de tonnes. Les perspectives positives concernant l'économie mondiale devraient soutenir la demande de sucre en 2011/12 et avec un large excédent de production prévu pour la prochaine campagne, la consommation devrait retourner au niveau de la tendance.

COMMERCE

Le commerce mondial devrait se contracter en raison du resserrement de l'offre

Les dernières estimations de la FAO établissent les importations mondiales de sucre à environ 51 millions de tonnes en 2010/11 (octobre/septembre), soit un recul de 4,5 pour cent par rapport à la campagne précédente, en raison d'une réduction des disponibilités exportables. Après avoir été le principal moteur de la croissance du commerce mondial du sucre en 2009/10, **l'Inde** devrait réduire ses importations à environ 1 million de tonnes en 2010/11, soit une baisse de 83 pour cent, à la suite de la reprise de

Figure 39. Stocks de clôture de sucre et rapport stocks mondiaux-utilisation



sa production et du récent rétablissement d'un droit à l'importation de 60 pour cent.

En *Europe*, les expéditions vers **l'UE** devraient décliner en raison des moindres volumes importés dans le cadre de l'Initiative «Tout sauf les armes» et des accords de partenariat économique (APE), car les cours élevés pratiqués sur les marchés internationaux offrent de meilleurs rendements que ceux pratiqués sur le marché intérieur de l'UE. La Commission européenne a lancé une série de mesures visant à atténuer le resserrement du marché. Il s'agit de l'ouverture d'un contingent à droit nul de 300 000 tonnes et de la requalification de 500 000 tonnes de sucre hors quota. Les importations de la **Fédération de Russie**, troisième plus gros importateur de sucre en 2009/10, devraient augmenter d'environ 10 pour cent pour passer à 2,5 millions de tonnes, afin de parer à l'insuffisance de l'offre intérieure en perspective, l'essentiel des importations de sucre brut serait en provenance du Brésil.

Les perspectives concernant *l'Asie* font état d'une augmentation constante des importations sous l'effet de la croissance démographique et de celle des revenus. Les achats effectués par **l'Indonésie** devraient augmenter de 27 pour cent et se chiffrer à 2,9 millions de tonnes, afin de compenser le déficit de sa production. La **Chine** devrait importer 500 000 tonnes de sucre de plus que lors de la précédente campagne afin de faire face à la hausse de la consommation et de reconstituer les réserves publiques, qui sont au plus bas. L'an dernier, la Chine a largement puisé dans ses stocks pour contenir la hausse des prix du sucre sur le marché intérieur. Dans le reste du monde, les **États-Unis** devraient intensifier leurs importations de 4 pour cent, qui s'établiraient à 2,5 millions de tonnes, principalement en provenance du **Mexique**, le contingent tarifaire existant compensant la différence. Des importations supplémentaires pourraient être nécessaires pour reconstituer les réserves publiques, qui sont actuellement à leur plus bas niveau. Les importations des pays de *l'Afrique* devraient augmenter d'environ 4 pour cent et atteindre 9,8 millions de tonnes, principalement en raison d'expéditions plus élevées à destination de **l'Égypte** et de **l'Afrique du Sud**.

Les disponibilités exportables mondiales devraient diminuer en dépit d'une hausse de la production dans certains pays exportateurs, car ceux-ci doivent répondre à la forte croissance de leur consommation intérieure et reconstituer les stocks dans lesquels ils ont largement puisé au cours de la première moitié de 2009/10, au moment où les cours mondiaux ont atteint des niveaux record. Au **Brésil**, premier exportateur mondial de sucre, le volume des expéditions devrait avoisiner les 24,8 millions de tonnes, en baisse de 1,5 pour cent par rapport à 2009/10,

en raison de la situation tendue de l'offre et des cours attractifs du sucre sur le marché intérieur. De plus, la congestion de l'infrastructure portuaire du Brésil, comme cela a pu être constaté lors de la dernière campagne, pourrait limiter la croissance des exportations. En 2010/11, le Brésil assurera environ 50 pour cent des échanges mondiaux de sucre et sera l'un des premiers bénéficiaires des cours mondiaux relativement élevés du sucre. Toutefois, la hausse du coût des intrants et l'appréciation de sa monnaie par rapport au dollar américain mettent en péril la position concurrentielle globale du Brésil. Les ventes de la **Thaïlande**, deuxième exportateur mondial de sucre, devraient augmenter de 24 pour cent, à la suite d'une récolte exceptionnelle et de prix à l'exportation attractifs. En outre, l'expansion de la capacité de production de sucre, autorisée par le gouvernement, pourrait également se traduire par des volumes d'exportation plus importants à court terme. Les exportations de **l'Australie**, troisième exportateur mondial, devraient diminuer par rapport à leurs niveaux de 2009/10, en raison du recul prévu de sa production. De même, les expéditions en provenance de **Cuba**, du **Guatemala** et de **Maurice** devraient diminuer, à cause de la forte demande intérieure et du recul de la production nationale.

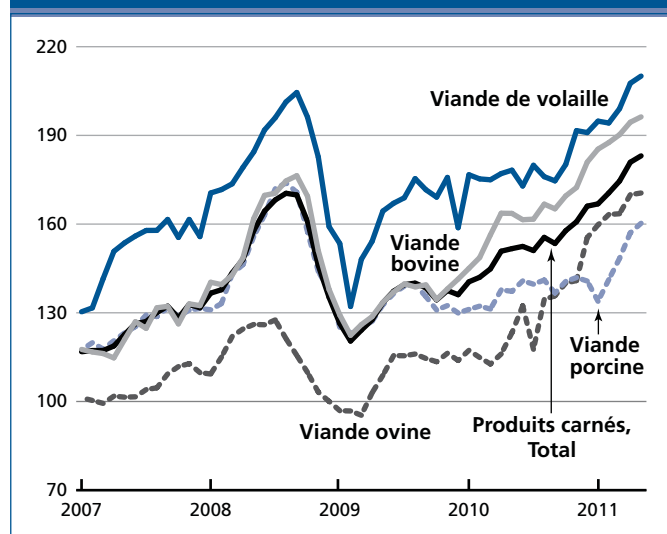
VIANDE ET PRODUITS CARNÉS

PRIX INTERNATIONAUX

Le resserrement de l'offre fait grimper les prix à des niveaux record

En mai 2011, l'indice FAO des prix de la viande a atteint un nouveau record de 183 points. Les prix internationaux de toutes les viandes ont augmenté depuis janvier, avec notamment de fortes hausses enregistrées sur le marché de la viande de porc. La fermeté des prix s'explique principalement par des facteurs liés aux conditions de l'offre, notamment des conditions météorologiques défavorables fin 2010, la reconstitution des troupeaux, des maladies animales et la hausse des coûts de production, qui ont pratiquement bloqué la croissance de la production mondiale. Sur un an, ce sont les viandes ovine et bovine qui ont enregistré les plus fortes augmentations de prix, respectivement de 38 et 20 pour cent depuis mai 2010, d'après leurs indices de prix respectifs. La tendance à la hausse des cours mondiaux de la viande devrait persister, à court terme, en raison de disponibilités exportables limitées dans les

Figure 40. Indice FAO des prix de la viande sur les marchés internationaux (2002-2004 = 100)



pays traditionnellement exportateurs, et d'une demande d'importation soutenue. En même temps, les cours élevés des céréales continuent de limiter la rentabilité du secteur.

VIANDE BOVINE

La production stagne pour la troisième année consécutive

La contraction des cheptels et des prix élevés devraient de nouveau caractériser le secteur mondial de la viande de bœuf en 2011, comme cela a été le cas en 2010. La production mondiale de viande de bœuf devrait rester stable à 65 millions de tonnes, en raison de perspectives d'une baisse de 1 pour cent de la production dans les pays développés, qui représentent 45 pour cent de la production mondiale. Cette contraction s'explique par la situation au **Canada** et aux États-Unis, qui ont commencé l'année avec de faibles troupeaux de vache, un nombre peu élevé de génisses de remplacement et une situation de l'offre de fourrage encore plus tendue. De l'autre côté du globe, les cheptels de bovins qui avaient souffert des conditions météorologiques en **Australie** et en **Nouvelle-Zélande** reviennent à des niveaux normaux, mais la reconstitution des troupeaux freine l'abatage et la production.

Après un recul de près de 2 pour cent en 2010, la production de viande bovine en **Amérique latine et dans les Caraïbes** est sur la voie de la reprise. En effet, la croissance de la production au **Brésil**, deuxième plus grand producteur de viande de bœuf au monde, devrait plus que compenser le recul que continue d'enregistrer le secteur de la viande bovine en **Argentine**, qui aurait entraîné la

Tableau 13. Aperçu général des marchés de la viande

	2009	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prév.</i>	Variation: 2011 par rapport à 2010
			<i>milliers de tonnes</i>	
			<i>%</i>	
BILAN MONDIAL				
Production	283.2	290.6	294.0	1.1
Viande bovine	64.9	64.9	65.0	0.2
Volaille	93.6	98.0	100.2	2.3
Viande porcine	106.3	109.2	110.0	0.7
Viande ovine	12.9	13.0	13.1	0.5
Commerce	25.2	26.2	26.8	2.4
Viande bovine	7.2	7.5	7.7	1.9
Volaille	11.1	11.5	11.7	1.6
Viande porcine	5.8	6.1	6.4	5.0
Viande ovine	0.9	0.8	0.8	0.8
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation alimentaire par habitant:				
Monde (<i>kg/an</i>)	41.3	41.9	41.9	0.1
Pays développés (<i>Kg/an</i>)	78.0	78.4	78.4	0.0
Pays en développement (<i>kg/an</i>)	31.1	31.8	32.0	0.5
Indice FAO des prix de la viande (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Mai	Variation: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
	133	152	175	19.9

disparition de 3 500 emplois au cours des dernières années. La possibilité d'une suppression des élevages brésiliens de la liste des entreprises autorisées à exporter vers la Fédération de Russie représente la seule incertitude qui pèse sur les prévisions positives concernant le secteur de la viande au Brésil. En **Argentine**, la reconstitution des troupeaux et des incertitudes persistantes en matière de réglementation, minent les perspectives de production, malgré un quasi-doublement des prix des bovins vivants. Au **Mexique**, les cours sur le marché intérieur seraient inférieurs de 10 pour cent à ceux pratiqués aux États-Unis. Cette situation favorise le commerce transfrontalier de bovins, et n'entraîne qu'une augmentation marginale de la production de viande de bœuf au Mexique.

La production de viande bovine en **Asie** devrait stagner en 2011. Bien que fin 2010, en **Chine**, les prix moyens de la viande de bœuf aient atteint leur niveau le plus élevé de ces 4 dernières années, les abattages et par conséquent la production, devraient baisser car les producteurs laitiers luttent pour reconstruire leurs troupeaux après le scandale national de la mélamine, qui a frappé le secteur en 2008. Au **Pakistan**, la production devrait se contracter de

2 pour cent, suite aux pertes de bétail provoquées par les inondations qu'a subies le pays l'année dernière. Au **Japon**, les provinces du nord-est touchées par le tremblement de terre, et le tsunami et les retombées radioactives qui s'en sont suivi, représentaient environ 10 pour cent du cheptel bovin. Bien qu'aucune estimation officielle des pertes n'ait été fournie, la FAO prévoit que la production pourrait se contracter de 5 pour cent en 2011, en grande partie à cause de la catastrophe. En **Turquie**, une concurrence plus forte des produits étrangers, à la suite d'un assouplissement de l'interdiction d'importation de bœuf, pourraient limiter la croissance du secteur. En **République de Corée**, en dépit des abattages de bovins à cause de la fièvre aphteuse (FA) fin 2010, les cheptels sont proches de niveaux record. Cette situation, associée à un assouplissement des contrôles des mouvements des animaux, devrait entraîner une croissance de la production de viande bovine. En **Indonésie**, le soutien du gouvernement, qui vise à atteindre l'autosuffisance en viande de bœuf, devrait favoriser l'expansion de la production, en dépit de la réduction du contingent d'importation de bovins vivants de 700 000 têtes en 2010 à 500 000 têtes cette année. En **Inde**, la forte demande d'exportation de viande de buffle à bas prix devrait entraîner une hausse des abattages et de la production.

Grâce à des conditions météorologiques favorables en **Afrique**, les récoltes de céréales ont été bonnes et la quantité de fourrage est satisfaisante, mais des conditions de sécheresse dans certaines parties d'**Afrique de l'Est**, en particulier en **Éthiopie**, au **Kenya**, en **Somalie** et en **Ouganda**, pourraient provoquer des situations de pénurie de pâturages et d'eau, une hausse de la mortalité du bétail et des épidémies de maladies car les producteurs tendent à déplacer leurs animaux à la recherche de fourrage. Dans l'ensemble, la production de viande bovine de la région devrait rester de l'ordre de 5 millions de tonnes.

Malgré des prix élevés, les perspectives concernant le commerce de viande de bœuf restent bonnes

Le commerce mondial de viande de bœuf devrait augmenter de 2 pour cent pour atteindre 7,7 millions de tonnes en 2011, stimulé par la demande d'importation des pays confrontés à des pénuries de production ou à une croissance économiques rapide. En Asie, les importations devraient augmenter de 5 pour cent, notamment en raison d'une demande soutenue au **Japon**, en **Malaisie** et en **République de Corée**. Les achats devraient augmenter dans la **Province chinoise de Taiwan**, malgré l'introduction de nouvelles procédures de dépistage des résidus qui ont engendré une grande incertitude. Les expéditions de bœuf à

destination des pays du Moyen-Orient devraient également augmenter, à l'exception de l'Égypte. Cette hausse concerne aussi la **Turquie**, actuellement un importateur marginal de viande de bœuf, où les prix intérieurs élevés ont incité le gouvernement à lever l'interdiction sur les importations de bovins vivants et de viande de bœuf à la fin de l'année dernière. En revanche, en **Indonésie**, les importations pourraient diminuer et passer à 100 000 tonnes, après que le gouvernement a décidé de réduire le contingent tarifaire préférentiel de 120 000 tonnes en 2010 à 72 000 tonnes cette année. En dehors de l'Asie, le volume des importations de viande de bœuf pourrait augmenter dans l'**UE**, dans la **Fédération de Russie** et au **Venezuela**, alors qu'il pourrait baisser au **Canada**, en **Égypte**, au **Mexique** et aux **États-Unis**.

Les exportations en provenance du **Brésil** et des **États-Unis**, qui représentent un tiers des échanges mondiaux, devraient augmenter en 2011. Les gains les plus importants devraient être enregistrés par les **États-Unis** qui pourraient tirer profit de la faiblesse persistante du dollar américain et de la réouverture des marchés auparavant limités en raison de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et ainsi accroître leurs expéditions de 8 pour cent. Grâce à cette croissance historique les États-Unis pourraient devenir un pays exportateur net. Après trois années de déclin en raison de la forte demande intérieure et d'un renforcement de la monnaie, les exportations du **Brésil**, toujours le premier exportateur mondial, devraient progresser pour répondre à la demande des pays du **Moyen-Orient** et de l'**Asie du Sud-est**. Le **Canada** devrait également augmenter ses livraisons grâce à la réouverture du marché chinois à la viande canadienne et à l'ouverture par l'UE d'un contingent d'importation de viande de bœuf de haute qualité sans hormone. Les exportations de l'**Australie**, deuxième plus gros exportateur, devraient légèrement diminuer, à cause d'un resserrement des disponibilités. En revanche, le **Paraguay**, un pays traditionnellement non exportateur en Amérique du Sud, devrait tirer profit d'une récente certification de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) qui a donné au pays le statut de « zone indemne de fièvre aphteuse où la vaccination est pratiquée ». Les exportations du **Paraguay** pourraient même dépasser celles de l'**Argentine**, qui s'inscrit dans une tendance à la baisse depuis deux ans. L'**Inde** devrait tirer profit de la baisse du prix de la viande de buffle congelée pour accroître ses exportations, tout comme le **Pakistan**, en dépit d'une production inférieure en raison des récentes inondations. Les deux pays répondent à la demande soutenue sur les marchés du Moyen-Orient. En Afrique, des foyers de fièvre aphteuse au **Botswana** et en **Afrique du Sud** au début de l'année

2011 ont entraîné des interdictions frappant les exportations et des abattages d'animaux. Cela devrait non seulement provoquer une baisse des livraisons de viande de bœuf en provenance de ces deux pays en 2011, mais aussi une hausse des prix sur certains marchés traditionnels.

VIANDE PORCINE

La hausse des prix des aliments pour animaux et des épidémies de maladies animales en Asie limitent les perspectives concernant la production mondiale de viande de porc

La production de viande de porc en 2011 est estimée à 110 millions de tonnes, une augmentation inférieure à 1 pour cent par rapport à l'an dernier. En **Chine**, qui détient presque 50 pour cent des effectifs mondiaux de porc, la suppression des subventions destinées à l'élevage des truies ainsi que les foyers de fièvre aphteuse et de maladie de l'oreille bleue du porc, devraient limiter la croissance de la production à 2 pour cent. Dans la région, la **République de Corée**, quatrième plus grande économie de l'Asie, devrait assister à une sévère contraction de sa production après l'apparition de foyers de fièvre aphteuse fin 2010 et en avril 2011, qui ont entraîné l'abattage de presque un tiers du cheptel porcin du pays, pour une valeur estimée à 2,7 milliards de dollars américains. Les prix élevés des aliments pour animaux limitent l'expansion de la production aux **Philippines**. Au **Japon**, les troupeaux de porc des cinq provinces du nord-est qui ont été touchées par la « triple catastrophe » représentaient 40 pour cent de la population porcine totale du pays. Les animaux morts et les abattages à

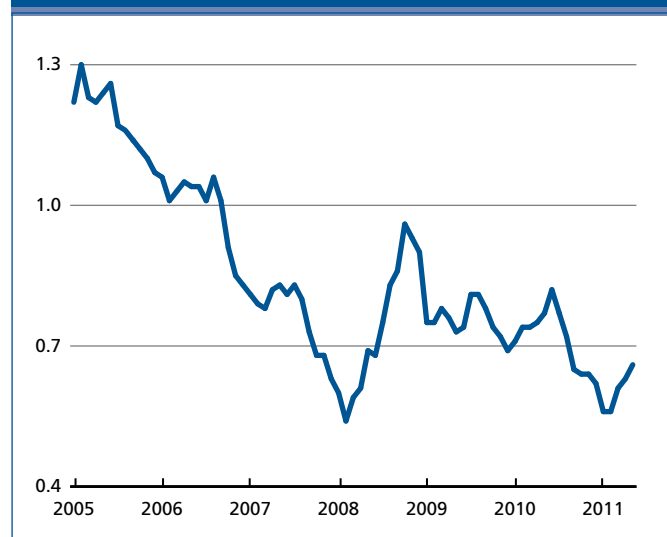
un poids inférieur devraient provoquer une baisse de 7 pour cent de la production de viande de porc cette année. En **Thaïlande**, les prix de la viande de porc, élevés et en hausse, ont incité le gouvernement à geler les prix à la production et au détail, contribuant à une baisse de la production de 7 pour cent.

Selon les prévisions concernant les pays développés, la production de viande de porc ne devrait pas enregistrer de grands changements, étant donné que les prix élevés des aliments pour animaux continuent de faire baisser les revenus des producteurs. Aux **États-Unis**, de faibles marges devraient limiter les gains de production. Au **Canada**, où un programme de transition des fermes porcines encourage les producteurs à se retirer du secteur, la production devrait diminuer de 1,5 pour cent. Dans l'**UE-27**, la restructuration de l'industrie, en raison des cours élevés des aliments pour animaux et de nouvelles exigences en matière d'environnement et de bien-être des animaux qui doivent entrer en vigueur en 2013, laisse présager une baisse de 1 pour cent de la production. Pendant ce temps, la baisse des prix de la viande de porc dans l'UE, en raison d'une crise de la dioxine fin 2010 en Allemagne, a conduit à l'ouverture à court terme d'une aide au stockage privé début 2011. Malgré les investissements réalisés dans le secteur dans la **Fédération de Russie**, le coût élevé des aliments pour animaux et des épisodes répétés de peste porcine africaine devraient limiter les gains de production en 2011.

Une offre réduite en Asie devrait entraîner des importations record de viande de porc

Le commerce de viande de porc devrait avoisiner les 6,4 millions de tonnes en 2011, soit 5 pour cent de plus que l'an dernier. Une grande partie de l'augmentation devrait être stimulée par une croissance à deux chiffres des importations à destination de l'Asie, qui représente plus de la moitié des échanges mondiaux. Dans la **République de Corée**, la diminution de l'offre à cause de la fièvre aphteuse et l'émission d'un nouveau contingent tarifaire (CT), qui autorise l'importation de 130 000 tonnes de produit en franchise de droits pendant le premier semestre, devraient entraîner une hausse de près de 60 pour cent des importations du pays. Le **Japon** devrait également intensifier ses achats pour compenser la baisse prévue de sa production. En **Chine**, de récentes crises alimentaires, liées à l'utilisation illégale de produits chimiques dans le cadre de la production de viande porcine, pourraient également se traduire par une hausse des importations. Les livraisons de viande de porc à destination de la **Fédération de Russie**, deuxième plus grand marché, devraient demeurer de l'ordre de 800 000 tonnes, en raison de la faible croissance de la

Figure 41. Évolution des indices des prix de la viande de porc et de l'alimentation animale (2002-2004=1)



consommation intérieure et de la hausse de la production. Au **Mexique**, les importations de viande de porc en 2011 devraient croître modérément, mais l'augmentation pourrait être plus importante si un accord récemment conclu, visant à résoudre un conflit de longue date avec les États-Unis à propos de l'utilisation transfrontalière de services de camionnage, entraîne la levée des droits à l'importation sur certaines découpes de porc par l'ALENA.

La forte demande et les faibles disponibilités exportables dans des pays concurrents devraient entraîner les exportations des **États-Unis** vers des niveaux record. Les ventes du **Canada** devraient bénéficier d'un conflit à propos du camionnage entre le Mexique et les États-Unis en 2010. La hausse de la demande sur les marchés traditionnels, en particulier Hong Kong et le Japon, devrait également stimuler les livraisons en provenance de la **Chine**. Les exportations de porc de l'**Union européenne** ne devraient enregistrer qu'une hausse marginale par rapport au niveau record de l'an dernier, car les prix de l'alimentation du bétail continuent d'être élevés. De même, la croissance de la demande interne et les prix élevés sur le marché intérieur, devraient limiter à 2 pour cent la reprise des exportations du Brésil, après le recul à deux chiffres enregistré l'an dernier. Cependant, la récente ouverture du marché chinois à la viande de porc brésilienne devrait permettre une nouvelle expansion des échanges commerciaux entre les deux pays.

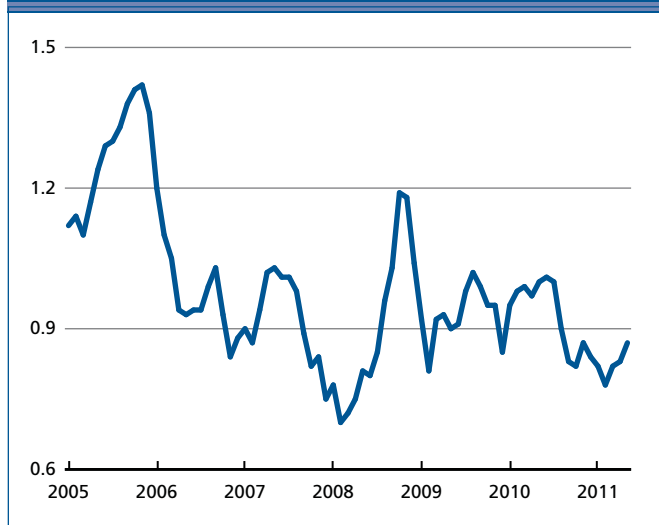
VIANDE DE VOLAILLE

Une résurgence de la grippe aviaire et les prix élevés des aliments pour animaux pourraient réduire de moitié la croissance de la production de viande de volaille

La production mondiale de viande de volaille devrait atteindre 100 millions de tonnes en 2011, soit une augmentation de 2 pour cent. Ce taux représente la moitié de celui de l'année précédente, car les maladies et les coûts élevés de l'alimentation animale limitent la rentabilité du secteur. Cependant, la croissance reste beaucoup plus élevée que celle prévue pour les autres viandes.

Les prix élevés des aliments pour animaux rendent actuellement difficile la croissance de l'offre au **Brésil**, en **Chine**, dans l'**UE** et aux **États-Unis**, qui, ensemble, représentent près des deux-tiers de la production mondiale. En **Chine**, bien que le secteur tire profit d'une disponibilité accrue d'animaux reproducteurs, de prix élevés pour les autres viandes et de restrictions sur les importations, la hausse des coûts de production devrait provoquer un ralentissement de l'expansion de la production de 7 pour cent en 2010 à 3 pour cent en 2011. Dans l'**UE**, seuls de

Figure 42. Évolution des indices des prix de la viande de volaille et de l'alimentation animale (2002-2004=1)



légers gains sont prévus, compte tenu du fait que le secteur doit s'adapter à l'augmentation des coûts de production découlant des nouvelles règles concernant le bien-être des poulets de chair mises en place en 2011 au sein de l'UE. Au **Brésil** et aux **États-Unis**, les gains de production seront soutenus par une forte demande des consommateurs en raison de la baisse des prix relatifs de la viande de volaille, comparés aux autres viandes. Dans la **Fédération de Russie**, les investissements dans le secteur de la volaille, estimés à près de 2 milliards de dollars É.-U. en 2010 et les politiques axées sur le renforcement de l'autosuffisance en viande, en particulier à travers des obstacles aux importations et la fourniture d'aliments pour animaux subventionnés, devraient maintenir une croissance de la production pratiquement à deux chiffres.

Pendant ce temps, depuis début janvier, **Hong Kong**, le **Japon**, le **Myanmar**, la **République de Corée** et le **Viet Nam** ont été frappés par une résurgence quasi-record de foyers de grippe aviaire, alors que le virus continue de circuler au **Bangladesh**, en **Égypte**, en **Indonésie** et dans d'autres pays. Cela a rappelé à la communauté internationale la menace potentielle que représentent le virus H5N1 ainsi que d'autres maladies pour la santé nationale et mondiale. Les maladies devraient être en grande partie à l'origine de la baisse de moitié de la croissance de la production prévue en Asie, qui atteindrait 2 pour cent, malgré des prévisions de gains de production en **Inde**, en **Turquie**, où le nombre d'exploitations avicoles a doublé l'an dernier et sur d'autres petits marchés, tels que dans la **République islamique d'Iran**, en **Iraq**, au **Kazakhstan** et au **Népal**.

Les exportations de viande de volaille en 2011 devraient augmenter de 1,6 pour cent et passer à 11,7 millions de

tonnes, soit une croissance sensiblement plus lente que celle de 4 pour cent enregistrée l'an dernier. En Asie, les expéditions à destination de la **République de Corée** seront soutenues par l'ouverture récente d'un contingent en franchise de droits de 50 000 tonnes et par la forte demande de consommation. Les importations à destination du **Japon**, de la **RAS de Hong Kong** et du **Viet Nam** devraient augmenter, ainsi que celles à destination des pays du Moyen-Orient. Les importations du **Japon** pourraient pour la première fois dépasser le seuil de 1 million de tonnes, car des disponibilités supplémentaires sont nécessaires non seulement pour compenser la diminution de la production, mais aussi pour répondre à la possibilité d'une désaffection des consommateurs de poissons, qui pourrait favoriser en particulier la volaille. En **Afrique du Sud**, l'expiration en 2011 des droits antidumping imposés depuis dix ans à la volaille des États-Unis, pourrait entraîner une hausse des importations. Ces augmentations devraient plus que compenser des réductions des achats sur plusieurs marchés importants. Dans l'**UE**, une baisse des importations est prévue, qui s'explique par la modification de la réglementation en matière d'utilisation de la volaille congelée et des confusions concernant le système d'octroi des licences de l'UE-27 appliqué en 2010, une décision politique qui pourrait amener le **Brésil** à faire appel devant l'OMC. Les livraisons à destination de la **Fédération de Russie**, auparavant le principal marché mondial de la viande de volaille, devraient se contracter pour la quatrième année consécutive, suite à la diminution de moitié du contingent tarifaire du pays à 350 000 tonnes. De même, la **Chine** pourrait réduire ses importations de viande de volaille, en raison de l'imposition de droits antidumping et de droits compensateurs sur les produits des États-Unis, principal fournisseur de la Chine.

Parmi les exportateurs, les **États-Unis** devraient faire face à une contraction des ventes en 2011, qui pourrait même lui faire perdre sa position de principal exportateur de viande de volaille du monde. Cette baisse s'expliquerait principalement par un resserrement des disponibilités intérieures, mais également par des restrictions commerciales en Chine et dans la Fédération de Russie. Par conséquent, le **Brésil** devrait devenir le principal exportateur mondial de viande de volaille en 2011, en effet, ces exportations devraient dépasser les 4 millions de tonnes, soit plus d'un tiers des échanges mondiaux prévus. Les exportations en provenance de **Thaïlande** devraient augmenter, soutenues par des ventes plus importantes de produits de viande de volaille cuits à l'UE et au Japon. La poursuite des investissements dans les exploitations avicoles en **Chine** pourrait donner lieu à une augmentation des livraisons de viande de volaille, surtout à destination d'autres pays d'Asie.

VIANDE OVINE

Une croissance atone de la production malgré des prix record

Pour la cinquième année consécutive, le marché mondial de viande ovine devrait enregistrer une croissance marginale et s'établir à 13,1 millions de tonnes, étant donné que les principaux exportateurs sont en phase de reconstitution des troupeaux. En **Australie**, malgré des pertes provoquées par les inondations, de bonnes conditions durant la saison et des prix au producteur élevés pour les agneaux devraient inverser la tendance à la baisse observée concernant les cheptels, qui auraient atteint leur niveau le plus bas depuis un siècle. Néanmoins, l'amélioration de la situation ne devrait pas encore se traduire par une croissance de la production mais seulement un ralentissement de la contraction de la production de viande de 10 pour cent en 2010 à 2 pour cent cette année. En **Nouvelle-Zélande**, la production ne devrait pas augmenter, car des conditions météorologiques défavorables ont provoqué le plus faible taux d'agnelage du pays depuis le milieu des années 1990, une baisse importante de la production d'agneaux et la prévision d'un resserrement de l'offre en 2011. Des prix record pour la viande ovine pourraient, toutefois, aider à recouvrer les pertes de production enregistrées plus tôt dans la saison. La production aux **États-Unis**, qui devrait tomber à son plus bas niveau jamais enregistré, devrait faire grimper les prix en 2011, jusqu'à 72 pour cent de plus que l'année dernière. En **Afrique**, une quantité de fourrage satisfaisante et la forte demande du **Moyen-Orient** devraient entraîner une hausse de la production au **Soudan**, deuxième plus grand producteur de la région, après le Nigéria. Pendant ce temps, au **Pakistan**, malgré des pertes d'animaux provoquées par les inondations de 2010, la hausse des prix et la forte demande d'exportations devraient permettre un accroissement des abattages et des exportations.

Le commerce augmente légèrement malgré des prix record

Les exportations devraient s'élever à 845 000 tonnes en 2011, étant donné que le resserrement de l'offre devrait limiter les exportations en provenance de l'**Australie** et de la **Nouvelle-Zélande**. Alors que les deux pays sont en phase de reconstitution des troupeaux, les prix de la viande ovine restent sous une forte pression à la hausse à court terme, car la concurrence s'intensifie entre les abattages, la reconstitution des cheptels, et les exportations de viande ovine. L'offre limitée en provenance de l'**Australie** et de la **Nouvelle-Zélande** pourrait favoriser une hausse des exportations d'Amérique du Sud, en particulier de

l'Argentine et de **l'Uruguay** et de l'Asie, en particulier de **l'Inde**. Pour ce qui concerne les importations, les prix élevés de la viande ovine et des moutons vivants ont incité à un réexamen des politiques d'importation de viande dans les pays du Proche Orient, comme celles pratiquées au **Bahreïn**, où des programmes de subventions pour la viande rouge sont en vigueur. La baisse de la production devrait soutenir les importations à destination de **l'UE** et des **États-Unis**, qui ont récemment levé une interdiction imposée depuis dix ans sur les importations en provenance d'Uruguay, en raison de craintes liées à la fièvre aphteuse.

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

PRIX

Les cours mondiaux des produits laitiers sont élevés mais toujours en-dessous des pics enregistrés en 2007/08

L'indice FAO des prix mondiaux des produits laitiers s'est renforcé au cours du premier trimestre de 2011, certains produits dépassant même les sommets historiques enregistrés fin 2007. En mai 2011, l'indice s'établissait à 231 points, une hausse de 4,5 pour cent depuis le mois de janvier et de 10,5 pour cent par rapport à mai 2010. Depuis le début de l'année, la caséine, le lait écrémé en poudre et le lait entier en poudre ont enregistré les hausses les plus marquées, tous en hausse de 9 pour cent – respectivement à 8 672 USD, 3 807 USD et 4 075 USD la tonne, suivi par le

beurre, en hausse de 3 pour cent à 4 750 USD la tonne et du fromage, également en hausse de 3 pour cent à 4 500 USD la tonne.

La flambée des prix des produits laitiers, qui a commencé au cours du dernier trimestre de 2010 s'explique par une demande d'importation soutenue, en particulier en Asie, et un resserrement de l'offre. La réponse de la production dans les pays exportateurs a été modeste, en raison de conditions climatiques défavorables, de troupeaux de bovins réduits dans certains pays et de politiques qui tendent à limiter la production, comme dans l'Union européenne. Le resserrement de l'offre et les incertitudes concernant les perspectives de production avant le démarrage de la saison dans l'hémisphère Nord, conjugués à la quasi-absence de stocks publics et privés, ont provoqué une flambée des prix au premier trimestre. Depuis le mois d'avril, les prix sur le marché des produits laitiers se sont stabilisés, en réaction au bon déroulement de la campagne dans l'hémisphère Nord. Toutefois, certains pays d'Europe du Nord ont connu des conditions anormalement sèches pour la saison en avril et en mai. Dans les mois à venir, les incertitudes concernant les disponibilités et les prix élevés des aliments pour animaux devraient soutenir les prix, qui devraient rester autour des niveaux actuels jusqu'à ce que les perspectives concernant la production de la saison 2011/12 dans l'hémisphère sud soient claires.

PRODUCTION

La production laitière devrait augmenter de 2 pour cent en 2011, en raison de gains importants en Asie

La production mondiale de lait en 2011 devrait augmenter de 2 pour cent et atteindre 724 millions de tonnes, croissance qui se situe dans la moyenne observée au cours des dix dernières années. Les plus fortes augmentations sont attendues en Asie, en particulier en **Chine**, en **Inde** et au **Pakistan**, les principaux pays producteurs de la région, mais aussi en **Indonésie**, dans la **République islamique d'Iran** et en **Arabie saoudite**. Ailleurs, le secteur devrait réaliser des progrès significatifs en **Argentine**, au **Brésil**, au **Mexique** et au **Venezuela**. La production devrait également augmenter dans **l'UE** et aux **États-Unis** et les cours mondiaux élevés devraient stimuler la production en **Australie** et en **Nouvelle-Zélande**. Par contre, la production de lait pourrait se contracter au **Japon**, dans la **République de Corée**, dans la **Fédération de Russie** et en **Ukraine**.

L'Asie, qui représente 36 pour cent de la production mondiale, reste la région où la production de produits laitiers est la plus élevée et où la croissance est la plus

Figure 43. Indice FAO des prix des produits laitiers sur les marchés internationaux (2002-2004=100)



Cet indice est calculé sur la base de la moyenne pondérée en fonction des échanges internationaux d'une sélection de produits laitiers représentatifs sur les marchés mondiaux.

rapide. En 2011, la production de lait dans la région devrait s'élever à 265 millions de tonnes, soit une hausse de 3,4 pour cent par rapport à 2010. La production de lait de l'**Inde** devrait atteindre, selon les prévisions, 119,4 millions de tonnes de lait en 2011, soit 5 millions de tonnes de plus qu'en 2010, car les agriculteurs ont répondu à la demande intérieure vigoureuse. Au **Pakistan** voisin, le secteur devrait croître, mais pas assez pour compenser les lourdes pertes de bétail et la pénurie de fourrage provoquées par les inondations de 2010. En **Chine**, l'industrie laitière a du mal à se remettre du scandale de la mélamine, qui, associé à une faible rentabilité des exploitations agricoles, a ralenti la croissance à un niveau bien au-dessous des hausses à deux chiffres enregistrées ces dernières années. Les perspectives actuelles établissent la production de 2011 en Chine à 45,3 millions de tonnes, soit une augmentation de seulement 5 pour cent par rapport à 2010. Dans la **République de Corée**, les abattages de bovins suite aux épidémies de fièvre aphteuse à la fin de l'année dernière, ne devraient avoir qu'un impact mineur sur le secteur, étant donné que les effectifs des cheptels n'ont pas été sévèrement affectés. Par conséquent, la production de lait ne devrait que faiblement baisser, conformément à la tendance dominante. La production au **Japon** devrait subir une contraction plus prononcée, de près de 2 pour cent. La baisse serait due aux pertes de bétail subies à la suite du tremblement de terre et de la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima dans les cinq préfectures de la côte nord-est qui, selon les autorités, représentaient 3 pour cent des troupeaux laitiers nationaux. Le repli du secteur s'explique aussi par les difficultés rencontrées par les producteurs et l'industrie de la transformation en raison des coupures d'électricité et, plus généralement, des dommages infligés aux infrastructures. En outre, en mai, des préoccupations au sujet de la santé des consommateurs ont incité le gouvernement à annoncer l'abattage des animaux vivant dans un rayon de 20 km autour de la centrale nucléaire.

En Afrique, la production devrait augmenter de 1 pour cent pour atteindre 38,0 millions de tonnes, principalement du fait de gains enregistrés au **Kenya** et au **Mali**. En général, les producteurs commerciaux de lait en Afrique ont ressenti l'effet de la hausse des prix de l'alimentation du bétail, qui limite la croissance de la production.

En Amérique du Nord, la production de lait devrait s'élever à 89 millions de tonnes aux **États-Unis**, où l'industrie est en pleine reconstitution de ses troupeaux de vaches laitières en raison des demandes nationale et internationale soutenues. En Europe, l'Union européenne prévoit une augmentation de 1 pour cent, soit une

production de 156,4 millions de tonnes, étant donné que les améliorations en matière de rendements laitiers devraient plus que compenser la réduction du nombre de vaches laitières. Le secteur reste soumis à des limites de la production, en vertu d'un système de quotas, qui sont relevés de 1 pour cent chaque année jusqu'à ce que le système soit progressivement abandonné en 2015. Dans la **Fédération de Russie**, la sécheresse qui a frappé le pays l'an dernier a provoqué une forte contraction du cheptel laitier, car de graves pénuries de fourrage ont incité les producteurs à abattre des animaux. Par conséquent, la production de lait pourrait baisser de 2 pour cent et s'établir à 31,0 millions de tonnes et le pays devrait ainsi connaître une deuxième année consécutive de production en-dessous de la moyenne. En Amérique du Sud, l'état des parcours a été bon au cours de la campagne 2010/11 et la production de lait a augmenté dans de nombreux pays, dont le **Brésil**, l'**Argentine** et le **Chili**. Toutefois, cette expansion a été modérée du fait que les terres font l'objet d'une concurrence entre pâturages et cultures agricoles, qui profitent des cours mondiaux élevés, limitant le potentiel d'expansion des troupeaux laitiers.

En Océanie, le renforcement des cours mondiaux des produits laitiers a créé un environnement favorable qui a incité les agriculteurs à accroître leur production pour la saison 2011/12. Pour ce qui concerne la saison actuelle 2010/11, la sécheresse, suivie de conditions exceptionnellement humides, ont limité la croissance de production de lait en **Nouvelle-Zélande**, où la production est désormais estimée à 17,3 millions de tonnes, en hausse de 1,5 pour cent par rapport à 2009/10 (juin/mai). À supposer que les conditions météorologiques soient normales, la production pourrait augmenter de manière sensible en 2011/12 et atteindre 18,5 millions de tonnes. L'augmentation de 3,5 pour cent de la taille du cheptel représente un élément important de cette perspective, qui confirme que les agriculteurs ont confiance en l'avenir du marché international des produits laitiers. Dans le cadre de ce processus, la rentabilité relative de la production laitière comparée avec celles des productions ovine et bovine a conduit un certain nombre de fermes à se convertir chaque année à la production de lait. La fin de la période de sécheresse en **Australie**, a encouragé les agriculteurs à commencer à reconstruire des troupeaux laitiers, même s'il faudra quelques années avant de retrouver les niveaux d'avant la sécheresse. Par conséquent, la production de lait devrait enregistrer une petite augmentation de 1 pour cent en 2010/11 (juillet/juin), suivie d'une croissance plus importante lors de la

campagne suivante.

COMMERCE

Une vive demande d'importation pourrait favoriser une expansion de 5 pour cent du commerce mondial en 2011

Le commerce mondial des produits laitiers devrait enregistrer une croissance de 5 pour cent en 2011, et passer à 48,3 millions de tonnes en équivalent lait, grâce à des importations plus importantes des pays asiatiques, en particulier de la **Chine**, de l'**Indonésie**, de la **République de Corée**, des **Philippines**, de **Singapour** et de la **Thaïlande**. Les importations à destination de l'**Égypte** devraient également croître considérablement. L'expansion des échanges devrait être garantie par de plus grandes exportations de l'**Argentine**, du **Bélarus**, de l'**Union européenne**, de la **Nouvelle-Zélande** et de l'**Ukraine**.

En raison de la croissance limitée de la production l'année dernière, un certain nombre de pays exportateurs ont dû puiser dans les stocks publics et privés pour répondre à la hausse de la demande d'importation. Comme les réserves sont maintenant à des niveaux minimes, cette année, les disponibilités pour le commerce dépendront dans une large mesure de la production actuelle. Ainsi, jusqu'à la fin de l'année, les cours mondiaux des produits laitiers seront particulièrement sensibles aux conditions climatiques, en raison de leur impact sur la croissance des pâturages et sur la disponibilité et le prix du fourrage et des aliments pour

Tableau 14. Aperçu général des marchés des produits laitiers

	2009	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prév.</i>	Variation: 2011 par rapport à 2010
	<i>millions de tonnes (equiv. en lait)</i>			%
BILAN MONDIAL				
Production total de lait	698.5	710.0	723.8	1.9
Total commerce	44.0	46.0	48.3	4.5
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation alimentaire par habitant:				
Monde (kg/an)	101.3	101.8	102.6	0.8
Pays développés (Kg/an)	235.7	235.0	235.2	0.1
Pays en développement (Kg/an)	65.7	66.9	68.2	1.9
Commerce - Part de la production (%)	6.3	6.5	6.7	
Indice FAO des prix des produits laitiers (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan- Mai	Change: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 %
	142	200	229	14.5

animaux.

Exportations de produits laitiers

Les prix du **lait entier en poudre** ont suivi une tendance à la hausse bien au-dessus de la moyenne au cours de la première partie de 2011. En mars, ils ont atteint 4 592 USD la tonne, leur plus haut niveau depuis décembre 2007, avant de reculer en avril et en mai. Selon les prévisions, les exportations mondiales de lait entier en poudre devraient atteindre 2 080 000 tonnes en 2011. La **Chine** joue un rôle important sur le marché du lait entier en poudre et grâce à l'augmentation de ses importations au cours des deux dernières années, son poids dans le commerce mondial est passé à 20 pour cent. Cette tendance devrait se poursuivre en 2011, et les importations de la Chine devraient augmenter de 23 pour cent pour atteindre 440 000 tonnes. En revanche, parmi les autres principaux importateurs, en raison de la hausse des prix et des efforts visant à encourager la production nationale, les achats de l'**Algérie** devraient rester stables autour des niveaux de l'an dernier, tandis que ceux du **Venezuela** pourraient diminuer. Bien que l'**UE** reste le deuxième plus grand fournisseur mondial de lait entier en poudre, loin derrière la **Nouvelle-Zélande**, la contraction de l'offre devrait entraîner une stagnation des expéditions à peu près au même niveau que l'an dernier. Ainsi, l'essentiel de l'essor du commerce devrait s'appuyer sur une hausse des livraisons en provenance de l'**Argentine** et de la **Nouvelle-Zélande**. Les ventes du **Bélarus**, principal fournisseur de la

Figure 44. Prix d'intervention de l'UE, prix et restitutions à l'exportation pour le beurre et le lait écrémé en poudre

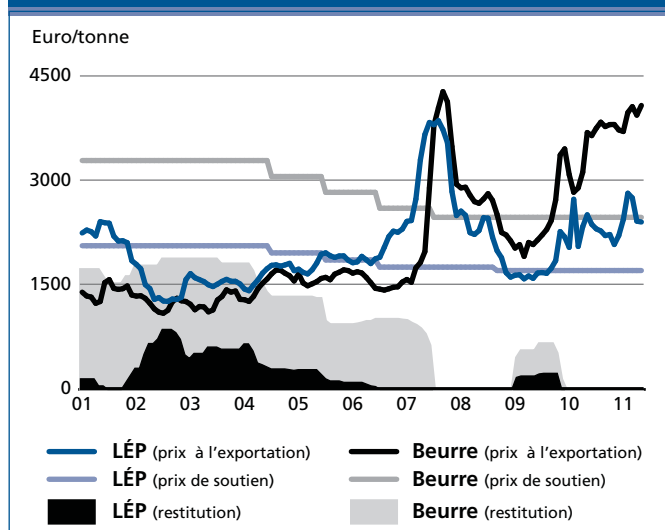
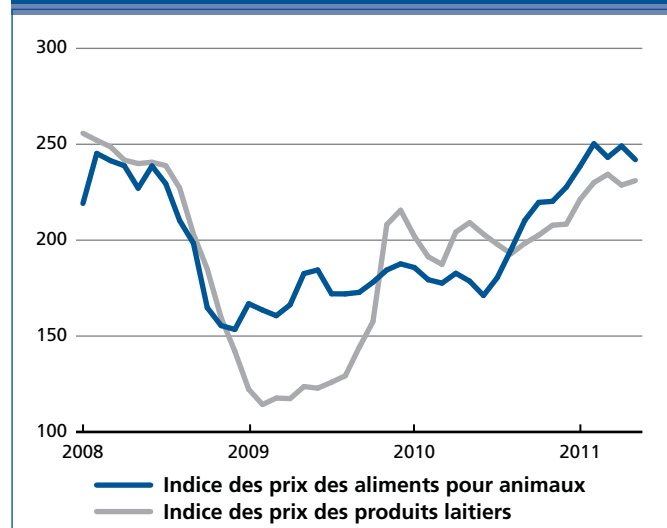


Tableau 15. Principaux exportateurs de produits laitiers (milliers de tonnes en poids produit)

	2006-08 prév.	2009 prélim.	2010 prév.
thousand tonnes			
LAIT ENTIER EN POUDRE			
Monde	1 953	2 019	2 082
Nouvelle Zélande	701	860	885
Union européenne *	434	440	440
Australie	130	115	120
Argentine	117	159	187
LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE			
Monde	1 226	1 476	1 599
Nouvelle Zélande	310	355	380
États-Unis	300	358	376
Union européenne *	203	378	428
Australie	142	132	136
BEURRE			
Monde	862	884	917
Nouvelle Zélande	399	437	447
Union européenne *	167	150	155
Belarus	66	87	90
Australie	66	57	62
FROMAGE			
Monde	1 904	2 176	2 307
Union européenne *	575	666	720
Nouvelle Zélande	282	285	290
Australie	179	160	159
Belarus	105	133	150

* Les échanges entre les États membres de l'Union européenne ne sont pas compris.

* Depuis 2007: EU-27

Figure 45. Indice FAO des prix des produits laitiers et des aliments pour animaux sur les marchés internationaux (2002-2004=100)

Fédération de Russie, devraient également augmenter.

Les cours du **lait écrémé en poudre** ont fortement augmenté au cours du premier trimestre de l'année et se sont élevés à 3 807 USD la tonne en mai 2011, une augmentation de 9 pour cent par rapport à mai 2010 et janvier 2011. Les exportations mondiales de lait écrémé en poudre devraient continuer à augmenter pour la quatrième année consécutive et pourrait atteindre 1 599 000 tonnes en 2011, soit 8,3 pour cent de plus que l'année dernière. **L'Union européenne**, la **Nouvelle-Zélande** et les **États-Unis** sont les trois principaux fournisseurs du marché. Les expéditions en provenance de **l'UE** devraient augmenter de 13 pour cent, bien que les exportations soient largement tributaires de la production de cette année, étant donné que les stocks publics sont au plus bas. Les expéditions de la **Nouvelle-Zélande** et des **États-Unis** devraient croître de respectivement 7 et 5 pour cent, par rapport à l'année dernière. En revanche, une croissance limitée de la production et un faible niveau des stocks devraient freiner la croissance des ventes de lait écrémé en poudre de **l'Australie**. La demande d'importation reste ferme en **Chine**, en **Indonésie**, en **Malaisie**, au **Mexique** et aux **Philippines**, qui représentent à eux seuls la moitié des échanges mondiaux. Les importations des pays africains pourraient diminuer en 2011, en raison de volumes d'exportation moins importants que la moyenne à destination de **l'Algérie**, deuxième plus gros importateur au monde, à la suite d'efforts du gouvernement pour accroître la production nationale de lait. Des volumes d'importation importants à destination de **l'Égypte** compenseront, dans une certaine mesure, la baisse enregistrée en Algérie.

En octobre 2010, les prix mondiaux du **beurre** ont dépassé les records historiques observés fin 2007. Les prix ont continué de progresser régulièrement jusqu'en mars 2011, lorsqu'ils ont atteint un nouveau record de 4 883 USD la tonne. Les prix ont légèrement baissé en avril et en mai, mais sont restés à des niveaux exceptionnellement élevés. Le commerce de beurre devrait atteindre 917 000 tonnes en 2011, soit une progression de seulement 3,7 pour cent par rapport à l'année dernière, car l'offre disponible pour le commerce à l'échelle mondiale est relativement mince. Dans le cas de **l'UE**, de faibles stocks d'intervention et privé devraient limiter toute hausse des exportations à 3 pour cent, soit 5 000 tonnes, pour un volume total de 155 000 tonnes. La **Nouvelle-Zélande**, qui représente désormais près de 50 pour cent du marché mondial du beurre, devrait intensifier ses livraisons de 10 000 tonnes. **L'Australie**, le **Belarus** et les **États-Unis** pourraient également vendre plus de beurre cette année. Dans l'ensemble, les disponibilités exportables ne devraient pas énormément augmenter à

court terme, en raison des engagements pris d'utiliser le lait pour la production de fromage. Les cours du beurre pendant le reste de 2011 dépendront de la mesure dans laquelle la production locale sera en mesure de suppléer les importations, notamment dans la **Fédération de Russie**. Cette année, la Fédération de Russie, qui fait face à des pénuries suite à de lourdes pertes de vache l'année dernière, a été dans une large mesure responsable de la récente augmentation des prix et des échanges mondiaux de beurre. La forte demande de pays d'Asie du sud-est et du Moyen-Orient a également contribué à ces hausses.

Les cours du **fromage** ont atteint 4 500 USD la tonne en mai 2011, soit une hausse de 12 pour cent par rapport à mai 2010. Contrairement aux autres produits laitiers, les prix n'ont pas faibli de manière évidente à partir d'avril. Le commerce de fromage devrait augmenter de 6 pour cent en 2011 pour passer à 2 307 000 tonnes. Les principales demandes d'importation de fromage proviennent de pays à revenu élevé, tels que le **Japon**, le **Mexique**, la **République de Corée** et la **Fédération de Russie**, où le marché connaît une croissance continue depuis un certain nombre d'années. Les importations de la **Chine** devraient également augmenter, même si le fromage n'a pas encore été aussi largement adopté que le lait par les consommateurs chinois. Les disponibilités sur le marché mondial proviennent principalement de l'**UE**, suivie de la **Nouvelle-Zélande**. **L'Australie**, les **États-Unis** et l'**Arabie saoudite** représentent également des sources importantes. Les exportations de tous les pays susmentionnés, à l'exception de l'Australie, devraient croître en 2011. La forte demande et la rentabilité du fromage sur le marché international devraient freiner la production de beurre et la production de lait écrémé en poudre destinés à l'exportation.

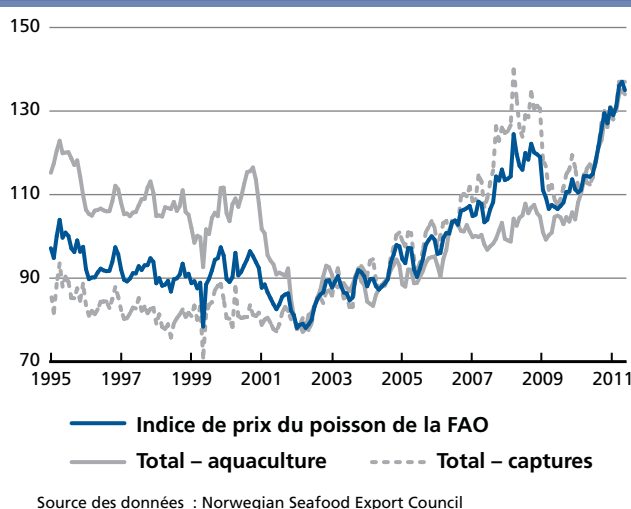
POISSONS ET PRODUITS HALIEUTIQUES

PRIX

Demande ferme et hausse des prix

Fin 2010, les prix de la crevette d'élevage ont atteint leur plus haut niveau depuis 10 ans. Les cours du saumon d'élevage, du tilapia, du pangasius, de la carpe indienne et d'autres espèces ont également augmenté sur les marchés nationaux et internationaux. Les prix élevés des espèces d'élevage s'expliquent principalement par des facteurs liés à l'offre, mais avec la croissance prévue de la demande au cours de la prochaine décennie et la hausse des prix des

Figure 46. Indice FAO des prix du poisson (2005=100)



intrants tels que l'énergie, la farine de poisson et le travail, les prix des espèces sauvages et d'élevage pourraient augmenter à des niveaux encore plus élevés.

L'indice FAO des prix du poisson montre que les prix actuels des poissons sont plus élevés en moyenne que jamais auparavant, dépassant les niveaux atteints avant la crise économique de 2008. Les produits de l'aquaculture en particulier ont tous enregistrés de fortes augmentations, leurs niveaux actuels sont 18 pour cent plus élevés qu'en mai 2010. De nouveau, cela s'explique principalement par des facteurs liés à l'offre, mais il est également manifeste que le marché est prêt à accepter ces prix et en mesure de le faire.

En revanche, après une forte baisse dans le sillage de la crise, les prix des poissons de capture ont récemment retrouvé leurs niveaux de prix d'avant la crise.

ÉCONOMIE MONDIALE DES PRODUITS HALIEUTIQUES: PERSPECTIVES POUR 2011

Après une année 2010 solide, les échanges mondiaux de poissons devraient enregistrer de nouveaux records en 2011. Les volumes sont soutenus par une forte demande sur la plupart des marchés, en particulier dans les pays en développement, et les prix sont à la hausse aussi bien pour les poissons de capture que pour les espèces d'élevage. La situation au Japon a ajouté une certaine incertitude concernant la demande des consommateurs japonais pour les produits halieutiques importés et les répercussions de cette situation sur les marchés mondiaux.

Les prix de la crevette à des niveaux record

Malgré une hausse de près de 35 pour cent des prix

JAPON

Le séisme et le tsunami qui ont frappé le Japon le 11 mars 2011 continuent d'avoir des retombées sur les marchés mondiaux du poisson et des produits de la pêche. Le Japon fait partie des principaux importateurs mondiaux de poissons, mais les dommages que ses infrastructures ont subis et les perturbations que les secteurs des transports et de la fourniture d'électricité ont enregistrées, ont eu un impact négatif sur les importations, la distribution et la consommation des produits réfrigérés et surgelés. En outre, de nombreuses zones de pêche, fermes aquacoles, navires de pêche et usines de transformation ont été endommagés ou détruits.

Les trois préfectures les plus touchées représentent 11 pour cent des pêches de capture marines et 17 pour cent de la production aquacole marine du Japon. Dans les zones touchées, les prévisions font état d'une réduction de 80 pour cent de la production. Cependant, étant donné que le Japon est fortement tributaire des importations pour l'essentiel de sa consommation de poisson, la part que représentent les zones touchées dans l'offre totale est en réalité beaucoup moins importante.

On ne connaît toujours pas les effets que le tremblement de terre, les dégâts provoqués à la centrale de Fukushima et la catastrophe nucléaire qui a suivi, auront sur le moral des consommateurs japonais et sur leur consommation. Cependant, la réaction des consommateurs face aux produits de la pêche intérieure pourrait être potentiellement beaucoup plus importants que les dommages directs causés à la production nationale. Si les préférences des consommateurs s'orientaient vers les produits importés, l'impact sur les marchés mondiaux du poisson pourrait être significatif.

mondiaux de la crevette en 2010, le commerce a augmenté. Au total, les importations des cinq principaux marchés, Australie, Canada, Union européenne, Japon et États-Unis, se sont élevées à près de 1,8 millions de tonnes, 3 pour cent de plus qu'en 2009. Cependant, la plus forte croissance a été observée dans les pays en voie de développement.

Les exportations de crevettes ont suivi une tendance à la hausse en 2010, notamment celles de la **Chine**, principal producteur, qui ont augmenté de 12 pour cent et sont passées à 275 000 tonnes. Les expéditions de la **Thaïlande** ont augmenté de 10 pour cent pour passer à 428 000

Tableau 16. Aperçu général du marché mondial du poisson

	2009	2010 estim.	2011 prév.	Variation: 2011 par rapport à 2010
	millions de tonnes			%
BILAN MONDIAL				
Production	144.6	145.1	149.0	2.7
Pêches de capture	88.9	87.0	88.5	1.8
Aquaculture	55.7	58.1	60.4	4.0
Valeur des échanges (exportations en milliards d'USD)	94.9	104.9	108.4	3.4
Volume des échanges (poids vif)	54.9	55.2	55.4	0.4
Utilisation totale				
Alimentation	117.8	120.0	121.7	1.4
Fourrage	20.0	17.7	20.3	14.4
Autres utilisations	6.8	7.3	7.0	-4.8
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Poisson comestible (kg/an)	17.2	17.3	17.4	0.3
des pêches de capture (kg/an)	9.1	8.9	8.8	-2.1
de l'aquaculture (kg/an)	8.2	8.4	8.6	2.8
Indice de la FAO des prix du poisson (2005=100)	2009	2010	2011	Variation: 2011 par rapport à 2010 %
	128	117	127	8.5

Source des données: Norwegian Seafood Export Council

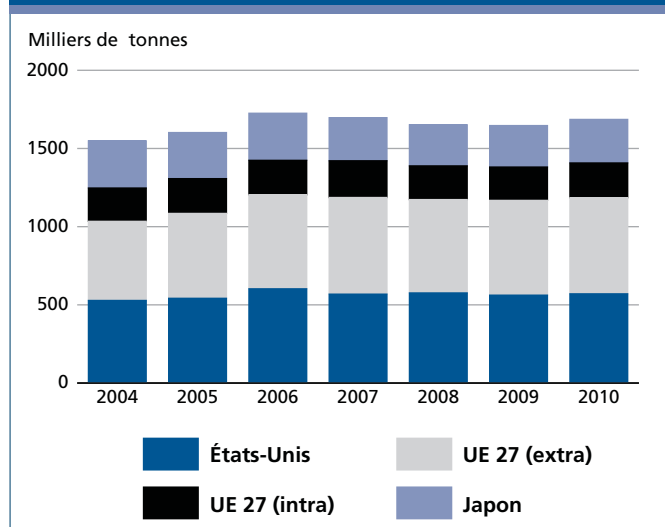
tonnes et celles du **Viet Nam** ont augmenté de 13 pour cent et ont atteint 241 000 tonnes. **L'Inde, l'Indonésie** et la **Malaisie** ont également enregistré une forte croissance de leurs exportations en 2010.

Les premières grandes récoltes de crevettes à pattes blanches (*Panaeus vannamei*) d'élevage ont eu lieu en Inde l'an dernier, soit environ 20 000 tonnes. La production indienne de crevettes à pattes blanches pourrait atteindre 35 000 tonnes en 2011.

En **Amérique latine**, l'offre de crevettes d'élevage devrait s'améliorer en juin, alors que commence la principale campagne de récolte. La demande de crevettes en provenance d'Amérique latine est en pleine expansion, y compris des acheteurs chinois.

Aux **États-Unis**, les débarquements nationaux se sont élevés à 96 000 tonnes en 2010, soit une baisse de 27 pour cent. Les quantités débarquées dans les États du Texas, de l'Alabama, du Mississippi et de la Louisiane ont nettement diminué en raison de la marée noire qui a frappé le golfe du Mexique.

Figure 47. Principaux marchés d'importation des crevettes



Le tsunami et le tremblement de terre au **Japon** ont réduit la consommation et les importations, mais il n'existe pas encore de répercussion réelle sur le marché. Malgré les prix record des crevettes d'élevage, les importations de crevettes ont augmenté de 6 pour cent au **Japon** en 2010, soit un volume total de 280 700 tonnes. Les livraisons ont augmenté aussi bien pour les crevettes crues que transformées. La Thaïlande a été le premier fournisseur avec 77 600 tonnes, suivi du Viet Nam (55 400 tonnes), de l'Indonésie (38 500 tonnes) et de l'Inde (28 500 tonnes). En ce qui concerne les importations du Japon, il convient de noter la hausse des importations de produits à valeur ajoutée, car la part de crevettes transformées est passée de 24 pour cent en 2009 à 34 pour cent en 2010.

Aux **États-Unis**, le marché s'est renforcé en 2011. Les importations de crevettes des États-Unis en 2010 se sont élevées à 560 800 tonnes, en hausse de 1,6 pour cent. En valeur, les importations ont atteint 4 300 millions de dollars É.-U., en hausse de 13,7 pour cent. La Thaïlande est restée le principal fournisseur des États-Unis, avec un volume d'exportation de 203 200 tonnes, en hausse de 5,4 pour cent par rapport à 2009, suivie de l'Équateur. Les expéditions en provenance de l'Inde ont augmenté significativement, en particulier de crevettes à pattes blanches.

En mars 2011, la Commission du commerce International des **États-Unis** a décidé de maintenir les droits antidumping sur les importations de crevettes du **Brésil**, de la **Chine**, de l'**Inde** et de la **Thaïlande**.

Le marché de la crevette au sein de l'**UE** a enregistré une forte croissance en 2010. Les importations ont atteint 836 900 tonnes, soit une hausse de 3 pour cent. Le marché est resté relativement soutenu au cours du premier trimestre de 2011.

En Asie, en 2011, la demande a été bonne pour les traditionnelles crevettes tigrées non décortiquées, les crevettes décortiquées et les crevettes à pattes blanches. La plupart des marchés d'Asie de l'Est ont enregistré une forte croissance de la demande en 2010. Un total de 240 000 tonnes de crevettes ont été importées en Chine, à Hong Kong, en Malaisie, en République de Corée, à Singapour et en Thaïlande en 2010, soit 15 pour cent de plus qu'en 2009. Des disponibilités intérieures plus importantes en Chine, en Malaisie et en Thaïlande ont également été commercialisées localement à bon prix.

En **Chine**, les importations de crevettes sont passées de 42 800 tonnes en 2009 à 57 500 tonnes en 2010. La croissance a été plus élevée pour les crevettes vivantes et fraîches que pour les produits surgelés. La **République de Corée** reste le principal marché d'importation en Asie du Sud-est, avec 67 000 tonnes importées en 2010 (en hausse de 5 pour cent).

Les retombées du tsunami du Japon sur le marché du thon restent incertaines

Le littoral nord-est qui représente près d'un cinquième de l'industrie de la pêche du Japon, notamment les importantes pêcheries de canneurs de thon blanc et de bonite de Sanriku, ont subi des dommages irréparables et de nombreux pêcheurs ont perdu la vie.

La production côtière du **Japon** sera moins importante que les années précédentes. Bien qu'une hausse des importations soit prévue, des mesures d'austérité et une détérioration de la confiance des consommateurs pourrait avoir des retombées négatives sur le marché.

Suivant la tendance de ces dernières années, les importations japonaises de thon rouge et de thon obèse, ont diminué en 2010. En revanche, le marché a acheté plus d'albacore (plus 10 pour cent), de bonite (plus 16 pour cent) et de thon blanc (plus 168 pour cent). La demande des consommateurs s'est progressivement déplacée vers des thons et produits dérivés du thon moins chers, en raison du déclin du secteur de la restauration, du resserrement de l'offre mondiale et des prix plus élevés sur les marchés.

Les importations totales de thon sur le marché japonais, y compris les longes et filets, ont atteint 278 023 tonnes en 2010, 5 pour cent de plus qu'en 2009. Les importations de thon en conserve se sont élevées à 43 551 tonnes.

En avril, le prix de la bonite congelée a légèrement baissé. Elle était livrée aux conserveries **thaïlandaises** à 1 500 USD la tonne après avoir atteint 1 600 USD la tonne le mois précédent. Toutefois, la situation au Japon est une source de préoccupation pour l'industrie de la conserverie. La pêche au

thon blanc au large des côtes nord-est est l'activité principale de la pêche de canneurs au Japon et elle a sans aucun doute été gravement touchée. Mi-mars, le prix du thon blanc congelé à livrer à la Thaïlande a augmenté et a atteint 2 800 USD la tonne.

Dans d'autres secteurs, les captures dans le Pacifique tropical ouest ont été plus faibles durant la période comprise entre janvier et avril. Toutefois, la demande est incertaine, et les propriétaires des navires, touchés par la hausse des prix du carburant ont réduit les efforts de pêche.

Les troubles intérieurs en **Côte d'Ivoire** ont affecté les débarquements de matières premières dans les ports locaux et l'offre de thon d'origine ouest-africaine a baissé. Cette situation a eu d'importantes répercussions sur le marché du thon en Espagne.

Aux États-Unis, les importations de thon non en conserve, dont 50 pour cent consistait en longes et filets surgelés, ont augmenté de 3,4 pour cent en 2010 et ont atteint 48 823 tonnes, en raison de la croissance de la demande des ménages. La Thaïlande est le principal fournisseur des importations américaines de thon en conserve, qui ont également enregistré une forte croissance en 2010.

L'APE intérimaire entre l'UE et la **Papouasie Nouvelle-Guinée**, qui a créé une franchise de droits pour le thon en conserve de la Papouasie Nouvelle-Guinée, indépendamment de l'origine des matières premières, a provoqué des protestations de la part de l'industrie de la conserverie de l'UE et a instauré un climat d'incertitudes sur le marché de l'UE.

Les importations de préparations à base de thon et de conserves de thon à destination de l'UE ont chuté de 5 pour cent et sont passées à 442 545 tonnes en 2010. Les volumes d'importation de l'**Indonésie**, des **Philippines**, de la **Thaïlande** et du **Viet Nam** ont enregistré une baisse de respectivement 9, 21, 20 et 15,9 pour cent.

Les exportations de conserves de thon en provenance de **Thaïlande** ont augmenté en 2010 notamment grâce à croissance soutenue sur de nouveaux marchés tels que l'**Argentine**, le **Chili** et la **Pologne**.

Retour spectaculaire de la morue de l'Atlantique

Les captures de morue de l'Atlantique dépasseront 1 million de tonnes en 2011 pour la première fois depuis 10 ans. Au total, l'offre de poissons de fond a augmenté de 4,5 pour cent en 2010 grâce à la morue, à la goberge de l'Alaska et au merlu. En 2010, la production totale de poissons de fond à l'échelle mondiale a été estimée à 6,2 millions de tonnes, dont environ 30 pour cent, soit 1,9 million de tonnes,

provenaient de zones de capture proches de l'UE et dont 50 pour cent est consommé en Europe.

En 2010, l'**UE** a importé 740 000 tonnes de poissons de fond en provenance de la **Chine**. La lenteur de la reprise économique a incité les consommateurs à acheter des produits à base de poissons de fond à cuisiner chez eux. Les produits congelés offrent de nombreuses alternatives pour un usage domestique.

La **Norvège** a exporté un total de 393 660 tonnes de poisson de fond l'année dernière, pour une valeur de 1,8 milliard de dollars É.-U., la valeur la plus élevée depuis 1998. Une tendance à la hausse des prix et une augmentation des contingents ont contribué à ces bons résultats.

Le Centre de recherche **russe** sur la pêche dans le Pacifique confirme que la plupart des stocks régionaux de goberge sont en bonnes conditions. Cela permettra de relever le contingent de goberge de 100 000 tonnes en 2012, par rapport à 2011. Cette année, le contingent pour tous les stocks de goberge de **Russie** s'élevait à 1 650 000 tonnes.

En **Argentine**, les espèces de poisson de fond les plus abondantes débarquées en 2010 ont été le merlu (277 506 tonnes) et le hoki (81 019 tonnes). En 2010, l'Argentine a exporté 152 427 tonnes de merlu pour une valeur de 347 millions de dollars É.-U., soit une baisse de 0,8 en pourcentage, mais une augmentation de 1,7 pour cent en valeur. L'Argentine a également exporté 18 200 tonnes de hoki, pour une valeur de 38 millions de dollars É.-U.. L'Espagne est la principale destination des exportations de poissons et fruits de mer argentins. Les contingents de capture de l'Argentine au début de la campagne de 2011 seront de 193 000 tonnes de merlu et de 150 000 tonnes de hoki.

Au **Chili**, en 2010, les débarquements de merlu ont été légèrement plus élevés qu'en 2009, soit 23 800 tonnes de merlu austral et 46 900 tonnes de merlu commun.

En 2011, les stocks de goberge de l'Alaska et de morue de l'Atlantique ont enregistré des augmentations considérables. Les stocks d'églefin dans les eaux norvégiennes et russes ont plus que triplé au cours de la dernière décennie, grâce à une gestion responsable de la pêche.

Dans l'ensemble, en 2011, le marché des poissons de fond profitera de la baisse des exportations de pangasius du Viet Nam.

Resserrement de l'offre de poulpe, alors que celle de calmar progresse

En 2010, le resserrement des disponibilités a eu des répercussions sur le commerce, en particulier le commerce

de poulpe. Les importations à destination de tous les principaux marchés ont diminué et les prix ont augmenté. Pour ce qui concerne le calmar, l'offre a été meilleure, et les perspectives pour 2011 sont bonnes. Le marché de la seiche est calme, avec des volumes stables et des prix en légère augmentation.

Poulpe

Les importations de poulpe à destination du **Japon** sont passées de 56 200 tonnes à 44 700 tonnes en 2010, principalement à cause de la réduction de l'offre en provenance de Mauritanie et du Maroc. La **Chine** a exporté 9 400 tonnes de poulpe sur le marché japonais, 70 pour cent de plus qu'en 2009. Le resserrement de l'offre devrait se poursuivre en 2011 et entraîner un raffermissement des prix.

Calmar

En **Argentine**, les captures de calmar ont été décevantes en 2010. En effet 84 400 tonnes ont été débarquées, une forte baisse par rapport aux 225 000 tonnes débarquées deux ans plus tôt. En 2011, la pêche au calmar devrait progresser, avec des prix élevés qui devraient rester fermes.

Aux **États-Unis**, le calmar est en train de devenir une espèce importante. Alors qu'à une époque les calmars étaient jetés par-dessus bord ou utilisés comme appât, la pêche au calmar est progressivement devenue la plus grande pêche commerciale dans l'État de Californie, surpassant la pêche au saumon et les autres pêches plus traditionnelles. Le contingent total pour 2011 a été fixé à 107 000 tonnes. En plus de sa production croissante de calmar, les États-Unis s'imposent également comme un important marché du calmar. En 2010, les importations à destination des États-Unis ont augmenté de 19 pour cent et ont atteint 66 500 tonnes, dont la moitié a été importée de la Chine.

L'Inde, la **République de Corée** et la **Province chinoise de Taiwan** sont parmi les autres principaux fournisseurs.

Le commerce international de calmar a été mitigé l'an dernier. Les importations du Japon sont restées stables à 59 000 tonnes. La Chine, la Thaïlande et les États-Unis ont tous accru leurs exportations vers le Japon, tandis que le Pérou a enregistré une baisse.

Les importations de **l'Italie** et de **l'Espagne**, les principaux pays importateurs au sein de l'UE, ont augmenté de manière significative en 2010, afin de compenser la baisse des importations de poulpe. Les importations totales de calmar à destination de l'Italie ont augmenté de 15,6 pour cent et sont passées à 100 000 tonnes, alors que celles de l'Espagne ont progressé de 47,3 pour cent et ont atteint 167 500 tonnes.

Seiche

Le commerce de seiche est stable avec peu de changements sur les principaux marchés : l'Italie, le Japon et l'Espagne. L'Inde reste le principal fournisseur. Les prix devraient être légèrement plus élevés pour le reste de l'année 2011.

La demande de tilapia continue de croître sur les marchés nationaux et internationaux, alors que les prix augmentent

La production de la **Chine**, de loin le principal producteur et exportateur de tilapia, devrait légèrement augmenter en 2011 et avoisiner les 1,2 million de tonnes. La croissance du commerce devrait être encore une fois due au commerce de filets. En 2010, les exportations de la Chine ont augmenté de 25 pour cent et ont atteint 322 000 tonnes, dont près de la moitié à destination des États-Unis. Le **Mexique** est aussi une destination importante et les importations ont également augmenté à destination de l'Afrique et de l'Union européenne.

La production du **Brésil** a atteint un volume impressionnant de 200 000 tonnes en 2010, destinées principalement à la consommation intérieure. Le pays a un potentiel énorme en matière de pisciculture en eau douce et il encourage activement l'industrie de l'aquaculture. D'autres pays d'Amérique du Sud, tels que le **Paraguay** enregistrent également une croissance soutenue. Aux **États-Unis** les importations ont atteint 215 000 tonnes en 2010 contre 183 000 tonnes en 2009, principalement des filets congelés. La Chine a été le principal fournisseur, soit 74 pour cent (843 millions de dollars É.-U.) du total, suivie de la Province chinoise de Taiwan, de l'Indonésie et de l'Équateur. L'essentiel des filets de tilapia frais provenaient d'Équateur, du **Honduras** et du **Costa Rica**. Les importations de tilapia frais/réfrigéré à destination des **États-Unis** ont diminué de 20 pour cent en 2010. Les consommateurs préfèrent les produits congelés moins chers. En 2010, la valeur combinée des importations de tilapia et de pangasius à destination des États-Unis a franchi la barre du milliard de dollars É.-U., ce qui confirme les tendances positives à long terme pour les filets de poissons élevés en eaux douces.

La popularité du tilapia se développe lentement mais sûrement dans **l'UE**. En 2010, les importations ont atteint 19 000 tonnes, dont 85 pour cent en provenance de la **Chine**. La Pologne représente le plus grand marché (7 000 tonnes), suivi de l'Espagne, de l'Allemagne et des Pays-Bas. Les importations devraient être plus élevées en 2011. Le tilapia reste une alternative moins chère aux variétés de poissons de fond, mais plus chère que le pangasius.

Les pays asiatiques se tournent vers le pangasius pour leur consommation intérieure alors que les exportations du Viet Nam diminuent drastiquement

Malgré une baisse de la production en 2011, le **Viet Nam** restera le principal fournisseur de pangasius (poisson chat) sur les marchés internationaux. Cette contraction s'explique en grande partie par les bas prix qui ont caractérisé l'année 2010 et qui ont provoqué la faillite de nombreux éleveurs. Ainsi, les prix à l'exportation augmentent en raison de la pénurie actuelle de pangasius.

L'UE est le principal marché du pangasius vietnamien, mais la demande est en train de diminuer légèrement après une période de forte croissance, à un niveau d'environ 200 000 tonnes par an.

Les importations totales de poisson-chat à destination des **États-Unis**, y compris de pangasius et de barbu de rivière (ictalurus), ont atteint 62 400 tonnes en 2010, en hausse de 6,3 pour cent, dont 80 pour cent en provenance du **Viet Nam**. Les exportations de la **Chine** à destination des États-Unis ont augmenté de 25 pour cent en 2010 par rapport à 2009. Les Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) représentent le troisième plus grand marché d'importation pour le pangasius vietnamien, même si celui-ci a reculé de 4,7 pour cent en 2010. Alors que la production au Viet Nam devrait enregistrer une baisse en 2011, le marché devrait rester tendu et les prix fermes. En Asie, de nouveaux pays producteurs ciblent aussi bien leurs marchés intérieurs que les exportations, mais leur impact à court terme sera limité.

Le bar et la dorade de plus en plus populaires dans la Fédération de Russie

Selon les prévisions pour 2011, la production devrait baisser et les prix devraient augmenter. Cela s'explique par une baisse de la production européenne en 2010 en raison d'un resserrement du crédit et des incertitudes concernant la demande.

Les cours du bar et de la dorade augmentent, et de nouvelles hausses sont prévues au cours du prochain trimestre, jusqu'à ce que la nouvelle production atteigne la taille minimale de commercialisation au début de l'été. La **Grèce** reste le principal fournisseur, suivie de la **Turquie**.

Les importations de **l'Italie**, principal marché en Europe, n'ont cessé de croître en 2010 et ont progressé de 15 pour cent en volume et de 24 pour cent en valeur grâce à des prix plus élevés. Étant donné la hausse de la demande du secteur des aliments surgelés, les importations de bar et de dorade surgelés devraient augmenter. Les volumes d'importation à destination de la **France** sont restés stables

en 2010 alors que leur valeur a augmenté de 13 pour cent, les prix plus élevés limitant la demande des consommateurs. En conséquence, l'industrie française de la transformation a introduit avec succès des portions de filets congelés.

Les volumes d'importation à destination de **l'Espagne** ont augmenté légèrement en 2010, les consommateurs cherchant des alternatives moins chères à leur production intérieure.

Les producteurs ont accueilli favorablement la popularité croissante du bar et de la dorade sur les marchés d'Europe du Nord. Dans la **Fédération de Russie**, les espèces ont gagné en popularité dans les restaurants. Au **Royaume Uni**, les volumes d'importation du bar ont augmenté de 10 pour cent en 2010 alors que les volumes d'importation de dorade sont restés stables. En 2011, les volumes d'importation du Royaume uni devraient rester proches des niveaux de 2010, de l'ordre de 8 000 tonnes.

Le marché **allemand** enregistre une croissance soutenue, avec des volumes atteignant près de 2 500 tonnes en 2010 et des perspectives positives pour 2011.

Les perspectives globales pour le reste de 2011 sont incertaines. L'accès difficile au crédit en **Espagne** et en **Grèce** freinera les hausses de production en 2011. En **Turquie**, la production devrait être stimulée par la forte demande intérieure.

La production de saumon progresse en 2011, mais les prix demeurent élevés

La reprise au **Chili** et des perspectives positives concernant la pêche au saumon aux États-Unis augmenteront l'offre de saumon sur le marché américain en 2011.

Le **Japon** est resté le principal marché d'exportation du **Chili** en 2010, avec 144 000 tonnes (909 millions de dollars É.-U.), suivi de l'Amérique latine (50 600 tonnes) et des États-Unis (45 200 tonnes). La demande de l'Amérique latine est stimulée par le Brésil. Alors que la demande du Japon cible la truite et le saumon coho, celle du Brésil est axée sur le saumon de l'Atlantique.

Les perspectives concernant la campagne 2011 du saumon sauvage en Alaska sont positives, les prévisions font état de captures de 203 millions de poissons. Les captures de saumons roses devraient augmenter de 25 pour cent et celles de saumon rouge de 11 pour cent. Les prix du saumon de l'Atlantique ont été élevés et stables au cours du premier semestre de 2011, mais ils devraient fléchir et ensuite baisser fortement au cours de l'automne et de l'hiver.

Le marché de la truite reste sous-approvisionné, étant donné que les agriculteurs norvégiens donnent la priorité aux saumons et qu'au Chili, la production de truite et de saumon est encore bien en-deçà de ses niveaux historiques.

Les exportations de saumon en provenance de **Norvège** à destination des États-Unis ont chuté de façon spectaculaire en 2011 en raison d'un désaccord avec la *Food and Drug Administration* (FDA) concernant des substances autorisées dans le traitement contre les poux du poisson. De même, les exportations à destination de la Chine ont presque cessé en raison d'un changement dans les procédures d'inspection pour le saumon norvégien.

La consommation de l'**UE** continue d'augmenter, bien que le prix élevé du saumon de l'atlantique oblige l'industrie de la transformation à chercher des alternatives, y compris le saumon congelé en provenance de Chine. Au cours du premier trimestre de 2011, les exportations de saumon en provenance de Norvège à destination de l'UE-27 ont augmenté de 17 pour cent en valeur mais ont chuté de près de 4 pour cent en volume.

Les importations du **Japon** sont restées stables en 2010. Les perspectives pour le reste de 2011 sont incertaines.

Au **Chili**, la production de saumon progresse, mais il est difficile de connaître avec certitude les volumes qui arriveront sur le marché cette année. Les prix resteront élevés pour la plupart de l'année. Ils ne fléchiront que quand des disponibilités supplémentaires en provenance du Chili atteindront le marché au cours de la seconde moitié de 2011. Les objectifs de production pour 2012 et 2013 restent ambitieux.

Petites espèces pélagiques

L'offre de petits poissons pélagiques s'est resserrée en 2011, principalement en raison de l'offre peu abondante de hareng norvégien à frai printanier. Les prix du hareng ont augmenté et devraient encore se renforcer. Les prix du maquereau devraient aussi augmenter.

Maquereau

Les pays européens n'ont pas réussi à atteindre un accord multilatéral sur les contingents de maquereau, ainsi, en 2011, l'allocation unilatérale des contingents s'élèverait à 947 000 tonnes, bien au dessus des 646 000 tonnes recommandées par le Conseil International pour l'Exploration de la mer (CIEM).

La **Fédération de Russie** est en train de redevenir un marché pour le maquereau et de se détourner de ceux du hareng et du capelan. Les débarquements sur le marché intérieur ont augmenté et les importations sont passées de 60 000 tonnes en 2008 à presque 108 000 tonnes en 2010. **L'Allemagne**, autre grand importateur, a accru ses importations de 26 pour cent en 2010, qui ont atteint 13 400 tonnes. Les captures de chinchards du **Pacifique Sud** et de l'**Atlantique Nord** ont diminué et continueront de diminuer en 2011, entraînant des hausses de prix.

Hareng

La situation de l'offre de hareng va se resserrer en 2011, étant donné que les captures de hareng de l'Atlantique devraient baisser.

Tandis que les exportations de hareng de **Norvège** ont chuté en 2010, les exportations des **Pays-Bas** ont augmenté de 6,9 pour cent, passant de 86 000 tonnes à 91 900 tonnes. Les exportations néerlandaises à destination du **Nigeria** ont chuté significativement, tandis que les exportations à destination de l'**Égypte** ont augmenté de 65 pour cent et que celles à destination de la **Chine** ont doublé.

Le **Japon** demeure un marché important pour le hareng frais et congelé et pour les œufs de hareng, bien que ses importations aient diminué ces dernières années. Toutefois, en 2010, la situation s'est inversée et les importations ont progressé de 14 pour cent et ont atteint 36 500 tonnes. L'essentiel de l'augmentation était en provenance des États-Unis, principal fournisseur du Japon.

Sardines en conserve

Le **Maroc** et le **Portugal** sont les principaux fournisseurs de sardines en conserve de l'UE. Le Maroc vise à accroître l'offre de sardines en conserve, en s'appuyant sur des ressources importantes de sardines dans ses eaux du Sud.

La production de farine de poisson à son niveau le plus bas depuis des années maintient les prix élevés

La production mondiale de farine de poisson a fortement chuté en 2010 en raison de la baisse des captures en Amérique du Sud. La production de farine de poisson a chuté de 27 pour cent en Amérique du Sud, alors que la production européenne a augmenté de 39 pour cent.

La situation actuelle est incertaine alors que les opérateurs du marché observent l'évolution des niveaux de capture en Amérique du Sud. Les captures dans les zones de pêche nord et centrale du Pérou, qui possède un contingent de 3,7 millions de tonnes, ont commencé en avril, mais il est encore trop tôt pour prévoir comment se développera la campagne.

À l'échelle mondiale, la production de farine de poisson dans les principaux pays producteurs a été 27 pour cent plus élevée que l'an dernier au cours du premier trimestre de 2011. Les exportations des principaux producteurs, le **Chili** et le **Pérou**, ont brusquement chuté de respectivement 29 et 47 pour cent en 2010, en raison de la baisse des niveaux de capture. La **Chine** reste la principale destination.

En 2010, les importations de la **Chine**, principal marché de la farine de poisson, ont enregistré une baisse de 21 pour

cent, qui s'explique par les prix élevés, qui ont contraint les opérateurs à chercher des farines alternatives et à accroître la proportion de légumes dans les aliments pour animaux. La croissance à long terme de la Chine en matière de production animale, y compris l'aquaculture, soutient sa demande, et sa dépendance à l'égard des importations de farine de poisson ne devrait vraisemblablement pas diminuer.

Les importations de **l'UE** ont chuté de 24 pour cent en 2010, notamment les importations en provenance du Chili et du Pérou. **L'Allemagne** reste la principale destination des expéditions de farine de poisson à l'échelle européenne, avec plus de 225 000 tonnes importées. Il s'agit d'une baisse de 27 pour cent par rapport à l'année précédente, mais similaire aux volumes atteints dans les années précédentes. Les importations en provenance du **Maroc** à destination de l'Allemagne ont enregistré une forte augmentation et ont atteint 36 000 tonnes en 2010, soit 16 pour cent du total.

Les volumes d'importation à destination du **Royaume-Uni** ont chuté de près de 12 pour cent en 2010 et restent bien en deçà de leurs niveaux historiques. L'utilisation de farine de poisson dans l'industrie de l'alimentation pour saumon au Royaume-Uni a baissé de 5 pour cent en raison du prix élevé et de la disponibilité d'autres produits protéiques qui peuvent être utilisés comme substituts. De même, les producteurs de porcs et de volailles ont réduit la teneur en farine de poisson dans les aliments pour animaux.

Les importations des **États-Unis** ont augmenté de 12 pour cent en 2010. Le Mexique était traditionnellement le principal exportateur, avec une part de marché d'environ 50 pour cent, mais cette part a nettement chuté à moins de 15 pour cent en raison de la réduction des captures. Sur le marché des États-Unis, la consommation intérieure est en baisse, car les prix élevés ont contraint les utilisateurs à chercher des solutions alternatives moins chères.

Le volume des ventes de farine de poisson au Chili devrait augmenter de près de 11 pour cent en 2011. Cette augmentation fait suite à une hausse de 31 pour cent en 2010, qui s'explique par la reprise de la production chilienne de saumon et de truite.

Les prix de l'huile de poisson continuent de suivre les prix du pétrole brut

Les prix actuels sont à des niveaux record et malgré une production d'huile accrue début 2011, les prix devraient rester élevés.

Le **Chili** et le **Pérou**, les deux principaux producteurs d'huile de poisson, ont enregistré une réduction des niveaux de capture en 2010 et une chute de la production d'huile. La situation dans l'Atlantique Nord a été plus positive. La

production totale des cinq principaux pays producteurs a chuté de 22 pour cent en 2010.

Les livraisons en provenance du Chili et du Pérou ont sévèrement diminué en 2010, en baisse de respectivement 18 et 38 pour cent. Au Chili, les infrastructures du secteur ont été endommagées par le tremblement de terre de 2010. Des niveaux de captures de menhaden élevés en 2010, ont permis aux États-Unis d'accroître leurs exportations l'huile de poisson de 57 pour cent.

La baisse de la production a provoqué un resserrement du marché en 2010. En outre, une part croissante de la production est destinée au marché lucratif des compléments alimentaires à base d'huile de poisson. Au cours du premier trimestre de 2011, la production d'huile a augmenté de 51 pour cent, mais il est trop tôt pour spéculer sur les chiffres définitifs pour l'année.

Bien qu'il règne un climat d'incertitude concernant les niveaux de captures en Amérique du Sud, la demande de produits de l'aquaculture devrait croître en 2011 en raison du redressement de l'industrie du saumon au Chili. Ainsi, le marché restera serré en 2011.

Nouveaux défis pour les mollusques bivalves

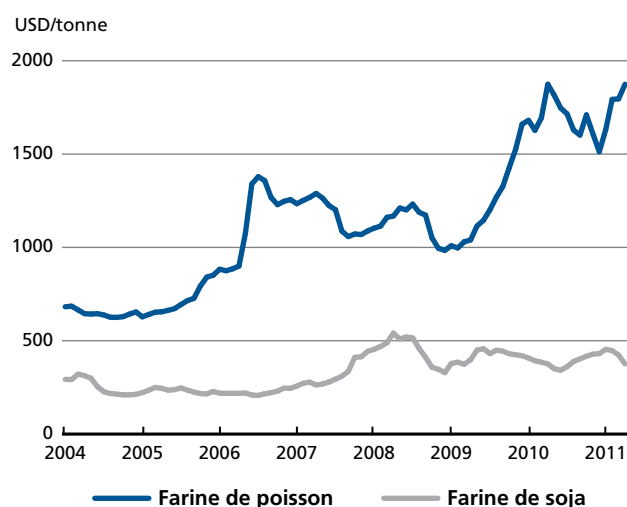
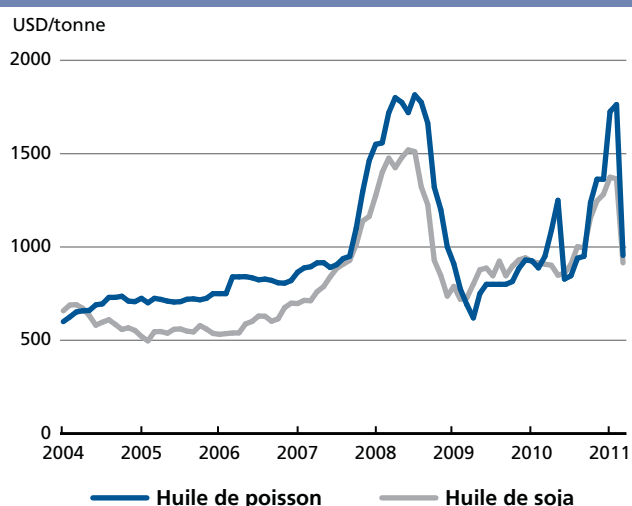
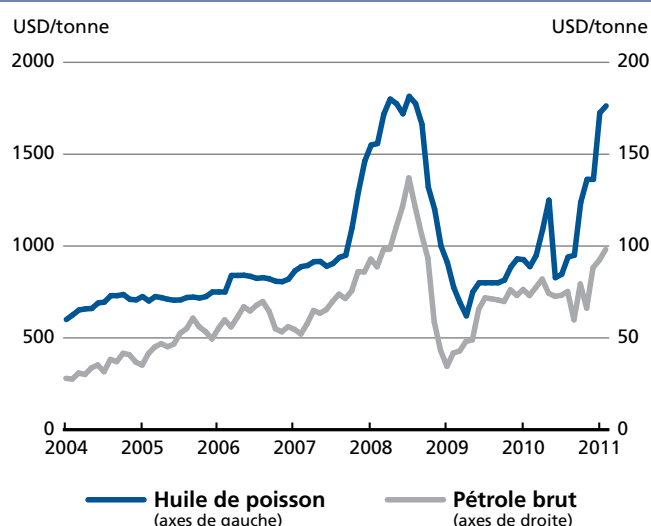
Le secteur des mollusques bivalves a été confronté à un certain nombre de défis en 2010, notamment la réduction des importations de coquilles Saint-Jacques à destination de l'Union européenne, l'offre excédentaire de moules qui a entraîné une baisse du prix moyen au Chili, et une maladie des huîtres sur le marché français. Cela a entraîné une hausse du prix des huîtres de 40 pour cent en France. Les producteurs de palourdes de Galice craignent de ne pas avoir assez de naissains disponibles en 2011, étant donné que les éclosiers préfèrent produire des naissains d'huître pour le marché français.

Les conséquences du tremblement de terre et du tsunami au Japon alimentent un climat d'incertitude concernant l'offre, les importations et les exportations de toutes les espèces de poissons et de fruits de mer, y compris de mollusques bivalves. Il est trop tôt pour prédire quelles seront les répercussions en 2011, bien que les élevages de coquilles Saint-Jacques en particulier, aient été gravement endommagés.

Huîtres

En **France**, une maladie a tué plus de 80 pour cent des jeunes huîtres, entraînant des hausses de prix de 40 pour cent. Cette situation devrait favoriser les producteurs du **Brésil** et du **Mexique** ainsi que d'autres pays, qui jusqu'à présent se sont concentrés sur le marché américain.

Les huîtres en Asie n'ont pas été touchées par le virus et les scientifiques ramènent actuellement des espèces

Figure 48. Prix de la farine de poisson et de la farine de soja**Figure 49. Prix de l'huile de poisson et de l'huile de soja****Figure 50. Prix de l'huile de poisson et du pétrole brut**

d'huîtres du Japon dans l'espoir de trouver des espèces résistantes. Ce problème affecte également les huîtres en **Irlande**, en **Nouvelle-Zélande** et au **Royaume-Uni**.

Coquilles Saint-Jacques

Au **Pérou**, la demande de produits à base de coquilles Saint-Jacques congelées a augmenté de façon marquée en 2010, les exportations ont progressé de 89 pour cent, atteignant 117,8 millions de dollars É.-U.. Les importations de coquilles Saint-Jacques congelées à destination des États-Unis ont augmenté de 34,5 pour cent.

Le tremblement de terre et le tsunami au Japon ont causé de graves dommages aux producteurs locaux de pétoncles. L'impact a aussi été ressenti par les élevages de coquilles Saint-Jacques à l'autre bout du Pacifique au nord du Chili, où les vagues ont dévasté plusieurs sites d'élevage dans la baie de Coquimbo. En conséquence, les prix des coquilles Saint-Jacques seront nettement plus élevés en 2011.

Moules

En 2010, les importations de moules à destination de **l'UE** ont atteint 189 700 tonnes, à destination notamment de la **France** (47 700 tonnes), de **l'Italie** (38 500 tonnes) et de la **Belgique** (35 100 tonnes). Les importations à destination de **l'Espagne** et du **Royaume-Uni** ont légèrement diminué.

Le **Chili**, qui fait face à un problème de surproduction et de bas prix, a eu une année 2010 difficile. Ses exportations de moules à destination de l'Union européenne ont atteint 80 600 tonnes (36 millions de dollars É.-U.). Le Chili souffre d'une croissance lente, car en raison des températures élevées de l'eau, la moule met deux fois plus de temps pour atteindre les dimensions requises. Cette situation va se répercuter sur les volumes de 2011. La baisse est probablement liée au phénomène météorologique La Niña. Le Chili a également souffert du tsunami japonais, en effet, des vagues ont endommagé des élevages de moules.

Ormeau

La première ferme marine et éclosier d'ormeau en Galice (Espagne), a été approuvée début 2011 avec pour objectif de produire 300 tonnes d'ormeau. Il s'agit du premier établissement d'aquaculture construit en Galice au cours des cinq dernières années et l'un des plus gros investissements dans le secteur des mollusques.

Dossiers spéciaux

NOUVELLES PERSPECTIVES ISSUES DES RAPPORTS DE LA CFTC

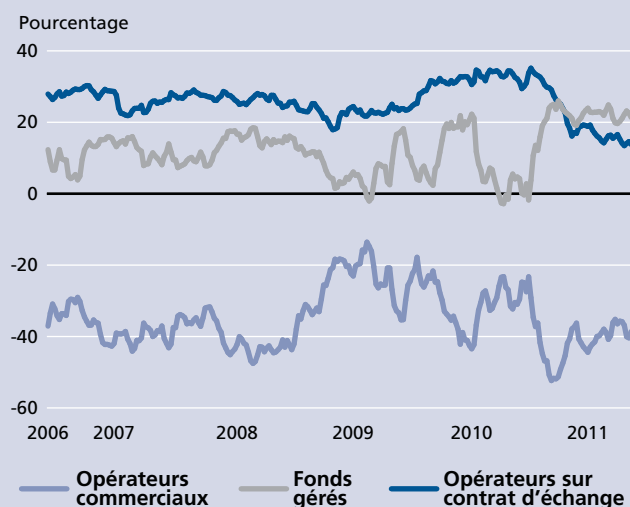
(Article écrit par Ann Berg, Analyste principale des produits de base, Consultante de la FAO)

La *Commodity Futures Trading Commission* (CFTC) a introduit de nouvelles catégories de référence en 2009, dans son rapport hebdomadaire *Commitment of Traders Report*, afin de rendre fidèlement compte du climat actuel des échanges commerciaux. Connu comme le *disaggregated Commitment of Traders Report* (COT ventilé), il couvre quatre catégories :

1. Les producteurs, les négociants, les transformateurs et les utilisateurs finaux – généralement appelés opérateurs commerciaux (commercials).
2. Les opérateurs sur contrat d'échange (*swap dealers*) – principalement les banques qui utilisent les contrats à terme pour limiter leur exposition aux risques du négoce de gré à gré (OTC) associés à leurs offres de contrats d'échange (*swap*) ou de fonds indiciels.
3. Les fonds gérés (*Managed money*) – les conseillers en placement de produits de base enregistrés ou les gestionnaires de fonds de matières premières qui négocient activement pour le compte de leurs clients, la plupart du temps des fonds spéculatifs.
4. Autres opérateurs (*other reportables*) – les opérateurs qui ne rentrent dans aucune des autres catégories.

La CFTC vient d'analyser rétrospectivement et de manière substantielle des données remontant jusqu'à 2006, obtenant ainsi une image de l'évolution des positions ouvertes par catégorie d'opérateur, ces cinq dernières années. Au cours de cette période, les conséquences de l'augmentation des flux de fonds sur les indices des produits de base, qui relèvent de la catégorie des opérateurs sur contrat d'échange (2), ont fait l'objet d'un débat. Ces indices composites, qui reposent sur un ensemble de prix de produits de base, ont attiré environ 400 milliards de dollars É.-U. d'investissements, selon la CFTC. Cependant, les données représentées dans le COT ventilé suggèrent que la catégorie des fonds gérés (3) mérite également un examen plus approfondi. Lorsque l'on considère le pourcentage de positions ouvertes longues de chacune des catégories d'opérateurs, les positions des fonds indiciels apparaissent relativement stables, alors que pour l'essentiel de la période, les positions des fonds gérés constituent un reflet parfait des positions des opérateurs commerciaux. En d'autres termes, si les opérateurs

CME : positions longues nettes sur le maïs en pourcentage des positions ouvertes

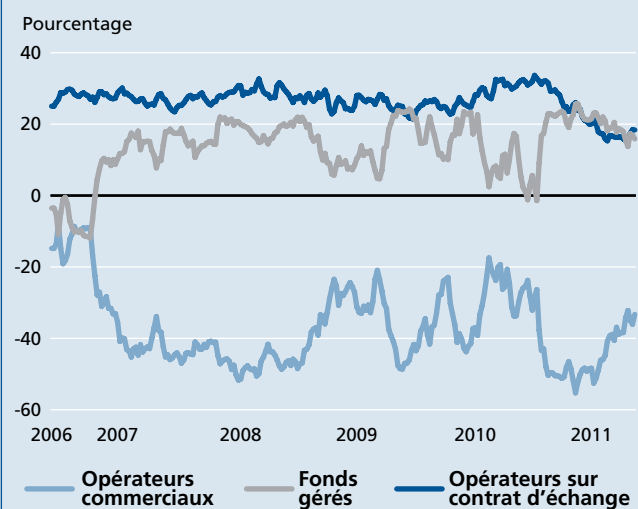
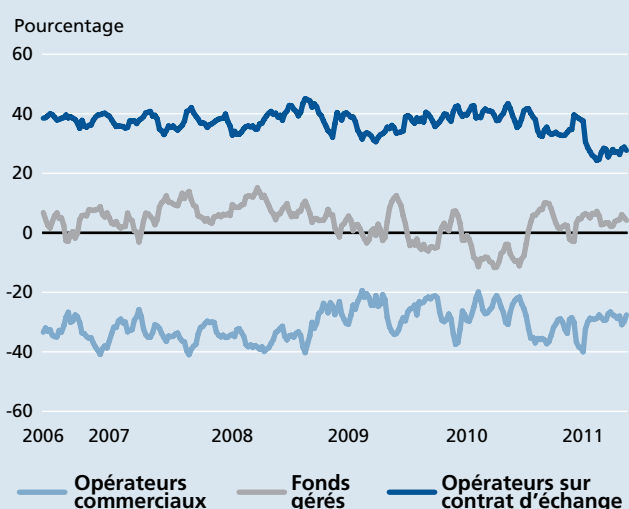


CME : contrats à termes sur le maïs (juin 2006 – mai 2011)

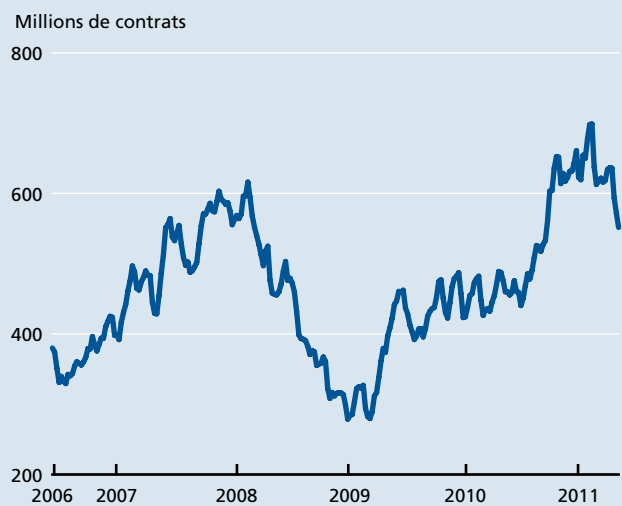
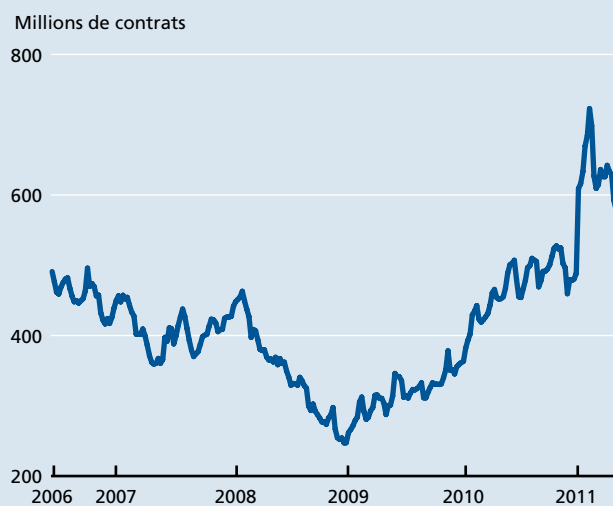


CME : positions ouvertes sur le maïs (juin 2006 – mai 2011)



CME : positions longues nettes sur le soja en pourcentage des positions ouvertes

CME : positions longues nettes sur le blé en pourcentage de positions ouvertes

CME : contrats à termes sur le soja (juin 2006 – mai 2011)

CME : contrats à termes sur le blé (juin 2006 – mai 2011)

CME : positions ouvertes sur le soja (juin 2006 – mai 2011)

CME : positions ouvertes sur le blé (juin 2006 – mai 2011)


commerciaux vendent, les fonds gérés achètent et vice versa. Les graphiques montrent les positions longues nettes des opérateurs sur contrat d'échange (ligne bleu foncé), des fonds gérés (ligne grise) et des opérateurs commerciaux (ligne bleu clair) en pourcentage de positions ouvertes. Les lignes au-dessous du zéro de l'axe horizontal, les positions nettes, principalement détenues par des opérateurs commerciaux, sont des positions courtes.

Il n'est probablement pas surprenant que les opérateurs commerciaux et les fonds gérés tendent à s'échanger des positions longues et courtes, cependant, ces comportements commerciaux opposés soulèvent d'autres questions concernant la détermination des prix. Comment les opérateurs commerciaux et les fonds gérés négocient-ils les uns avec l'autre ? Quels types d'ordre passent-ils ? Comment les modèles commerciaux se sont-ils modifiés dans le temps ? Avant que le commerce ne devienne électronique, les négociateurs individuels de parquet fournissaient des liquidités aux opérateurs en couverture qui géraient l'exécution de leurs ordres par l'intermédiaire de courtiers, habitués à gérer des centaines d'ordres d'achat et de vente lors de chaque séance de la bourse.

Ordres : à cours limité, au marché et stop

Bien qu'il existe plusieurs types d'ordres qu'un trader peut passer dans le système, les trois ordres les plus courants sont l'ordre à cours limité, l'ordre au marché et l'ordre stop ou à seuil de déclenchement.

L'ordre à cours limité indique un prix maximum d'achat pour tout ordre d'achat et un prix de vente minimum pour tout ordre de vente. Par exemple, un ordre d'achat de 500 contrats à terme d'une marchandise déterminée pour une période de livraison déterminée à 240 USD la tonne (ou moins) est un ordre à cours limité. Les ordres à cours limité restent souvent dans le carnet d'ordres du système durant des jours voire des semaines, ordre « GTC » (*good 'till cancelled*) ou ordre « GTD » (*good 'till date*) et sont parfois appelés ordres « en attente » (*resting order*). De par leur nature, les ordres d'achat à cours limité sont passés en-dessous du prix courant sur le marché et les ordres de vente à cours limité sont passés au-dessus. Ces ordres constituent le carnet d'ordres boursiers.

Les **ordres au marché** sont tout le contraire des ordres à cours limité. Un ordre d'achat au marché de 2 000 contrats du même produit, à la même date de livraison, en l'absence d'un ordre de vente au marché correspondant d'une quantité équivalente, sera associé aux moins chers des ordres en attente dans le carnet d'ordres. Par exemple, supposons que le contrat à terme sur un produit de base indique un prix du marché de 250 USD la tonne à un certain point de

la séance de la bourse (habituellement indiqué par le prix clignotant à l'écran) et supposons en outre que les ordres de vente en attente sont 500 contrats à 251 USD, 500 contrats à 252 USD, et 1 000 contrats à 254 USD. S'il n'y a aucun autre ordre de vente à 250 USD, l'ordre d'achat au marché de 2 000 contrats entraînera une réaction du système de confrontation des échanges qui « prendra » les 2 000 ordres de vente en attente dans le système, et indiquera le cours des prix à terme, soit 251 USD, 252 USD et enfin 254 USD – le tout en un instant. Si d'autres traders considèrent que 254 USD est un prix à terme attractif et qu'ils passent des ordres de vente au marché, ils peuvent faire redescendre le prix sous les 250 USD, car il n'y a aucun autre ordre d'achat entre 250 USD et 254 USD. En d'autres termes, dans le monde du commerce instantané et en l'absence de spéculateurs qui assurent la contrepartie des ordres de marché, les marchés peuvent évoluer « en dents de scie », soit vers le haut soit le bas.

Ordres stop ou à seuil de déclenchement deviennent automatiquement des ordres au marché une fois que le prix atteint le seuil de déclenchement. Les ordres stop sont passés afin de limiter des pertes sur des positions courtes ou longues. Par exemple, un trader avec une position longue sur un produit qui se négocie à 400 USD la tonne peut entrer un seuil de déclenchement à 395 USD la tonne. La position longue sera vendue si le marché négocie à ce prix, mais il n'y a aucune garantie que la position sera liquidée au prix exact de 395 USD. Sur les marchés volatils, le prix de liquidation pourrait être beaucoup plus faible. Les traders décrivent souvent les marchés qui chutent précipitamment comme « *going for the stops* » ce qui signifie que, si des vendeurs agressifs peuvent pousser un marché jusqu'à un point où ils déclenchent des ordres stop, ils pourront faire d'énormes bénéfices sur la baisse des prix quand les ordres de vente automatiques inonderont le système.

En admettant cela, il est évident que connaître la composition des ordres, à cours limité, au marché ou stop et l'utilisation de ces ordres par les deux catégories fonds gérés (3) et opérateurs commerciaux (1), permettrait de mieux comprendre les marchés et même de répondre à certaines questions concernant la volatilité. Logiquement, on pourrait considérer que l'augmentation des volumes enregistrés sur les marchés à terme mondiaux permet d'ajouter les « liquidités » qui sont nécessaires. Un marché liquide est un marché dans lequel n'importe quel opérateur peut entrer et sortir facilement au même prix, dans un délai très court. Cependant, si les ordres au marché, y compris les ordres stop, commencent à dominer les échanges de contrats à terme, cette situation pourrait être

considérée comme déstabilisante. Par expérience, on sait que les gestionnaires de fonds utilisent des programmes techniques sophistiqués qui génèrent des signaux d'achat ou de vente basés sur des modèles de prix ou d'autres variables telles que le sentiment du marché, qui pourraient également expliquer d'importantes fluctuations des marchés, en particulier si ces programmes sont déclenchés simultanément. Par exemple, sur les marchés des actions aux États-Unis, la *Securities Exchange Commission* a déterminé que d'importants ordres de vente au marché avaient entraîné une baisse de 1 000 points du *Dow Jones Industrial Average*¹, soit une baisse de 9 pour cent, en quelques minutes au cours de la session de la bourse du 6 mai 2010 avant correction.

Les marchés à terme sur les produits de base subissent souvent des évolutions, en pourcentage du prix, de cette ampleur voire plus. En avril et en mai de cette année, après que le groupe du *Chicago Market Exchange* (CME)² a réclamé plusieurs hausses des marges du pétrole brut et de l'argent, ces marchés se sont effondrés dans ce que les traders ont appelé une « vague » d'ordres de vente au marché, remarquant que « cela n'aurait pas été la même chose à l'époque de la corbeille » ce qui signifie que, contrairement à autrefois, « quand ils [les fonds] décident de vendre, ils n'hésitent pas à appuyer sur le bouton. »³

Systèmes boursiers de confrontation automatique des ordres

Outre la question des flux d'ordre, il est important d'examiner une question étroitement liée ; à savoir, comment le trading automatique, les systèmes informatisés de confrontation des ordres de la bourse-même, a modifié la formation des prix. Avant l'époque du commerce électronique, les négociateurs individuels ou les courtiers dans les salles boursières assuraient la contrepartie des ordres commerciaux à travers des ordres contraires. La « corbeille » possédait un sens collectif de l'évolution des prix, et les négociateurs individuels ou « *scalpers* » essayaient de faire des bénéfices à l'aide de petites opérations. En effet, les traders adhéraient à des bourses précisément en raison des avantages de l'environnement de la corbeille, tels que le timing, l'information et l'arbitrage. Chaque matin, une fois que les courtiers avaient recueillis les ordres des messagers

qui faisaient la navette entre le parquet et les corbeilles, ils commençaient à annoncer le prix d'ouverture, par exemple « 5 inférieur », « 10 supérieur » ou « offre limite ». Le plus souvent, ces appels d'ouverture se révélaient assez précis. De plus, à tout moment au cours de la séance, les courtiers avaient une idée assez précise des quantités qu'ils pouvaient acheter ou vendre à un certain prix ou dans une petite fourchette de prix. Les informations, telles que les quantités commandées ou offertes à certains prix, les montants échangés, les acteurs impliqués et l'arbitrage entre les mois d'échéance (écarts), provenaient toujours des corbeilles vers les cabines des greffiers, qui à leur tour, au téléphone, les relayaient aux traders et aux commissionnaires sur les marchés à terme qui n'étaient pas présent sur le parquet. Le système a fonctionné assez efficacement, les « dents de scie » que l'on observe sur les marchés électroniques aujourd'hui ne survenaient habituellement que lorsque l'offre était inhabituelle ou qu'il y avait un choc de la demande et que certains négociateurs individuels et commerciaux essayaient d'acheter ou de vendre au marché. Sinon, le système de la corbeille était principalement caractérisé par des placements d'ordres d'achat ou de vente à cours limité de la part des opérateurs commerciaux, pour lesquels les négociateurs individuels agissaient comme preneurs de prix.

La disparition de ce système a été lente. En effet, de nombreux traders et de courtiers de céréales prédisaient que les corbeilles agricoles ne passeraient jamais à un système de confrontation électronique parce que le commerce agricole était en quelque sorte « différent » des autres instruments financiers à terme tels que les contrats à terme sur taux d'intérêt, comme les bons et les certificats du Trésor ou les indices boursiers, comme le *Standard & Poor (S & P) 500*. Toutefois, de nombreux observateurs identifient deux raisons principales de la migration de la corbeille vers la négociation électronique : le décalage des confirmations des transactions, qui, dans un marché d'échanges de gros volumes pouvait être de 30 minutes ou plus, et la préférence de nombreux nouveaux venus pour la négociation anonyme. En outre, les échanges eux-mêmes sont désormais des entités à but lucratif et, à ce titre, leur préférence va au système électronique pour sa plus grande efficacité, sa plus grande clientèle et ses pistes d'audit parfaites des transactions.

Aujourd'hui, alors que seulement à peu près 10 pour cent des échanges se font encore dans les corbeilles, les négociateurs individuels ont disparu. Les petits spéculateurs (*spreaders*), les négociateurs individuels et les petites entreprises de céréales qui pariaient sur les différences de prix entre les mois d'échéance tels que les contrats sur le soja de juillet et de novembre, sont également sur le déclin, même si les gestionnaires de fonds et, plus récemment, la

¹ Les importants ordres de vente ont été passés dans le CME mini S & P 500 et ont eu des répercussions sur l'ensemble des marchés des actions, y compris le DJIA.

² Le groupe CME comprend le Chicago Mercantile Exchange, le Chicago Board of Trade et le New York Mercantile Exchange.

³ <http://www.reuters.com/article/2011/05/06/us-nymex-traders-crash-idUSTRE7456NH20110506>

catégorie des « autres opérateurs »⁽⁴⁾ maintiennent souvent des positions avec de larges écarts, comme cela est indiqué dans le COT. Ceux qui restent, outre les fonds indiciels, sont les très grandes industries céréalières et les fonds spéculatifs, engagés dans ce qui semble une compétition titanesque à coût de milliards de dollars américains. Certains anciens systèmes de confrontation automatique des ordres, tels que le Projet A du *Chicago Board of Trade* (CBOT) qui a été créé dans les années 1990, ont été conçus pour imiter le comportement des corbeilles et permettaient certains aléas dans les attributions des échanges, tout comme un courtier aurait scinder un unique ordre d'achat ou de vente à l'adresse de plusieurs négociateurs individuels ou autres courtiers. Cependant, aujourd'hui, pratiquement tous les systèmes de confrontation établissent les transactions en fonction du moment de passage de l'ordre. En d'autres termes, s'il y a plusieurs ordres d'achat de blé au prix de 7 USD le boisseau, et qu'un vendeur passe un ordre de vente d'une quantité de blé à 7 USD le boisseau, l'ordre qui a été enregistré en premier sera réalisé en premier.

Les systèmes boursiers de confrontation automatique des ordres contiennent certainement des garanties contre les fluctuations extrêmes de prix. Selon le site Web du CME :

« Les ordres au marché passés au CME Group sont réalisés en utilisant une approche du « Marché avec Protection ». Contrairement à un ordre de marché classique, où les clients risquent de voir leurs ordres effectués à des prix extrêmes, les ordres au « marché avec protection » sont exécutés dans une fourchette de prix prédéfinie (la fourchette protégée). Cette fourchette protégée correspond généralement au meilleur prix affiché à l'offre ou à la demande, plus ou moins 50 pourcent de la valeur non-révisable du produit.⁴ Si une partie quelconque de l'ordre ne peut être exécutée dans la fourchette protégée, la quantité manquante reste dans le carnet comme un ordre à cours limité, la limite étant celle de la fourchette protégée. »

Et CME utilise la Stop Spike Logic qui empêche :

« ...des fluctuations de prix excessives causées par des ordres stop en cascade, en introduisant une pause momentanée de la confrontation des offres (*reserved state*), lorsque les seuils de déclenchement pourraient entraîner le marché dans des échanges à des valeurs

en dehors des valeurs prédéfinies (généralement les mêmes que les valeurs non-révisables). Cette pause momentanée permet de passer et d'effectuer de nouveaux ordres malgré les seuils de déclenchement dans une situation similaire à l'ouverture du marché. »

Toutefois, malgré ces garanties, la volatilité a certainement augmenté au cours des dernières années.

Prix versus rapport COT

Un examen des prix à terme comparé à des graphiques du COT (pp. 63-64) entre juin 2006 et mai 2010 révèle une tendance observable dans les cas du maïs, du soja et, dans une moindre mesure, du blé : quand les prix augmentent, les opérateurs commerciaux augmentent leurs positions courtes et lorsque les prix baissent, ils réduisent leurs positions courtes. Confirmant peut-être le vieil adage selon lequel le marché « va toujours dans le sens des ordres », la tendance semble suggérer que les opérateurs commerciaux placent des ordres à cours limité échelonnés à la hausse lorsque le marché est en hausse et des ordres à cours limité échelonnés à la baisse quand le marché est en baisse, et que les fonds gérés placent des ordres d'achat et de vente opposés.

La tendance dans le cas du maïs est importante en raison du changement important opéré en vue de la production d'éthanol qui représente maintenant 40 pour cent de la culture de maïs. Cette situation aurait théoriquement dû faire augmenter les positions longues nettes dans cette catégorie commerciale lorsque, aux États-Unis, il était essentiel de couvrir les contrats à terme sur les stocks de maïs contre la hausse des prix. Mais cela ne s'est pas produit. Quand les prix du maïs ont commencé à augmenter fin 2007, les opérateurs commerciaux ont augmenté le pourcentage de leurs positions courtes nettes et ont fait l'inverse la première semaine de juillet 2008, alors que le marché s'effondrait. De même, en juillet 2010, quand les prix ont flambé, le pourcentage de positions courtes nettes des opérateurs commerciaux enregistrait un record négatif, plus de 50 pour cent, même si elles sont remontées au-dessus de 40 pour cent quelques mois plus tard.

La tendance des prix dans le cas du soja est similaire. Tant que les prix ont augmenté, progressivement entre septembre 2006 et mars 2008, les opérateurs commerciaux ont augmenté leur pourcentage négatif de positions longues nettes d'environ 10 pour cent à plus de 50 pour cent.

Les prix ont augmenté encore nettement en 2011, avec des tendances s'écartant des tendances générales, en particulier dans les cas du maïs et du soja. Fin décembre

⁴ Selon le règlement du CME, cette fourchette est de 0,10 USD le boisseau pour le maïs, le blé et le soja.

2010, alors que les prix étaient orientés à la hausse, le maïs et le soja ont enregistré une hausse spectaculaire⁵ des positions ouvertes et une baisse marquée du pourcentage négatif de positions longues nettes. Fait intéressant, aussi bien les fonds gérés que les opérateurs sur contrat d'échange ont réduit leurs positions longues nettes en pourcentage et en valeur absolue au cours de la même période. En outre, les autres opérateurs (4) ont augmenté leurs positions d'écart (*spread*) à des niveaux record.⁶ Ceci suggère d'éventuelles vastes opérations de couverture des ventes à l'exportation⁷ ou alors, que les opérateurs commerciaux ont peut-être pris conscience que la situation des indicateurs de base s'aggravait et que le maïs et le soja atteindraient des niveaux de prix qui entraîneraient un rationnement de la demande.

L'avenir

La négociation des contrats à terme a connu de nombreux changements au cours de la dernière décennie, des changements qui semblent maintenant permanents. Alors que la volatilité demeure une préoccupation, en particulier concernant les contrats à terme sur les produits agricoles, il est encourageant de constater que les questions du flux des ordres et du trading automatique sont examinées par les bourses. En effet, la *United States InterContinental Exchange* a annoncé qu'elle travaillait à l'amélioration de son système

de trading automatique afin de tenter de contenir la volatilité des prix.

La CFTC a fourni des renseignements importants sur les tendances commerciales des opérateurs commerciaux, des gestionnaires de fonds et des opérateurs sur contrat d'échange. Toutefois, depuis la disparition du flux constant d'informations concernant les prix et les transactions, fournies par les échanges au sein de la corbeille, de plus en plus de questions se posent sur « quoi » ou « qui » détermine les prix. En effet, l'administration américaine a récemment convoqué un groupe de travail, qui comprend la CFTC, pour se pencher sur la possible « spéculation excessive » sur les marchés de l'énergie qui ont enregistré des baisses de prix après que les marges – le montant d'argent que la bourse ou que les chambres de compensation exigent comme garantie initiale de bonne exécution – ont enregistré de fortes hausses. Par conséquent, il est nécessaire d'obtenir plus d'informations sur la composition des ordres afin de déterminer si d'importants déséquilibres des ordres d'achat ou de vente au marché ou des ordres stop, peuvent contribuer à des aberrations de prix à court ou à moyen terme ou à une augmentation de la volatilité. Il est largement admis que les marchés à terme sont « toujours surévalués. » Aujourd'hui, la question est de savoir : « de combien? »

⁵ Autour de 40 pour cent entre juin 2010 et mars 2011.

⁶ Si l'on considère également les positions en option, le COT révèle que les positions d'écart détenues par les autres opérateurs atteignaient un niveau de presque 7 millions de tonnes pendant la semaine du 2 novembre.

⁷ Le Mexique a annoncé fin décembre 2010 qu'il avait couvert ses réserves de maïs destinées à la fabrication de tortillas (4.2 millions de tonnes) en achetant des options d'achat CME et en réservant des volumes de céréales.

UNE ANALYSE DES PICS DES PRIX DU MAÏS, DU BLÉ ET DU SOJA OBSERVÉS EN 2008 ET EN 2011 ET DE LA PARTICIPATION DES INVESTISSEURS SUR LES MARCHÉS À TERME

(Article écrit par Frank S. Rose, College of Business, Université de Lewis, Romeoville, Illinois, États-Unis)

Introduction

En 2008 et à nouveau en 2011, les prix du maïs, du blé et du soja ont atteint des niveaux record, après de longues périodes de hausse. Sur les marchés d'exportation du maïs aux États-Unis, les prix ont enregistré des pics autour de 7,90 USD le boisseau en juin 2008 ; en avril 2011, les prix ont atteint 8,20 USD le boisseau. Les prix du blé ont atteint 10,98 USD le boisseau en février 2008 et 9,50 USD le boisseau en février 2011. Les prix du soja ont augmenté jusqu'à environ 16,60 USD le boisseau en juin 2008 et 14,70 USD le boisseau en janvier 2011.² La figure 1 illustre ces pics, les tendances à la hausse qui les précèdent et les tendances à la baisse qui suivent. Certains marchés d'autres produits, tels que le pétrole brut et le cuivre, ont enregistré des tendances similaires de hausse et de baisse des prix durant ces périodes.

Un certain nombre de facteurs à court et à long terme ont été cités pour expliquer ces flambées des prix, y compris les conditions météorologiques et les problèmes d'approvisionnement qui ont affecté des domaines clés de la production, la faiblesse du dollar américain, la demande croissante de la Chine pour les produits de base, l'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale des États-Unis, l'utilisation du maïs dans la production d'éthanol et le rôle des investisseurs sur les marchés à terme. Cet article, sans chercher une explication de cause à effet, s'intéresse à ce dernier facteur. La question que nous posons est la suivante : « Dans quelle mesure la participation des investisseurs sur les marchés à terme avant et après les flambées des prix du maïs, du blé et du soja en 2008 est-elle comparable à leur participation, avant et après les flambées observées en 2011 ? »

Dans la partie suivante, nous nous intéresserons au comportement que l'on peut s'attendre à observer de quatre groupes d'utilisateurs des marchés à terme, trois groupes d'investisseurs et un groupe de non investisseurs, durant les hausses et baisses des prix avant et après les pics de prix

observés en 2008 et en 2011. Ensuite, nous expliquerons nos données et analyses avant de conclure avec un résumé de nos résultats.

Positionnement sur le marché prévu de quatre groupes d'utilisateurs lors de tendances à la hausse et à la baisse des prix des contrats à terme

Dans cet article, nous examinons la participation sur les marchés à terme de quatre groupes d'utilisateurs : des opérateurs en couverture traditionnels, des opérateurs sur contrats d'échange, des gestionnaires financiers et des traders sur indice. Les opérateurs en couverture traditionnels n'investissent pas sur les marchés à terme, mais nous les incluons à titre de comparaison. Ils utilisent les marchés à terme pour gérer les risques, en prenant des positions (d'achat) longues pour compenser les risques de hausse de prix et des positions (de vente) courtes afin de compenser les risques de chute des prix. Lorsque les prix montent, les entreprises qui ont besoin d'acheter des marchandises physiques sous-jacentes sur les marchés à terme devraient prendre des positions longues. Les entreprises qui souhaitent vendre des marchandises physiques sous-jacentes sur les marchés à terme devraient prendre des positions courtes à divers moments au cours de la tendance à la hausse pour établir les prix de vente ultimes pour leurs produits aux niveaux élevés à ce moment-là.

Ces dernières années, les investisseurs, définis comme étant ceux n'ayant aucun intérêt commercial dans les marchandises physiques sous-jacentes, ont été de plus en plus attirés par les marchés à terme pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'accès est devenu plus facile, les investisseurs comprennent mieux ces marchés et ils n'hésitent plus à les utiliser. Ensuite, le rendement des investissements dans les produits de base soutient favorablement la comparaison avec les rendements des actions, des obligations, de l'immobilier et d'autres investissements. Enfin, les matières premières ont été de plus en plus souvent ajoutées aux portefeuilles comme catégorie d'actif distincte pour réduire le risque global.

Les opérateurs sur contrat d'échange utilisent les marchés à terme comme outil de gestion des risques, mais contrairement aux opérateurs en couverture, leur participation reflète leur offre de divers produits d'investissement sur les marchés de gré à gré (OTC). En général, un opérateur sur contrat d'échange offre des produits d'investissement de gré à gré qui engagent l'opérateur à payer une compensation si le prix des matières premières augmente. Prenons un exemple, un opérateur peut vendre un contrat d'échange à un utilisateur final, un meunier par exemple, qui garantit un prix d'achat de blé de

¹ Prix au comptant f.o.b. Golfe du Mexique.

² Un boisseau de blé ou de soja = 0,02721 tonnes; un boisseau de maïs = 0,02540 tonnes.

7,00 USD le boisseau, pour une quantité déterminée sur une période de temps spécifique. Si le prix d'achat du meunier s'élève au-dessus de 7,00 USD le boisseau, l'opérateur paie au client la différence entre les deux prix conformément aux termes du contrat d'échange. Dans cet exemple, parce qu'il prend un risque sur la possible augmentation des prix des matières premières, l'opérateur couvrira ce risque avec une position longue sur les marchés à terme. Les opérateurs sur contrat d'échange vendent aussi des produits de gré à gré à des investisseurs financiers qui observent ou s'attendent à une tendance à la hausse des prix et de la même façon couvrent ces risques de prix avec des positions longues sur les marchés à terme. Enfin, afin de diversifier leurs portefeuilles, certains investisseurs préfèrent exposer les prix des matières premières aux risques des fluctuations, c'est la raison pour laquelle, afin d'offrir des produits de gré à gré à ces investisseurs « *long-only* », les opérateurs sur contrat d'échange doivent constamment posséder des positions longues sur les marchés à terme pour gérer leurs risques.

Les gestionnaires de fonds négocient au nom de leurs clients et cherchent des possibilités de profit sur les marchés à terme par rapport à d'autres investissements. Si les matières premières ont de meilleurs rendements que d'autres investissements, ils augmenteront la proportion de contrats à terme dans leurs portefeuilles. Ce ne sont pas des investisseurs passifs « *long-only* ». On peut s'attendre à ce que les gestionnaires prennent des positions longues quand les perspectives font état de hausse des prix et des positions courtes lorsque des baisses de prix sont prévues suite à des pics de prix.

Les investissements sur les marchés à terme des traders sur indice se basent sur les indices des produits de base, qui sont fondés sur un ensemble défini de contrats à terme sur des matières premières. Les niveaux d'activité dans cette catégorie d'utilisateur reflètent les transactions des opérateurs sur contrat d'échange qui fournissent à leurs clients des produits de gré à gré basé sur un indice. La catégorie comprend également les gestionnaires de fonds tels que les fonds de pension qui peuvent reproduire ou créer des indices de produits dans le cadre de leur activité commerciale. Les positions des traders sur indice devraient généralement être longues lorsque les marchés montent et courtes lorsqu'ils baissent. Toutefois, la catégorie comprend également des investisseurs passifs, tels que ceux mentionnés ci-dessus, qui maintiennent constamment des positions longues, basées sur un indice à des fins de diversification de portefeuille.

Données et analyse

Les graphiques de la page 71 montrent les hausses, les pics et les baisses des prix du soja, du blé et du maïs sur

les marchés d'exportation aux États-Unis ces cinq dernières années. Nous nous sommes concentrés sur les pics de prix en 2008 et en 2011 et nous avons pris des « instantanés » de la participation sur le marché des quatre groupes d'utilisateurs à différents moments, comme suit : i) au début de la tendance à la hausse des prix qui a conduit au pic ; ii) un mois avant le pic de prix ; iii) le pic de prix ; iv) un mois après le pic de prix ; et v) à la fin de la tendance à la baisse après le pic de prix. Pour illustrer, les pics de prix du maïs en 2008, nous avons pris cinq instantanés, i) mi-juillet 2007, les prix étaient à 3,76 USD le boisseau ; ii) fin mai 2008, 6,23 USD le boisseau ; iii) fin juin 2008, le prix a culminé à 7,90 USD le boisseau ; iv) fin juillet 2008, 6,23 USD le boisseau ; et v) début décembre 2008, les prix sont redescendus à 3,35 USD le boisseau. Aucune donnée n'est rapportée pour la fin de la tendance à la baisse après le pic de 2011, parce que nous ne savons pas s'il y aura une tendance prolongée et, le cas échéant, lorsqu'elle prendra fin.

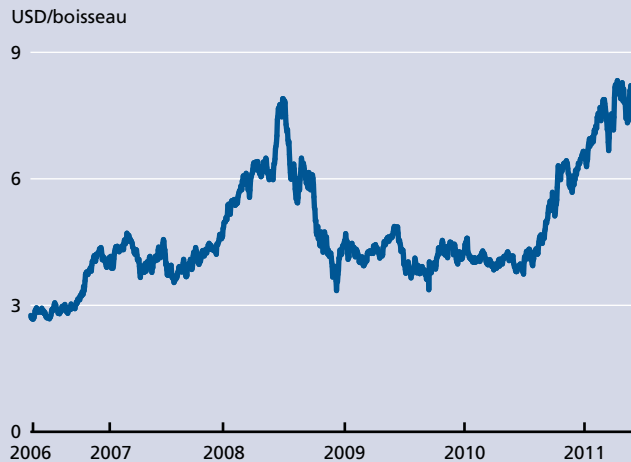
Pour chacun des « instantanés », nous avons compilé des données sur « les positions ouvertes » (c'est-à-dire les positions existantes) des quatre groupes d'utilisateurs sur les marchés à terme et d'options au CBOT. Les données de base proviennent des bases de données du *Commitments of Traders (COT)*, plus précisément du *Disaggregated Commitments of Traders Reports* et du *Commitments of Traders Supplemental Reports*, publiées par la CFTC aux États-Unis. Ces bases de données fournissent des données ventilées concernant les positions ouvertes qui ont été soumises, comme requis par le règlement de la CFTC, par les opérateurs actifs sur les marchés à terme et d'options détenant d'importantes positions sur le marché. Nous avons compilé le total des positions longues de chaque groupe d'utilisateurs, le pourcentage du total des positions longues détenues par le groupe et les positions longues nettes (longues moins courtes) du groupe.

Les résultats de cette compilation de données sont résumés dans les tableaux 1-3 (pp 73-75). Les informations concernant les positions ouvertes pour chaque groupe d'utilisateurs sont données en contrats (5 000 boisseaux/contrat). Il convient de remarquer que le groupe des opérateurs en couverture traditionnels est appelé « Producteurs/négociants/transformateurs/utilisateurs » dans les tableaux, comme c'est le cas dans les bases de données de la CFTC.

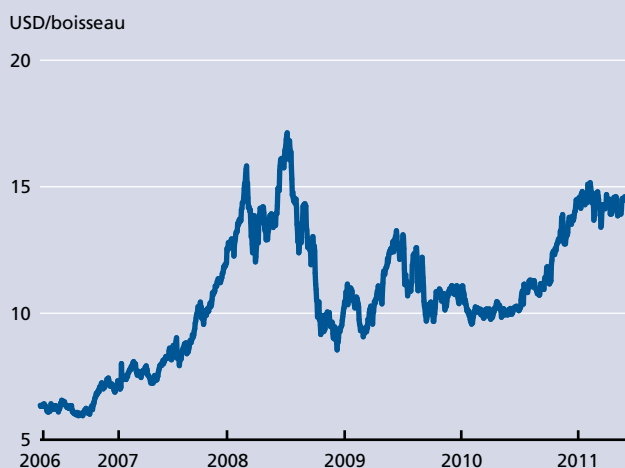
Résumé et Conclusions

La lecture des tableaux permet de faire plusieurs observations. Premièrement, bien que notre objectif ne soit pas l'observation des opérateurs en couverture traditionnels, il est intéressant de noter que, en tant que groupe, leurs

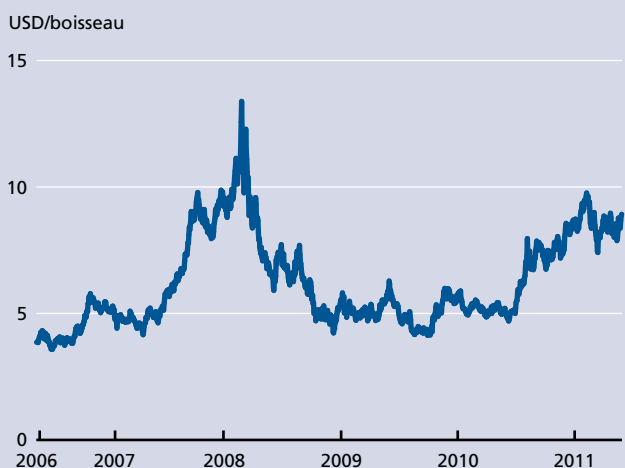
Prix au compaant pour le maïs (américain no. 2 jaune, f.o.b. Golfe) Mai 2006-Mai 2011



Prix au compaant pour le soja (américain no. 1 jaune, f.o.b. Golfe) Mai 2006-Mai 2011



Prix au compaant pour le blé (américain no. 2 soft red, f.o.b. Golfe) Mai 2006-Mai 2011



positions courtes nettes ont augmenté en même temps que les prix et ont diminué quand les prix ont baissé. Ceci suggère qu'une grande partie de ce groupe créait des positions courtes durant la flambée des prix afin d'établir des prix plus élevés pour d'éventuelles ventes de leurs marchandises physiques.

Deuxièmement, chacun des trois groupes d'investisseurs, opérateurs sur contrat d'échange, gestionnaires de fonds et traders sur indice, ont augmenté leurs positions longues et longues nettes quand les prix augmentaient et les ont réduites quand les prix ont chuté. Ceci est cohérent avec les prévisions présentées dans la deuxième section de cet article. Cette tendance n'est pas aussi évidente en 2011, en particulier concernant les positions longues nettes sur le maïs des opérateurs sur contrat d'échange, des gestionnaires de fonds et des traders sur indice (tableau 1). Les positions longues sur le maïs ont atteint un pic en même temps que les prix atteignaient un pic en 2011, mais les positions longues nettes sur le maïs des opérateurs sur contrat d'échange et des traders sur indice, notamment, ont en fait diminué régulièrement dès le début de la tendance à la hausse mi-juin 2010 jusqu'au mois après le pic, mi-mai 2011. Cette différence entre 2008 et 2011 pourrait être liée, en partie, à des différences dans les opportunités d'investissement disponibles pendant les deux périodes. Durant la période qui a précédé les pics de prix en 2008, le marché boursier était globalement en déclin, par conséquent, les investissements sur les produits de base apparaissaient relativement plus attrayants. En revanche, au cours de la flambée des prix en 2011, le S&P 500 augmentait et les bénéfices escomptés des investissements sur les produits de base n'apparaissaient pas aussi évidents.

Il convient également de noter que dans chacun des trois marchés à terme, durant chacune des périodes examinées, le total des positions ouvertes (non rapporté dans les tableaux) a augmenté régulièrement quand les prix grimpaient jusqu'à leurs niveaux record et ont ensuite baissé quand les prix ont chuté.

Troisièmement, en 2011, pendant les pics de prix et au cours des périodes qui les ont précédés et suivis, les niveaux de positions ouvertes longues et de positions longues nettes des groupes d'investisseurs étaient généralement plus importants que ceux enregistrés autour des pics de prix en 2008. Ce n'est pas vrai dans tous les cas ; par exemple, les positions longues nettes sur le maïs des opérateurs sur contrat d'échange et des traders sur indice étaient inférieures en 2011 par rapport à 2008 (tableau 1).

Quatrièmement, certaines données indiquent que les investisseurs réduisent leurs positions longues plus rapidement après les pics de prix qu'ils ne les prennent avant

les pics. Il convient de remarquer, par exemple, la tendance des positions ouvertes avant et après les pics au sein des groupes d'investisseurs sur le marché du soja (tableau 3). Toutefois, comme c'est le cas pour nos autres observations, une analyse plus rigoureuse serait nécessaire avant d'aboutir à des conclusions définitives concernant ce comportement.

Cinquièmement, les positions du groupe des gestionnaires de fonds montrent une tendance un peu plus volatile que les deux autres catégories d'investisseurs. Cela pourrait s'expliquer par le fait que ces opérateurs, en tant que groupe, sont plus enclins à changer constamment leurs positions à la recherche de profits. Il convient de remarquer, par exemple, les fortes hausses de positions longues nettes dès le début des tendances à la hausse en 2011 jusqu'aux pics de prix, sur le marché du maïs de 69 000 à 322 000 contrats, sur celui du blé de 12 000 à 52 000 contrats et de 32 000 à 169 000 contrats sur le marché du soja.

On remarque donc que les opérateurs sur contrat d'échange, les gestionnaires de fond et les traders sur indice ont augmenté leurs positions sur les marchés à terme pendant les périodes examinées alors que les prix augmentaient et qu'ils ont réduit leurs positions tandis que les prix baissaient. Cette tendance ne permet évidemment pas d'établir de lien de cause à effet entre l'activité des investisseurs et la formation des prix. Toutefois, le débat aux États-Unis et ailleurs concernant ce lien, a incité la CFTC à réexaminer ses limites de position ; c'est-à-dire la réglementation limitant la participation des opérateurs autres que ceux en couverture sur les marchés à terme aux États-Unis. Un bref résumé des travaux récents de la CFTC sur les limites de position est présenté séparément.

Tableaux 1: Pics des prix du maïs ; 2008 versus 2011

Positions ouvertes des producteurs/négociants/transformateurs/utilisateurs, opérateurs sur contrat d'échange, gestionnaires de fonds et traders sur indice sur les marchés à terme et d'option sur le maïs du Chicago Board of Trade

(En milliers de contrats, la part en pourcentage du total des positions ouvertes est indiquée entre parenthèses)

	2008		2011	
	Longues	Longues nettes	Longues	Longues nettes
Producteurs/ négociants/transformateurs/utilisateurs				
Début de la tendance à la hausse	389 (23%)	-374	255 (16%)	-330
Mois avant le pic	436 (20%)	-508	450 (19%)	-616
Pic de prix	362 (18%)	-530	459 (19%)	-538
Mois après le pic	437 (22%)	-320	371 (17%)	-525
Fin de la tendance à la baisse	332 (27%)	-129	-	-
Opérateurs sur contrats d'échange				
Début de la tendance à la hausse	376 (22%)	338	471 (29%)	400
Mois avant le pic	478 (22%)	370	463 (20%)	283
Pic de prix	495 (24%)	377	502 (20%)	272
Mois après le pic	422 (22%)	307	443 (21%)	253
Fin de la tendance à la baisse	255 (21%)	187	-	-
Gestionnaires de fonds				
Début de la tendance à la hausse	349 (20%)	117	357 (22%)	69
Mois avant le pic	455 (21%)	231	635 (27%)	375
Pic de prix	429 (21%)	238	629 (26%)	322
Mois après le pic	321 (16%)	124	378 (18%)	302
Fin de la tendance à la baisse	187 (15%)	15	-	-
Traders sur indice				
Début de la tendance à la hausse	376 (22%)	365	513 (32%)	475
Mois avant le pic	462 (22%)	416	497 (21%)	395
Pic de prix	463 (23%)	417	531 (22%)	388
Mois après le pic	402 (21%)	352	494 (23%)	388
Fin de la tendance à la baisse	271 (22%)	333	-	-

Sources des données : Commodity Futures Trading Commission, Commitments of Traders Disaggregated and Supplemental Reports

Tableaux 2: Pics des prix du blé ; 2008 versus 2011

Positions ouvertes des producteurs/négociants/transformateurs/utilisateurs, opérateurs sur contrat d'échange, gestionnaires de fonds et traders sur indice sur les marchés à terme et d'option sur le blé du Chicago Board of Trade

(En milliers de contrats, la part en pourcentage du total des positions ouvertes est indiquée entre parenthèses)

	2008		2011	
	Longues	Longues nettes	Longues	Longues nettes
Producteurs/ négociants/transformateurs/utilisateurs				
Début de la tendance à la hausse	69 (14%)	-122	40 (9%)	-77
Mois avant le pic	49 (9%)	-163	70 (11%)	-197
Pic de prix	53 (9%)	-161	86 (12%)	-208
Mois après le pic	43 (8%)	-159	74 (12%)	-180
Fin de la tendance à la baisse	20 (7%)	-75	-	-
Opérateurs sur contrats d'échange				
Début de la tendance à la hausse	176 (36%)	152	165 (38%)	117
Mois avant le pic	203 (36%)	167	237 (39%)	186
Pic de prix	201 (33%)	162	247 (34%)	176
Mois après le pic	204 (36%)	151	242 (39%)	173
Fin de la tendance à la baisse	132 (42%)	104	-	-
Gestionnaires de fonds				
Début de la tendance à la hausse	112 (23%)	-2	98 (23%)	-12
Mois avant le pic	139 (25%)	25	141 (23%)	39
Pic de prix	159 (26%)	40	169 (23%)	52
Mois après le pic	150 (27%)	45	113 (18%)	21
Fin de la tendance à la baisse	73 (23%)	-1	-	-
Traders sur indice				
Début de la tendance à la hausse	197 (40%)	193	200 (46%)	175
Mois avant le pic	217 (38%)	197	247 (41%)	214
Pic de prix	215 (35%)	191	252 (35%)	208
Mois après le pic	227 (41%)	187	254 (41%)	214
Fin de la tendance à la baisse	151 (48%)	131	-	-

Sources des données : Commodity Futures Trading Commission, Commitments of Traders Disaggregated and Supplemental Reports

Tableaux 3: Pics des prix du soja ; 2008 versus 2011

Positions ouvertes des producteurs/négociants/transformateurs/utilisateurs, opérateurs sur contrat d'échange, gestionnaires de fonds et traders sur indice sur les marchés à terme et d'option sur le soja du Chicago Board of Trade

(En milliers de contrats, la part en pourcentage du total des positions ouvertes est indiquée entre parenthèses)

	2008		2011	
	Longues	Longues nettes	Longues	Longues nettes
Producteurs/ négociants/transformateurs/utilisateurs				
Début de la tendance à la hausse	88 (18%)	-155	105 (18%)	-117
Mois avant le pic	84 (13%)	-215	131 (14%)	-302
Pic de prix	79 (12%)	-235	132 (13%)	-302
Mois après le pic	75 (14%)	-172	141 (17%)	-225
Fin de la tendance à la baisse	91 (21%)	-80	-	-
Opérateurs sur contrats d'échange				
Début de la tendance à la hausse	126 (25%)	120	167 (29%)	138
Mois avant le pic	165 (25%)	141	212 (23%)	155
Pic de prix	169 (26%)	141	210 (21%)	142
Mois après le pic	145 (26%)	121	196 (23%)	123
Fin de la tendance à la baisse	99 (23%)	77	-	-
Gestionnaires de fonds				
Début de la tendance à la hausse	117 (23%)	57	143 (25%)	32
Mois avant le pic	182 (28%)	110	249 (27%)	154
Pic de prix	190 (29%)	119	283 (29%)	169
Mois après le pic	139 (25%)	89	214 (25%)	115
Fin de la tendance à la baisse	88 (20%)	24	-	-
Traders sur indice				
Début de la tendance à la hausse	133 (27%)	130	193 (34%)	179
Mois avant le pic	177 (27%)	166	229 (25%)	196
Pic de prix	182 (28%)	169	224 (23%)	185
Mois après le pic	162 (29%)	149	208 (24%)	161
Fin de la tendance à la baisse	109 (25%)	93	-	-

Sources des données : Commodity Futures Trading Commission, Commitments of Traders Disaggregated and Supplemental Reports

UN RÉSUMÉ DU DÉBAT ACTUEL SUR LA RÉGLEMENTATION DES LIMITES DE POSITION SUR LES CONTRATS À TERME SUR LE MAÏS, LE BLÉ ET LE SOJA AU CHICAGO BOARD OF TRADE

(Article écrit par Frank S. Rose, College of Business, Université de Lewis, Romeoville, Illinois, États-Unis)

Le *Commodity Exchange Act* adopté par les États-Unis en 1936, autorise le gouvernement fédéral et depuis 1974, la *Commodity Futures Trading Commission* (CFTC), à imposer des limites sur le nombre de positions spéculatives sur les marchés à terme. Le but de ce projet de loi est de protéger les marchés d'éventuels effets négatifs sur les prix engendrés par une spéculation « excessive ». La Loi permet des dérogations à ces limites pour les opérateurs qui utilisent les marchés pour les opérations de couverture.

En vertu du *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* promulgué en 2010, la CFTC doit modifier, élargir et renforcer sa réglementation concernant les limites de position. Dans le cadre des améliorations, il est nécessaire que des limites de position soient établies pour les contrats d'échange économiquement équivalents aux contrats à terme et d'options sur les produits agricoles cotés en bourse.

Le 26 janvier 2011, la CFTC a publié un projet de réglementation concernant les limites de position sur 28 marchés à terme sur des produits de base, y compris le maïs, le blé et le soja. La période officielle de consultation publique s'est terminée le 28 mars, mais le débat animé sur les limites de position continue, en partie en raison de l'intérêt pour i) les flambées de prix dans un certain nombre de marchés des matières premières en 2008 et à nouveau en 2011, et ii) le rôle des spéculateurs sur les marchés à terme.

Concernant les contrats à terme sur les produits agricoles négociés au *Chicago Board of Trade* (CBOT), les limites de position déterminées par la CFTC ont été modifiées à maintes reprises depuis 1936. Les niveaux actuels pour le maïs, le blé et le soja, mis à jour en 2005, sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Les limites sont fondées sur les positions longues ou courtes nettes d'un opérateur. Elles sont établies en référence au mois de livraison spécifié dans le contrat à terme. Les limites sont fixées à un niveau inférieur pour le mois « spot », le mois d'échéance et de livraison du contrat, afin de minimiser la possibilité de prix anormaux au cours du processus de livraison causés par des positions trop importantes. Les limites sont également établies pour un seul mois de livraison spécifié par le contrat, hormis le mois spot et pour la totalité des mois

de livraison spécifiés. Comme précédemment indiqué, les opérateurs qui utilisent les marchés pour les opérations de couverture, plutôt qu'à des fins d'investissements, peuvent demander des dérogations à ces limites. Le processus de demande exige de l'opérateur qu'il fournisse les détails de ses opérations sur le marché au comptant et qu'il démontre l'exposition au risque de prix sur le marché au comptant.

En avril 2010, le groupe CME a demandé à la CFTC d'élargir ses limites pour les contrats sur le maïs, le blé et le soja négociés au CBOT, en se basant sur des niveaux plus élevés de positions ouvertes sur les marchés et des parts de marché de positions ouvertes relativement constantes détenues par d'importants opérateurs non-commerciaux. Les niveaux proposés plus élevés sont indiqués dans le tableau. La CFTC envisage cette proposition dans le cadre du réexamen plus vaste de la réglementation des limites de position.

La proposition présentée par la CFTC en janvier, appelle à une mise en œuvre en deux phases de la nouvelle réglementation sur les 28 marchés. Dans la phase de transition initiale, les limites de position pour les contrats sur le maïs, le blé et le soja négociés au CBOT, resteraient à leur niveau actuel. Dans la deuxième phase, deux alternatives ont été avancées et proposées pour une consultation publique. Dans la première variante, les limites sur un seul mois et sur la totalité des mois seraient établies au niveau actuel de la totalité des mois, augmentant ainsi la limite sur un seul mois. Les limites sur le mois spot seraient fixées à 25 pour cent de la quantité livrable durant le mois spot, déterminée par la CFTC. Dans le cadre de la deuxième variante, les limites sur le mois spot seraient également établies à 25 pour cent de la quantité livrable, mais les limites sur un seul mois et sur la totalité des mois seraient définies à un niveau en fonction des positions ouvertes : 10 pour cent des positions ouvertes en-dessous de 25 000 contrats pendant une période de référence, et 2,5 pour cent des positions ouvertes au-delà. À titre d'exemple, si 2010 est utilisé comme période de référence, les limites sur un seul mois et sur la totalité des mois seraient aux niveaux indiqués dans le tableau.

Pour plus de détails sur la réglementation des limites de position aux États-Unis et les propositions de la CFTC, consultez les ressources disponibles sur le site Web de la CFTC, cité comme référence.

Limites de position : contrats sur le maïs, le blé et le soja négociés au Chicago Board of Trade
(Nombre de contrats, chaque contrat = 5 000 boisseaux)

	Mois Spot	Sur un seul mois hormis le mois spot	Totalité des mois
Limites actuelles			
Maïs	600	13 500	22 000 (2.79 millions de tonnes)
Blé	600	5 000	6 500 (8.90 millions de tonnes)
Soja	600	6 500	10 000 (1.37 millions de tonnes)
Proposition du CBOT			
Maïs	600	20 500	33 000 (4.19 millions de tonnes)
Blé	600	9 000	12 000 (1.64 millions de tonnes)
Soja	600	10 000	15 000 (2.06 millions de tonnes)
CFTC Proposed - Initial transitional phase			
Maïs	600	13 500	22 000 (2.79 millions de tonnes)
Blé	600	5 000	6 500 (8.90 millions de tonnes)
Soja	600	6 500	10,000 (1.37 millions de tonnes)
Deuxième Phase – Variante A (utilisation des limites actuelles) :			
Maïs	(25 % de la quantité livrable durant le mois spot)	22 000	22 000 (2.79 million tonnes)
Blé		6 500	6 500 (8.90 millions de tonnes)
Soja		10 000	10 000 (1.37 millions de tonnes)
Deuxième Phase – Variante B, exemple (utilisation d'une formule en fonction des positions ouvertes) :			
Maïs	(25 % de la quantité livrable durant le mois spot)	46 500	46 500 (5.91 millions de tonnes)
Blé		16 200	16 200 (2.22 millions de tonnes)
Soja		19 100	19 100 (2.62 millions de tonnes)

Tous les chiffres de cette colonne donnent les quantités en nombre de contrats et en équivalent tonnes.

Reference

Limites de positions de la Commodity Futures Trading Commission;
http://cftc.gov/LawRegulation/DoddFrankAct/Rulemakings/DF_26_PosLimits/Index.htm

Appendice statistique

Tableau A1 (a) & (b)	Statistiques sur les céréales	80-81
Tableau A2 (a) & (b)	Statistiques sur le blé	82-83
Tableau A3 (a) & (b)	Statistiques sur les céréales secondaires	84-85
Tableau A4 (a) & (b)	Statistiques sur le maïs	86-87
Tableau A5 (a) & (b)	Statistiques sur l'orge	88-89
Tableau A6 (a) & (b)	Statistiques sur le sorgho	90-91
Tableau A7 (a) & (b)	Statistiques sur d'autres céréales secondaires	90-91
Tableau A8 (a) & (b)	Statistiques sur le riz	92-93
Tableau A9	Disponibilités et utilisation de céréales dans les principaux pays exportateurs	94
Tableau A10	Statistiques sur toutes les cultures oléagineuses	95
Tableau A11	Statistiques sur toutes les huiles et matières grasses	96
Tableau A12	Statistiques sur toutes les farines et tourteaux	97
Tableau A13	Statistiques sur le sucre	98
Tableau A14	Statistiques sur toute la viande	99
Tableau A15	Statistiques sur la viande bovine	100
Tableau A16	Statistiques sur la viande ovine	101
Tableau A17	Statistiques sur la viande porcine	102
Tableau A18	Statistiques sur la viande de volaille	103
Tableau A19	Statistiques globales sur le lait et les produits laitiers	104
Tableau A20	Statistiques sur le poisson et les produits halieutiques	105
Tableau A21	Sélection de cours internationaux du blé et des céréales secondaires	106
Tableau A22	Prix à terme du blé et du maïs	107
Tableau A23	Sélection de cours internationaux du riz et indices des prix	108
Tableau A24	Sélection de cours internationaux des produits oléagineux et indices des prix	109
Tableau A25	Sélection de cours internationaux du sucre et indice des prix du sucre	110
Tableau A26	Sélection de cours internationaux du lait et des produits laitiers et indices des prix	111
Tableau A27	Sélection de cours internationaux de la viande	112
Tableau A28	Sélection de cours internationaux de la viande et indices FAO des prix	113
Tableau A29	Indices des prix du poisson (2005 = 100)	114
Tableau A30	Sélection de cours internationaux de produits	115

NOTES

Généralités

- Les estimations et prévisions de la FAO proviennent de sources officielles et non officielles.
- Sauf indication contraire, tous les graphiques et tableaux proviennent des données FAO.
- Les estimations relatives aux importations et exportations mondiales ne coïncident pas toujours, en particulier parce que les expéditions et les livraisons ne se produisent pas nécessairement durant la même campagne de commercialisation.
- Les quantités sont exprimées en tonnes-métrique.
- Tous les totaux sont calculés à partir de chiffres non arrondis
- Les totaux régionaux peuvent comprendre des estimations correspondant à des pays non inclus dans la liste. Les pays énumérés dans les tableaux ont été sélectionnés en fonction de leur importance en termes de production ou d'échanges dans chaque région. Les totaux correspondant à l'Amérique centrale comprennent les pays des Caraïbes.
- Les estimations correspondant à la Chine comprennent également, sauf mention contraire, celles de la Province de Taiwan, la RAS de Hong-Kong et RAS de Macao.
- Jusqu'en 2006 ou 2006/07, l'Union européenne est composée de 25 États membres. À partir de 2007 ou 2007/08, l'Union européenne est composée de 27 États membres.
- '-' signifie nul ou négligeable.

Production

- **Céréales:** Les chiffres portent sur l'année civile pendant laquelle a lieu la récolte ou l'essentiel de la récolte.
- **Sucre:** Les chiffres portent sur le sucre centrifugé provenant de la canne à sucre ou de la betterave, en équivalent brut. Les chiffres se réfèrent à la campagne octobre/septembre.

Utilisation

- **Céréales:** Les chiffres portent sur la campagne de commercialisation de chaque pays.
- **Sucre:** Les chiffres portent sur le sucre centrifugé provenant de la canne à sucre ou de la betterave, en équivalent brut. Les chiffres se réfèrent à la campagne octobre/septembre.

Commerce

- Sauf indication contraire, les échanges commerciaux entre États membres de l'**Union européenne** ne sont pas inclus
- **Blé:** Les données relatives au commerce comprennent la farine de blé en équivalent grains. Sauf indication contraire, la période de référence est juillet/juin.
- **Céréales secondaires:** Sauf indication contraire, la période de référence est juillet/juin
- **Riz, produits laitiers et produits carnés:** La période de référence est janvier/décembre.
- **Graines oléagineuses, huiles et matières grasses et farines et sucre:** Sauf indication contraire, la période de référence est octobre/septembre.

Stocks

- **Céréales:** Les chiffres portent sur les stocks interannuels à la clôture des campagnes agricoles nationales terminant durant l'année indiquée.

CLASSIFICATION DES PAYS

Dans la présentation et l'analyse des données statistiques, les pays sont subdivisés en fonction de leur localisation géographique ainsi qu'en deux grands groupements économiques: « Pays développés » (y compris les pays développés à économie de marché et les marchés en transition) et « Pays en développement » (y compris les pays en développement à économie de marché et pays d'Asie à économie centralement planifiée). Les expressions « Pays développés » et « Pays en développement » sont utilisées pour des raisons de commodité statistique et n'expriment pas nécessairement un jugement sur le degré de développement atteint par tel pays ou telle région..

Des groupements spéciaux de pays sont également mentionnés: Pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), Pays les moins avancés (PMA). Les PFRDV incluent 70 pays qui sont importateurs nets de produits alimentaires de base et ont un revenu par habitant inférieur au niveau fixé par la Banque mondiale pour accéder à l'aide au développement international

(IDA) (soit 1 855 dollars É.-U. en 2008). Le groupe des PMA comprend actuellement 50 pays caractérisés par un revenu bas, un développement insuffisant des ressources humaines et un faible degré de diversification économique. La liste est revue tous les trois ans par le Conseil économique et social des Nations Unies.

DÉNI DE RESPONSABILITÉ

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tableau A1 (a) Statistiques sur les céréales

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009 moyenne	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>
(..... millions de tonnes.....)									
ASIE	973.5	1 007.4	1 029.3	132.4	135.1	135.5	43.7	42.2	46.0
Arabie saoudite	2.0	1.7	1.5	11.2	11.8	12.2	-	-	-
Bangladesh	32.6	35.5	36.2	3.5	4.7	2.8	-	-	-
Chine	415.1	437.0	438.4	9.5	13.0	12.2	2.1	2.1	2.0
Corée, Rép. de	5.0	4.7	4.8	12.2	12.6	12.9	0.1	0.1	0.1
Inde	211.4	215.0	225.7	0.8	0.5	0.3	4.6	3.6	6.6
Indonésie	53.9	60.2	60.3	6.5	8.0	8.4	0.8	1.6	1.7
Iran, Rép. Islamique d'	17.9	19.8	20.1	9.5	5.5	5.7	0.9	0.5	0.2
Iraq	2.6	3.3	2.9	4.2	4.7	5.4	-	-	-
Japon	8.9	8.7	8.5	25.3	25.3	25.3	0.5	0.5	0.4
Kazakhstan	19.7	12.1	17.4	0.1	-	0.1	8.1	5.8	7.3
Myanmar	21.0	20.8	21.0	0.1	0.2	0.2	0.8	0.4	0.6
Pakistan	33.3	32.9	34.5	1.6	0.3	0.2	4.3	3.9	4.1
Philippines	17.6	17.4	18.6	5.2	4.8	4.9	-	-	-
Thaïlande	25.6	25.0	25.7	2.0	2.4	2.4	10.0	10.2	9.9
Turquie	30.4	32.4	32.9	4.0	3.5	3.2	2.8	3.2	3.2
Viet Nam	29.7	31.3	31.9	2.7	4.4	4.1	5.9	7.1	6.5
AFRIQUE	141.6	159.6	157.7	62.0	63.2	62.8	6.2	7.4	7.4
Afrique du Sud	13.3	15.4	13.7	2.6	2.7	2.7	1.8	2.3	2.0
Algérie	3.9	4.7	4.7	7.8	7.8	7.8	-	-	-
Égypte	20.8	19.1	19.7	14.2	16.0	15.8	0.5	0.1	0.1
Éthiopie	15.0	16.8	15.8	1.6	0.8	1.2	0.3	0.5	0.4
Maroc	6.1	7.7	9.2	5.4	6.1	4.6	0.2	0.2	0.2
Nigéria	23.2	25.0	25.2	5.6	6.2	6.6	0.5	0.6	0.6
Soudan	4.8	5.8	5.6	2.0	2.0	2.0	0.2	0.1	0.1
AMÉRIQUE CENTRALE	39.9	40.0	38.9	24.9	25.6	25.4	1.5	1.2	1.1
Mexique	33.9	34.0	32.7	14.7	15.3	15.1	1.3	1.0	1.0
AMÉRIQUE DU SUD	128.9	142.6	141.9	24.4	24.7	24.8	36.6	43.9	41.3
Argentine	35.3	45.6	42.1	-	-	-	23.2	24.5	25.9
Brésil	69.4	72.2	74.3	8.7	7.9	8.0	9.4	14.8	10.8
Chili	3.2	3.4	3.5	2.9	2.9	2.9	0.1	0.1	0.1
Colombie	3.3	3.3	3.4	4.8	5.2	5.4	0.1	0.1	0.1
Pérou	3.8	3.9	3.8	3.2	3.6	3.4	-	-	-
Venezuela	3.7	3.5	3.7	3.0	3.5	3.5	0.1	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	461.3	443.6	468.8	9.2	7.6	8.1	112.0	113.0	104.8
Canada	51.2	45.3	50.5	2.8	1.7	1.8	21.7	21.8	22.4
États-Unis d'Amérique	410.1	398.2	418.3	6.4	5.9	6.3	90.3	91.3	82.5
EUROPE	449.1	403.5	440.3	21.7	17.2	17.9	60.7	45.5	55.1
Russie, Féd. de	94.0	59.6	83.2	0.8	0.8	0.7	19.1	4.9	11.1
Serbie	8.2	9.2	9.2	0.1	0.1	0.1	1.5	1.7	1.8
Ukraine	40.1	38.8	44.0	0.3	0.2	0.2	15.9	11.4	18.1
Union européenne	290.4	279.0	285.6	17.3	13.2	14.0	24.0	27.1	23.6
OCÉANIE	32.3	40.9	38.0	1.3	1.3	1.3	16.0	21.7	20.3
Australie	31.4	40.0	37.1	0.2	0.1	0.1	16.0	21.6	20.2
MONDE	2 226.7	2 237.6	2 314.9	276.0	274.8	276.0	276.8	274.8	276.0
Pays en développement	1 227.9	1 299.9	1 314.4	207.6	212.3	212.3	77.4	86.0	85.9
Pays développés	998.7	937.8	1 000.5	68.4	62.5	63.7	199.4	188.8	190.1
PFRDV	512.4	543.0	553.2	78.7	79.1	81.6	15.5	16.0	19.9
PMA	138.4	155.6	153.5	24.0	22.9	22.6	4.9	6.0	6.7

Tableau A1 (b). Statistiques sur les céréales

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
	(..... millions de tonnes)						(..... Kgl/an)		
ASIE	1 045.8	1 094.4	1 112.5	293.2	320.3	327.2	160.6	161.7	162.2
Arabie saoudite	13.3	13.7	13.8	3.5	3.4	3.3	141.4	141.7	141.1
Bangladesh	35.4	38.0	38.8	6.5	9.7	9.9	169.8	174.4	175.1
Chine	414.4	436.9	444.4	170.4	193.7	198.2	150.4	150.6	150.2
Corée, Rép. de	16.7	17.3	17.4	3.3	4.1	4.4	127.0	125.0	125.7
Inde	203.8	211.4	216.8	40.9	40.7	43.2	153.8	154.9	156.2
Indonésie	58.7	64.8	66.7	7.4	10.6	11.1	208.1	211.2	215.1
Iran, Rép. Islamique d'	25.9	26.2	26.6	4.6	4.0	3.0	199.2	197.0	196.6
Iraq	7.6	8.3	8.3	1.6	1.8	2.1	195.2	196.5	195.9
Japon	33.9	33.5	33.3	4.7	4.9	4.9	130.5	129.3	129.1
Kazakhstan	10.2	9.8	9.9	5.4	3.8	4.0	163.3	166.1	165.8
Myanmar	20.4	20.8	21.0	5.6	5.3	4.9	250.2	253.9	254.0
Pakistan	30.0	30.4	30.7	3.5	2.9	2.8	152.0	148.2	149.4
Philippines	22.2	23.0	23.5	4.0	3.8	3.8	161.8	162.2	162.9
Thaïlande	17.1	17.8	17.9	5.5	5.7	6.2	143.8	147.8	148.3
Turquie	32.5	32.8	32.7	4.6	4.3	4.5	223.0	224.2	221.4
Viet Nam	26.9	28.5	29.0	5.6	5.2	5.8	206.3	209.6	210.5
AFRIQUE	196.7	212.7	215.8	30.2	37.1	34.4	147.7	150.3	150.2
Afrique du Sud	14.0	14.6	14.9	2.5	3.9	3.2	172.1	170.9	171.6
Algérie	11.9	12.7	12.8	3.5	3.6	3.2	230.0	233.9	233.1
Égypte	33.6	35.4	35.8	5.4	6.7	6.3	266.8	266.5	265.0
Éthiopie	15.9	17.3	17.2	1.4	1.8	1.2	163.4	165.6	165.0
Maroc	11.7	13.2	13.4	2.2	3.4	3.7	242.6	246.3	248.3
Nigéria	28.4	30.6	31.1	1.4	1.6	1.6	140.8	143.6	143.3
Soudan	6.9	7.4	7.5	2.0	1.8	1.9	140.3	141.4	141.5
AMÉRIQUE CENTRALE	63.6	64.0	64.3	5.3	5.5	5.0	166.3	166.3	166.0
Mexique	47.5	47.6	47.7	3.3	3.7	3.3	202.6	202.5	202.0
AMÉRIQUE DU SUD	115.0	122.0	124.2	17.6	17.4	18.8	122.6	124.0	124.3
Argentine	12.5	15.2	15.3	4.5	6.3	6.7	133.2	131.9	134.9
Brésil	66.5	69.4	71.0	6.9	5.3	6.2	117.3	118.4	118.5
Chili	6.1	6.2	6.4	0.7	0.6	0.6	151.6	151.6	151.6
Colombie	8.3	8.7	8.7	1.2	0.9	1.0	107.5	111.7	111.4
Pérou	6.8	7.4	7.4	1.2	1.4	1.3	140.5	143.8	143.9
Venezuela	6.6	6.9	7.0	0.8	0.7	0.9	131.0	134.7	136.2
AMÉRIQUE DU NORD	347.0	371.5	373.0	77.1	56.1	55.5	110.3	109.0	108.7
Canada	29.4	28.4	29.2	11.7	9.2	9.4	100.0	95.6	94.0
États-Unis d'Amérique	317.6	343.1	343.8	65.4	46.9	46.1	111.4	110.5	110.2
EUROPE	404.0	397.4	403.2	58.1	44.0	43.4	139.8	139.3	139.8
Russie, Féd. de	72.5	67.9	71.2	13.4	3.7	5.3	150.1	146.9	148.0
Serbie	6.8	7.8	7.8	1.0	1.1	0.8	164.5	164.0	163.7
Ukraine	24.7	25.5	25.4	3.9	5.5	6.2	176.8	176.5	176.1
Union européenne	280.6	276.6	278.8	37.0	31.3	28.0	133.3	133.5	134.0
OCÉANIE	17.0	17.0	18.3	6.1	9.7	9.7	91.4	92.2	95.5
Australie	15.0	14.9	16.2	5.7	9.2	9.3	102.1	102.8	109.0
MONDE	2 189.1	2 279.1	2 311.3	487.5	490.0	493.9	151.6	152.5	152.9
Pays en développement	1 341.1	1 413.3	1 436.7	329.6	363.6	369.1	156.2	157.5	157.9
Pays développés	848.0	865.8	874.6	157.9	126.4	124.9	133.1	132.4	132.6
PFRDV	568.1	603.2	615.2	96.9	107.8	108.2	156.2	158.0	158.9
PMA	155.7	168.6	171.2	29.2	35.6	34.0	145.6	149.4	149.6

Tableau A2 (a). Statistiques sur le blé

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009 moyenne	2010 estim.	2011 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
(..... millions de tonnes.....)									
ASIE	287.0	289.3	297.2	57.0	54.8	56.0	14.7	13.0	15.6
Arabie saoudite	1.7	1.3	1.1	1.1	1.7	2.0	-	-	-
Bangladesh	0.8	0.9	1.0	2.7	3.4	2.0	-	-	-
Chine	112.3	115.1	114.5	2.3	3.1	3.3	0.6	1.1	0.9
dont Province de Taiwan	-	-	-	1.2	1.2	1.2	-	-	-
Corée, Rép. de	-	-	-	3.6	4.0	4.5	0.1	0.1	0.1
Inde	78.4	80.8	84.3	0.7	0.3	0.1	0.1	0.3	1.9
Indonésie	-	-	-	5.3	5.5	5.5	-	-	-
Iran, Rép. Islamique d'	12.6	13.5	13.5	4.0	1.2	1.2	0.9	0.5	0.2
Iraq	1.6	1.9	1.7	3.1	3.4	4.1	-	-	-
Japon	0.8	0.8	0.8	5.2	5.2	5.1	0.3	0.3	0.2
Kazakhstan	16.5	10.0	14.5	-	-	-	7.5	5.5	7.0
Pakistan	22.8	23.3	24.0	1.6	0.2	0.2	1.2	1.2	1.0
Philippines	-	-	-	2.8	3.1	3.1	-	-	-
Thaïlande	-	-	-	1.3	1.4	1.4	0.1	0.1	0.2
Turquie	18.5	19.7	20.5	2.9	2.8	2.5	2.6	3.0	3.0
AFRIQUE	21.8	21.9	24.1	36.1	37.2	36.3	1.0	0.9	0.8
Afrique du Sud	2.0	1.4	1.7	1.3	1.6	1.6	0.2	0.3	0.2
Algérie	2.3	3.1	3.1	5.5	5.4	5.4	-	-	-
Égypte	8.0	7.2	7.9	9.2	10.0	10.0	-	-	-
Éthiopie	2.8	3.0	2.7	1.3	0.8	1.2	-	-	-
Maroc	3.9	4.9	5.9	3.4	3.9	2.5	0.2	0.2	0.2
Nigéria	0.1	0.1	0.1	3.6	4.1	4.2	0.2	0.2	0.2
Tunisie	1.3	0.8	1.3	1.9	2.0	1.6	0.2	0.1	0.1
AMÉRIQUE CENTRALE	4.0	3.7	4.1	6.9	7.3	7.0	1.1	0.9	0.9
Cuba	-	-	-	0.8	0.8	0.8	-	-	-
Mexique	3.9	3.7	4.0	3.2	3.5	3.2	1.0	0.8	0.9
AMÉRIQUE DU SUD	20.3	25.6	23.6	12.9	13.0	12.8	9.4	11.4	10.2
Argentine	11.2	14.7	14.0	-	-	-	7.6	7.5	8.0
Brésil	5.0	6.0	5.0	6.6	6.6	6.7	0.8	2.2	0.7
Chili	1.3	1.6	1.6	0.8	0.8	0.7	-	-	-
Colombie	-	-	-	1.4	1.4	1.4	-	-	-
Pérou	0.2	0.2	0.2	1.5	1.7	1.5	-	-	-
Venezuela	-	-	-	1.5	1.7	1.7	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	86.6	83.3	81.2	2.8	3.0	3.0	45.7	52.0	46.5
Canada	25.2	23.2	26.2	0.1	-	-	17.4	17.0	17.5
États-Unis d'Amérique	61.4	60.1	55.0	2.7	3.0	3.0	28.3	35.0	29.0
EUROPE	221.3	202.2	218.9	8.9	7.0	9.1	43.4	28.8	35.9
Russie, Féd. de	58.3	41.5	55.0	0.2	-	0.1	16.1	4.2	8.5
Ukraine	19.6	17.2	20.2	0.1	0.1	0.1	7.6	3.6	8.0
Union européenne	136.3	136.8	137.0	6.5	5.0	7.0	19.1	20.5	19.0
OCÉANIE	19.3	26.6	24.6	0.6	0.7	0.7	11.6	16.0	15.0
Australie	19.0	26.3	24.3	-	-	-	11.6	16.0	15.0
MONDE	660.3	652.6	673.6	125.1	123.0	125.0	126.9	123.0	125.0
Pays en développement	302.4	316.9	320.5	99.9	99.2	99.1	18.0	20.1	19.9
Pays développés	357.8	335.7	353.1	25.2	23.7	25.9	108.9	102.9	105.1
PFRDV	135.2	139.3	142.9	49.5	47.6	49.5	2.1	1.9	3.5
PMA	10.4	11.3	10.6	14.9	13.6	13.8	0.2	0.1	0.1

Tableau A2 (b). Statistiques sur le blé

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
	(..... millions de tonnes)						(..... Kg/an)		
ASIE	324.3	336.3	339.4	102.5	108.8	107.3	64.1	65.0	64.9
Arabie saoudite	2.7	2.8	2.9	1.4	1.9	2.2	98.2	98.7	98.2
Bangladesh	3.1	3.3	3.0	1.3	3.2	3.2	18.4	18.8	16.5
Chine	113.3	116.6	117.4	53.6	57.6	57.2	64.4	64.9	64.4
dont Province de Taiwan	1.2	1.2	1.2	0.3	0.4	0.4	46.6	47.3	47.2
Corée, Rép. de	3.5	4.1	4.3	0.4	0.7	0.9	48.5	48.5	49.3
Inde	77.3	81.9	83.0	19.0	18.5	18.0	59.7	61.6	61.5
Indonésie	5.1	5.3	5.4	2.4	2.8	2.9	19.2	19.4	19.6
Iran, Rép. Islamique d'	15.3	15.4	15.5	3.4	3.0	2.0	165.5	165.2	164.5
Iraq	5.4	5.6	5.8	1.4	1.6	1.9	148.8	149.4	149.1
Japon	5.8	5.8	5.8	0.6	0.6	0.6	41.5	41.7	41.5
Kazakhstan	7.5	7.5	7.5	4.9	3.7	3.7	148.8	150.9	150.6
Pakistan	22.9	23.0	23.2	1.7	1.4	1.4	126.8	123.0	124.7
Philippines	2.7	3.1	3.1	0.5	0.6	0.6	25.7	26.7	26.2
Thaïlande	1.1	1.3	1.3	0.2	0.3	0.3	12.4	14.3	14.5
Turquie	19.0	19.5	19.8	2.2	2.5	2.7	197.5	198.1	195.7
AFRIQUE	56.0	59.5	60.3	13.7	15.4	14.5	49.9	49.9	49.7
Afrique du Sud	3.0	3.0	3.0	0.7	0.5	0.5	57.5	57.3	56.8
Algérie	8.0	8.5	8.6	2.7	2.7	2.5	207.9	211.7	211.3
Égypte	16.4	17.3	17.6	3.2	4.7	5.0	181.6	181.9	181.8
Éthiopie	3.9	4.1	4.1	0.5	0.5	0.2	39.6	40.4	40.5
Maroc	7.5	8.2	8.2	1.4	2.0	2.0	189.3	191.5	192.2
Nigéria	3.3	4.0	4.1	0.5	0.7	0.7	18.7	20.6	20.7
Tunisie	2.9	3.0	3.1	1.3	1.0	0.8	215.7	216.9	216.7
AMÉRIQUE CENTRALE	10.0	10.0	10.1	1.0	1.1	1.1	45.6	45.4	45.3
Cuba	0.8	0.8	0.8	-	-	-	57.6	57.3	57.3
Mexique	6.4	6.3	6.4	0.5	0.6	0.6	50.7	50.6	50.6
AMÉRIQUE DU SUD	24.6	25.5	25.7	5.4	5.6	6.0	59.6	59.9	59.8
Argentine	4.8	5.0	5.1	2.4	2.4	3.0	116.6	116.8	116.9
Brésil	10.7	11.0	11.0	1.1	0.9	1.0	52.0	52.5	52.0
Chili	2.2	2.3	2.3	0.2	0.3	0.2	121.2	121.3	121.3
Colombie	1.3	1.4	1.4	0.2	0.2	0.2	27.2	27.5	28.0
Pérou	1.7	1.8	1.8	0.4	0.5	0.4	56.4	56.6	56.7
Venezuela	1.6	1.7	1.7	0.3	0.2	0.2	56.3	56.2	57.0
AMÉRIQUE DU NORD	38.5	40.2	42.0	23.8	28.5	24.3	81.5	79.7	79.6
Canada	7.2	8.1	8.2	6.3	5.7	5.8	83.4	79.7	78.0
États-Unis d'Amérique	31.3	32.1	33.7	17.6	22.8	18.5	81.3	79.7	79.8
EUROPE	182.9	190.3	190.5	28.5	22.8	23.9	112.4	112.6	112.7
Russie, Féd. de	40.1	46.4	45.3	9.3	3.0	4.3	115.2	115.2	115.1
Ukraine	12.0	12.4	12.4	2.4	3.4	3.3	125.4	126.2	126.2
Union européenne	122.3	123.1	124.5	15.3	15.5	15.5	110.3	110.6	110.8
OCÉANIE	7.9	8.5	9.0	3.5	5.5	5.8	69.3	68.8	68.6
Australie	7.0	7.5	8.0	3.2	5.2	5.5	82.7	82.7	82.8
MONDE	644.2	670.3	677.0	178.5	187.8	182.9	67.4	67.7	67.5
Pays en développement	381.3	397.6	401.6	112.9	122.2	120.4	59.8	60.4	60.2
Pays développés	262.9	272.7	275.4	65.6	65.6	62.5	97.4	97.2	97.2
PFRDV	178.9	188.3	190.3	41.4	45.1	44.2	53.2	54.0	53.9
PMA	23.8	25.6	25.4	7.4	9.1	8.2	25.7	26.2	25.8

Tableau A3 (a). Statistiques sur les céréales secondaires

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009 moyenne	2010 estim.	2011 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
(..... millions de tonnes.....)									
ASIE	277.4	298.7	301.9	61.2	64.7	64.3	5.5	4.4	5.6
Arabie saoudite	0.4	0.4	0.4	9.0	8.9	9.0	-	-	-
Chine	170.9	186.7	187.4	6.2	8.7	7.8	0.6	0.2	0.1
dont Province de Taiwan	0.1	0.1	0.1	4.5	4.8	4.9	-	-	-
Corée, Rép. de	0.3	0.4	0.3	8.3	8.3	8.1	-	-	-
Corée, R.P.D.	1.7	1.8	1.8	0.3	0.8	0.5	-	-	-
Inde	38.1	40.1	41.4	-	0.1	0.1	1.9	1.0	2.0
Indonésie	15.7	18.4	17.9	0.7	1.6	2.0	0.8	1.6	1.6
Iran, Rép. Islamique d'	3.8	4.7	5.0	4.3	3.2	3.4	-	-	-
Japon	0.2	0.2	0.2	19.4	19.4	19.5	-	-	-
Malaisie	-	-	-	2.7	2.7	2.8	-	-	-
Pakistan	4.0	4.0	3.8	-	-	-	-	-	-
Philippines	6.9	6.4	7.3	0.3	0.4	0.3	-	-	-
Thaïlande	4.4	4.1	4.4	0.4	0.6	0.6	0.7	0.4	0.7
Turquie	11.4	12.2	11.9	0.8	0.5	0.5	0.2	0.2	0.2
Viet Nam	4.4	4.7	4.8	1.0	1.6	1.7	-	-	-
AFRIQUE	104.4	121.6	117.6	16.3	16.2	16.4	4.6	6.2	6.3
Afrique du Sud	11.3	13.9	12.0	0.4	0.2	0.2	1.6	2.0	1.8
Algérie	1.5	1.6	1.6	2.3	2.4	2.4	-	-	-
Égypte	8.3	8.9	8.8	5.0	5.9	5.7	-	-	-
Éthiopie	12.1	13.7	12.9	0.3	-	-	0.3	0.5	0.4
Kenya	2.8	3.1	2.7	1.0	0.6	1.3	-	-	-
Maroc	2.1	2.8	3.3	2.1	2.2	2.1	-	-	-
Nigéria	20.8	22.3	22.4	0.1	0.2	0.2	0.3	0.4	0.4
Soudan	4.2	5.3	5.1	0.4	0.4	0.4	0.2	0.1	0.1
Tanzanie, Rép.-Unie de	4.5	4.7	4.3	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	-
AMÉRIQUE CENTRALE	34.2	34.4	32.9	15.9	16.2	16.3	0.4	0.2	0.1
Mexique	29.8	30.2	28.5	10.8	11.1	11.3	0.3	0.2	0.1
AMÉRIQUE DU SUD	92.5	101.1	100.7	10.4	10.4	10.7	24.9	30.0	28.6
Argentine	23.3	30.0	27.0	-	-	-	15.2	16.5	17.4
Brésil	56.4	58.4	60.2	1.4	0.7	0.6	8.1	12.0	9.5
Chili	1.8	1.8	1.8	1.9	2.0	2.2	0.1	0.1	0.1
Colombie	1.4	1.4	1.4	3.4	3.7	3.9	-	-	-
Pérou	1.7	1.8	1.7	1.6	1.8	1.8	-	-	-
Venezuela	2.8	2.8	3.0	1.4	1.5	1.5	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	368.1	352.7	380.8	5.4	3.6	4.1	62.9	57.7	54.9
Canada	26.0	22.2	24.3	2.4	1.3	1.4	4.3	4.8	4.9
États-Unis d'Amérique	342.1	330.6	356.5	3.0	2.4	2.6	58.6	52.9	50.0
EUROPE	225.5	198.6	218.7	11.1	8.5	7.0	17.1	16.0	18.5
Russie, Féd. de	35.1	17.4	27.5	0.4	0.6	0.4	2.9	0.4	2.3
Serbie	6.1	7.6	7.6	-	-	-	1.1	1.4	1.6
Ukraine	20.3	21.5	23.7	-	-	-	8.2	7.8	10.1
Union européenne	152.4	140.3	146.7	9.5	7.0	5.7	4.8	6.2	4.3
OCÉANIE	13.0	14.1	12.9	0.2	0.2	0.2	4.3	5.4	4.9
Australie	12.4	13.5	12.3	-	-	-	4.3	5.4	4.9
MONDE	1 115.0	1 121.3	1 165.4	120.6	120.0	119.0	119.6	120.0	119.0
Pays en développement	491.4	537.7	536.0	82.1	86.0	86.1	33.1	38.6	38.5
Pays développés	623.6	583.5	629.4	38.5	34.0	32.9	86.6	81.4	80.5
PFRDV	166.6	185.7	184.1	14.5	16.1	16.7	6.0	7.3	8.5
PMA	59.9	71.0	68.7	2.8	2.4	2.4	2.9	3.9	4.1

Tableau A3 (b). Statistiques sur les céréales secondaires

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
	(..... millions de tonnes)						(..... Kg/an)		
ASIE	330.5	352.8	359.4	73.6	81.3	82.7	14.8	14.8	14.8
Arabie saoudite	9.6	9.8	9.8	1.9	1.4	1.0	3.8	3.7	3.6
Chine	173.7	189.3	195.0	52.6	60.9	61.2	9.0	8.8	9.1
dont Province de Taiwan	4.8	4.9	4.9	0.5	0.3	0.3	7.0	7.0	7.0
Corée, Rép. de	8.5	8.5	8.4	1.9	2.0	2.0	4.4	4.4	4.3
Corée, R.P.D.	2.1	2.5	2.3	-	0.1	0.1	70.0	86.2	78.6
Inde	36.2	37.8	38.3	2.8	3.1	4.2	21.3	21.9	21.3
Indonésie	15.5	17.6	18.4	1.4	2.4	2.4	31.8	30.0	31.5
Iran, Rép. Islamique d'	7.9	8.2	8.4	1.0	0.7	0.7	1.4	1.4	1.3
Japon	19.7	19.7	19.6	1.8	1.7	1.8	29.2	29.3	29.3
Malaisie	2.7	2.9	2.9	0.3	0.3	0.1	1.7	1.7	1.6
Pakistan	4.0	4.0	3.9	1.1	1.1	1.0	9.9	8.6	8.1
Philippines	7.1	7.3	7.5	0.9	0.5	0.6	16.2	14.8	15.4
Thaïlande	4.2	4.3	4.3	0.2	0.2	0.2	2.8	2.7	2.7
Turquie	12.8	12.6	12.2	2.4	1.8	1.8	16.9	16.9	16.7
Viet Nam	5.4	6.1	6.2	1.1	1.2	1.5	7.1	7.1	7.4
AFRIQUE	116.5	127.3	128.8	13.4	18.9	17.7	76.4	78.5	78.4
Afrique du Sud	10.1	10.8	11.0	1.8	3.4	2.7	97.7	97.8	97.7
Algérie	3.8	4.1	4.1	0.8	0.9	0.7	20.0	20.0	19.7
Égypte	13.3	14.5	14.7	0.8	1.2	1.0	46.8	46.6	45.8
Éthiopie	12.0	13.0	12.9	1.0	1.3	0.9	122.7	123.7	123.0
Kenya	3.9	4.1	4.1	1.3	0.9	0.8	88.6	89.1	89.1
Maroc	4.2	5.0	5.2	0.8	1.4	1.7	52.3	53.9	55.0
Nigéria	20.8	22.0	22.2	0.6	0.7	0.7	97.4	97.8	96.6
Soudan	4.9	5.2	5.2	0.6	0.5	0.7	91.4	90.9	91.0
Tanzanie, Rép.-Unie de	4.4	4.6	4.6	0.6	0.6	0.4	89.3	87.6	87.4
AMÉRIQUE CENTRALE	49.8	50.1	50.2	3.9	4.0	3.5	101.9	101.9	101.6
Mexique	40.3	40.5	40.5	2.8	3.1	2.7	144.9	144.9	144.7
AMÉRIQUE DU SUD	75.1	80.9	82.5	10.8	10.8	11.4	26.8	27.5	27.6
Argentine	7.2	9.8	9.7	2.0	3.9	3.7	7.5	7.4	7.4
Brésil	47.4	50.1	51.4	5.6	4.2	4.7	24.0	25.1	25.4
Chili	3.7	3.8	3.9	0.4	0.3	0.3	18.9	18.9	18.9
Colombie	5.0	5.1	5.2	0.8	0.6	0.7	41.6	41.9	42.0
Pérou	3.2	3.6	3.5	0.5	0.6	0.6	24.6	24.6	24.6
Venezuela	4.1	4.3	4.3	0.4	0.4	0.7	50.0	50.4	49.6
AMÉRIQUE DU NORD	304.2	326.7	326.6	52.2	25.8	29.6	18.1	18.3	18.2
Canada	21.8	20.0	20.6	5.4	3.5	3.6	6.2	5.9	6.0
États-Unis d'Amérique	282.4	306.7	306.0	46.8	22.3	26.1	19.4	19.7	19.5
EUROPE	217.4	203.5	208.8	29.0	20.5	18.9	22.8	22.1	22.2
Russie, Féd. de	31.7	21.0	25.2	4.0	0.6	1.0	30.5	27.8	28.8
Serbie	5.0	6.2	6.2	0.7	0.9	0.7	20.9	20.9	20.8
Ukraine	12.5	12.9	12.8	1.5	2.1	3.0	47.8	46.1	45.6
Union européenne	155.6	150.7	151.4	21.2	15.3	12.0	18.0	17.9	17.9
OCÉANIE	8.6	8.0	8.6	2.6	4.1	3.8	8.2	8.1	8.1
Australie	7.9	7.2	7.8	2.5	4.0	3.7	10.6	10.5	10.4
MONDE	1 102.2	1 149.3	1 164.9	185.4	165.5	167.7	28.0	28.5	28.5
Pays en développement	535.2	574.3	584.1	97.1	109.8	110.3	29.1	29.8	29.8
Pays développés	567.0	575.0	580.8	88.3	55.8	57.4	23.6	23.2	23.2
PFRDV	175.1	189.6	192.3	18.8	23.3	23.4	37.4	38.4	38.2
PMA	59.6	66.1	67.0	7.8	11.4	11.3	54.2	56.8	57.0

Tableau A4 (a). Statistiques sur le maïs

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009 moyenne	2010 estim.	2011 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
(..... millions de tonnes)									
ASIE	229.5	250.0	252.1	45.0	49.6	49.0	4.7	4.0	5.1
Chine	160.8	177.3	178.0	4.5	6.7	5.8	0.6	0.2	0.1
dont Province de Taiwan	-	-	-	4.4	4.6	4.7	-	-	-
Corée, Rép. de	0.1	0.1	0.1	8.2	8.2	8.0	-	-	-
Corée, R.P.D.	1.6	1.7	1.7	0.3	0.8	0.5	-	-	-
Inde	18.5	20.2	20.6	-	0.1	0.1	1.9	1.0	2.0
Indonésie	15.7	18.4	17.9	0.7	1.5	2.0	0.8	1.6	1.6
Iran, Rép. Islamique d'	1.3	1.0	1.3	3.0	2.8	3.0	-	-	-
Japon	-	-	-	16.4	16.4	16.5	-	-	-
Malaisie	-	-	-	2.7	2.7	2.8	-	-	-
Pakistan	3.5	3.6	3.3	-	-	-	-	-	-
Philippines	6.9	6.4	7.3	0.3	0.4	0.3	-	-	-
Thaïlande	4.3	3.9	4.2	0.4	0.6	0.6	0.7	0.4	0.7
Turquie	4.0	4.3	4.0	0.6	0.3	0.3	0.1	0.1	0.1
Viet Nam	4.4	4.7	4.8	1.0	1.5	1.6	-	-	-
AFRIQUE	56.0	66.6	63.9	13.7	14.1	14.6	3.4	4.8	4.7
Afrique du Sud	10.8	13.4	11.5	0.3	-	-	1.6	2.0	1.8
Algérie	-	-	-	2.1	2.3	2.3	-	-	-
Égypte	7.3	8.0	7.9	5.0	5.8	5.6	-	-	-
Éthiopie	4.4	4.8	4.6	0.1	-	-	0.1	0.1	0.1
Kenya	2.6	2.8	2.5	0.9	0.6	1.2	-	-	-
Maroc	0.1	0.2	0.2	1.7	2.0	2.0	-	-	-
Nigéria	7.9	9.3	9.3	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3
Tanzanie, Rép.-Unie de	3.4	3.6	3.3	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	-
AMÉRIQUE CENTRALE	26.6	26.3	25.3	13.6	13.5	13.9	0.4	0.2	0.1
Mexique	22.7	22.4	21.3	8.6	8.5	8.8	0.3	0.2	0.1
AMÉRIQUE DU SUD	83.4	89.4	89.7	9.0	8.8	9.1	22.8	27.3	26.1
Argentine	19.0	22.7	20.9	-	-	-	13.3	14.0	15.0
Brésil	54.0	56.1	57.7	1.0	0.3	0.3	8.0	12.0	9.5
Chili	1.4	1.4	1.4	1.5	1.3	1.5	0.1	-	-
Colombie	1.3	1.3	1.3	3.0	3.4	3.6	-	-	-
Pérou	1.5	1.5	1.5	1.5	1.7	1.7	-	-	-
Venezuela	2.4	2.4	2.5	1.3	1.5	1.5	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	334.4	327.9	354.4	2.7	1.8	1.9	53.5	50.7	48.0
Canada	10.6	11.7	11.4	2.3	1.2	1.4	0.4	1.7	1.5
États-Unis d'Amérique	323.8	316.2	343.0	0.4	0.6	0.6	53.0	49.0	46.5
EUROPE	80.1	83.3	90.2	8.0	6.5	5.5	6.8	7.2	10.0
Russie, Féd. de	4.9	3.1	4.5	0.3	0.2	0.1	0.6	0.1	0.3
Serbie	5.7	7.2	7.2	-	-	-	1.1	1.4	1.6
Ukraine	8.2	11.3	13.0	-	-	-	3.6	4.5	6.5
Union européenne	56.6	56.4	59.9	7.1	5.8	5.0	1.6	1.2	1.5
OCÉANIE	0.5	0.5	0.6	-	-	-	-	-	-
MONDE	810.5	844.0	876.1	92.0	94.3	94.0	91.5	94.3	94.0
Pays en développement	383.0	417.5	417.9	63.3	68.2	68.8	29.6	34.4	34.2
Pays développés	427.5	426.5	458.2	28.7	26.1	25.3	61.9	60.0	59.8
PFRDV	99.3	111.2	111.4	12.2	14.3	14.9	4.8	5.8	6.8
PMA	30.1	34.9	35.0	1.8	1.8	1.8	1.8	2.6	2.7

Tableau A4 (b). Statistiques sur le maïs

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10	2010/11	2011/12	2008-2010	2011	2012	07/08-09/10	2010/11	2011/12
	moyenne	estim.	prévisions	moyenne	estim.	prévisions	moyenne	estim.	prévisions
	(..... millions de tonnes)						(..... Kgl/an)		
ASIE	266.6	288.1	294.9	64.0	72.7	73.9	8.4	8.7	8.7
Chine	162.1	178.2	183.8	50.5	58.2	58.3	5.3	5.5	5.8
dont Province de Taiwan	4.6	4.7	4.7	0.4	0.3	0.3	5.4	5.4	5.4
Corée, Rép. de	8.2	8.2	8.1	1.8	2.0	2.0	1.9	1.9	1.8
Corée, R.P.D.	2.0	2.4	2.2	-	0.1	0.1	65.0	84.0	75.7
Inde	16.6	18.0	18.0	2.3	2.8	3.5	6.1	7.1	6.6
Indonésie	15.4	17.6	18.3	1.4	2.4	2.4	31.6	29.8	31.3
Iran, Rép. Islamique d'	4.2	3.8	4.3	0.4	0.4	0.4	1.0	1.0	1.0
Japon	16.6	16.3	16.4	1.1	1.0	1.1	26.7	26.8	26.8
Malaisie	2.7	2.9	2.9	0.3	0.3	0.1	1.7	1.7	1.6
Pakistan	3.4	3.5	3.4	1.1	1.1	1.0	7.9	7.3	6.7
Philippines	7.1	7.2	7.5	0.9	0.5	0.6	16.2	14.8	15.3
Thaïlande	4.0	4.1	4.1	0.2	0.2	0.2	1.3	1.2	1.2
Turquie	4.6	4.5	4.2	0.6	0.5	0.5	13.1	13.1	12.9
Viet Nam	5.4	6.0	6.1	1.1	1.2	1.5	7.1	7.1	7.3
AFRIQUE	66.3	73.2	74.0	7.9	11.6	11.3	39.2	40.5	40.4
Afrique du Sud	9.5	10.1	10.3	1.6	3.2	2.6	93.0	93.2	93.1
Algérie	2.1	2.2	2.3	0.2	0.4	0.4	3.7	3.7	3.6
Égypte	12.3	13.6	13.7	0.8	1.2	1.0	43.3	43.2	42.5
Éthiopie	4.3	4.7	4.6	0.3	0.3	0.2	42.3	41.8	41.4
Kenya	3.6	3.8	3.8	1.2	0.8	0.7	82.9	83.0	83.0
Maroc	1.9	2.0	2.0	0.3	0.5	0.7	10.8	10.5	10.7
Nigéria	7.8	9.1	9.2	0.4	0.5	0.5	33.5	36.5	36.0
Tanzanie, Rép.-Unie de	3.4	3.5	3.5	0.2	0.2	0.1	68.4	66.4	66.2
AMÉRIQUE CENTRALE	40.0	39.4	39.6	3.2	3.1	2.8	100.8	100.8	100.4
Mexique	31.0	30.3	30.4	2.2	2.2	2.0	144.6	144.6	144.1
AMÉRIQUE DU SUD	66.8	71.2	72.6	9.6	8.9	9.6	25.4	26.0	26.2
Argentine	4.8	6.2	6.1	1.4	2.5	2.3	7.3	7.3	7.2
Brésil	44.7	47.3	48.5	5.3	4.0	4.5	22.9	24.1	24.3
Chili	2.9	2.7	2.8	0.4	0.2	0.2	16.8	16.7	16.7
Colombie	4.6	4.7	4.8	0.8	0.6	0.7	40.0	40.4	40.5
Pérou	2.9	3.2	3.1	0.5	0.6	0.6	18.6	18.6	18.6
Venezuela	3.6	3.8	3.8	0.4	0.4	0.6	49.4	49.9	49.1
AMÉRIQUE DU NORD	280.0	304.9	305.2	44.1	19.9	24.3	14.8	15.1	15.0
Canada	12.4	11.5	11.7	1.7	1.4	1.4	3.4	3.3	3.3
États-Unis d'Amérique	267.6	293.4	293.5	42.4	18.5	22.9	16.1	16.4	16.2
EUROPE	82.6	81.8	84.2	8.6	9.0	10.5	7.2	7.3	7.3
Russie, Féd. de	4.6	3.2	4.2	0.2	0.2	0.3	2.9	2.7	2.7
Serbie	4.6	5.8	5.8	0.7	0.9	0.7	19.3	19.2	19.2
Ukraine	4.6	5.6	5.7	0.3	1.7	2.5	11.6	13.1	13.1
Union européenne	63.5	61.7	62.7	6.7	5.3	6.0	7.6	7.7	7.7
OCÉANIE	0.5	0.5	0.6	0.1	0.1	0.1	2.6	2.5	2.5
MONDE	802.8	859.2	871.2	137.4	125.3	132.4	16.7	17.2	17.2
Pays en développement	410.5	442.7	451.8	81.7	92.0	93.7	17.5	18.0	18.1
Pays développés	392.3	416.5	419.5	55.7	33.3	38.6	13.7	13.9	13.9
PFRDV	106.4	117.1	118.8	13.3	16.0	16.5	18.9	19.7	19.5
PMA	29.8	33.0	33.5	4.4	6.1	6.8	25.1	26.0	26.0

Tableau A5 (a). Statistiques sur l'orge

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009	2010	2011	07/08-09/10	2010/11	2011/12	07/08-09/10	2010/11	2011/12
	moyenne	estim.	prévisions	moyenne	estim.	prévisions	moyenne	estim.	prévisions
(..... millions de tonnes)									
ASIE	19.8	20.4	20.9	13.9	13.0	13.1	0.7	0.3	0.4
Arabie saoudite	-	-	-	7.1	6.7	6.8	-	-	-
Chine	3.3	2.7	2.6	1.5	1.9	1.9	-	-	-
Inde	1.4	1.4	1.5	-	-	-	-	-	-
Iran, Rép. Islamique d'	2.6	3.7	3.7	1.3	0.4	0.4	-	-	-
Iraq	0.6	1.2	0.9	-	-	-	-	-	-
Japon	0.2	0.2	0.2	1.3	1.4	1.4	-	-	-
Kazakhstan	2.3	1.3	2.0	-	-	-	0.6	0.2	0.3
Syrie	0.6	0.8	0.7	0.9	0.8	0.8	-	-	-
Turquie	6.8	7.2	7.3	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1
AFRIQUE	6.2	6.6	7.5	1.4	1.2	0.9	-	-	-
Algérie	1.4	1.5	1.5	0.2	-	-	-	-	-
Éthiopie	1.7	1.7	1.7	-	-	-	-	-	-
Libye	0.1	0.1	0.1	0.4	0.4	0.4	-	-	-
Maroc	2.0	2.6	3.1	0.3	0.2	0.1	-	-	-
Tunisie	0.5	0.2	0.7	0.5	0.5	0.3	-	-	-
AMÉRIQUE CENTRALE	0.7	0.7	0.7	0.2	0.1	0.1	-	-	-
Mexique	0.7	0.7	0.7	0.1	0.1	0.1	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	2.5	3.8	3.2	0.8	0.7	0.6	0.9	1.3	1.3
Argentine	1.5	3.0	2.2	-	-	-	0.8	1.2	1.2
AMÉRIQUE DU NORD	15.7	11.5	12.6	0.6	0.2	0.2	2.3	1.6	1.7
Canada	10.8	7.6	8.8	-	-	-	1.9	1.4	1.5
États-Unis d'Amérique	4.9	3.9	3.8	0.5	0.2	0.2	0.4	0.2	0.2
EUROPE	94.1	73.5	80.2	0.6	0.7	0.5	9.7	8.4	8.1
Bélarus	2.0	2.0	2.0	-	-	-	-	-	-
Russie, Féd. de	18.9	8.4	13.2	0.1	0.3	0.2	2.3	0.4	2.0
Ukraine	9.9	8.5	8.8	-	-	-	4.5	3.2	3.5
Union européenne	61.7	53.1	54.6	0.2	0.2	0.1	2.9	4.7	2.5
OCÉANIE	8.0	9.7	8.3	-	-	-	3.4	4.3	4.0
Australie	7.7	9.3	8.0	-	-	-	3.4	4.3	4.0
MONDE	147.0	126.1	133.4	17.5	15.9	15.5	17.0	15.9	15.5
Pays en développement	25.4	28.8	28.8	14.4	13.0	12.7	1.0	1.4	1.4
Pays développés	121.6	97.3	104.6	3.1	2.9	2.8	16.0	14.5	14.1
PFRDV	5.8	6.5	6.3	1.1	0.9	0.9	-	-	-
PMA	2.2	2.3	2.2	-	-	-	-	-	-

Tableau A5 (b). Statistiques sur l'orge

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
	(..... millions de tonnes.....)						(..... Kgl/an.....)		
ASIE	33.7	34.3	33.9	7.7	6.9	6.6	0.6	0.6	0.6
Arabie saoudite	7.3	7.2	7.2	1.8	1.3	0.9	1.1	1.1	1.0
Chine	4.7	4.4	4.4	1.2	1.9	2.1	0.1	0.1	0.1
Inde	1.4	1.4	1.5	-	-	-	1.0	0.9	1.0
Iran, Rép. Islamique d'	3.7	4.4	4.1	0.6	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4
Iraq	0.6	1.1	0.9	-	0.1	0.1	4.0	4.0	4.0
Japon	1.6	1.6	1.6	0.5	0.5	0.5	2.4	2.4	2.4
Kazakhstan	1.8	1.6	1.6	0.5	0.1	0.3	1.3	1.2	1.2
Syrie	1.5	1.6	1.6	0.9	1.0	0.9	12.3	12.4	12.2
Turquie	7.6	7.4	7.4	1.7	1.2	1.2	1.1	1.1	1.1
AFRIQUE	7.5	8.6	8.6	1.7	1.8	1.6	3.5	3.5	3.5
Algérie	1.6	1.8	1.7	0.5	0.5	0.3	16.2	16.4	16.1
Éthiopie	1.6	1.7	1.8	0.1	0.2	0.1	16.4	16.3	16.4
Libye	0.4	0.5	0.5	-	-	-	13.1	12.6	12.3
Maroc	2.2	2.9	3.1	0.5	0.9	1.0	41.4	43.2	44.2
Tunisie	1.0	1.0	1.0	0.4	0.2	0.2	8.8	8.7	8.6
AMÉRIQUE CENTRALE	0.8	0.7	0.7	0.2	0.1	0.1	-	-	-
Mexique	0.8	0.7	0.7	0.2	0.1	0.1	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	2.4	2.6	2.6	0.3	0.8	0.7	0.5	0.5	0.5
Argentine	0.7	1.1	1.1	0.2	0.7	0.7	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	12.3	11.7	11.7	4.3	3.3	2.4	0.5	0.5	0.5
Canada	7.6	7.3	7.4	2.3	1.3	0.9	0.4	0.3	0.3
États-Unis d'Amérique	4.7	4.5	4.4	2.0	2.0	1.5	0.6	0.6	0.5
EUROPE	83.1	75.4	76.5	13.9	7.6	3.7	1.6	1.6	1.5
Bélarus	2.0	2.0	2.0	0.2	0.2	0.2	-	-	-
Russie, Féd. de	16.2	10.3	11.5	2.3	0.2	0.1	0.4	0.3	0.3
Ukraine	5.7	5.5	5.4	0.8	0.2	0.2	14.4	13.8	13.6
Union européenne	57.3	55.9	55.9	10.3	6.7	3.0	0.8	0.8	0.8
OCÉANIE	4.5	4.4	4.6	1.8	3.0	2.8	0.2	0.2	0.2
Australie	4.2	4.0	4.2	1.8	3.0	2.8	0.3	0.3	0.3
MONDE	144.3	137.7	138.7	30.0	23.4	18.0	1.1	1.1	1.1
Pays en développement	39.3	41.2	40.9	8.7	8.9	8.2	1.1	1.1	1.1
Pays développés	105.0	96.5	97.8	21.3	14.6	9.8	1.3	1.2	1.2
PFRDV	6.9	7.4	7.4	1.3	1.5	1.2	1.1	1.0	1.1
PMA	2.2	2.3	2.3	0.2	0.2	0.1	1.7	1.7	1.7

Tableau A6 (a). Statistiques sur le sorgho

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009 moyenne	2010 estim.	2011 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
(..... millions de tonnes.....)									
ASIE	10.2	9.6	10.4	1.7	1.7	1.7	0.1	-	-
Chine	2.0	1.9	1.9	0.1	0.1	0.1	-	-	-
Inde	7.3	6.8	7.5	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	1.4	1.4	1.4	-	-	-
AFRIQUE	24.5	27.4	26.4	1.1	0.8	0.8	0.7	1.0	0.8
Burkina Faso	1.6	2.0	1.8	-	-	-	0.1	0.2	0.2
Éthiopie	2.4	3.0	2.8	0.2	-	-	0.1	0.3	0.1
Nigéria	9.0	8.8	8.9	-	-	-	0.1	0.1	0.1
Soudan	3.6	4.6	4.4	0.3	0.3	0.3	0.2	0.1	0.1
AMÉRIQUE CENTRALE	6.8	7.4	6.8	2.0	2.5	2.3	-	-	-
Mexique	6.3	7.0	6.4	2.0	2.5	2.3	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	5.3	6.2	6.3	0.5	0.8	0.7	1.2	1.3	1.2
Argentine	2.4	3.6	3.5	-	-	-	1.1	1.3	1.2
Brésil	1.7	1.5	1.7	-	-	-	0.1	-	-
Venezuela	0.4	0.4	0.5	-	-	-	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	11.5	8.8	8.1	-	-	-	5.0	3.6	3.2
États-Unis d'Amérique	11.5	8.8	8.1	-	-	-	5.0	3.6	3.2
EUROPE	0.6	0.6	0.6	2.2	0.9	0.4	0.1	-	-
Union européenne	0.6	0.6	0.6	2.1	0.8	0.3	0.1	-	-
OCÉANIE	2.6	1.6	2.2	0.1	0.1	0.1	0.7	0.9	0.7
Australie	2.6	1.6	2.2	-	-	-	0.7	0.9	0.7
MONDE	61.3	61.6	60.9	7.7	6.8	6.0	7.8	6.8	6.0
Pays en développement	46.5	50.4	49.7	3.8	4.2	4.0	1.9	2.3	2.1
Pays développés	14.9	11.3	11.2	3.9	2.6	2.0	5.8	4.5	3.9
PFRDV	32.3	34.8	34.4	1.1	0.8	0.8	0.7	1.0	0.9
PMA	13.9	17.1	16.0	0.9	0.6	0.6	0.6	0.9	0.8

Tableau A7 (a). Statistiques sur d'autres céréales secondaires - mil, seigle, avoine et autres céréales

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009 moyenne	2010 estim.	2011 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
(..... millions de tonnes.....)									
ASIE	17.9	18.7	18.6	0.5	0.5	0.5	-	0.1	0.1
AFRIQUE	17.7	21.0	19.8	0.1	0.1	0.1	0.5	0.4	0.7
AMÉRIQUE CENTRALE	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	1.3	1.7	1.4	0.2	0.2	0.2	-	0.1	0.1
AMÉRIQUE DU NORD	6.5	4.6	5.6	2.1	1.6	1.9	2.1	1.8	2.0
EUROPE	50.7	41.2	47.7	0.3	0.5	0.6	0.4	0.4	0.4
OCÉANIE	1.8	2.3	1.7	0.1	0.1	0.1	0.3	0.2	0.2
MONDE	96.1	89.5	95.0	3.4	2.9	3.5	3.3	2.9	3.5

Tableau A6 (b). Statistiques sur le sorgho

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
	(..... millions de tonnes.....)						(..... Kgl/an.....)		
ASIE	11.8	11.3	11.6	1.0	1.0	1.3	1.9	1.6	1.6
Chine	2.1	1.8	1.9	0.4	0.4	0.4	0.8	0.4	0.4
Inde	7.3	6.7	7.3	0.2	0.2	0.4	5.2	4.4	4.5
Japon	1.3	1.6	1.4	0.2	0.2	0.2	-	-	-
AFRIQUE	25.2	26.4	26.7	2.2	2.7	2.3	19.8	19.9	19.8
Burkina Faso	1.5	1.7	1.7	0.1	0.2	0.2	83.0	85.7	84.0
Éthiopie	2.6	2.8	2.8	0.2	0.3	0.2	26.9	27.6	27.2
Nigéria	9.1	8.8	8.8	0.1	0.1	0.1	45.3	42.6	41.9
Soudan	4.1	4.5	4.5	0.4	0.4	0.5	75.9	78.1	78.0
AMÉRIQUE CENTRALE	8.8	9.7	9.6	0.5	0.8	0.6	0.9	0.9	0.9
Mexique	8.3	9.3	9.1	0.5	0.8	0.6	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	4.6	5.3	5.7	0.8	1.0	1.0	0.1	0.1	0.1
Argentine	1.3	1.7	2.1	0.3	0.7	0.7	-	-	-
Brésil	1.7	1.7	1.7	0.2	0.1	0.1	-	-	-
Venezuela	0.5	0.5	0.5	-	-	0.1	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	6.4	5.5	4.7	1.3	0.8	0.9	-	-	-
États-Unis d'Amérique	6.4	5.5	4.7	1.3	0.8	0.9	-	-	-
EUROPE	2.6	1.5	1.1	0.6	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3
Union européenne	2.5	1.3	1.0	0.6	0.4	0.3	0.4	0.4	0.4
OCÉANIE	1.9	1.2	1.8	0.5	0.5	0.5	0.2	0.2	0.2
Australie	1.8	1.1	1.6	0.5	0.5	0.5	-	-	-
MONDE	61.3	60.9	61.2	6.9	7.2	6.9	4.1	4.0	4.0
Pays en développement	48.7	50.8	52.0	4.3	5.3	4.9	5.1	4.9	5.0
Pays développés	12.6	10.0	9.3	2.6	1.9	1.9	0.3	0.3	0.3
PFRDV	33.0	33.7	34.5	2.5	3.0	2.8	8.9	8.7	8.7
PMA	14.3	15.9	16.1	2.0	2.5	2.1	14.0	14.8	14.9

Tableau A7 (b). Statistiques sur d'autres céréales secondaires - mil, seigle, avoine et autres céréales

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
	(..... millions de tonnes.....)						(..... Kgl/an.....)		
ASIE	18.4	19.0	18.9	0.9	0.7	0.9	3.9	4.0	3.9
AFRIQUE	17.4	19.2	19.5	1.5	2.8	2.5	14.0	14.6	14.7
AMÉRIQUE CENTRALE	0.2	0.2	0.3	-	-	-	0.2	0.2	0.3
AMÉRIQUE DU SUD	1.4	1.8	1.6	0.1	0.1	0.1	0.9	0.8	0.8
AMÉRIQUE DU NORD	5.4	4.7	4.9	2.5	1.8	2.1	2.8	2.7	2.7
EUROPE	49.1	44.8	46.9	6.0	3.6	4.5	13.7	12.9	13.1
OCÉANIE	1.7	1.8	1.7	0.2	0.5	0.4	5.2	5.2	5.2
MONDE	93.8	91.5	93.8	11.2	9.5	10.5	6.1	6.2	6.2

Tableau A8 (a). Statistiques sur le riz

	Production			Importations			Exportations		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2007-2009 moyenne	2010 estim.	2011 prévisions	2007-2009 moyenne	2010 estim.	2011 prévisions
(..... millions de tonnes, en équivalent usiné))									
ASIE	409.1	419.4	430.1	14.2	15.7	15.5	24.0	24.2	24.7
Arabie saoudite	-	-	-	1.0	1.0	1.2	-	-	-
Bangladesh	30.7	33.5	34.0	1.1	0.6	1.2	-	-	-
Chine	131.9	135.2	136.5	0.9	1.2	1.2	1.1	0.7	0.8
dont Province de Taiwan	1.1	1.1	1.1	0.2	0.5	0.4	0.1	0.1	0.1
Corée, Rép. de	4.7	4.3	4.4	0.3	0.3	0.3	0.1	-	-
Corée, R.P.D.	1.4	1.6	1.6	0.2	0.1	0.2	-	-	-
Inde	95.0	94.1	100.0	0.1	0.1	0.1	4.0	2.0	2.3
Indonésie	38.2	41.8	42.4	0.8	1.0	0.9	-	-	-
Iran, Rép. Islamique d'	1.5	1.6	1.6	1.1	1.2	1.1	-	-	-
Iraq	0.2	0.1	0.1	0.9	1.2	1.2	-	-	-
Japon	7.9	7.7	7.5	0.6	0.7	0.7	0.2	0.2	0.2
Malaisie	1.6	1.6	1.6	1.0	0.9	1.1	-	-	-
Myanmar	19.5	19.4	19.5	-	-	-	0.6	0.4	0.4
Pakistan	6.5	5.5	6.7	-	-	-	2.8	3.6	2.7
Philippines	10.7	11.0	11.3	2.0	2.2	1.3	-	-	-
Sri Lanka	2.4	2.9	2.6	0.1	0.1	0.1	-	-	-
Thaïlande	21.2	20.9	21.4	0.3	0.3	0.4	9.4	9.0	9.7
Viet Nam	25.2	26.6	27.1	0.3	0.5	0.6	5.1	6.9	7.1
AFRIQUE	15.3	16.1	16.1	9.9	9.3	9.8	0.9	0.5	0.3
Afrique du Sud	-	-	-	0.9	0.8	1.0	-	-	-
Côte d'Ivoire	0.4	0.5	0.4	0.8	0.9	0.9	-	-	-
Égypte	4.5	3.1	3.0	-	-	0.1	0.8	0.4	0.1
Madagascar	2.7	3.2	3.1	0.1	0.1	0.1	-	-	-
Nigéria	2.3	2.7	2.8	1.9	2.0	1.9	-	-	-
Sénégal	0.3	0.4	0.4	0.9	0.7	0.7	-	-	-
Tanzanie, Rép.-Unie de	0.9	0.9	0.9	0.1	0.1	0.1	-	-	-
AMÉRIQUE CENTRALE	1.7	1.9	1.9	2.2	2.1	2.1	-	-	0.1
Cuba	0.3	0.3	0.3	0.6	0.5	0.5	-	-	-
Mexique	0.2	0.2	0.2	0.6	0.6	0.6	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	16.2	15.9	17.6	1.0	1.4	1.3	2.2	2.3	2.5
Argentine	0.8	0.8	1.0	-	-	-	0.4	0.5	0.5
Brésil	8.0	7.8	9.0	0.6	0.8	0.6	0.4	0.4	0.6
Pérou	1.9	1.9	1.8	0.1	0.1	0.1	-	-	-
Uruguay	0.9	0.8	1.1	-	-	-	0.9	0.7	0.9
AMÉRIQUE DU NORD	6.7	7.6	6.8	1.0	0.9	1.0	3.1	3.9	3.4
Canada	-	-	-	0.3	0.3	0.3	-	-	-
États-Unis d'Amérique	6.7	7.6	6.8	0.7	0.6	0.6	3.1	3.9	3.4
EUROPE	2.3	2.7	2.8	1.8	1.6	1.7	0.2	0.5	0.7
Russie, Féd. de	0.5	0.7	0.7	0.2	0.2	0.2	-	0.2	0.3
Union européenne	1.7	1.9	1.9	1.2	1.1	1.2	0.1	0.3	0.4
OCÉANIE	0.1	0.1	0.5	0.4	0.5	0.4	0.1	0.1	0.3
Australie	0.1	0.1	0.5	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.3
MONDE	451.4	463.8	475.8	30.5	31.4	31.8	30.5	31.4	31.8
Pays en développement	434.1	445.3	457.8	25.7	26.9	27.0	26.9	26.8	27.3
Pays développés	17.3	18.5	18.0	4.8	4.5	4.7	3.6	4.6	4.5
PFRDV	210.6	217.9	226.2	15.5	15.3	15.3	8.5	7.5	6.8
PMA	68.0	73.3	74.2	6.9	6.0	6.8	1.6	1.8	2.1

Tableau A8 (b). Statistiques sur le riz

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	06/07-08/09	2009/10	2010/11	2007-2009	2010	2011	06/07-08/09	2009/10	2010/11
	moyenne	estim.	prévisions	moyenne	estim.	prévisions	moyenne	estim.	prévisions
	(..... millions de tonnes, en équivalent usiné.....)						(..... Kgl/an.....)		
ASIE	384.1	396.3	405.3	108.1	125.3	130.2	81.7	81.6	81.8
Arabie saoudite	1.0	1.1	1.1	0.2	0.1	0.2	39.3	39.3	39.4
Bangladesh	29.8	32.3	33.6	4.7	5.3	6.4	147.3	150.2	153.2
Chine	126.1	128.4	131.0	59.5	70.7	75.2	77.2	77.0	76.9
dont Province de Taiwan	1.2	1.4	1.4	0.1	0.2	0.2	48.4	55.5	55.3
Corée, Rép. de	4.8	4.8	4.7	0.8	1.4	1.4	75.5	72.8	72.2
Corée, R.P.D.	1.6	1.6	1.7	-	-	0.1	64.3	60.1	63.5
Inde	89.1	90.1	91.8	17.0	19.0	19.1	73.4	71.5	71.5
Indonésie	36.5	39.8	41.9	2.8	4.5	5.4	155.8	158.4	161.8
Iran, Rép. Islamique d'	2.8	2.6	2.6	0.3	0.3	0.3	33.3	31.6	30.4
Iraq	1.2	1.3	1.3	0.1	0.1	0.1	39.4	40.5	40.5
Japon	8.3	8.1	8.0	2.3	2.4	2.6	60.2	59.0	58.4
Malaisie	2.3	2.7	2.7	0.2	0.3	0.1	79.3	87.6	87.9
Myanmar	18.6	19.2	19.2	5.6	5.3	5.1	236.6	240.7	240.8
Pakistan	2.9	3.4	3.4	0.6	0.9	0.4	14.3	16.4	16.6
Philippines	12.5	12.1	12.6	2.2	3.1	2.7	118.0	120.4	120.7
Sri Lanka	2.4	2.6	2.7	0.1	0.2	0.4	108.8	114.8	116.6
Thaïlande	11.6	12.0	12.1	4.6	5.7	5.2	127.7	129.7	130.9
Viet Nam	19.9	20.5	20.7	4.5	3.4	2.8	186.1	185.9	185.8
AFRIQUE	23.5	25.1	25.8	2.8	3.3	2.8	21.2	21.6	21.8
Afrique du Sud	0.8	0.9	0.8	0.1	0.1	-	16.2	16.8	15.9
Côte d'Ivoire	1.3	1.3	1.4	-	-	-	59.9	59.7	60.1
Égypte	3.8	3.7	3.6	1.1	1.3	0.8	37.9	38.1	37.9
Madagascar	2.6	3.0	3.2	0.1	0.2	0.2	120.9	128.0	133.3
Nigéria	4.3	4.5	4.7	0.3	0.3	0.3	25.0	25.0	25.2
Sénégal	1.1	1.1	1.1	0.2	-	-	79.9	78.7	78.3
Tanzanie, Rép.-Unie de	0.9	0.9	1.0	0.1	-	-	18.7	17.5	17.5
AMÉRIQUE CENTRALE	3.8	3.9	4.0	0.4	0.4	0.4	19.0	18.9	19.0
Cuba	0.9	0.9	0.9	-	-	-	72.0	71.9	72.2
Mexique	0.8	0.8	0.8	-	-	-	7.1	7.0	6.9
AMÉRIQUE DU SUD	15.1	15.5	15.6	1.5	1.5	1.0	36.4	36.3	36.6
Argentine	0.4	0.5	0.4	0.1	0.1	-	8.4	10.1	7.7
Brésil	8.5	8.3	8.3	0.4	0.3	0.2	42.6	40.4	40.9
Pérou	1.8	2.0	2.1	0.3	0.4	0.3	56.7	62.2	62.6
Uruguay	0.1	0.1	0.1	0.2	-	-	9.7	7.3	7.4
AMÉRIQUE DU NORD	4.4	4.0	4.6	1.1	1.2	1.8	11.1	10.0	11.0
Canada	0.3	0.3	0.3	0.1	-	-	10.5	10.0	10.0
États-Unis d'Amérique	4.1	3.6	4.3	1.1	1.2	1.7	11.2	10.0	11.1
EUROPE	3.8	3.6	3.7	0.5	0.6	0.6	4.8	4.5	4.6
Russie, Féd. de	0.7	0.6	0.6	-	-	-	4.6	4.1	3.9
Union européenne	2.7	2.7	2.7	0.4	0.5	0.5	5.1	4.8	5.0
OCÉANIE	0.6	0.5	0.6	0.1	-	-	14.8	13.8	15.3
Australie	0.2	0.2	0.2	0.1	-	-	9.9	8.5	9.6
MONDE	435.2	448.9	459.6	114.6	132.3	136.7	56.2	56.0	56.3
Pays en développement	416.9	431.3	441.4	110.5	128.0	131.7	67.3	67.1	67.3
Pays développés	18.3	17.6	18.1	4.1	4.3	5.0	12.3	11.8	12.0
PFRDV	208.8	218.2	225.3	32.4	38.2	39.4	65.6	65.2	65.6
PMA	69.7	74.5	76.9	13.8	14.0	15.1	65.7	65.9	66.3

Tableau A9. Disponibilités et utilisation de céréales dans les principaux pays exportateurs

	Blé ¹			Céréales secondaires ²			Riz (en équivalent usiné)		
	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>
ÉTATS-UNIS (juin/mai)				ÉTATS-UNIS			ÉTATS-UNIS (août/juillet)		
Stocks d'ouverture	17.9	26.6	22.8	47.1	48.1	22.3	1.0	1.2	1.7
Production	60.4	60.1	55.0	349.0	330.6	356.5	7.1	7.6	6.8
Importations	3.2	3.0	3.0	2.3	2.5	2.5	0.6	0.6	0.6
Disponibilités totales	81.5	89.6	80.8	398.4	381.1	381.4	8.7	9.3	9.1
Utilisation intérieure	30.9	32.1	33.7	295.4	306.7	306.0	4.0	4.0	4.0
Exportations	24.0	34.7	28.6	54.9	52.1	49.4	3.5	3.6	3.5
Stocks de clôture	26.6	22.8	18.5	48.1	22.3	26.1	1.2	1.7	1.6
CANADA (août/juillet)				CANADA			THAÏLANDE (nov./oct.) ³		
Stocks d'ouverture	6.5	7.8	5.7	6.4	5.7	3.5	5.2	5.7	5.2
Production	26.8	23.2	26.2	22.6	22.2	24.3	21.3	20.9	21.4
Importations	0.1	0.1	0.0	2.2	1.2	1.4	0.3	0.4	0.4
Disponibilités totales	33.5	31.1	31.9	31.3	29.1	29.1	26.8	27.0	27.0
Utilisation intérieure	7.2	8.1	8.2	21.0	20.0	20.6	12.0	12.1	12.3
Exportations	18.5	17.3	17.9	4.6	5.6	5.0	9.0	9.7	9.0
Stocks de clôture	7.8	5.7	5.8	5.7	3.5	3.6	5.7	5.2	5.7
ARGENTINE (déc./nov.)				ARGENTINE			INDE (oct./sept.) ³		
Stocks d'ouverture	1.9	0.7	2.4	2.2	0.9	3.9	21.9	19.0	19.1
Production	8.8	14.7	14.0	16.2	30.0	27.0	89.1	94.1	100.0
Importations	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
Disponibilités totales	10.6	15.4	16.4	18.4	30.9	31.0	111.1	113.2	119.2
Utilisation intérieure	4.9	5.0	5.1	5.9	9.8	9.7	90.1	91.8	95.5
Exportations	5.1	8.0	8.3	11.7	17.2	17.6	2.0	2.3	2.7
Stocks de clôture	0.7	2.4	3.0	0.9	3.9	3.7	19.0	19.1	21.0
AUSTRALIE (oct./sept.)				AUSTRALIE			PAKISTAN (nov./oct.) ³		
Stocks d'ouverture	3.1	2.9	5.2	2.7	3.0	4.0	1.0	0.9	0.4
Production	21.9	26.3	24.3	12.8	13.5	12.3	6.9	5.5	6.7
Importations	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Disponibilités totales	25.1	29.2	29.5	15.5	16.5	16.3	7.9	6.5	7.1
Utilisation intérieure	7.0	7.5	8.0	7.9	7.2	7.8	3.4	3.4	3.6
Exportations	15.1	16.5	16.0	4.6	5.3	4.8	3.6	2.7	3.1
Stocks de clôture	2.9	5.2	5.5	3.0	4.0	3.7	0.9	0.4	0.4
UE (juillet/juin)				UE			VIET NAM (nov./oct.) ³		
Stocks d'ouverture	18.5	18.0	15.5	23.0	25.0	15.3	4.3	3.4	2.8
Production	138.5	136.8	137.0	155.9	140.3	146.7	25.9	26.6	27.1
Importations	5.3	5.0	7.0	2.6	7.0	5.7	0.5	0.6	0.6
Disponibilités totales	162.3	159.8	159.5	181.5	172.2	167.7	30.7	30.6	30.5
Utilisation intérieure	122.5	123.1	124.5	153.6	150.7	151.4	20.5	20.7	20.9
Exportations	21.8	21.2	19.5	2.9	6.2	4.3	6.9	7.1	6.5
Stocks de clôture	18.0	15.5	15.5	25.0	15.3	12.0	3.4	2.8	3.1
TOTAL				TOTAL			TOTAL		
Stocks d'ouverture	47.9	55.9	51.6	81.3	82.6	49.0	33.4	30.1	29.2
Production	256.4	261.1	256.5	556.6	536.6	566.8	150.3	154.8	162.0
Importations	8.6	8.1	10.0	7.2	10.6	9.7	1.5	1.7	1.7
Disponibilités totales	313.0	325.1	318.1	645.1	629.8	625.5	185.3	186.6	192.9
Utilisation intérieure	172.6	175.8	179.5	483.8	494.4	495.5	130.1	132.0	136.3
Exportations	84.5	97.7	90.3	78.7	86.4	81.0	25.0	25.4	24.8
Stocks de clôture	55.9	51.6	48.3	82.6	49.0	48.9	30.1	29.2	31.8

¹ Les chiffres relatifs au commerce comprennent la farine de blé en équivalent grain. Pour l'Union européenne la semoule est comprise.² Argentine (décembre/novembre) pour seigle, orge et avoine, (mars/février) pour maïs et sorgho; Australie (novembre/octobre) pour seigle, orge et avoine, (mars/février) pour maïs et sorgho; Canada (août/juillet); Union européenne (juillet/juin); États-Unis (juin/mai) pour seigle, orge et avoine, (septembre/août) pour maïs et sorgho.³ Les chiffres concernant le commerce du riz se rapportent à l'année civile, deuxième année mentionnée

Tableau A10. Statistiques sur toutes les cultures oléagineuses (millions de tonnes)

	Production ¹			Importations			Exportations		
	06/07-08/09 moyenne	2009/10 estim.	2010/11 prévisions	06/07-08/09 moyenne	2009/10 estim.	2010/11 prévisions	06/07-08/09 moyenne	2009/10 estim.	2010/11 prévisions
ASIE	124.1	125.4	129.4	58.8	76.9	79.4	2.6	2.1	2.1
Chine	57.8	58.9	59.8	40.0	55.8	59.3	1.4	1.2	1.1
dont Province de Taiwan	0.1	0.1	0.1	2.3	2.5	2.5	-	-	-
Corée, Rép de	0.2	0.2	0.2	1.4	1.4	1.5	-	-	-
Inde	35.1	33.9	37.1	0.1	0.1	0.2	0.6	0.3	0.4
Indonésie	8.0	8.9	9.4	1.5	1.9	2.0	0.1	0.1	0.1
Iran, Rép. Islamique d'	0.7	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	-	-	-
Japon	0.3	0.3	0.3	6.4	6.1	6.1	-	-	-
Malaisie	4.5	4.4	4.6	0.7	0.7	0.7	-	-	-
Pakistan	4.8	5.1	4.6	1.0	1.5	1.2	-	0.1	0.1
Thaïlande	0.7	0.7	0.7	1.7	1.8	1.9	-	-	-
Turquie	2.1	1.9	2.2	2.0	2.9	2.4	-	0.1	0.1
AFRIQUE	16.3	16.6	17.0	2.6	3.1	3.2	0.8	0.9	0.9
Nigéria	4.7	4.8	4.7	-	-	-	0.1	0.3	0.2
AMÉRIQUE CENTRALE	1.1	1.2	1.3	5.9	6.1	5.9	0.1	0.2	0.2
Mexique	0.7	0.7	0.8	5.3	5.3	5.3	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	118.8	141.9	145.2	3.4	1.5	1.1	42.1	48.6	50.7
Argentine	46.9	57.9	54.5	2.3	0.1	0.1	10.3	13.2	10.4
Brésil	61.7	71.4	76.9	0.1	0.2	0.1	26.6	28.5	32.7
Paraguay	6.2	7.5	8.7	-	-	-	4.1	4.8	5.8
AMÉRIQUE DU NORD	104.8	116.6	118.4	2.0	2.0	2.0	42.6	52.3	53.4
Canada	14.8	17.2	17.5	0.7	0.7	0.7	9.2	10.3	10.9
États-Unis d'Amérique	90.0	99.4	100.9	1.3	1.3	1.2	33.4	42.0	42.5
EUROPE	43.5	51.3	49.7	19.6	19.4	21.1	3.4	3.7	3.8
Russie, Féd. de	7.9	8.2	7.4	0.5	1.1	1.3	0.3	0.2	0.1
Ukraine	8.1	10.4	11.2	-	-	-	2.0	2.5	2.6
Union européenne	25.6	30.3	29.2	18.5	17.7	19.1	0.9	0.9	0.9
OCÉANIE	2.1	3.0	3.9	0.1	0.1	0.1	0.7	1.4	1.7
Australie	1.7	2.6	3.5	0.1	0.1	0.1	0.7	1.3	1.7
MONDE	410.7	456.0	464.7	92.5	109.1	112.8	92.4	109.1	112.7
Pays en développement	255.4	280.4	287.2	63.3	80.5	82.7	45.4	51.6	53.7
Pays développés	155.3	175.6	177.5	29.2	28.6	30.1	47.0	57.5	59.1
PFRDV	128.0	130.1	133.1	43.8	60.8	63.9	3.2	2.8	2.7
PMA	10.0	10.3	10.2	0.3	0.4	0.3	0.4	0.4	0.4

¹ Les années fractionnées englobent les récoltes annuelles effectuées à la fin de la première année indiquée pour l'hémisphère nord et les récoltes annuelles effectuées au début de la deuxième année indiquée pour l'hémisphère sud. Pour les cultures arbustives, qui sont produites tout au long de l'année, on utilise la production de l'année civile de la seconde année indiquée.

Tableau A11. Statistiques sur toutes les huiles et matières grasses¹ (millions de tonnes)

	Importations			Exportations			Utilisation		
	06/07-08/09 moyenne	2009/10 estim.	2010/11 prévisions	06/07-08/09 moyenne	2009/10 estim.	2010/11 prévisions	06/07-08/09 moyenne	2009/10 estim.	2010/11 prévisions
ASIE	32.8	35.7	36.9	37.3	41.7	42.7	76.8	83.6	87.0
Bangladesh	1.2	1.3	1.3	-	-	-	1.4	1.5	1.5
Chine	10.6	10.5	11.1	0.6	0.8	0.9	29.0	31.8	34.0
dont Province de Taiwan	0.4	0.5	0.5	-	-	-	0.9	0.9	0.9
Corée, Rép. de	0.8	0.9	0.9	-	-	-	1.1	1.2	1.3
Inde	6.8	9.2	8.7	0.5	0.5	0.4	16.2	18.4	18.6
Indonésie	0.1	0.1	0.1	16.5	18.9	20.6	5.2	6.2	6.4
Iran	1.2	1.1	1.5	0.2	0.1	0.2	1.6	1.6	1.7
Japon	1.1	1.1	1.1	-	-	-	3.1	3.1	3.1
Malaisie	1.2	2.0	2.2	16.3	18.0	17.7	3.8	3.7	4.0
Pakistan	2.0	2.1	2.2	0.1	0.1	0.1	3.5	3.9	3.8
Philippines	0.4	0.5	0.5	0.9	1.4	1.0	1.1	1.1	1.1
Singapour	0.6	0.6	0.9	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.6
Turquie	1.2	1.0	1.1	0.3	0.2	0.2	2.3	2.4	2.4
AFRIQUE	7.1	7.8	7.8	1.2	1.2	1.2	12.5	13.4	13.8
Afrique du Sud	0.7	0.8	0.7	0.1	0.1	0.1	1.1	1.1	1.1
Algérie	0.6	0.6	0.6	0.1	-	-	0.6	0.7	0.8
Égypte	1.5	1.8	1.7	0.1	0.1	-	1.8	2.1	2.2
Nigéria	0.6	0.9	1.0	0.1	0.2	0.1	2.3	2.5	2.7
AMÉRIQUE CENTRALE	2.3	2.3	2.4	0.6	0.6	0.7	4.5	4.5	4.6
Mexique	1.1	1.2	1.2	0.1	0.1	0.1	2.9	2.9	3.0
AMÉRIQUE DU SUD	2.2	2.3	2.6	10.7	8.4	9.1	10.9	13.5	14.4
Argentine	0.1	-	0.1	6.9	5.4	6.1	1.4	2.8	3.0
Brésil	0.4	0.5	0.5	2.4	1.7	1.7	6.0	7.0	7.4
AMÉRIQUE DU NORD	3.7	4.3	4.1	5.6	6.5	6.8	17.2	17.8	17.9
Canada	0.5	0.6	0.6	2.1	2.6	2.9	0.9	0.1	0.9
États-Unis d'Amérique	3.2	3.7	3.5	3.6	3.9	3.9	16.4	16.9	17.0
EUROPE	13.3	13.2	13.5	5.0	6.0	5.7	33.9	36.1	36.3
Russie, Féd. de	1.2	1.0	1.2	0.7	0.7	0.4	3.5	3.5	3.8
Ukraine	0.5	0.5	0.5	2.0	2.7	2.8	0.8	0.9	1.0
Union européenne	10.8	10.7	10.7	1.9	2.2	2.2	28.4	30.3	30.1
OCÉANIE	0.5	0.6	0.6	1.7	1.8	1.8	1.0	1.1	1.1
Australie	0.3	0.4	0.4	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.8
MONDE	61.9	66.2	67.9	62.0	66.2	67.9	156.8	170.1	175.1
Pays en développement	42.2	45.9	47.4	50.1	52.4	54.1	99.6	110.0	114.7
Pays développés	19.7	20.3	20.5	11.8	13.8	13.8	57.2	60.1	60.4
PFRDV	28.4	31.7	31.9	20.2	23.5	24.8	69.6	76.9	79.6
PMA	4.1	4.4	4.6	0.4	0.4	0.5	7.0	7.3	7.5

¹ Comprend les huiles et les matières grasses d'origine végétale et animale (aussi poisson).

Tableau A12. Statistiques sur toutes les farines et tourteaux¹ (millions de tonnes)

	Importations			Exportations			Utilisation		
	06/07-08/09	2009/10	2010/11	06/07-08/09	2009/10	2010/11	06/07-08/09	2009/10	2010/11
	moyenne	estim.	prévisions	moyenne	estim.	prévisions	moyenne	estim.	prévisions
ASIE	24.2	27.5	30.0	13.6	13.1	14.8	100.5	116.1	129.1
Arabie saoudite	0.6	0.5	0.6	-	-	-	0.6	0.5	0.7
Chine	2.4	3.5	3.7	1.4	1.7	1.0	49.5	62.5	72.2
dont Province de Taiwan	0.5	0.5	0.5	-	-	-	2.4	2.4	2.4
Corée, Rép. de	3.4	3.4	3.5	-	-	-	4.5	4.5	4.6
Inde	0.1	0.2	0.2	5.6	3.7	5.8	11.1	12.0	12.5
Indonésie	2.6	2.7	3.2	2.6	3.0	3.3	2.9	3.1	3.4
Japon	2.4	2.8	2.9	-	-	-	7.1	7.1	7.3
Malaisie	0.9	1.2	1.2	2.3	2.3	2.4	1.7	1.9	2.0
Pakistan	0.4	0.5	0.6	0.1	0.2	0.2	2.8	3.0	3.1
Philippines	1.8	1.6	1.9	0.4	0.6	0.5	2.3	2.3	2.5
Thaïlande	2.6	2.9	3.1	0.1	0.1	0.1	4.5	4.8	5.1
Turquie	0.9	0.9	1.0	0.1	-	0.1	3.1	3.4	3.5
Viet Nam	2.2	3.1	3.3	-	0.1	0.1	2.4	3.1	3.6
AFRIQUE	3.5	4.0	4.1	0.9	0.9	0.9	9.1	10.0	10.6
Afrique du Sud	1.2	1.1	1.2	0.1	0.1	0.1	1.8	1.8	2.0
Égypte	0.5	0.7	0.6	-	-	-	1.7	2.1	2.2
AMÉRIQUE CENTRALE	3.5	3.2	3.4	0.2	0.2	0.2	8.2	7.9	8.1
Mexique	1.9	1.7	1.9	0.1	0.1	0.1	6.2	5.8	6.0
AMÉRIQUE DU SUD	4.2	4.5	5.1	43.2	41.4	47.0	23.1	22.6	24.1
Argentine	-	-	-	26.5	25.2	29.5	3.4	2.7	2.7
Bolivia	-	-	-	1.0	1.1	1.2	0.2	0.2	0.2
Brésil	0.2	0.2	0.2	12.6	12.6	13.9	14.0	13.9	14.8
Chili	0.9	0.8	1.0	0.6	0.4	0.4	1.3	1.2	1.3
Paraguay	-	-	-	0.9	0.8	0.8	0.3	0.5	0.5
Pérou	0.7	0.8	0.9	1.5	1.2	1.1	0.9	0.9	1.1
Venezuela	1.1	1.3	1.4	-	-	-	1.2	1.5	1.6
AMÉRIQUE DU NORD	3.5	2.6	3.2	11.0	13.3	12.5	36.2	32.2	33.4
Canada	1.5	1.2	1.2	2.6	2.8	3.4	2.3	2.0	2.1
États-Unis d'Amérique	2.0	1.5	2.0	8.4	10.4	9.1	33.9	30.2	31.2
EUROPE	32.3	29.8	32.3	4.2	4.8	4.8	60.5	61.3	64.0
Russie, Féd. de	0.7	0.5	0.7	1.1	0.9	0.7	2.7	3.4	3.8
Ukraine	0.1	0.1	0.1	1.6	2.3	2.6	0.3	0.3	0.3
Union européenne	29.7	27.5	29.7	1.1	1.1	1.0	55.2	55.0	57.4
OCÉANIE	1.7	2.2	2.4	0.2	0.2	0.2	2.4	2.8	3.2
Australie	0.8	0.8	0.8	-	-	-	1.4	1.4	1.6
MONDE	72.9	73.8	80.4	73.2	73.9	80.4	240.0	253.0	272.4
Pays en développement	31.5	35.0	38.0	57.7	55.4	62.7	130.3	146.0	160.8
Pays développés	41.4	38.8	42.4	15.5	18.5	17.7	109.7	107.0	111.6
PFRDV	10.0	11.7	12.8	11.2	10.3	11.9	76.5	91.6	102.5
PMA	0.4	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	3.3	3.5	3.5

¹ Ces farines comprennent toutes les farines et les tourteaux dérivés des cultures oléagineuses ainsi que la farine de poisson et autres farines d'origine animale.

Tableau A13. Statistiques sur le sucre (millions de tonnes, valeur sucre brut)

	Production		Utilisation		Importations		Exportations	
	2009/10 <i>estim.</i>	2010/11 <i>prévisions</i>	2009/10 <i>estim.</i>	2010/11 <i>prévisions</i>	2009/10 <i>estim.</i>	2010/11 <i>prévisions</i>	2009/10 <i>estim.</i>	2010/11 <i>prévisions</i>
ASIE	52.5	60.7	76.5	76.1	29.4	26.4	9.7	11.0
Chine	12.8	12.8	17.0	16.2	1.9	2.4	0.1	0.1
Inde	17.6	24.7	24.6	24.2	6.0	1.0	0.1	1.1
Indonésie	3.1	2.6	5.3	5.4	2.2	2.9	-	-
Japon	0.9	0.6	2.3	2.3	1.5	1.7	-	-
Malaisie	-	-	1.3	1.4	1.6	1.7	0.2	0.2
Pakistan	3.3	3.6	4.3	4.5	0.8	0.6	0.1	0.1
Philippines	2.1	2.1	2.3	2.5	0.2	0.1	0.2	0.1
Thaïlande	7.3	9.3	2.7	2.7	-	-	5.1	6.3
Turquie	2.6	2.5	2.2	2.3	-	-	-	0.1
Viet Nam	1.1	1.0	1.5	1.5	0.4	0.5	-	-
AFRIQUE	10.8	11.1	15.5	16.4	9.5	9.8	5.0	3.9
Afrique du Sud	2.3	2.4	1.6	1.7	0.1	0.3	1.0	1.0
Égypte	1.8	1.8	2.8	2.9	1.1	1.2	0.2	0.2
Éthiopie	0.3	0.3	0.4	0.5	0.2	0.2	0.1	-
Kenya	0.6	0.7	0.9	0.9	0.3	0.3	-	-
Maurice	0.5	0.4	-	-	-	-	0.6	0.4
Mozambique	0.4	0.5	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3
Soudan	0.9	1.0	1.3	1.3	0.6	0.6	0.2	0.2
Swaziland	0.6	0.7	-	0.1	-	-	0.6	0.6
Tanzanie, Rép.-Unie de	0.3	0.3	0.5	0.5	0.2	0.2	-	0.1
AMÉRIQUE CENTRALE	11.7	11.7	8.9	9.2	1.3	1.5	4.1	4.1
Cuba	1.4	1.3	0.7	0.7	0.1	-	0.8	0.7
Guatemala	2.3	2.1	0.8	0.8	0.1	0.1	1.6	1.4
Mexique	4.9	5.4	5.3	5.4	0.7	1.0	0.3	0.5
République dominicaine	0.5	0.5	0.4	0.4	-	-	0.2	0.2
AMÉRIQUE DU SUD	45.4	47.2	20.9	21.7	1.4	1.3	27.4	26.3
Argentine	2.4	2.5	1.9	2.0	-	-	0.8	0.4
Brésil	37.2	38.9	13.1	13.5	-	-	25.2	24.8
Colombie	2.5	2.5	1.6	1.7	0.1	-	0.9	0.8
Pérou	1.1	1.1	1.2	1.2	0.2	0.2	0.1	-
Venezuela	0.6	0.7	1.2	1.2	0.4	0.4	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	7.3	7.6	10.7	11.3	3.7	3.9	0.2	0.2
États-Unis d'Amérique	7.2	7.5	9.4	9.9	2.4	2.5	0.2	0.1
EUROPE	24.0	22.8	28.8	28.9	7.6	7.4	3.0	2.0
Russie, Féd. de	3.6	3.3	6.1	5.8	2.3	2.5	0.1	0.1
Ukraine	1.5	1.9	2.1	2.1	0.4	0.4	-	0.1
Union européenne	17.2	15.9	18.5	18.8	3.7	3.5	2.0	0.7
OCÉANIE	4.9	4.6	1.3	1.5	0.4	0.3	3.8	3.7
Australie	4.7	4.3	1.0	1.0	-	-	3.6	3.5
Fidji	0.2	0.3	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2
MONDE	156.7	165.7	162.6	165.1	53.1	50.8	53.2	51.3
Pays en développement	117.3	128.0	115.4	117.0	37.2	34.4	45.0	44.2
Pays développés	39.3	37.7	47.2	48.1	16.0	16.3	8.3	7.1
PFRDV	49.3	56.2	72.6	72.6	24.4	20.7	5.2	5.1
PMA	3.8	4.0	7.0	7.2	5.0	5.3	1.9	1.3

Tableau A14. Statistiques sur toute la viande (milliers de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>
ASIE	121 557	123 114	12 239	13 080	3 595	3 925	130 201	132 269
Arabie saoudite	779	788	854	903	16	16	1 617	1 675
Chine	80 638	82 135	3 125	3 300	1 633	1 793	82 130	83 643
dont Hong Kong, RAS	182	185	1 837	1 980	727	780	1 292	1 385
Corée, Rép. de	2 014	1 729	806	1 044	19	17	2 801	2 756
Inde	6 624	6 799	2	2	781	865	5 845	5 936
Indonésie	2 691	2 720	134	114	5	3	2 820	2 831
Iran, Rép. Islamique d'	2 659	2 721	312	357	29	31	2 943	3 048
Japon	3 209	3 022	2 867	2 998	16	17	6 060	6 002
Malaisie	1 335	1 359	219	226	33	37	1 520	1 548
Pakistan	2 418	2 367	5	5	38	35	2 384	2 337
Philippines	2 877	2 887	279	301	11	13	3 145	3 175
Singapour	111	117	285	289	23	23	373	382
Thaïlande	2 180	2 222	5	5	683	751	1 502	1 476
Turquie	1 933	2 025	98	108	122	132	1 908	2 001
Viet Nam	3 489	3 526	720	777	33	38	4 176	4 265
AFRIQUE	14 065	14 129	1 972	2 009	182	168	15 855	15 969
Afrique du Sud	2 273	2 266	312	330	48	50	2 537	2 546
Algérie	609	609	88	93	-	-	696	702
Angola	143	142	350	364	-	-	493	506
Égypte	1 251	1 247	404	363	10	9	1 645	1 600
Nigéria	1 340	1 351	2	2	-	-	1 342	1 353
AMÉRIQUE CENTRALE	8 414	8 547	2 415	2 492	380	412	10 449	10 627
Cuba	298	303	274	304	-	-	572	607
Mexique	5 775	5 869	1 599	1 624	195	222	7 179	7 271
AMÉRIQUE DU SUD	37 899	38 917	850	955	7 566	7 856	31 182	32 017
Argentine	4 446	4 470	46	49	564	583	3 927	3 936
Brésil	24 543	25 292	46	54	5 993	6 199	18 596	19 147
Chili	1 380	1 395	257	281	245	257	1 392	1 419
Colombie	2 179	2 206	59	63	115	135	2 123	2 134
Uruguay	742	758	16	16	366	375	391	399
Venezuela	1 341	1 337	361	421	-	-	1 702	1 758
AMÉRIQUE DU NORD	46 619	46 908	2 251	2 258	8 472	8 604	40 398	40 563
Canada	4 460	4 458	641	676	1 741	1 773	3 360	3 362
États-Unis d'Amérique	42 157	42 449	1 590	1 562	6 730	6 831	37 017	37 180
EUROPE	56 236	56 492	4 897	4 628	3 517	3 447	57 615	57 673
Bélarus	932	948	71	73	186	182	817	839
Russie, Féd. de	6 879	7 117	2 339	2 095	36	36	9 181	9 177
Ukraine	2 048	2 288	291	244	38	41	2 300	2 491
Union européenne	44 521	44 280	1 654	1 667	3 189	3 121	42 986	42 826
OCÉANIE	5 851	5 864	379	391	2 502	2 435	3 729	3 820
Australie	3 970	4 031	190	199	1 625	1 610	2 535	2 620
Nouvelle-Zélande	1 395	1 345	51	51	874	822	572	574
MONDE	290 639	293 970	25 003	25 813	26 214	26 846	289 428	292 937
Pays en développement	173 807	176 737	13 825	14 709	11 647	12 281	175 984	179 165
Pays développés	116 832	117 232	11 178	11 104	14 566	14 565	113 444	113 772
PFRDV	110 320	112 094	4 073	4 139	2 087	2 273	112 306	113 960
PMA	8 238	8 300	987	1 034	4	4	9 220	9 329

¹ Comprend "d'autres viandes"

Tableau A15. Statistiques sur la viande bovine (milliers de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>
ASIE	15 279	15 316	3 086	3 251	930	1 024	17 422	17 510
Chine	5 617	5 517	437	489	104	120	5 949	5 886
Corée, Rép. de	247	298	320	350	2	1	563	610
Inde	2 602	2 722	1	1	716	795	1 887	1 928
Indonésie	454	465	120	100	1	1	574	564
Iran, Rép. Islamique d'	380	385	265	300	-	-	645	685
Japon	514	488	714	728	6	7	1 212	1 209
Malaisie	28	29	155	165	6	7	177	187
Pakistan	1 470	1 435	4	3	25	20	1 449	1 418
Philippines	287	290	120	130	2	2	405	418
AFRIQUE	5 036	5 040	573	523	104	87	5 506	5 476
Afrique du Sud	780	760	15	20	7	4	788	776
Algérie	129	130	85	90	-	-	214	220
Angola	87	87	60	60	-	-	147	147
Égypte	330	330	277	210	5	5	602	535
AMÉRIQUE CENTRALE	2 472	2 514	406	396	241	263	2 638	2 647
Mexique	1 751	1 775	300	290	100	117	1 951	1 948
AMÉRIQUE DU SUD	15 245	15 442	343	379	2 455	2 514	13 133	13 307
Argentine	2 667	2 560	3	3	270	245	2 400	2 318
Brésil	9 389	9 642	40	45	1 472	1 511	7 957	8 176
Chili	215	220	177	186	7	7	385	399
Colombie	940	950	2	2	110	129	832	823
Uruguay	580	585	1	1	321	324	260	262
Venezuela	418	420	108	130	-	-	526	550
AMÉRIQUE DU NORD	13 320	13 287	1 221	1 169	1 567	1 657	13 033	12 796
Canada	1 272	1 275	235	232	488	495	1 019	1 010
États-Unis d'Amérique	12 048	12 012	982	933	1 079	1 162	12 010	11 782
EUROPE	10 739	10 625	1 401	1 440	499	449	11 641	11 616
Russie, Féd. de	1 710	1 670	832	854	5	5	2 537	2 519
Ukraine	450	447	12	12	21	23	441	436
Union européenne	7 895	7 816	436	450	335	295	7 996	7 971
OCÉANIE	2 796	2 792	52	55	1 742	1 688	1 106	1 159
Australie	2 120	2 173	10	10	1 255	1 249	875	934
Nouvelle-Zélande	656	600	11	11	485	437	182	174
MONDE	64 887	65 016	7 083	7 214	7 536	7 682	64 480	64 510
Pays en développement	35 238	35 556	3 525	3 644	3 716	3 876	35 045	35 290
Pays développés	29 649	29 460	3 558	3 570	3 820	3 806	29 435	29 220
PFRDV	16 602	16 647	877	834	1 076	1 160	16 403	16 320
PMA	3 060	3 101	106	108	2	2	3 164	3 206

Tableau A16. Statistiques sur la viande ovine (milliers de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2010 estim.	2011 prévisions	2010 estim.	2011 prévisions	2010 estim.	2011 prévisions	2010 estim.	2011 prévisions
ASIE	7 785	7 842	324	331	95	109	8 014	8 065
Arabie saoudite	105	106	45	45	2	2	148	148
Bangladesh	225	230	-	-	-	-	225	230
Chine	3 984	4 004	98	98	19	25	4 064	4 078
Inde	720	721	-	-	60	65	660	656
Iran, Rép. Islamique d'	498	500	1	1	-	-	498	500
Pakistan	430	435	-	-	12	14	418	421
Syrie	200	205	-	-	-	-	200	205
Turquie	300	302	1	1	-	-	301	303
AFRIQUE	2 450	2 469	40	39	22	23	2 467	2 485
Afrique du Sud	131	130	9	9	1	1	139	138
Algérie	202	202	1	1	-	-	203	203
Nigéria	418	419	-	-	-	-	418	419
Soudan	345	347	-	-	1	1	344	346
AMÉRIQUE CENTRALE	123	124	28	24	-	-	150	147
Mexique	97	98	16	12	-	-	113	110
AMÉRIQUE DU SUD	342	352	5	8	47	55	300	305
Brésil	111	112	5	8	-	-	116	120
AMÉRIQUE DU NORD	113	108	97	99	9	9	201	198
États-Unis d'Amérique	98	93	75	78	9	9	164	162
EUROPE	1 075	1 070	298	298	14	14	1 358	1 355
Russie, Féd. de	185	187	8	8	-	-	193	195
Union européenne	768	760	280	280	8	8	1 040	1 032
OCÉANIE	1 116	1 104	43	43	650	635	510	513
Australie	607	595	1	2	295	285	314	312
Nouvelle-Zélande	508	508	4	5	355	350	157	163
MONDE	13 004	13 069	835	843	838	845	13 000	13 068
Pays en développement	10 081	10 164	398	404	164	186	10 315	10 381
Pays développés	2 923	2 905	436	439	674	659	2 685	2 687
PFRDV	8 416	8 475	118	120	86	96	8 448	8 499
PMA	1 531	1 550	11	10	1	1	1 541	1 559

Tableau A17. Statistiques sur la viande de porcine (milliers de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2010 estim.	2011 prévisions	2010 estim.	2011 prévisions	2010 estim.	2011 prévisions	2010 estim.	2011 prévisions
ASIE	61 926	62 572	2 665	2 993	504	563	64 131	65 000
Chine	52 019	53 061	769	817	436	489	52 352	53 390
dont Hong Kong, RAS	122	124	513	532	150	150	485	506
Corée, Rép. de	1 110	760	358	562	-	-	1 515	1 322
Corée, R.P.D.	190	195	-	-	-	-	190	195
Inde	485	490	1	1	2	2	484	489
Indonésie	670	680	3	2	1	-	672	682
Japon	1 291	1 200	1 141	1 200	-	-	2 429	2 402
Malaisie	205	208	12	10	5	5	212	213
Philippines	1 731	1 737	70	75	2	2	1 799	1 810
Thaïlande	700	650	1	-	17	18	684	633
Viet Nam	2 578	2 620	42	42	33	38	2 587	2 620
AFRIQUE	1 173	1 187	197	204	9	9	1 362	1 382
Afrique du Sud	320	325	35	35	4	4	351	356
Madagascar	55	55	-	-	-	-	55	55
Nigéria	225	227	-	-	-	-	225	227
Ouganda	110	115	-	-	-	-	110	115
AMÉRIQUE CENTRALE	1 671	1 709	721	739	97	105	2 295	2 344
Cuba	182	185	30	30	-	-	212	215
Mexique	1 165	1 195	568	575	80	88	1 653	1 682
AMÉRIQUE DU SUD	5 023	5 143	93	101	747	769	4 370	4 476
Argentine	245	250	36	40	2	2	279	288
Brésil	3 226	3 307	1	1	625	636	2 602	2 672
Chili	518	522	10	10	120	130	408	402
Colombie	190	200	7	9	-	-	197	209
Venezuela	174	178	15	16	-	-	189	194
AMÉRIQUE DU NORD	12 115	12 167	624	673	2 839	3 047	9 900	9 788
Canada	1 928	1 899	189	220	1 049	1 067	1 068	1 052
États-Unis d'Amérique	10 187	10 268	430	448	1 790	1 980	8 827	8 731
EUROPE	26 832	26 739	1 185	1 185	1 852	1 855	26 165	26 069
Bélarus	385	390	40	39	50	59	375	370
Russie, Féd. de	2 260	2 298	785	786	23	23	3 022	3 061
Serbie	500	480	42	44	6	6	536	518
Ukraine	650	730	122	126	-	-	772	856
Union européenne	22 544	22 341	32	32	1 754	1 750	20 822	20 623
OCÉANIE	475	483	219	226	35	37	659	671
Australie	335	342	170	177	35	37	470	482
Papouasie-Nouvelle-Guinée	68	68	4	4	-	-	72	72
MONDE	109 216	110 001	5 705	6 123	6 083	6 385	108 881	109 731
Pays en développement	67 983	68 886	2 420	2 718	1 352	1 441	69 099	70 159
Pays développés	41 233	41 115	3 285	3 404	4 731	4 944	39 783	39 572
PFRDV	55 767	56 841	635	676	347	409	56 055	57 108
PMA	1 191	1 217	138	145	-	-	1 329	1 362

Tableau A18. Statistiques sur la viande de volaille

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>
ASIE	34 640	35 421	6 057	6 382	2 032	2 198	38 665	39 611
Arabie saoudite	590	600	684	726	3	3	1 271	1 323
Chine	17 601	18 102	1 815	1 890	1 056	1 143	18 360	18 849
dont Hong Kong, RAS	45	45	1 039	1 145	550	600	534	590
Corée, Rép. de	647	660	117	121	17	16	747	765
Inde	2 670	2 720	-	-	2	2	2 668	2 718
Indonésie	1 435	1 438	7	7	-	-	1 442	1 445
Iran, Rép. Islamique d'	1 765	1 820	45	55	28	30	1 782	1 845
Japon	1 392	1 322	973	1 030	10	10	2 355	2 342
Koweït	44	44	300	320	1	1	343	364
Malaisie	1 100	1 120	32	30	22	25	1 110	1 125
Singapour	95	100	123	120	7	7	211	214
Thaïlande	1 208	1 305	1	1	659	725	550	587
Turquie	1 300	1 400	95	105	120	130	1 275	1 375
Yémen	145	147	110	115	-	-	255	262
AFRIQUE	3 990	4 034	1 132	1 214	39	42	5 083	5 206
Afrique du Sud	1 020	1 028	253	266	31	35	1 242	1 259
Angola	8	8	185	195	-	-	193	203
AMÉRIQUE CENTRALE	4 028	4 081	1 239	1 316	40	42	5 227	5 355
Cuba	34	34	240	270	-	-	274	304
Mexique	2 659	2 699	700	736	14	16	3 345	3 419
AMÉRIQUE DU SUD	17 047	17 655	407	466	4 250	4 451	13 204	13 670
Argentine	1 346	1 472	7	6	250	293	1 103	1 185
Brésil	11 787	12 200	1	1	3 873	4 028	7 915	8 173
Chili	620	625	70	85	107	108	583	602
Venezuela	740	730	237	275	-	-	977	1 005
AMÉRIQUE DU NORD	20 820	21 099	298	306	4 019	3 852	17 117	17 557
Canada	1 223	1 247	192	200	186	191	1 229	1 257
États-Unis d'Amérique	19 597	19 852	95	95	3 833	3 661	15 877	16 289
EUROPE	16 398	16 863	1 853	1 540	1 068	1 045	17 182	17 359
Russie, Féd. de	2 635	2 872	672	403	8	8	3 300	3 268
Ukraine	900	1 063	156	105	17	18	1 040	1 151
Union européenne	12 272	12 321	806	805	1 010	986	12 068	12 140
OCÉANIE	1 049	1 067	61	64	33	33	1 076	1 096
Australie	886	900	7	9	26	26	867	881
Nouvelle-Zélande	140	144	1	-	7	7	134	138
MONDE	97 972	100 220	11 047	11 288	11 482	11 664	97 554	99 853
Pays en développement	56 579	58 107	7 400	7 859	6 311	6 677	57 669	59 295
Pays développés	41 393	42 113	3 646	3 429	5 171	4 986	39 886	40 558
PFRDV	26 273	26 849	2 341	2 404	546	580	28 067	28 673
PMA	1 821	1 807	707	749	-	-	2 528	2 556

Tableau A19. Statistiques sur le lait et les produits laitiers (millions de tonnes en équivalent lait)

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009 moyenne	2010 estim.	2011 prévisions	2007-2009 moyenne	2010 estim.	2011 prévisions	2007-2009 moyenne	2010 estim.	2011 prévisions
ASIE	245.5	256.4	265.1	21.4	25.5	27.3	5.4	4.5	4.7
Arabie saoudite	2.0	2.2	2.3	2.1	2.0	2.1	1.3	1.3	1.4
Chine	39.8	43.4	45.6	2.4	4.6	5.4	0.5	0.1	0.1
Corée, Rép. de	2.2	2.2	2.2	0.4	0.6	0.6	-	-	-
Inde ¹	107.4	114.4	119.4	0.1	0.4	0.3	0.5	0.2	0.3
Indonésie	1.1	1.3	1.4	1.5	1.5	1.7	0.3	0.3	0.3
Iran, Rép. Islamique d'	7.7	8.0	8.1	0.5	0.6	0.6	-	0.1	0.1
Japon	8.0	7.8	7.7	1.4	1.3	1.3	-	-	-
Malaisie	-	0.1	0.1	1.2	1.2	1.2	0.4	0.2	0.2
Pakistan	33.3	31.6	32.0	0.2	0.3	0.3	-	-	-
Philippines	-	-	-	1.2	1.3	1.4	0.3	0.2	0.2
Singapour	-	-	-	1.3	1.4	1.5	0.7	0.6	0.5
Thaïlande	0.8	0.9	0.9	0.8	0.9	1.0	0.1	0.1	0.1
Turquie	12.4	12.2	12.2	0.2	0.3	0.4	0.1	0.1	0.2
AFRIQUE	36.7	37.5	38.0	7.6	8.0	8.1	0.9	1.0	1.0
Afrique du Sud	3.1	3.2	3.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Algérie	2.0	2.0	2.0	2.2	2.2	2.2	0.9	1.0	1.0
Égypte	5.9	6.0	6.0	0.8	1.2	1.3	0.5	0.6	0.6
Kenya	4.3	4.4	4.6	-	-	-	-	-	-
Soudan	7.4	7.5	7.5	0.3	0.3	0.3	-	-	-
Tunisie	1.1	1.2	1.2	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1
AMÉRIQUE CENTRALE	15.7	16.3	16.6	4.1	3.6	3.7	0.5	0.5	0.5
Costa Rica	0.9	0.9	0.9	-	-	-	0.1	0.1	0.1
Mexique	10.8	11.2	11.3	2.2	2.0	2.2	0.1	0.1	0.1
AMÉRIQUE DU SUD	58.1	62.1	64.1	1.8	1.9	2.0	3.0	3.1	3.4
Argentine	10.2	10.5	11.1	-	0.1	0.1	1.4	1.7	1.9
Brésil	27.6	29.8	30.7	0.4	0.6	0.6	0.5	0.2	0.2
Colombie	7.2	7.4	7.4	-	-	-	0.1	-	-
Uruguay	1.5	1.5	1.6	-	-	-	0.7	0.9	0.9
Venezuela	1.9	2.5	2.7	1.0	0.9	0.9	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	93.7	95.8	97.0	2.2	1.3	1.4	3.7	4.3	4.5
Canada	8.3	8.4	8.4	0.4	0.3	0.4	0.2	0.1	0.1
États-Unis d'Amérique	85.4	87.5	88.6	1.7	1.0	1.0	3.5	4.1	4.3
EUROPE	215.2	215.7	216.6	4.3	4.7	4.9	13.2	15.6	16.6
Bélarus	6.2	6.6	6.9	-	-	-	1.9	2.4	2.6
Russie, Féd. de	32.4	31.7	31.1	2.2	2.7	2.8	0.2	0.2	0.2
Ukraine	11.9	11.3	10.9	0.1	0.1	0.1	0.8	0.6	0.7
Union européenne	153.5	154.9	156.4	1.3	1.0	1.0	9.7	11.6	12.4
OCÉANIE	25.6	26.1	26.4	0.8	0.9	0.9	15.7	17.0	17.5
Australie ²	9.4	9.0	9.1	0.5	0.6	0.6	3.5	3.1	3.2
Nouvelle-Zélande ³	16.1	17.0	17.2	0.1	0.1	0.1	12.2	13.9	14.4
MONDE	690.6	710.0	723.8	42.1	45.9	48.2	42.2	46.0	48.3
Pays en développement	327.2	342.3	353.1	32.7	36.7	38.7	9.5	9.0	9.5
Pays développés	363.4	367.7	370.7	9.5	9.2	9.5	32.7	37.0	38.8
PFRDV	247.3	258.9	268.1	12.2	15.7	17.1	4.5	4.5	4.9
PMA	24.8	25.4	25.8	2.8	3.1	3.2	0.1	0.1	0.1

¹ Années laitières débutant en avril de l'année mentionnée.

² Années laitières se terminant en juin de l'année mentionnée.

³ Années laitières se terminant en mai de l'année mentionnée.

Note: La méthode du contenu solide est utilisée pour calculer les équivalents en lait. Les facteurs multiplicateurs utilisés sont les suivants: 6,60 pour le beurre, 4,40 pour le fromage (lait de vache entier); 2 pour le fromage (lait de vache écrémé); 7,60 pour le lait en poudre. S'agissant des hypothèses et des approximations, ainsi que du calcul des équivalents lait voir Bulletin de IDF 390 (mars 2004).

Tableau A20. Statistiques sur le poisson et les produits halieutiques ¹

	Production des pêches de capture		Production de l'aquaculture		Exportations			Importations		
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2010 <i>estim.</i>	2008	2009	2010 <i>estim.</i>
	<i>Millions de tonnes (équivalent poids vif)</i>				<i>Milliards d' USD</i>			<i>Milliards d' USD</i>		
ASIE	46.4	46.5	47.0	49.5	35.0	33.5	38.9	32.9	30.5	34.8
Chine ²	16.0	15.8	33.1	35.1	12.1	11.8	14.8	8.3	8.4	9.8
dont: Hong Kong RAS	0.2	0.2	-	-	0.5	0.4	0.4	2.4	2.5	2.6
Prov. de Taiwan	1.0	0.8	0.3	0.3	1.6	1.2	1.4	0.7	0.8	0.9
Corée, Rép. de	1.9	1.9	0.5	0.5	1.3	1.3	1.6	2.9	2.7	3.2
Inde	4.1	4.1	3.9	3.8	1.6	2.0	2.1	0.1	0.1	0.1
Indonésie	5.0	5.1	1.7	1.7	2.5	2.2	2.6	0.2	0.2	0.3
Japon	4.3	3.8	0.7	0.8	1.7	1.6	1.9	14.9	13.3	14.9
Philippines	2.6	2.6	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.1	0.2	0.2
Thaïlande	1.9	1.7	1.3	1.4	6.5	6.2	7.1	2.4	1.9	2.1
Viet Nam	2.1	2.2	2.5	2.6	4.6	4.3	4.4	0.4	0.4	0.5
AFRIQUE	7.3	7.2	0.9	1.0	4.8	4.5	4.2	3.0	3.2	3.5
Afrique du Sud	0.6	0.5	-	-	0.5	0.4	0.6	0.2	0.3	0.2
Ghana	0.4	0.3	-	-	-	-	-	0.1	0.1	0.1
Maroc	1.0	1.2	-	-	1.7	1.5	1.1	0.1	0.1	0.1
Namibie	0.4	0.4	-	-	0.6	0.5	0.5	-	-	-
Nigéria	0.6	0.6	0.1	0.2	0.1	0.3	0.3	0.6	0.8	1.0
Sénégal	0.4	0.5	-	-	0.2	0.2	0.2	-	-	-
AMÉRIQUE CENTRALE	2.1	2.1	0.3	0.3	2.2	1.9	1.8	1.2	1.0	1.2
Mexique	1.6	1.6	0.2	0.2	0.8	0.8	0.8	0.6	0.4	0.6
Panama	0.2	0.2	-	-	0.4	0.4	0.2	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	13.9	13.2	1.5	1.6	10.4	9.4	9.2	1.9	2.0	2.5
Argentine	1.0	0.9	-	-	1.3	1.1	1.3	0.1	0.1	0.1
Brésil	0.8	0.8	0.4	0.4	0.3	0.2	0.2	0.7	0.7	1.0
Chili	3.6	3.5	0.8	0.8	3.9	3.6	3.0	0.3	0.1	0.2
Equateur	0.5	0.5	0.2	0.2	1.8	1.6	1.6	0.2	0.2	0.2
Pérou	7.4	6.9	-	-	2.4	2.2	2.5	0.1	0.1	0.2
AMÉRIQUE DU NORD	5.5	5.4	0.7	0.6	8.5	7.6	9.2	17.0	15.9	17.8
Canada	0.9	0.9	0.2	0.2	3.7	3.2	4.0	2.0	2.0	2.3
États-Unis d'Amérique	4.3	4.2	0.5	0.5	4.5	4.1	4.9	15.0	13.9	15.5
EUROPE	13.0	13.3	2.3	2.5	38.9	35.8	39.3	50.5	45.4	48.4
Islande	1.3	1.1	-	-	2.1	1.7	1.8	0.1	0.1	0.1
Norvège	2.4	2.5	0.8	1.0	6.9	7.1	8.8	1.2	1.2	1.1
Russie, Féd. de	3.4	3.8	0.1	0.1	2.6	2.3	2.3	2.4	2.0	2.3
Union européenne ²	5.1	5.2	1.2	1.3	26.2	23.6	25.3	44.7	40.4	43.0
dont: Extra - UE					4.4	3.8	4.3	23.9	21.3	22.8
OCÉANIE	1.2	1.2	0.2	0.2	2.3	2.1	2.4	1.3	1.3	1.5
Australie	0.2	0.2	0.1	0.1	0.9	0.8	0.9	1.1	1.1	1.2
Nouvelle-Zélande	0.5	0.4	0.1	0.1	0.9	0.9	1.1	0.1	0.1	0.1
MONDE³	89.6	88.9	52.9	55.7	102.0	94.9	104.9	108.0	99.3	109.7
Non compris intra-UE					80.2	75.0	83.9	87.1	80.2	89.5
Pays en développement	66.0	65.7	49.1	51.6	51.1	48.2	52.5	24.2	23.6	27.3
Pays développés	23.5	23.1	3.9	4.1	50.9	46.7	52.4	83.7	75.7	82.4
PFRDV	20.0	20.4	8.7	8.7	7.9	7.9	8.4	2.8	3.2	3.6
PMA	8.1	8.5	1.9	2.1	1.8	1.5	1.6	0.4	0.4	0.4

¹ Les données concernant la production et le commerce ne comprennent pas les baleines, otaries et autres mammifères et plantes aquatiques. Les données concernant le commerce comprennent la farine de poisson et l'huile de poisson.

² Y compris les échanges internes. Cyprus est incluse dans l'UE ainsi qu'en Asie.

³ Pour la production des pêches de capture, le total inclut également 65 495 tonnes en 2008 et 60 162 tonnes en 2009 de pays non identifiés, données non incluses dans les autres totaux.

Tableau A21. Sélection de cours internationaux du blé et des céréales secondaires (USD la tonne)

Period	Blé			Maïs		Orge		Sorgho
	États-Unis No 2 Hard Red Winter Ord. Prot ¹	États-Unis No. 2 Soft Red Winter ²	Argentin Trigo Pan ³	États-Unis No. 2 jaune ²	Argentin ³	France fourrage Rouen	Australie fourrage États de l'est	États-Unis No. 2 jaune ²
Annual (Juillet/Juin)								
2004/05	154	138	123	97	90	132	123	99
2005/06	175	138	138	104	101	133	128	109
2006/07	212	176	188	150	145	185	185	155
2007/08	361	311	322	200	192	319	300	206
2008/09	270	201	234	188	180	178	179	170
2009/10	209	185	224	160	168	146	154	165
2010 – Mai	196	190	243	163	170	136	159	164
2010 – Juin	181	183	206	152	163	131	159	156
2010 – Juillet	212	218	212	160	171	173	180	168
2010 – Août	272	257	277	174	198	261	253	185
2010 – Septembre	303	276	299	206	229	255	259	215
2010 – Octobre	291	266	294	236	248	264	263	231
2010 – Novembre	291	276	295	236	246	295	238	234
2010 – Décembre	327	310	300	252	260	336	233	251
2011 – Janvier	340	317	317	263	272	306	251	262
2011 – Février	362	336	347	287	288	294	273	276
2011 – Mars	334	302	348	291	287	272	254	279
2011 – Avril	364	318	352	321	314	276	250	302
2011 – Mai	362	307	351	305	300	277	247	272

¹ Livré f.o.b. Golfe des États-Unis² Livré Golfe des États-Unis³ Livré f.o.b. Up River

Sources: Conseil internationale des céréales et Département de l'agriculture des États-Unis

Tableau A22. Prix à terme du blé et du maïs (USD la tonne)

	Juillet		Septembre		Décembre		Mars	
	Juillet 2011	Juillet 2010	Sept. 2011	Sept. 2010	Déc. 2011	Déc. 2010	Mars 2011	Mars 2010
Blé								
Avril 17	298	185	311	191	322	201	331	211
Avril 24	316	186	332	192	344	201	353	211
Mai 2	291	184	307	190	323	200	334	210
Mai 9	290	181	306	187	323	198	337	208
Mai 16	281	172	288	179	309	190	323	201
Mai 23	295	172	312	178	330	190	340	201
Mais								
Avril 17	299	147	280	151	263	155	266	160
Avril 24	303	142	285	145	268	149	272	154
Mai 2	289	146	277	150	260	153	265	158
Mai 9	279	146	270	149	259	152	264	157
Mai 16	274	140	264	143	250	147	254	152
Mai 23	297	146	283	150	264	153	269	158

Source: Chicago Board of Trade

Tableau A23. Sélection de cours internationaux du riz et indices des prix

Période	Cours internationaux (USD la tonne)					Indices FAO (2002-2004=100)			
	Thai 100% B ¹	Thai brisures ²	Américain grain long ³	Pakisan Basmati ⁴	Total	Indica		Japonica	Aromatique
						Qualité supérieure	Qualité inférieure		
Année (janvier/décembre)									
2005	291	219	319	473	125	124	128	127	108
2006	311	217	394	516	137	135	129	153	117
2007	335	275	436	677	161	156	159	168	157
2008	695	506	782	1077	295	296	289	314	251
2009	587	329	545	937	253	229	197	341	232
2010	518	386	510	881	229	211	213	264	231
Mois									
2010 – Mai	475	322	485	760	200	192	181	221	221
2010 – Juin	474	327	467	760	210	193	187	250	214
2010 – Juillet	466	345	452	752	214	189	191	261	214
2010 – Août	472	373	441	750	217	192	197	263	216
2010 – Septembre	499	414	449	750	232	205	227	266	224
2010 - Octobre	509	431	496	1 020	249	217	235	296	250
2010 – Novembre	541	430	573	1 200	257	233	243	294	261
2010 – Décembre	564	423	600	1 150	256	240	243	288	251
2011 – Janvier	542	412	601	1 150	253	237	240	288	240
2011 – Février	554	433	582	1 150	255	235	238	299	237
2011 – Mars	524	429	562	1 150	248	227	238	284	237
2011 – Avril	507	423	528	1 150	245	218	235	284	235
2011 – Mai	500	419	518	1 025	245	218	239	284	225

¹ Riz blanc, 100% deuxième qualité, f.o.b. Bangkok² A1 super, f.o.b. Bangkok³ États-Unis No. 2, 4% de brisures, f.o.b.⁴ Basmati ordinaire, f.o.b. Karachi

Note: L'indice FAO des prix du riz est calculé sur la base de 16 prix à l'exportation. On entend par "qualité" le pourcentage de brisures, le riz de qualité supérieure ne contenant pas plus de 20 pour cent de brisures (celui de qualité inférieure contenant 20 pour cent ou plus de brisures). Le sous-indice pour le riz aromatique reflète l'évolution des prix du riz basmati et du riz parfumé

Sources: FAO for indices. Rice prices: Jackson Son & Co. (London) Ltd., Thai Department of Foreign Trade (DFT) and other public sources.

Tableau A24. Sélection de cours internationaux des produits oléagineux et indices des prix

Période	Cours internationaux (USD la tonne)					Indice FAO (2002-2004=100)		
	Fèves de soja ¹	Huile de soja ²	Huile de palme ³	Tourteau de soja ⁴	Tourteau de colza ⁵	Graines oléagineuses	Huiles et matières grasses alimentaires/saponifiables	Tourteaux d'oléagineux/farines
Année (octobre/septembre)								
2004/05	275	545	419	212	130	105	105	104
2005/06	259	572	451	202	130	100	125	107
2006/07	335	772	684	264	184	129	153	148
2007/08	549	1325	1050	445	296	217	202	243
2008/09	422	826	627	385	196	156	144	180
2009/10	429	924	806	388	220	162	173	215
Mois								
2009 - Octobre	427	891	676	413	187	158	152	207
2009 - Novembre	442	939	728	422	196	164	162	216
2009 - Décembre	448	931	791	425	219	167	169	224
2010 - Janvier	435	919	793	407	243	163	169	221
2010 - Février	406	915	804	393	230	154	169	214
2010 - Mars	410	920	832	381	200	156	175	213
2010 - Avril	412	900	826	378	205	157	174	224
2010 - Mai	406	864	813	353	226	153	170	214
2010 - Juin	408	860	794	342	194	154	168	206
2010 - Juillet	426	911	811	361	225	162	174	211
2010 - Août	457	1002	901	389	245	175	192	213
2010 - Septembre	468	1036	910	398	277	180	198	218
2010 - Octobre	496	1165	998	415	285	193	220	227
2010 - Novembre	526	1248	1117	430	292	205	243	225
2010 - Décembre	550	1321	1229	437	289	216	263	222
2011 - Janvier	572	1384	1279	454	313	225	278	234
2011 - Février	569	1366	1286	447	290	224	279	241
2011 - Mars	552	1305	1172	423	264	217	260	234
2011 - Avril	553	1310	1148	406	277	219	259	227
2011 - Mai	556	1291	1155	403	280	218	259	220

¹ Soja (E.-U. No. 2, jaune, c.a.f. Rotterdam)² Huile de soja (Pays-Bas, f.o.b. sortie usine)³ Huile de palme (Brut, c.a.f. Europe du Nord-Ouest)⁴ Tourteau de soja (Granulés, 44/45%, Argentine, c.a.f. Rotterdam)⁵ Tourteau de colza (34%, Hambourg, f.o.b. sortie usine)

Note: Les indices de la FAO sont calculés selon la formule de Laspayres; les coefficients de pondération utilisés sont les valeurs moyennes à l'exportation de chaque produit pour la période 1988-2000. Les indices sont fondés sur les cours mondiaux de cinq graines oléagineuses, de dix matières grasses et de sept tourteaux

Sources: FAO et Oil World

Tableau A25. Sélection de cours internationaux du sucre et indice des prix du sucre

	Moyenne du cours quotidien ISA	ISO (Euronext, Liffe) Indice des prix du sucre	FAO indice des prix du sucre (2002/04 = 100)
	Sucre brut	Blanc	
Année (janvier/décembre)	(cents E-U./livre)		
2005	9.89	13.18	140.3
2006	14.77	18.97	209.6
2007	10.08	13.96	143.0
2008	12.80	16.07	181.6
2009	18.15	22.16	257.3
2010	21.29	27.25	302.0
Mois			
Mai 2010	15.20	20.59	215.7
Juin 2010	15.88	21.89	224.9
Juillet 2010	17.46	24.59	247.4
Août 2010	18.51	24.23	262.7
Septembre 2010	22.51	27.28	318.1
Octobre 2010	24.61	30.98	349.3
Novembre 2010	26.35	32.63	373.4
Décembre 2010	27.98	33.91	398.4
Janvier 2011	29.61	36.36	420.2
Février 2011	29.47	33.85	418.2
Mars 2011	26.24	31.84	372.3
Avril 2011	24.36	29.74	345.6
Mai 2011	22.00	27.21	310.7

Tableau A26. Sélection de cours internationaux du lait et des produits laitiers et indices des prix

Période	Cours internationaux (USD la tonne)				Indice FAO des produits laitiers (2002-2004=100)
	Beurre ¹	Lait écrémé en poudre ²	Lait entier en poudre ³	Cheddar ⁴	
Année (janvier/décembre)					
2005	2 128	2 223	2 261	2 838	135
2006	1 774	2 218	2 193	2 681	128
2007	2 959	4 291	4 185	4 055	212
2008	3 607	3 278	3 846	4 633	220
2009	2 335	2 255	2 400	2 957	142
2010	4 043	3 127	3 464	4 010	200
Mois					
2010 - Mai	4 075	3 500	3 963	4 025	209
2010 - Juin	4 050	3 225	3 850	3 950	203
2010 - Juillet	4 000	3 138	3 375	3 950	198
2010 - Août	4 000	2 982	3 150	3 900	193
2010 - Septembre	4 100	3 138	3 357	3 950	198
2010 - Octobre	4 275	3 175	3 463	4 013	203
2010 - Novembre	4 500	3 050	3 513	4 175	208
2010 - Décembre	4 500	3 075	3 550	4 175	208
2011 - Janvier	4 625	3 500	3 801	4 375	221
2011 - Février	4 825	3 850	4 169	4 400	230
2011 - Mars	4 883	3 833	4 592	4 417	234
2011 - Avril	4 750	3 769	4 088	4 425	229
2011 - Mai	4 750	3 807	4 075	4 500	231

¹ Beurre 82% de matière grasse, f.o.b. Océanie; prix marchand indicatif

² Lait écrémé en poudre, 1.25% de matière grasse, f.o.b. Océanie, prix marchand indicatif

³ Lait entier en poudre, 26% de matière grasse, f.o.b. Océanie, prix marchand indicatif

⁴ Cheddar, teneur en eau maximale 39%, f.o.b. Océanie, prix marchand indicatif

Note: L'indice FAO des prix des produits laitiers est calculé sur la base de la moyenne pondérée en fonction des échanges internationaux d'une sélection de produits laitiers représentatifs sur les marchés mondiaux

Sources: FAO pour les indices. Prix des produits : Valeur moyenne des prix annoncés par le Département de l'agriculture des États-Unis – Dairy Market News

Tableau A27. Sélection de cours internationaux de la viande

Période	Cours de la viande porcine (USD la tonne)			Cours de la viande bovine (USD la tonne)			
	États-Unis	Brésil	Japon	États-Unis	Argentine	Japon	Australie
Année (janvier/décembre)							
2005	2 161	2 094	5 093	3 919	1 673	5 764	2 617
2006	1 986	2 134	4 540	3 803	2 270	5 685	2 547
2007	2 117	2 200	4 500	4 023	2 385	5 925	2 603
2008	2 270	3 000	5 117	4 325	3 615	6 275	3 138
2009	2 202	2 223	5 617	3 897	2 526	5 409	2 636
2010	2 454	2 747	5 993	4 378	4 008	6 060	3 351
Mois							
2010 - Mars	2 286	2 660	5 786	4 337	3 264	5 963	3 349
2010 - Avril	2 533	2 860	5 619	4 426	4 490	5 961	3 596
2010 - Mai	2 557	2 823	5 705	4 428	4 562	6 172	3 478
2010 - Juin	2 624	2 778	5 780	4 577	4 437	6 000	3 197
2010 - Juillet	2 574	2 699	6 010	4 514	3 391	6 147	3 210
2010 - Août	2 576	2 680	6 152	4 653	3 771	5 988	3 365
2010 - Septembre	2 460	2 708	6 220	4 424	4 022	5 960	3 351
2010 - Octobre	2 528	2 761	6 423	4 372	4 163	6 252	3 412
2010 - Novembre	2 455	2 952	6 358	4 272	5 007	6 200	3 439
2010 - Décembre	2 397	2 926	6 291	4 468	4 829	6 387	3 744
2011 - Janvier	2 404	3 002	6 337	4 334	4 952	6 422	4 100
2011 - Février	2 493	2 820	6 346	4 528	5 000	6 758	4 050
2011 - Mars	2 561	2 927	6 417	4 594	n.a.	6 772	4 140

Prix de la viande porcine

ÉTATS-UNIS – valeur unitaire à l'exportation des produits congelés – Statistiques du commerce extérieur publiées par le United States Census Bureau

BRÉSIL – valeur unitaire à l'exportation de la viande porcine, fob – A.B.I.P.E.C.

JAPON – prix d'importation du porc (c.a.f): découpes congelées désossées – A.L.I.C.

Prix de la viande bovine

ÉTATS-UNIS – bœuf congelé, valeur unitaire à l'exportation – Statistiques du commerce extérieur publiées par le United States Census Bureau

ARGENTINE – valeur unitaire à l'exportation des découpes de bœuf congelées – S.A.G.P.Ya

JAPON – prix d'importation du bœuf (c.a.f): découpes désossées, fraîches ou réfrigérées – A.L.I.C.

AUSTRALIE – Jusqu'en octobre 2002: avant-mains de bœuf congelées désossées, viande maigre à 85 pour cent, c.a.f ports des États-Unis (côte Est) ex-dock.

– Depuis novembre 2002: épaules et avant-mains de bœuf – Banque mondiale

Tableau A28. Sélection de cours internationaux de la viande et indices FAO des prix

Période	Cours de la viande de volaille (USD la tonne)				Indices FAO ¹ (2002-2004=100)		
	États-Unis	Japon	Brésil	Total viande	Viande bovine	Viande porcine	Viande de volaille
Année (janvier/décembre)							
2005	847	2 062	1 228	120	118	122	132
2006	734	1 852	1 180	119	1119	123	122
2007	935	1 964	1 443	125	125	125	151
2008	997	3 064	1 896	153	157	152	184
2009	989	2 541	1 552	133	134	131	162
2010	1 032	2 653	1 781	152	163	138	177
Mois							
2010 - Mars	1 034	2 392	1 716	145	156	131	175
2010 - Avril	1 043	2 430	1 740	151	164	138	177
2010 - Mai	1 055	2 662	1 747	152	164	137	178
2010 - Juin	1 011	2 675	1 706	152	161	141	173
2010 - Juillet	1 038	2 742	1 789	151	162	140	180
2010 - Août	996	2 836	1 769	156	167	141	176
2010 - Septembre	993	2 867	1 750	153	165	137	175
2010 - Octobre	1 017	2 948	1 813	158	170	141	180
2010 - Novembre	1 069	2 809	1 940	161	172	142	192
2010 - Décembre	1 031	2 941	1 966	166	181	141	191
2011 - Janvier	1 067	3 060	1 992	167	185	134	195
2011 - Février	1 066	3 100	1 983	171	188	141	194
2011 - Mars	1 102	3 319	2 023	175	190	148	199

Prix de la viande de volaille

ÉTATS-UNIS – découpes de poulet, valeur unitaire à l'exportation – Statistiques du commerce extérieur publiées par le United States Census Bureau;

JAPON – Prix d'importation du poulet, c.a.f ; congelé, à l'exclusion des cuisses de poulet -A.L.I.C.

BRÉSIL –valeur unitaire du poulet à l'exportation, fob - A.B.E.F.

¹ Indice FAO des prix de la viande

L'indice FAO des prix de la viande est calculé à partir des prix moyens de quatre types de viande, pondérés en fonction de leur part moyenne dans les exportations mondiales pour la période 2002-2004. L'indice est établi à partir de deux cotations de viande de volaille, trois cotations de viande bovine, trois cotations de viande de porc et une cotation de viande ovine. Lorsqu'il existe plus d'une cotation pour un type de viande donné, elles sont pondérées en fonction de leur part fixe dans les échanges. Les prix pour les deux mois les plus récents peuvent être des estimations et sujets à révision.

Tableau 29. Indices des prix du poisson (2005 = 100)

	Total	Aquaculture	Capture	Poisson blanc	Salmon	Crevettes	Pelagic e/tuna	Tuna	Autres poissons
Année (Jan/Déc)									
2005	96	92	99	98	91	97	118	94	89
2006	102	99	105	110	109	98	112	102	93
2007	109	100	116	119	110	101	118	116	98
2008	119	104	130	130	114	108	134	139	104
2009	109	103	114	113	120	96	126	126	98
2010	119	119	119	121	141	107	130	125	110
Mois									
2010 - Mai	114	117	112	119	144	94	107	124	108
2010 - Juin	115	116	114	119	141	98	129	125	109
2010 - Juillet	118	118	118	121	144	100	133	130	114
2010 - Août	122	121	122	119	146	107	137	135	118
2010 - Septembre	126	123	127	122	143	111	137	155	110
2010 - Octobre	129	128	130	129	148	124	152	133	113
2010 - Novembre	127	126	127	128	145	126	156	119	109
2010 - Décembre	131	131	129	127	152	127	156	130	114
2011 - Janvier	129	130	128	125	152	120	142	130	117
2011 - Février	131	130	131	124	155	120	145	137	124
2011 - Mars	136	134	137	129	161	120	156	148	130
2011 - Avril	137	135	137	128	163	120	162	149	132
2011 - Mai	135	134	137	127	161	120	162	150	135

Source = Norwegian Seafood Export Council

Note: L'indice FAO des prix du poisson est basé sur les valeurs des importations nominales exprimées en CAF sur les trois principaux marchés d'importation : le Japon, les Etats-Unis et l'UE. Des indices distincts existent pour les produits de l'aquaculture et des pêches de capture. D'autres sous-indices existent pour les principaux groupes de produits en fonction des espèces.

Tableau 30. Sélection de cours internationaux de produits

	Monnaie et unité	Date effective	Dernière cotation	Le mois précédent	L'année précédente	Moyenne 2006-2010
Sucre (cours journalier AIS)	Cents E.-U. la livre	31-05-11	23.11	22.76	14.84	15.41
Café (cours journalier OIC)	Cents E.-U. la livre	25-05-11	222.17	241.28	128.10	118.12
Cacao (cours journalier OIC)	Cents E.-U. la livre)	25-05-11	136.26	142.17	144.17	136.98
Thé (cours composite FAO du thé)	USD le kilo	30-04-11	2.94	2.96	2.73	2.33
Coton (Indice NYBOT) ¹	Cents E.-U. la livre	20-05-11	159.86	186.12	83.28	66.48
Jute "BWD" f.o.b. port de Bangladesh	USD la tonne	20-05-11	670.00	740.00	1075.00	522.50

¹ Cours du NYBOT (New York Board of Trade) depuis juillet 2007

MARCHÉ DU FRET MARITIME

Contribution du Conseil international des céréales (www.igc.org.uk)

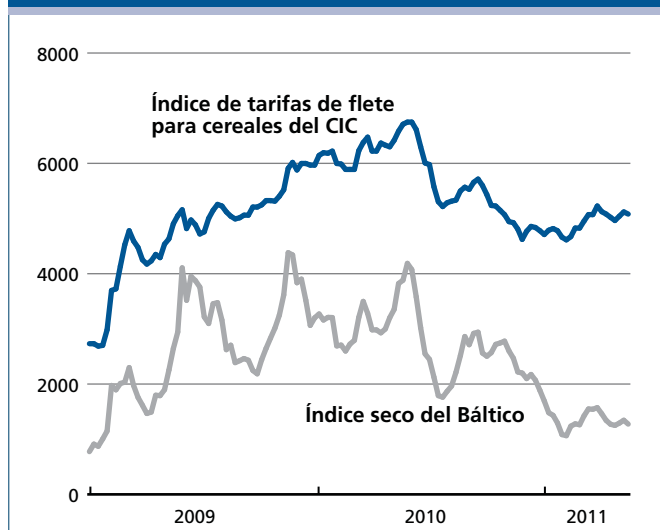
MARCHÉ DU FRET MARITIME (Mai 2010 – mai 2011)

Entre novembre 2010 et mai 2011, les taux de fret maritime du vrac sec, bien qu'assez variables à certains moments, a enregistré une baisse globale. Celle-ci s'explique par une demande plus faible pour les produits de base et une accumulation continue du tonnage. La réduction des taux a été plus prononcée dans le Pacifique, où une combinaison de tonnage excédentaire et de perturbations des expéditions de blé et de charbon provoquées par les inondations de l'Australie, on entraîné une pression supplémentaire. Début 2011, les navires de dimensions moyennes et plus petites ont navigué sur lest de l'océan Pacifique dans l'Atlantique, réduisant encore plus les taux. En mars, cependant, ils ont augmenté en raison d'une reprise de la demande de minerais, en Asie et en Europe, ainsi que du moindre tonnage disponible dans le Pacifique. La hausse des prix du combustible de soude et la réouverture de chantiers de démolition au Bangladesh ont également favorisé la tendance haussière. Suite à une forte baisse des exportations de céréales de la région de la mer Noire, des volumes supplémentaires ont été expédiés des États-Unis et de l'Union européenne. Les taux ont reculé à nouveau en avril à la suite d'une accumulation continue de tonnage excédentaire, notamment dans les catégories de plus grandes dimensions. Le Baltic Dry Index (BDI), après être tombé début février à son plus bas niveau en 26 mois, principalement en raison d'un ralentissement des taux de Capesize, a rebondi en avril, mais affichait toujours une perte nette de plus de 50 pour cent au cours des six derniers mois. Toutefois, le **IGC Grain fret Index (GFI)**¹ était stable, reflétant la fermeté relative des échanges par bateaux de taille moyenne, y compris le taux principal États-Unis (Golfe)/Japon et concernant les trajets plus courts.

Dans le secteur **Panamax**, les taux n'ont pas suivi une tendance uniforme depuis le mois de novembre : ils ont reculé tant pour le Pacifique que pour l'Atlantique en janvier/

¹ Le GFI établit une différence entre trajets empruntés pour les céréales d'une part, et pour les minerais et le vrac sec d'autre part, ces derniers étant inclus dans les indices plus généraux de vrac sec tels que le Baltic Dry Index (BDI). Le GFI se compose de 15 grandes voies de navigation pour les céréales qui représentent les principaux flux du commerce céréalier, avec cinq taux à partir des États-Unis et deux chacun à partir de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, de l'Union européenne et de la mer Noire. Les dimensions des navires sont bien représentées, avec 10 taux Panamax et 5 taux dans le secteur Handysize. Le GFI est calculé chaque semaine, avec la moyenne sur quatre semaines jusqu'au 18 mai 2005 pour sa base de 6000.

Indices de fret maritime
Mai 2009-Mai 2011
(2005=6000)



février en raison d'un surplus de tonnage et de la réduction de la demande de minerais. Les navires sur lest en provenance du Pacifique ont continué de se déplacer vers le golfe des États-Unis en quête de cargaisons. En mars, toutefois, un nouveau resserrement du tonnage et des volumes croissants d'expédition de céréales du golfe des États-Unis et d'Amérique du Sud ont entraîné une hausse des taux dans l'Atlantique. Le mois suivant, les taux ont fléchi en raison du tonnage excédentaire, notamment en provenance d'Amérique du Sud. En mai, de graves inondations le long du Mississippi ont causé des problèmes importants concernant le mouvement des chalands, perturbant ainsi temporairement les opérations de chargement dans le Golfe.

De même que pour le reste du transport maritime de vrac sec, le marché **Handysize/Supramax** a fortement reculé en janvier et février 2011, principalement en raison de l'excédent de tonnage et de la faiblesse de la demande. En avril et mai, cependant, le marché a récupéré la plupart des pertes grâce à une augmentation de la demande dans l'Atlantique pour les cargaisons du golfe des États-Unis et d'Amérique du Sud et, dans le Pacifique, en raison de l'augmentation des cargaisons de minerai de fer en provenance d'Inde. Les échanges de céréales en mai comprenaient un chargement de l'UE (Nord de la France) vers l'Algérie à 15 000 USD par jour et un trajet de l'Argentine vers l'Algérie à 42,25 USD la tonne. Un aller-retour du Pacifique Nord s'établissait à 12 500 USD par jour.

Indicateurs de marché

EXEMPLES DE ROUTES (moyennes mensuelles) USD/tonne				
Taille des navires	Handysize	Panamax	Panamax	Panamax
Origine	Brésil	États-Unis (Golfe)	États-Unis (Golfe)	États-Unis (Golfe)
Destination	EU (ARAH)	EU (ARAH)	Japon	Corée du Sud
Mai 2010	50	40	73	75
Juin 2010	49	37	70	72
Juillet 2010	42	31	55	57
Août 2010	45	32	57	59
Septembre 2010	44	32	62	64
Octobre 2010	41	28	59	61
Novembre 2010	37	26	55	56
Décembre 2010	37	27	55	56
Janvier 2011	41	27	54	55
Février 2011	40	26	52	53
Mars 2011	41	28	56	57
Avril 2011	44	26	57	58
Mai 2011	44	26	56	58

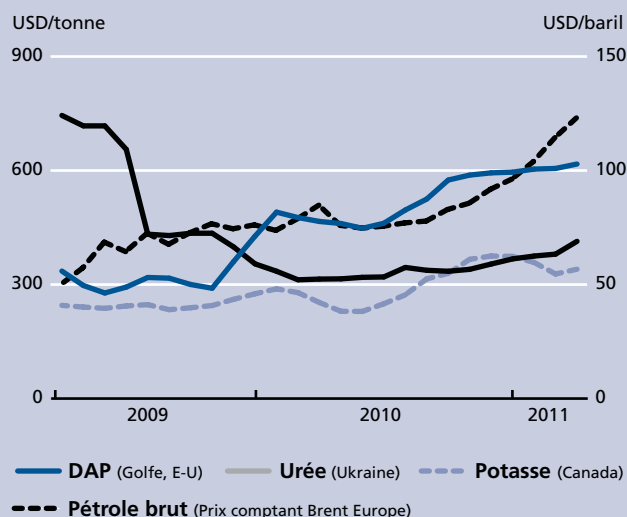
Le taux **Capesize** s'est effondré entre novembre 2010 et février 2011 et est resté à des niveaux relativement bas en raison d'un excédent durable de tonnage. Les baisses les plus marquées ont été observées dans le Pacifique où, suite à des perturbations des expéditions de charbon en provenance de l'Australie, les navires ont eu des difficultés à trouver des

cargaisons. Un certain nombre de navires ont été mis à l'arrêt car les rémunérations ont chuté au-dessous du niveau des coûts. La baisse des importations de matières premières du Japon et des perturbations dans ses ports suite au tremblement de terre et au tsunami ont également pesé.

FACTURE DES IMPORTATIONS VIVRIÈRES

Prix mensuels des engrais et du pétrole brut (Avril 2009 – Avril 2011)

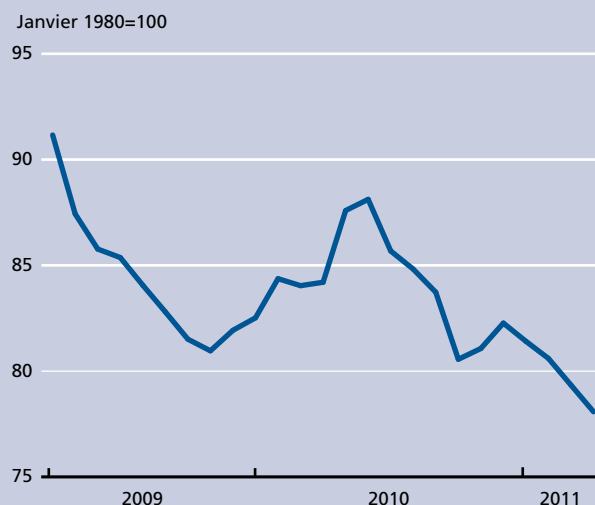
Les cours internationaux des engrais sont à la hausse, surtout ceux de l'urée, du phosphate diammonique (DAP) et de la potasse. La hausse des prix des cultures a entraîné une hausse de la demande d'engrais depuis le début de 2011. D'importants achats par les principaux pays importateurs comme le Brésil, l'Inde et la Thaïlande, ont contribué à la fermeté des prix, qui devrait se poursuivre étant donné que la demande en Europe et aux États-Unis se développe. La hausse des prix du pétrole et du gaz naturel a également été un facteur qui explique celle des prix de l'engrais. Il existe des incertitudes quant à l'offre mondiale d'engrais, en raison de la taxe à l'exportation de la Chine, actuellement de 7 pour cent. Alors que le secteur de la production mondiale fait face à une pression importante cette année, l'utilisation d'engrais pourrait encore s'intensifier, et entraîner une nouvelle hausse des cours. En outre, la perspective de nouvelles augmentations des prix du pétrole brut pourrait provoquer une hausse du coût des produits dérivés de nitrate, ce qui entraînerait également un raffermissement des prix des engrais pour le reste de l'année 2011.



Sources : FMI, Banque mondiale

Évolution du taux de change du dollar E.-U.¹ (Avril 2009 – Avril 2011)

Depuis juin 2010 le dollar américain a chuté de manière pratiquement ininterrompue par rapport aux principales devises, perdant environ 12 pour cent de sa valeur en termes réels. La baisse du dollar a fortement soutenu les prix des produits de base sur les marchés mondiaux au cours de cette période.



¹ Indice de change du dollar E.-U. par rapport aux principales monnaies corrigé des prix
Source : Réserve fédérale des États-Unis

La facture des importations mondiales de produits alimentaires pourrait atteindre de nouveaux sommets en 2011

Le coût global des denrées alimentaires importées à l'échelle mondiale pourrait atteindre un record de 1,29 billion de dollars É.-U. en 2011, soit environ 21 pour cent de plus qu'en 2010, dépassant le billion de dollars pour la troisième fois au cours des quatre dernières années.

Cette année, le coût mondial des importations de produits alimentaires devrait être caractérisé par une forte augmentation des dépenses consacrées aux produits à base de céréales et aux huiles végétales. Les achats de produits alimentaires relevant de ces deux catégories devraient, à eux-seuls, représenter 40 pour cent de l'augmentation annuelle de 228 milliards de dollars É.-U.

À l'exception du riz, qui ne devrait augmenter que modérément, les coûts d'importation de toutes les autres denrées alimentaires devraient augmenter de manière

significative dans l'ensemble. Les coûts de tous les produits devraient enregistrer une croissance à deux chiffres par rapport à 2010, et atteindre des niveaux record cette année. Par exemple, le coût des importations de produits animaux pourrait augmenter de 17 pour cent en moyenne, celui des importations de sucre et de boissons d'environ 26 pour cent et celui des importations de fruits et légumes de 13 pour cent. Les dépenses consacrées à ce dernier groupe pourraient atteindre 223 milliards de dollars É.-U., ce qui établirait nettement ce groupe de produits comme étant le plus cher dans l'assortiment de produits alimentaires importés au niveau mondial.

Des volumes d'importations en augmentation et la flambée des prix mondiaux, dans le contexte de la chute du dollar É.-U. (devise de référence des cotations internationales) et de la croissance économique soutenue dans les principales destinations mondiales, représentent, pour l'essentiel, les principaux facteurs qui expliquent ces perspectives. Les

Indicateurs de marché

Factures prévues des importations vivrières totales et des principales denrées alimentaires de base (en millions d'USD)

	Monde		Pays développés		Pays en développement		PMA		PFRDV		Afrique subsaharienne	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2009	2010
TOTAL ALIMENTS	1 060.1	1 287.9	693.9	831.9	366.2	456.0	25.7	33.5	165.5	209.6	28.2	36.8
Fruits et légumes	197.1	223.1	155.5	176.0	41.6	47.1	2.4	2.7	16.5	18.7	2.1	2.4
Céréales	134.8	189.2	64.4	90.6	70.5	98.6	8.0	11.2	29.4	41.9	9.6	14.4
Viande	113.7	134.9	84.4	98.7	29.3	36.2	1.4	1.7	6.9	8.4	1.7	2.0
Poisson	103.3	113.6	79.6	90.1	23.7	23.4	0.5	0.5	7.9	7.9	2.5	2.5
Produits laitiers	85.9	102.4	58.9	70.1	27.0	32.2	1.9	2.3	10.8	13.3	2.3	2.6
Huiles végétales et matières grasses animales	86.9	123.9	41.0	58.0	45.9	66.0	4.8	6.9	28.5	40.1	3.3	4.9
Graines oléagineuses	62.1	82.4	21.5	28.6	40.6	53.8	0.7	0.6	30.5	41.3	0.2	0.2
Sucre	50.2	63.9	26.9	36.1	23.3	27.8	2.9	4.0	13.1	14.3	2.9	3.6

augmentations prévues du coût des importations auraient été beaucoup plus élevées, s'il n'y avait pas eu de baisse prolongée des coûts du transport international de marchandises, tendance qui a commencé l'année dernière et qui s'est poursuivie durant le premier semestre de 2011.

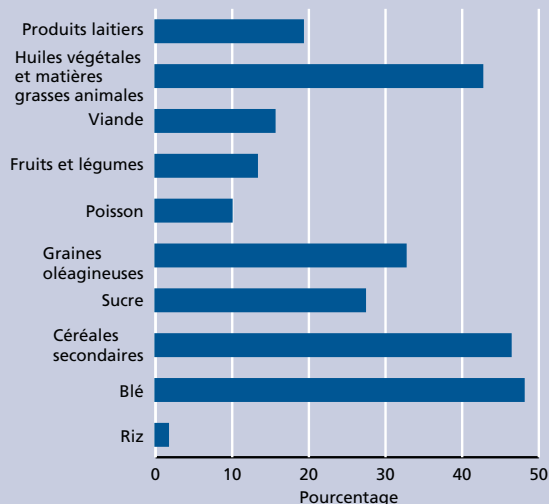
Le coût des achats de nourriture sur le marché international pour les groupes les plus vulnérables économiquement devrait flamber en 2011. Les dépenses des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) pourraient enregistrer une hausse de

27 pour cent. Toutefois, de tous les groupes économiques, c'est la facture des pays les moins avancés (PMA) qui devrait grimper le plus, de 30 pour cent, proche des augmentations record enregistrées au cours de la flambée des prix en 2007 et en 2008, nettement supérieures à la hausse constatée au niveau mondial. En effet, alors que les importations de produits alimentaires feront peser une charge considérable sur les pays les plus pauvres du monde, celles des pays développés, ne devraient augmenter que de 20 pour cent en 2010. Dans une perspective plus large, les dépenses consacrées aux denrées alimentaires importées par les pays vulnérables pourraient représenter environ 18 pour cent de toutes leurs dépenses d'importation, par rapport à une moyenne mondiale qui se situe autour de 7 pour cent.

Malheureusement, l'augmentation du coût des importations pour ces groupes ne signifie pas nécessairement une hausse de l'offre alimentaire. En effet, dans de nombreux PMA et PFRDV, les hausses d'achat de denrées alimentaires, surtout des aliments de base sur les marchés internationaux ne font que compenser la baisse de l'offre intérieure. Pour d'autres, toutefois, la composition du panier de produits alimentaires reflète globalement une croissance économique soutenue.

Évolution prévue des factures des importations alimentaires mondiales par type 2011 par rapport à 2010 (%)

Les coûts des importations mondiales par produit devraient atteindre des niveaux record en 2011. L'accroissement des volumes d'importation et la flambée des prix mondiaux, dans le contexte d'une chute du dollar américain (devise de référence de cotations internationales) et d'une croissance économique soutenue dans les principales destinations mondiales, représentent, pour l'essentiel, les principaux facteurs qui expliquent ces perspectives



Contact:

Adam Prakash
Téléphone: +39-06-57054948
Courriel: Adam.Prakash@fao.org

INDICES FAO DES PRIX

Indice mondial des prix à la consommation alimentaire FAO

L'indice mondial des prix à la consommation alimentaire

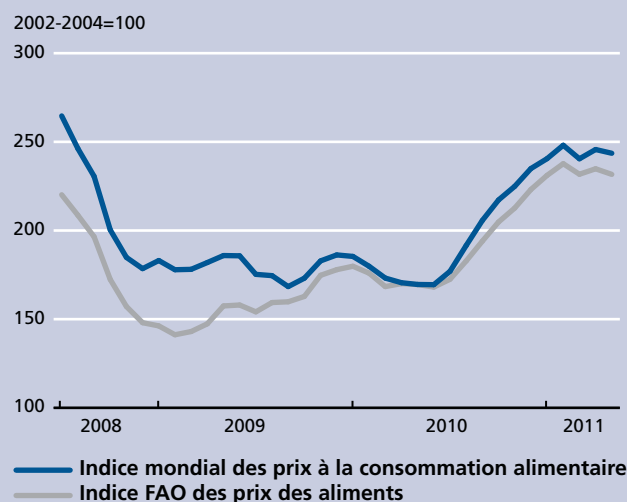
de la FAO permet de suivre l'évolution du coût de l'assortiment alimentaire mondial telle qu'indiquée par le dernier bilan de la FAO sur la situation alimentaire mondiale (voir le site <http://faostat.fao.org/>). Après avoir chuté à son niveau le plus bas depuis trois ans en juin 2010, l'indice a augmenté de manière ininterrompue, atteignant 248 points en février 2011, niveau qu'il n'avait plus atteint depuis 31 mois, avant de chuter légèrement à 244 points en mai. Au cours des douze derniers mois, le coût du panier alimentaire type dans le monde a augmenté de 48 pour cent en termes réels. Cette augmentation est principalement due aux hausses soutenues des prix des céréales, qui pèsent fortement sur la consommation alimentaire. Cependant, des hausses généralisées des prix de la plupart des autres produits, notamment des produits animaux au cours des derniers mois et des huiles végétales dans la seconde moitié de l'année dernière, ont également contribué à l'augmentation de l'indice.

Indice FAO des prix des produits alimentaires*

L'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en moyenne à 232 points en mai 2011, soit une baisse de 1 pour cent par rapport aux 235 points (estimation révisée) du mois d'avril, mais encore supérieur de 37 pour cent à l'indice de mai 2010. Le fléchissement de l'indice en mai s'explique par la baisse des cours des céréales et du sucre qui a plus que compensé l'augmentation des prix de la viande et des produits laitiers, alors que les prix des huiles sont restés globalement stables. Depuis le début de l'année, l'indice FAO des prix des produits alimentaires est au-dessus des 231 points et il a atteint un niveau record de 238 points en février.

L'indice FAO des prix des céréales s'est établi en moyenne à 262 points en mai, soit 1 pour cent de moins qu'en avril mais 69 pour cent de plus qu'en mai 2010. En dépit de conditions climatiques défavorables, qui ont eu un impact négatif sur les perspectives de récoltes en Europe et en Amérique du Nord,

Indice mondial FAO des prix à la consommation alimentaire et indice FAO des prix des aliments (Juillet 2008 – Mai 2011)



les cours des céréales ont globalement baissé en mai. Les prévisions d'importantes quantités de céréales exportables en provenance de la Fédération de Russie et d'Ukraine, le renforcement du dollar américain et le fléchissement des prix du pétrole ont également exercé une pression à la baisse sur les prix.

L'indice FAO des prix des huiles/matières grasses est resté stable en mai, à 259 points. Alors que les prix internationaux de l'huile de soja ont légèrement diminué grâce à une offre de soja plus importante que prévue en Amérique latine, les cours de l'huile de palme sont restés élevés malgré la hausse de la production en Asie du sud-est. Globalement, l'indice reste à des niveaux historiquement élevés, en hausse de 52 pour cent par rapport à mai 2010, reflétant la situation actuellement tendue de l'offre et la demande, que le marché s'attend à voir durer.

L'indice FAO des prix de la viande a atteint en moyenne 183 points en mai, légèrement au-dessus de la valeur du mois d'avril, 181 points (estimation révisée), et 10 pour cent de plus

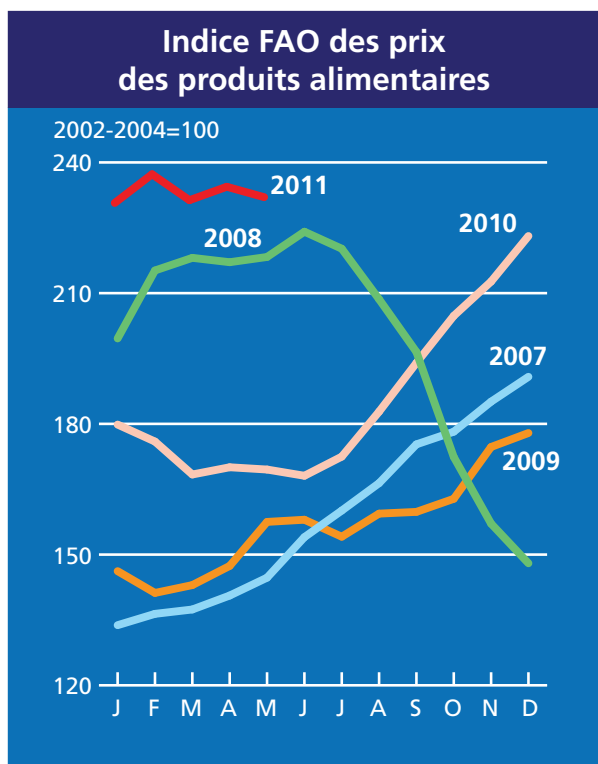
* Les indices FAO des prix des produits alimentaires sont mis à jour chaque mois et sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/worldfoodsituation/>

Indicateurs de marché

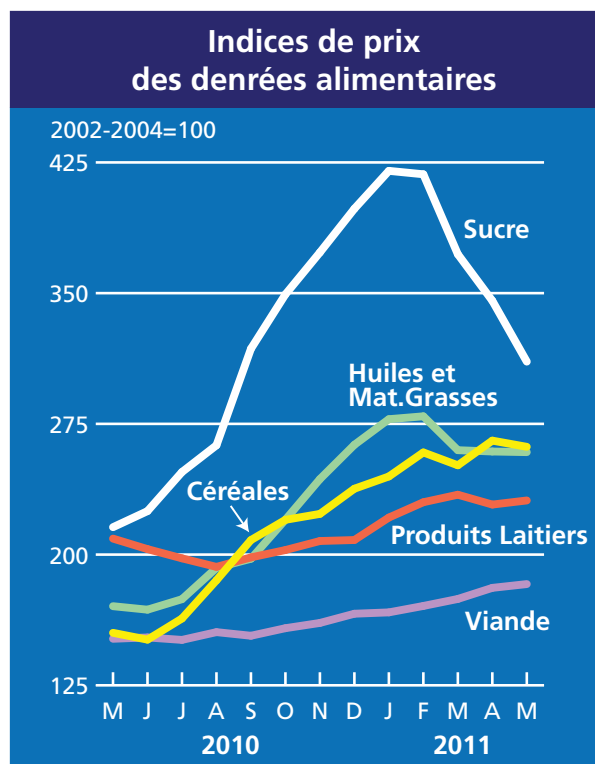
qu'en janvier. Depuis février, l'indice a atteint de nouveaux sommets tous les mois, soutenu par des prix record des viandes bovine et ovine, mais aussi par la fermeté des cours des viandes de volaille et de porc.

L'indice FAO des prix des produits laitiers s'est établi en moyenne à 231 points en mai, légèrement au-dessus de sa valeur du mois d'avril. Les prix des produits laitiers ont augmenté très rapidement de septembre 2010 à mars 2011, en raison de problèmes d'approvisionnement et de la hausse de la demande d'importation. Les prix des principaux produits laitiers ont peu changé par rapport au mois d'avril, à l'exception des cours du fromage qui ont augmenté de 2 pour cent.

L'indice FAO des prix du sucre s'est établi en moyenne à près de 311 points, soit une baisse de 10 pour cent par rapport à avril et de 26 pour cent par rapport au niveau record enregistré en janvier. La baisse récente a été provoquée par des perspectives faisant état d'une augmentation des disponibilités sur le marché, alors que la nouvelle campagne de broyage commence au Brésil et d'une production plus importante que prévue en Thaïlande. Cependant, la forte demande à court terme a entraîné une certaine stabilisation des prix internationaux du sucre durant la dernière semaine de mai.



L'indice FAO des prix des aliments indique les variations mensuelles des cours mondiaux pour un panier donné de produits alimentaires.



L'indice FAO des prix des denrées alimentaires indique les variations mensuelles des cours mondiaux des principaux denrées alimentaires.

Indicateurs de marché

Indice FAO des prix des aliments

	Indice des prix des aliments ¹	Viande ²	Produits laitiers ³	Céréales ⁴	Huiles et matières grasses ⁵	Sucre ⁶
2000	90	96	95	85	68	116
2001	93	96	107	86	68	123
2002	90	90	82	95	87	98
2003	98	97	95	98	101	101
2004	112	114	123	107	112	102
2005	117	120	135	103	104	140
2006	127	119	128	121	112	210
2007	159	125	212	167	169	143
2008	200	153	220	238	225	182
2009	157	133	142	174	150	257
2010	185	152	200	183	193	302
2010 Mai	170	152	209	155	170	216
Juin	168	152	203	151	168	225
Juillet	172	151	198	163	174	247
Août	183	156	193	185	192	263
Septembre	194	153	198	208	198	318
Octobre	205	158	203	220	220	349
Novembre	213	161	208	223	243	373
Décembre	223	166	208	238	263	398
2011 Janvier	231	167	221	245	278	420
Février	238	171	230	259	279	418
Mars	232	175	234	251	260	372
Avril	235	181	229	265	259	346
Mai	232	183	231	262	259	311

¹ **Indice des prix des aliments:** établi à partir de la moyenne des indices de prix des 5 catégories de produits indiquées ci-dessus, pondérés en fonction de la part moyenne à l'exportation de chacune des catégories pour la période 2002-2004: au total 55 cotations de produits pris en compte par les spécialistes de la FAO comme représentant les cours mondiaux des produits alimentaires indiqués sont incluses dans l'indice global.

² **Indice des prix de la viande:** calculé à partir des prix moyens de quatre types de viande, pondérés en fonction de leur part moyenne dans les exportations mondiales pour la période 2002-2004. L'indice est établi à partir de deux cotations de viande de volaille, de trois cotations de viande bovine, de trois cotations de viande porcine et d'une cotation de viande ovine. Lorsqu'il existe plus d'une cotation pour un type de viande donné, elles sont pondérées en fonction de leur part fixe supposée dans les échanges. Les prix pour les deux mois les plus récents peuvent être des estimations et sujets à révision.

³ **Indice des prix des produits laitiers:** établi à partir des cotations pour le beurre, le lait écrémé en poudre, le lait entier en poudre, le fromage, la caséine; la moyenne est pondérée en fonction de leur part moyenne dans les exportations mondiales pour la période 2002-2004.

⁴ **Indice des prix des céréales:** établi à partir des indices des prix des céréales et du riz pondérés en fonction de leur part moyenne dans le commerce pour la période 2002-2004. L'indice des prix des céréales est composé de l'indice des prix du blé établi par le Conseil international des céréales, qui représente lui-même la moyenne de 9 cotations différentes pour le blé, et 1 cotation à l'exportation pour le maïs, après formulation du prix du maïs sous forme d'indice et conversion de l'indice IGC pour la période 2002-2004. L'indice du prix du riz comprend trois composantes établies à partir des prix moyen de 16 cotations de riz, à savoir les variétés Indica, Japonica et aromatique; la pondération de ces trois composante est déterminée par la part (fixe) supposée dans les échanges de ces trois variétés..

⁵ **Indice des prix des oléagineux et des matières grasses:** établi à partir de la moyenne de 11 huiles différentes (y compris les huiles animales et de poisson), pondérée en fonction de la part moyenne à l'exportation de chaque produit pour la période 2002-2004.

⁶ **Indice des prix du sucre:** prix figurant dans l'Accord international sur le sucre établi sous forme d'indice 2002-2004.



Consultez en ligne la nouvelle version de la *Base de données d'analyse des prix des aliments du SMIAR*

qui couvre désormais 78 pays et plus de 1000 séries de prix

- Navigation rapide à l'aide d'une carte interactive et de graphiques accessibles d'un seul clic
- Une base de données performante, permettant la recherche par produit, par pays, par région géographique ou par groupe économique



- Tableaux de prix par campagne de commercialisation



- Statistiques de base pour chaque série de prix



- Pour changer de période, cliquez et faites glisser la souris sur le graphique



- Téléchargez et sauvegardez des graphiques, pour des visites ultérieures ou des liens e-mail



Sur le site Web de la FAO : www.fao.org/giews/pricetool2/



Perspectives de l'alimentation est une publication de la Division du commerce et des marchés qui est établie dans le cadre du Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR). Cette publication semestrielle (juin et novembre) s'intéresse en particulier aux faits nouveaux intervenus sur les marchés mondiaux des produits destinés à la consommation humaine et animale. Chaque rapport présente des analyses approfondies et des prévisions à court terme concernant la production, l'utilisation, le commerce, les stocks et les prix de chaque produit de base et contient des articles de fond sur un thème spécifique. Cette publication reste étroitement liée à une autre importante publication du SMIAR, Perspectives de récoltes et situation alimentaire, en particulier pour ce qui est des céréales. Elle est disponible en anglais, en chinois, en espagnol et en français.

Perspectives de l'alimentation, ainsi que toutes les publications du SMIAR, sont disponibles sur Internet sur le site Web de la FAO (www.fao.org) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/>. D'autres études utiles concernant les marchés et la situation alimentaire mondiale peuvent être consultées à l'adresse <http://www.fao.org/worldfoodsituation>.

Le présent numéro se fonde sur les renseignements disponibles jusqu'au mi-mai 2011.

Pour toute demande de renseignements, prière de s'adresser à:

Abdolreza Abbassian

Division du commerce et des marchés

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Via delle Terme di Caracalla

00153 Rome - Italie

Téléphone: 0039-06-5705-3264

Télécopie: 0039-06-5705-4495

Courriel: Abdolreza.Abbassian@fao.org or giews1@fao.org

Déni de responsabilité

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.